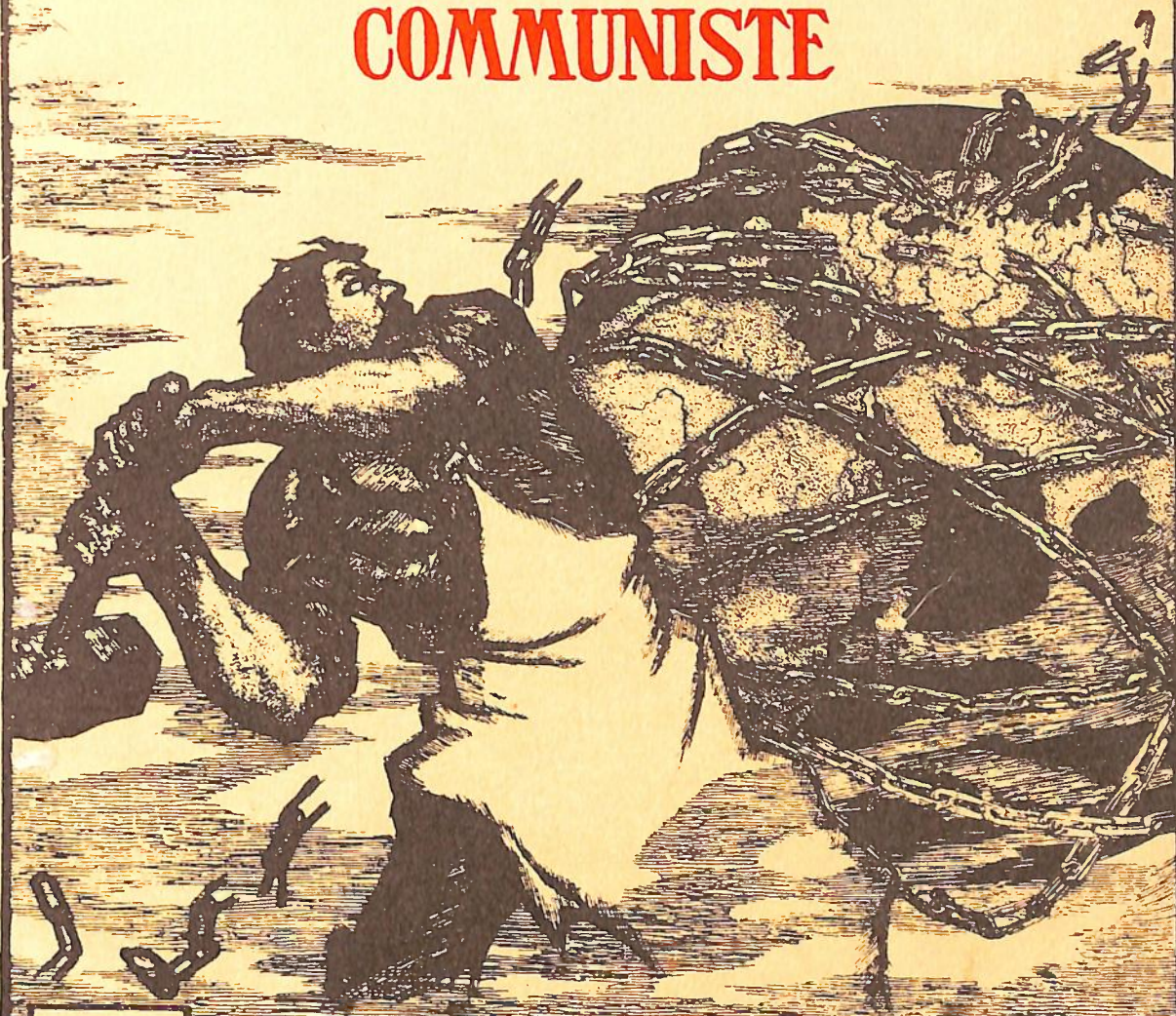


PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS
UNIS SEZ-VOUS!

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



N^o

MOSCOU
KREMLIN



PÉTROGRAD
SMOLNY

9-12

Deuxième année.

*Proletaires de tous les pays,
unissez-vous!*

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAIT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de *G. Zinoviev* avec la collaboration immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, Pokrovsky, Riazanov, Kaménev* (Russie), *Sirola, Manner, Kuusinen* (Finlande), *Höglund, Stram, Kilborn, Grimlund* (Suède), *Tranmel* (Norvège), *Roland Holst, Pannekøek, Gorter, Wijnkoop, Rutgers, Ravestejn* (Hollande), *Blagøv, Kolarov, Kirkov, Kabakchieff* (Bulgarie), *Gruber, Tomann* (Autriche), *C. Zetkin, M. Albert, Lévy, K. Radek* (Allemagne), *Rothstein, Pankhurst* (Angleterre), *Loriot, Saumoneau, Guilbeaux, Sadoul, Péricat* (France), *Serrati, Balabanovs* (Italie), *Platten, Münzenberg, Münch, Humbert-Droz* (Suisse), *Béla-Kun, Rudas, Roudnyansky* (Hongrie), *Marchlewsky-Karsky* (Pologne), etc. o o o o

L'Internationale Communiste a déjà publié les articles des camarades *M. Albert, A. Balabanovs, V. Bystriansky, N. Boukharine, Henri Guilbeaux, M. Gorky, H. Gorter, K. Gruber, Z. Höglund, N. Lénine, A. Lounatcharsky, D. Maclean, J. Marchlewsky (Karsky), E. Münch, E. Pankhurst, F. Platten, A. Roudnyansky, J. Sadoul, Sirola, K. Timiriazeff, L. Trotsky, Clara Zetkin, G. Zinoviev.* o o o o

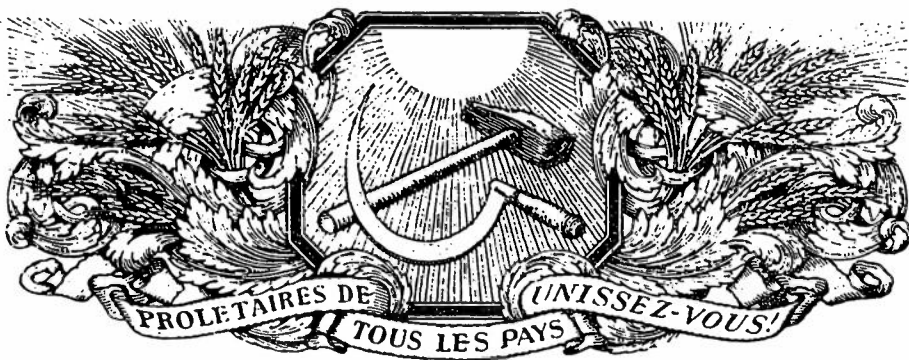


№ 9

2^e ANNÉE
AVRIL 1920

BUREAUX
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20 et 1-19.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV



LES BATAILLES RÉVOLUTIONNAIRES DE L'ALLEMAGNE ET LES COMBATTANTS DE 1919

A la mémoire de Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Léon Joguichés, Eugène Léviné, Franz Mehring et des vaillants tombés en 1919.

Introduction.

Le 14 janv. 1920 a été le premier anniversaire du jour fatal où des mains ennemies arrachèrent de notre sein Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht qui payèrent de leur vie leur fidélité au socialisme et à la Révolution. Ils sont tombés pour la cause qu'ils servent toute leur vie, ils sont tombés non dans l'ardeur du combat sous les coups d'adversaires vaillants et chevaleresques risquant dans la lutte leur propre vie. Prisonniers sans défense, ils ont été les victimes de la camarilla militaire. Ils ont été lâchement, traîtreusement, assassinés par d'infâmes bourreaux galonnés. Comble d'ignominie, la récompense promise pour chacune de ces têtes a joué un rôle tout aussi grand que le fanatisme de la haine. C'est ce qui est prouvé par le fait que les assassins trouvèrent, en vérité, assez de force pour accomplir leur sinistre besogne et fêter ensuite son accomplissement dans une abominable orgie, mais n'eurent pas le courage de prendre la responsabilité de leur forfait. Les procès scandaleux de Rung-Vogel et de Marloh et la scandaleuse affaire de Sklareitch qui n'a pas encore subi d'examen judiciaire, parlent avec suffisamment d'éloquence pour qu'il n'y ait pas d'équivoques sur cet alliage avantageux de considérations politiques et de calcul d'intérêts qui forment le terrain nauséabond sur lequel ont grandi les crimes écœurants dont les victimes furent Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Léon Joguichés et tant d'autres combattants d'avant-garde de la Révolution prolétarienne.

Cet alliage de mobiles politiques et de lucre comporte une signification particulière. Elle montre

indubitablement à quel degré de décomposition est tombée la société bourgeoise. L'élévation du meurtre commis par trahison par des mercenaires assassins au rang de méthode tolérée de lutte politique; l'impuissance, la tolérance bienveillante et peut-être l'aide secrète du gouvernement; la bruyante approbation du crime par les sphères possédantes et régnautes; l'acquiescement des meurtriers, tout cela pris ensemble représente un symptôme incontestable de décomposition absolue dans le domaine de la politique, de la morale et du droit de la société au maintien de laquelle s'acharnent avec tant de ferveur tous les Ebert, Scheidemann, Bauer et David en étroite alliance d'esprit avec les Ertzberger, Debnburg et Schiiness. En recourant à des procédés repoussants par leur bassesse morale et leur lâcheté, dans l'unique but d'éviter une lutte ouverte, honnête avec son ennemi implacable, la société bourgeoise prouve malgré elle qu'elle est mûre pour la chute, que sa disparition est nécessaire dans l'intérêt de la morale publique, tout autant que dans l'intérêt de la communauté. La main d'un assassin a voulu imposer pour toujours le silence aux chefs dont la parole accusatrice appelait les masses à la lutte: Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et d'autres combattants qui partagerent leur sort. Mais l'œuvre à laquelle ils ont travaillé, avec une fidélité absolue, est restée vivante, et la mort même de ces vaillants assassinés lui donne une autre vie. Les meurtriers de nos chers disparus vivent, vivent largement, joyeusement, mais l'œuvre à laquelle ils se sont vendus porte en elle les germes d'une mort certaine. Et elle doit mourir. La

Némésis de l'histoire ne souffre pas qu'on se rie d'elle. L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat allemand ne doit pas l'oublier un seul instant. Dans l'action, dans la lutte de cet avant-garde la vie de ces morts doit se prolonger aussi longtemps que ne sera pas atteint le but qui nous lie par des liens plus forts que la mort: la société communiste dans l'amour de laquelle ont vécu et pour laquelle sont mortes toutes les victimes de la contre-révolution.

L'insurrection de janvier à Berlin.

Nous sommes au début de janvier 1919. Deux mois à peine se sont écoulés depuis la révolution de novembre. De jour en jour il devient plus évident, ainsi que les communistes l'ont constamment souligné, que la lutte est menée non pour une particularité de la révolution, mais pour la révolution dans son intégrité, pour sa nature, son programme, son but. Réforme bourgeoise ou révolution prolétarienne, voilà la question. En d'autres termes: nouvelle forme de Gouvernement ou régime nouveau, développement complet du règne de la bourgeoisie au moyen de la démocratie bourgeoise et par conséquent existence ultérieure de la société capitaliste ou dictature de la classe prolétarienne réalisable par le régime soviétique et instauration du socialisme. Il devient de plus en plus certain, que la social-démocratie majoritaire et sa sœur jumelle, la bureaucratie syndicale, continuent honteusement mais systématiquement l'œuvre commencée le 4 août 1914 dans des conditions tout aussi honteuses et systématiques: trahison du socialisme, passage dans le camp du capitalisme, détournement du torrent révolutionnaire déchaîné dans les étroits canaux, dans les eaux pacifiques d'une réforme convenable, à la réalisation de laquelle la bourgeoisie et la caste militariste participeront avec satisfaction. Voilà le but de leurs rêves ambitieux, rêves dignes d'esclaves qui n'osent pas même penser à leur liberté.

Tremblant de peur devant les capitalistes, le gouvernement Ebert-Scheidemann-Landsberg s'efforce de faire obstacle à la victoire du nouveau régime en destituant à Berlin le préfet de police Eichorn, membre du parti social-démocrate indépendant. Cette ordonnance ne fut qu'un anneau dans la chaîne entière des actes visant au désarmement du prolétariat révolutionnaire de Berlin et à l'armement de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Il doit servir de prélude au renoncement complet des ouvriers à la révolution, à leur soumission absolue dans tout le pays au joug capitaliste; il est aussi le prologue de cette misérable comédie du gouvernement social-démocrate, se maintenant au pouvoir par la grâce de la bourgeoisie.

L'avant-garde révolutionnaire des ouvriers berlinois se dresse sous cet affront brûlant. Elle fait ce que son devoir et son honneur exigent d'elle et relève le gant qui lui est jeté. N'ayant pas d'idée claire de la situation historique et n'étant pas en état d'évaluer exactement les forces en présence, sans guides, qui auraient su tracer et limiter l'objet concret de la lutte en

conformité avec l'état de choses et par rapport aux forces des deux clans belligérants et qui, de plus, se seraient chargés de diriger pour atteindre le but visé, toute l'énergie révolutionnaire, l'avant-garde du prolétariat de Berlin s'oriente dans une nouvelle direction. Elle ne se contente pas d'une action énergique ayant comme mots d'ordre: le retour d'Eichorn, l'éloignement de Berlin de la garde contre-révolutionnaire de Noske, l'armement des ouvriers et la soumission des forces armées à leur contrôle. Elle va plus loin et pose la revendication suivante, autour de laquelle pouvaient alors se rallier tous les éléments révolutionnaires du pays: démission du gouvernement des traîtres et des renégats.

Elle appelle à la grève générale qui doit se transformer inévitablement en insurrection générale, convie à la lutte contre l'ennemi pour lequel il y a d'une question d'existence. Tout cela s'effectue dans de telles circonstances que les bataillons de choc des révolutionnaires berlinois sont voués inévitablement à subir le sort des communards de Paris. Sans parler des grandes masses ouvrières du pays, le prolétariat même de la capitale ne marche pas en masse compacte derrière cette avant-garde. Au plus fort de la lutte au lieu d'actions décisives, des négociations se poursuivent avec l'ennemi ce qui fait perdre à l'insurrection sa force combattive. Les différents épisodes de cette insurrection furent la saisie du *Vorwärts*, enlevée aux ouvriers berlinois par une clique de pontifes du parti, ainsi que la saisie de quelques autres journaux, qui apportèrent un soutien fraternel à l'organe officiel de Scheidemann dans l'action glorieuse de barrer la route à la révolution tout en couvrant ses pionniers de flots de boue.

L'avant-garde révolutionnaire des ouvriers berlinois brûle du désir de combattre. Elle se bat avec un courage héroïque. Elle cède seulement devant la supériorité des obus de gros calibre et des lance-mines; elle s'épuise, victime de l'inconscience et de l'insuffisance de sens révolutionnaire et d'énergie dans les masses prolétariennes de Berlin et d'ailleurs.

On tue les parlementaires du *Vorwärts* après d'affreuses tortures. Les gardes-blancs rétablissent l'ordre et le calme grâce aux moyens qu'ils ont appris au cours de plus de 4 années, dans la guerre fratricide. La bête fauve de l'ordre bourgeois est furieuse. Elle se venge cruellement d'avoir craint une minute pour ses presses, ses rouleaux de papier, ses coffres-forts, en un mot, pour tout ce qu'elle a de plus sacré: la propriété privée. Elle couvre l'insurrection de la bave empoisonnée du mensonge et de l'injure, elle participe par la parole et l'action aux violences les plus immondes contre les prisonniers sans défense, et sans arrêt elle hurle à la nécessité de nouveaux et de nouveaux assassinats.

Dans cette atmosphère de haine, de peur, d'enivrement de victoire, d'orgie sanglante, on fait retomber toute la responsabilité du déclenchement et du développement du mouvement insurrectionnel sur le parti communiste. «A bas les spartakistes», tel est le cri de tous ceux pour qui la révolution est le jugement dernier. Alors qu'en réalité, les chefs du parti communiste qui venaient à peine de se fonder et qui n'avait pas réussi à

s'implanter fermement, ne dirigèrent pas l'insurrection de janvier. Évaluant justement la situation, ils exigèrent que les cadres du mouvement fussent rétrécis et que toute l'énergie fût alors concentrée pour atteindre le but assigné. Quand la lutte, qui de leur avis avait été faussement conçue et mal commencée éclata quand même, ils ne purent naturellement pas porter un coup dans le dos des combattants. Ils se virent donc obligés d'agir de sorte que le parti communiste soutienne les prolétaires entrés en lutte, autant que le lui permettait son point de vue de principe et de tactique.

En dépit de cet état de choses, le sort voulut que l'accusation retombât sur les communistes et sur leurs militants, d'avoir été les instigateurs de l'insurrection de janvier. Contre eux se déchainait maintenant une tempête de haine et de poursuites abominables les couvrant de calomnies et les menaçant de mort. «Mort à Liebknecht! Mort à Luxembourg!» «Liebknecht et Rosa Luxembourg à la lanterne!» s'exclamait-on chaque jour dans des feuilles répandus par centaines de mille d'exemplaires; tandis que les journaux bien intentionnés réclamaient le même châtiement en des termes à peine voilés et que les officiers à qui l'on promettait l'impunité et une récompense pour l'assassinat s'en entretenaient. . . Le 14 janvier le flot sanglant emportait dans son tourbillon les corps de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. La secousse, causée par leur horrible mort hâte la fin de leur compagnon d'armes et ami Frantz Mehring, dont la santé si ferme autrefois avait été ébranlée par de nombreux mois de détention particulièrement pénibles pour un vieillard de 70 ans. Ainsi mourut ce grand chef de la classe ouvrière allemande, qui bien que sa mort ait été «naturelle» n'en est pas moins une victime de la grande bataille entre la révolution et la contre-révolution.

Les journées de mars à Berlin.

Février-mars 1919. Les beaux discours révolutionnaires de l'Assemblée nationale ne purent pas endormir la révolution, car ils étaient nettement accompagnés d'actions contre-révolutionnaires. La ferreux blanche de la garde de Noske se montra également impuissante à étouffer la révolution.

Dès lors sa fermentation devient de plus en plus violente. Ainsi qu'il en avait été après les événements de novembre 1918, mais avec une force plus grande, plus irrésistible monte la vague révolutionnaire qui vient battre les fondements de l'édifice capitaliste fortement ébranlé par les secousses de la guerre universelle.

Le flot des mouvements grévistes enfla dans la région du bassin houillier du Rhin, de la Westphalie, gagne l'Allemagne centrale et s'étend du côté de Bade, de la Bavière, du Wurtemberg, attirant dans son tourbillon de nouveaux et de nouveaux groupements syndicaux et atteint à Berlin des proportions imposantes. Les revendications d'augmentation de salaire posées par les esclaves révoltés du capital possèdent maintenant un axe commun de cristallisation et sont pénétrées d'une seule et même volonté: la socialisation, les so-

viets, le pouvoir soviétiste—tels sont les mots d'ordre du mouvement.

Dirigeants et défenseurs de l'ordre bourgeois, qui jouent au parlementarisme perdent leur assurance. Comptant sur la crédulité des masses, ils font des concessions, mais purement verbales. De vastes réclames font leur apparition émanant d'entreprises de filouterie politique, déclarant que «la socialisation s'avance», que «la socialisation entre en vigueur», etc. À Berlin les dirigeants social-démocrates majoritaires sont dans le fond de leur âme résolument contre les grèves, mais devant le courant impétueux du mouvement des masses font mine, à contre cœur, de les soutenir. Les chefs des indépendants n'approuvent la lutte qu'à moitié et cette fois, de nouveau dans un moment critique, les opérations décisives font place aux pourparlers. À quelque chose près le tableau général de la lutte dans la majorité des diverses localités d'Allemagne est le même. Le mouvement se disloque avant même que le gouvernement soit obligé de changer les jetons de ses promesses en espèces sonnantes d'actions révolutionnaires. Là où les révolutionnaires révoltés contre le capital et le gouvernement capitaliste font preuve d'entêtement dans la lutte, les défenseurs de «l'ordre» les ramènent par le sang et par le fer à leur ancienne condition d'esclave.

La carte de membre du parti social-démocrate d'une main, et de l'autre le sabre du général Gallifet, Noske sauve le nouveau royaume des millionnaires; il devient le héros préféré des fabricants, des marchands, des piliers de Bourse, des spéculateurs, des hobereaux, des commissaires, des politiciens petits-bourgeois, des professeurs, des pasteurs pangermanistes et des mondaines et demi-mondaines de mœurs plus ou moins légères. Ses acolytes: Merker, Lichtenberger, Lutwitz et autres cueillent dans la guerre civile ces lauriers qui leur ont glissé des doigts dans la guerre de brigandage impérialiste. Mais de l'avis de ces messieurs, il est nécessaire de châtier avec une rigueur particulière l'avant-garde du prolétariat berlinois qui n'a pas voulu renoncer à son idéal socialiste et à ses exigences révolutionnaires, malgré l'exemple d'Ebert et de Scheidemann et de leurs amis Wels et Ernst et en dépit de l'action «éducative» de l'organe central des avocats de la couardise et du renégatisme.

Le flot des mouvements grévistes n'avait pas encore réussi à se retirer qu'une rencontre insignifiante entre les troupes «gouvernementales» et les troupes «suspectes» organisée, comme il fut démontré, par un provocateur contre-révolutionnaire, servit de prétexte au gouvernement pour lâcher sur le prolétariat sa meute féroce casquée de fer. Noske au même moment proclamait l'état de siège à Berlin. Chaque personne trouvée porter d'une arme doit être immédiatement fusillée. Les gardes de Noske se jettent sur les «émeutiers» comme des bêtes fauves, les pillent comme des européens capitalistes civilisés et enlèvent aux victimes de leur cruauté jusqu'à leur dernier bouton. Le lieutenant Marloh, avec l'assentiment de Kassel et de Noske fusille sur l'ordre de Reingarth 29 matelots traîtreusement attirés dans une embuscade, comme des lièvres traqués par des rabatteurs pour permettre aux chasseurs de les

tuer plus facilement. Il n'en reste qu'un monceau de cadavres déchiquetés, défigurés. Partout des files interminables de prisonniers. Dans les prisons, dans les casernes retentissent les cris des victimes que l'on torture. Des tas de cadavres s'amoncellent. Les victimes ne se comptent plus comme en janvier par dizaine, mais par centaines et par milliers.

A nouveau les contre-révolutionnaires ivres de sang hurlent: «A bas Spartakus». «Mort aux Spartakistes». Et le Spartakiste, c'est tout prolétaire suspect qui a l'audace de douter de la sainteté bienfaisante du régime capitaliste et de sa propre démocratie et qui ne vénère pas cette trinité composée de l'amour d'Ebert pour le peuple, de la perspicacité gouvernementale de Scheidemann et de la noble compassion de Noske. Encore une fois, le parti communiste n'a pas «organisé» la grève et ne l'a pas dirigée. Il n'a pas pu naturellement, par l'intermédiaire des indépendants, conclure un accord avec les social-démocrates majoritaires qui se préparaient nettement à la trahison, pas plus qu'avec les bureaucrates syndicalistes; de même qu'il n'a pas pu suivre les chefs des indépendants, ces hommes aux hésitations et aux doutes éternels, foris en paroles et faibles en action. Gardant sa fidélité à son drapeau il devait suivre sa propre voie; mais il ne pouvait pas rester en même temps dans un «splendide isolement» hors des masses prolétariennes combattantes. Il devait tendre à porter les grèves qui éclataient avec la force d'un élément au niveau d'une action politique consciente des masses; avec un programme bien défini, il devait appliquer toutes ses forces à mobiliser les grandes masses et à les élever au plus haut degré du sentiment révolutionnaire et de la volonté. Mais en tout cas il n'a nullement contribué à l'explosion de la lutte armée.

Cela ne devait pas empêcher la meute d'assassins de la bourgeoisie de se jeter à nouveau sur lui. De tous les partis et organisations, c'est encore au parti communiste que revient l'honneur de la haine mortelle de l'ennemi et des pertes les plus graves. Ses bureaux, ses dépôts, ses typographies sont dévastés, sa littérature de propagande est brûlée, la *Rote Fahne*, ce précieux héritage de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, est frappée d'interdiction. Plusieurs des militants du parti sont arrêtés, les autres sont traqués et se voient dans l'obligation de fuir d'Allemagne ou de se cacher. Les bourreaux de la bourgeoisie assassinent Léon loguichés qui, après Rosa Luxembourg était le militant le plus capable du parti, son organisateur le plus talentueux. Malgré que Léon loguichés n'ait jamais agi publiquement et qu'il soit même personnellement inconnu à la majorité des spartakistes, les bandits «de l'ordre» l'arrêtent dans son appartement et l'enferment dans la prison de Moabit. Là il est soumis aux pires tortures qui cependant n'arrachent pas un mot à ses lèvres; et c'est dans cette prison que Taumchik, l'assassin de Dorembach, le tue traîtreusement d'un coup de feu. Il va de soi qu'on parle d'une «tentative d'évasion», dans l'escalier de la prison de Moabit, derrière sept verrous, comme il en fut de Liebknecht tué après «tentatives d'évasion» dans les ombrages du Tiergarten. Les tentatives d'évasion en temps de dic-

taure d'une classe qui se prosterne devant l'ordre de la bourgeoisie se sont toujours montrées fatales pour les militants révolutionnaires. Au contraire elles réussissent invariablement aux Fogel, aux Marloh et à autres spadassins de la réaction que de confortables automobiles réussissent toujours à soustraire avec bonheur aux foudres de la justice militaire.

La République soviétiste de Munich.

Mai 1919. Munich; ville gaie, ville de mœurs libres et légères, ville des buveurs, des petits-bourgeois au cou sanguin, adorateurs passionnés de la bonne bière, ville bigarée, vivant dans l'insouciance d'une vie de bohème s'est transformée en une ville assiégée et conquise.

On n'entend plus dans les rues, que le crépitement des fusils et des mitrailleuses, l'éclatement des grenades et les ordres menaçant de fusillades en masse; on n'y voit plus que gardes blancs, s'enivrant du sang des spartakistes, et «citoyens» pleins de rage et de haine applaudissant aux bourreaux et exigeant toujours plus d'assassinats et de tortures. Dans les quartiers ouvriers, dans les rayons, où la lutte fit rage, au mur de chaque maison, dans chaque cour la mort guette hommes et femmes, dont les vêtements, la conduite, la vue excitent le soupçon qu'ils ont avec les «gardes rouges» participé à la lutte pour la République soviétiste. Tous les plus bas instincts de la nature humaine sont déchainés et célèbrent les orgies bruyantes de l'espionnage et de la délation. Partout où le regard se porte, ce ne sont qu'exécutions en masse, et files interminables de prisonniers, qu'attendent les pires tourments physiques, moraux, et la mort de la main du bourreau.

L'unité de la nouvelle Allemagne, qui ne s'était en rien exprimée jusqu'alors, a trouvé maintenant une brillante expression dans l'étroite collaboration amicale des bataillons volontaires et des défenseurs des «patries» isolées. Tous, ils s'efforcent dans un effort commun d'étrangler la République soviétiste de Munich. Les vieilles, les profondes contradictions de «culture nationale» entre les vrais bavarois, les badois, les «gens du Nord», les «cochons de prussiens» et les saxons disparaissent comme de la fumée dans une vapeur de sang enveloppant toute la jeunesse bourgeoise: étudiants, bureaucrates, ingénieurs, de même que les désœuvrés de toutes classes. Tous ils se sont ligués pour la défense des coffres-forts capitalistes et de la société existante établie au cours des siècles par la nature même et par la volonté de Dieu. La douloureuse inquiétude pour le maudit anneau de Niebelung, pour l'or étincelant, pour la propriété capitaliste et pour son règne et la haine mortelle pour le prolétariat révolutionnaire, menaçant «les biens les plus sacrés» des peuples d'Europe et du monde, voilà le solide ciment qui lie, de nos jours, tous les partis politiques, toute la bourgeoisie de la nouvelle Allemagne. Car en dépit de son décor démocratique, l'Allemagne reste un pays capitaliste où règnent la bourgeoisie et sa terreur blanche. Les événements de Munich l'ont prouvé indubitablement.

Du point de vue historique, le mouvement révolutionnaire du prolétariat de Munich ne représente rien de plus qu'une nouvelle édition « revue et complétée » des combats de janvier et de mars, « corrigée » par tous les collaborateurs politiques possibles. Il est par rapport à ces combats, ce qu'une expérience scientifique est par rapport à une formule. Ce n'est pas que je veuille dire que la république soviétiste, qui représente l'âme même et tout le programme de la lutte, doit être considérée comme une expérience faite conformément à une formule scientifique. Certes non. Pour autant que la République soviétiste de Munich incarnait la volonté et l'action de la masse, elle apparaît comme la manifestation naturelle, immédiate de la lutte de classe du prolétariat. Les forces historiques combinées cherchent en elle l'expression et l'incarnation sociales des conditions posées par le développement historique. C'est ce qui frappe à première vue quand on suit par la pensée toute la marche des combats révolutionnaires en lisant la remarquable étude de P. Werner: *La République des Soviets de Bavière* (1).

A Munich, le mot d'ordre du prolétariat: le régime soviétiste et la socialisation, fut réalisé par les mains des prolétaires eux-mêmes, avides de s'émanciper de l'esclavage capitaliste.

La république soviétiste de Munich, il est vrai, éclata, au début comme une « force », comme une « pseudo-république soviétiste ». Selon la juste caractéristique de Werner, elle sortit absolument comme un homunculus aveugle et ridicule de la corne des alchimistes littéraires et politiques. La proclamation de la République soviétiste fut imaginée par les social-démocrates majoritaires, désireux de duper traitreusement les ouvriers révoltés en falsifiant l'idée soviétiste au moyen d'une république bourgeoise soviétiste; ce faisant, ils étaient soutenus par les indépendants qui comme une girouette en plein vent se tournent d'un côté ou d'un autre, ne sachant pas dans le fond ce qu'ils veulent, ce qu'ils peuvent faire tactiquement, et comme il convient de le réaliser stratégiquement; à sa proclamation participèrent aussi d'honnêtes étourneaux humanitaires et enfin toute la lie des aventuriers politiques et affairistes. « Elle fut le fruit des difficultés et des intrigues du gouvernement socialiste, des sorties anarchistes à la Don Quichotte et de la politique sans principes des indépendants ». Cette trouvaille se fana comme une herbe dont on aurait coupé les racines. Elle ne représentait absolument rien, ne pouvait rien et ne faisait rien. Le mouvement contre-révolutionnaire l'eut emportée comme un fétu de paille. Mais voici que dans les fabriques, dans les usines avec une puissance irrésistible surgit la volonté de transformer cette pseudo-république soviétiste en une réalité. Les élus des masses laborieuses prennent en main le sort du régime soviétiste. On change non seulement les hommes, auxquels la direction de la révolution avait été confiée, mais le fond même, le programme de la révolution de

Munich. Il en sort une véritable république soviétiste prolétarienne.

Il est vrai que cela s'effectue dans une telle situation historique que dès sa naissance la République soviétiste est condamnée à mort. La volonté des masses, leur activité sont dirigées sur une voie erronée. Elles ne voient devant elles que le but étincelant, ne prêtant pas d'attention à la route semée de pierres et d'épines, qui les sépare du but. Un pays comme la Bavière, où la prédominance de l'agriculture est incontestable, ou celle-ci est tout entière aux mains d'une classe paysanne riche; un pays dont l'industrie est insignifiante; un pays dans lequel les criantes contradictions de classe dans le sens actuel du mot ne jouent pas de rôle décisif, ne représente pas un terrain favorable sur lequel la société socialiste, prolétarienne, peut être instaurée avant d'avoir été implantée dans les autres parties de l'Allemagne. Et les masses prolétariennes dans ces autres parties du pays plus développées en capitalisme restaient sourdes et aveugles à cet exemple et à ce signal qui leur était donné par leurs frères de Munich. Au contraire, la contre-révolution fit preuve du flair le plus fin dans l'évaluation des événements de Munich. Dans une touchante unanimité « nationale » tous les Ebert, Hoffmann, Blass et Gradnauer s'unirent pour salir et calomnier la république soviétiste de Munich; tandis que Noske, Hass, Hertopip et Hepp se liguèrent pour la noyer dans le sang.

Ces journées révolutionnaires se sont terminées par une affreuse, une émouvante tragédie. L'histoire du Munich soviétiste, c'est l'histoire de cette alouette revenue trop tôt qui, fascinée par la lumière du beau soleil, s'élança par un jour glacial avec un cri triomphant dans les cimes éthérées et là, saisie de froid, retombe mourante sur la terre glacée. Triste tableau qui nous donne en même temps l'espérance et la certitude que le printemps viendra. L'expérience de la république soviétiste prolétarienne de Munich rappelle les mots de Karl Marx que le prolétariat, tout en étant un géant par ses tâches et par ses forces l'est aussi par ses fautes et dans ses aberrations. Ce choc révolutionnaire fut une faute immense, mais — telle est déjà la dialectique vivante de l'histoire — il fut en même temps un immense pas en avant: les masses prolétariennes se sont mises hardiment à briser le vieil appareil capitaliste gouvernemental et à le remplacer par un nouveau régime qui leur met en mains la totalité du pouvoir. Comparativement aux journées de janvier nous voyons un enrichissement sensible du programme révolutionnaire et un accroissement considérable de l'audace des masses. Dès lors l'avenir de la révolution prolétarienne se présente chargé de force et de promesses.

L'attitude des communistes vis-à-vis des événements de Munich était au fond fixée d'avance. Fermement, avec mépris, ils refusèrent de reconnaître la pseudo-république soviétiste de Hayer. Dans les tentatives impétueuses des masses laborieuses ils n'avaient pas pu ne pas voir une action prématurée. Mais quand la lutte fut déclarée, quand, bravement et hardiment, les ouvriers

(1) P. Werner, *Die Bayerische Räterepublik, Tatsachen und Kritik*, Franke Verlag, Leipzig.

Nous recommandons instamment à nos lecteurs de prendre connaissance de cette brochure.

prirent les armes, les communistes ne purent pas rester des spectateurs passifs. Ils s'employèrent à ce que le présent avec toutes ses erreurs et toutes ses aberrations servit de leçon bienfaisante pour l'avenir, de garantie que dans la prochaine action on ferait preuve de plus de conscience révolutionnaire et d'unité. C'est ainsi qu'ils ont été en quelque sorte les critiques et les conseillers bienveillants dans les tentatives incertaines et souvent erronées du prolétariat de Munich qui cherchait à réaliser et à maintenir le pouvoir soviétiste. Sans la moindre hésitation ils prirent sur eux leur part de travail et de responsabilité en entrant dans les Soviets au moment le plus difficile, lorsque ceux-ci eurent besoin d'une direction ferme et consciente. Et ils ont consciencieusement porté le fardeau de cette besogne pleine de difficultés et de responsabilité aussi longtemps que la non-maturité de l'action révolutionnaire du prolétariat de Munich, résultant de toute la situation objective, ne s'est pas révélée dans toute son évidence. Les social-traités et les lourdauds bourgeois qui démissionnèrent après défaite redevinrent pour une heure de nouveaux pontifes et la pseudo-république soviétiste bouffonnée, pour quelques instants fit sa réapparition.

A Munich nous voyons que les hurlements : «A bas les spartakistes!» sont le mot de ralliement pour les contre-révolutionnaires de toutes nuances, tant du camp de la social-démocratie majoritaire que de la bourgeoisie. Ces hurlements inspirent les détracteurs bourgeois, qui déversent des torrents de mensonges et de boue sur la république soviétiste et servent d'accompagnement aux coups de crosse appliqués sur la tête des ouvriers catholiques suspectés d'esprit révolutionnaire. Et même après le rétablissement de la sécurité des coffres-forts de banques, on continue à condamner à mort des centaines d'innocents.

Dans les journées de mars, à Berlin, des centaines d'hommes ont été tués au nom de l'ordre bourgeois. A Munich on en a fusillé des milliers. Parmi eux, avec la fleur de la classe ouvrière révolutionnaire ont péri les partisans les plus énergiques, les plus conscients et les plus fidèles du communisme.

C'est ici que le destin cruel a emporté un des militants les plus valeureux : Eugène Léviné. Il n'a pas été assassiné, comme Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg et Léon Loguichés; mais bien «exécuté». La différence n'est que dans la forme. En réalité, Léviné est tombé victime de lâches assassins et le voile juridique transparent du procès judiciaire, dont la mise-en-scène fut faite selon toutes les règles de l'art, souligne bien plus encore toute leur lâcheté. La balle, qui a traversé la poitrine de Léviné en vertu du verdict par lequel l'odieuse comédie judiciaire s'est terminée, n'a pas seulement foudroyé un combattant communiste: elle a aussi porté un coup mortel à la justice bourgeoise.

Développement ultérieur de la lutte.

Rappelons que la période comprise entre l'insurrection berlinoise de janvier et la proclamation de la république soviétiste à Munich est remplie de grèves révolutionnaires et de collisions san-

glantes, dans lesquelles les deux côtés opposants firent preuve du plus grand acharnement. A Brême, à Dusseldorf, dans le bassin houillier du Rhin et de la Westphalie, à Brunswick, à Halle, à Erfurt, à Hambourg, à Stuttgart, à Chemnitz, à Leipzig, en Haute-Silésie, en maints autres endroits on s'efforce de démontrer aux ouvriers, par la force des armes, tous les bienfaits du régime capitaliste. Dans toute l'Allemagne la terre est abreuvée du sang des prolétaires révoltés. Sans doute, l'étendue de la lutte révolutionnaire et son imminence nous empêchent d'en voir toute la grandeur, et d'en juger l'ampleur et l'importance. Mais si l'on réunit dans un seul ensemble tous les phénomènes isolés, dispersés, après avoir rétabli leur lien inférieur et si l'on envisage cet ensemble dans une perspective historique, il est impossible de ne pas reconnaître que dans ces quelques derniers mois l'avant-garde du prolétariat allemand a fait dans la voie de la lutte révolutionnaire un pas gigantesque de la plus grande importance. Comparée à la bataille livrée par le prolétariat allemand avec une si héroïque passion, la lutte de la bourgeoisie contre l'Etat féodal n'apparaît-elle pas, en dépit de tout le romantisme des sociétés secrètes des complots, des barricades surgissant de terre, des armes forgées dans les ténèbres, n'apparaît-elle pas quand même insignifiante et presque puérite?

Le début même des actions révolutionnaires souligne àprement cette différence. D'un côté, le prolétariat géant, issu de l'immense domaine de la production usinière groupant dans son ensemble des millions d'hommes; de l'autre, la petite bourgeoisie bien rangée, logeant dans l'étroitesse d'une ville moyen-âgeuse, avec des corps de métiers dont les proportions en comparaison ne dépassent pas celles d'un jouet; d'une part, une tendance vers un but, coïncidant avec la marche implacable de l'histoire: instauration d'un nouveau régime social, création d'un nouveau monde, dans lequel seront abolies toutes les barrières de classe entre les hommes; d'autre part, le désir de donner une nouvelle forme à l'état dans l'unique but d'établir et d'assurer le règne de la nouvelle classe aspirant au pouvoir. Dans l'histoire de l'Allemagne nous ne connaissons qu'un seul mouvement qui puisse être mis au rang des combats révolutionnaires de 1919; c'est la formidable insurrection paysanne contre les seigneurs et oppresseurs. Ceux qui participaient à cette insurrection aspiraient plus ou moins consciemment à un nouveau régime social: ils voulaient établir le «régne communiste de Dieu sur la terre». Les revendications idéales du christianisme, tournées vers la vie intérieure et l'au-delà, devaient verser un flot de nouvelle vie dans les survivances réelles de la communauté primitive et de la sorte contribuer à l'organisation d'une société nouvelle.

Il ne peut y avoir de doute qu'au cours de cette période la révolution s'est rapprochée de son but grandiose. Par son programme et son sens historique la lutte révolutionnaire se développe constamment d'après une courbe ascendante. A Berlin, lors des journées de janvier, l'avant-garde du prolétariat allemand cherche à assurer à la révolution la liberté de mouvement et d'action. Comme si elle effectuait une recon-

naissance, scrutant le terrain de la bataille prochaine, elle veut, au moyen du renversement du gouvernement qui, tout en se couvrant du pavillon social-démocrate, sert les intérêts du capital, libérer la voie de la Révolution de cet obstacle qui, d'après sa conviction, est le plus important. Les journées de mars à Berlin ont en partie le même sens, mais seulement en partie. En relation avec leur point de départ et avec le mouvement révolutionnaire dans les autres contrées du pays leur trait fondamental est la revendication de la socialisation et du régime soviétiste. Cette revendication est encore assez confuse et nébuleuse. Les masses ouvrières espèrent encore que cette revendication sera réalisée légalement par le gouvernement et par le parlement de ce même État dont l'âme capitaliste se révèle aux ouvriers par le crépitement des mitrailleuses et le grondement des canons lourds. De la sorte dans le programme des journées de mars se reflètent encore les idées les plus confuses sur la nature des Soviets, sur l'association harmonique du parlementarisme avec le régime soviétiste, les vieilles illusions sur la valeur de la démocratie bourgeoise, etc., en un mot, toutes ces faiblesses de conscience et de volonté, qui laissent leur empreinte caractéristique sur le programme tactique composé à ce moment, de la social-démocratie indépendante. Le sens historique de la lutte de Munich démontre l'énorme distance franchie par le sentiment révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne depuis les journées de janvier. Le sens de cette lutte, consiste, sans contredit, dans la destruction de l'état capitaliste, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'un nouveau régime communiste. Certes, ce sens était encore allégué par des confusions, des illusions, des incertitudes dans l'évaluation des faits et par l'indécision dans l'action, mais il n'en représente pas moins un solide point central, autour duquel s'accumulaient les événements révolutionnaires. Il n'en est pas moins nécessaire de reconnaître qu'à Munich l'avant-garde du prolétariat menait sa lutte après s'être affranchie dans une large mesure de ses préjugés, politiques et sociaux. De la sorte cette étape de la lutte révolutionnaire apparaît non seulement en raison de ses proportions, de sa persévérance, de l'abondance des victimes, mais en raison de son sens historique, comme le point culminant de la lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. C'est pourquoi elle conservera son importance pour les actions révolutionnaires ultérieures, même si elles se renouvelaient au début sur un niveau inférieur.

La période de la République soviétiste de Munich est comme un feu de signal allumé dans le lointain pour éclairer les masses combattantes du prolétariat d'Allemagne.

Résultat des combats révolutionnaires.

Pourtant en dépit de la croissance du sentiment révolutionnaire l'avant-garde de la classe ouvrière allemande n'est-elle pas allée constamment de défaite en défaite? N'a-t-elle pas sacrifié par milliers ses combattants intrépides, n'a-t-elle pas perdu des leaders irremplaçables; cela ne prouve-t-il pas que cette lutte était inutile? Où sont les résultats politiques et économiques de la lutte

révolutionnaire qui s'est prolongée de janvier jusqu'en mai? Ainsi interrogent les lâches et les poltrons qui ne vaincront jamais, car ils n'oseront jamais se lancer dans une action audacieuse. Ainsi interrogent avant tout les beaux esprits pour lesquels la lutte émancipatrice prolétarienne est un simple problème d'arithmétique, dont la solution d'après eux sera donnée au moyen de l'addition de petits faits «positifs». La preuve finale de leur sagesse reste une morale de platitude bourgeoise qui déclare qu'un «fiens» vaut mieux que deux «tu l'auras.»

Traduit en langage politique cela veut dire: Le prolétariat doit préférer un monde mauvais, un accord avec le capitalisme sur le terrain de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, des réformes sociales et des contrats collectifs, à la lutte révolutionnaire pour l'écrasement du capitalisme.

Combien cette manière de voir est inférieure à celle ancienne morale que prêchèrent autrefois à la bourgeoisie combattante ses meilleurs représentants: «La liberté et la faim valent mieux que la cage d'or de l'esclavage.»

Le prolétariat de nos jours ne peut même pas s'attendre à recevoir dans la société capitaliste «la cage d'or de l'esclavage.»

La guerre mondiale a abouti à un anéantissement colossal des biens et richesses publiques, tel qu'il ne s'en était jamais vu à aucun moment de l'histoire, et à une destruction sans mesure de l'appareil de productivité publique. Elle a posé en même temps devant la société les problèmes les plus difficiles pour surmonter le chaos qui en est résulté, pour sortir des misères qu'elle a engendrées, pour lutter avec l'insuffisance des biens matériels et moraux. Après d'un tel état de choses l'existence ultérieure de l'économie capitaliste fondée sur l'extraction des bénéfices, et de la domination de classe bourgeoise peut signifier seulement le plus impétueux, le plus féroce renforcement de l'exploitation capitaliste du prolétariat, menaçant les grandes masses de la misère et de l'esclavage. L'ouvrier ne sera pas même en état de tenir en main la plus petite chose. Le retour à la barbarie ou la conquête du pouvoir politique et l'établissement du socialisme, c'est non seulement une question de vie ou de mort pour toute la société, mais pour lui une question d'existence personnelle. Voilà pourquoi il ne lui reste plus qu'un parti: la lutte! Au reste, est-il bien vrai, que la lutte révolutionnaire n'a coûté au prolétariat que des pertes et ne lui a donné aucun profit? C'est faux, répond l'histoire. La lutte émancipatrice du prolétariat avance constamment, irrésistiblement, mais elle ne va pas toujours en droite ligne, ni de victoire en victoire. Elle fait des tours et des détours, elle a ses ascensions et ses chutes. Mais ce qui la caractérise c'est que la défaite rehausse le prolétariat, le porte en avant et le rapproche du but. Comme il est indiqué dans le *Manifeste Communiste* le résultat le plus important de la lutte de classe prolétarienne, de son sens historique, n'est pas telle ou telle «acquisition» positive. Il réside dans l'augmentation de la cohésion, du sentiment social et de l'activité des déshérités et des exploités, en tant qu'ensemble de classe, et dans le renforcement de la volonté de lutte pour l'émancipation. De ce point de

vue les défaites de l'avant-garde prolétarienne combattante — défaites dont l'inévitabilité résulte du développement du processus historique — perdent leur force paralysante. Elles sont également le gradin préparatoire pour les victoires futures. Elles ne deviendraient de véritables défaites qu'au cas où le prolétariat sortirait d'elles, en maudissant le sort, après avoir perdu la foi en lui-même et dans son œuvre, sans avoir rien appris.

Nous avons mentionné plus haut qu'aux combats révolutionnaires de son avant-garde, en 1918, le prolétariat était redevable de l'acquisition de la clarté de ses mots d'ordres, de l'élaboration d'une tactique plus conforme au but et du renforcement de l'état d'esprit combattif. C'est ce qu'a révélé l'« indignation » contre la politique de la bureaucratie syndicale dans le plus fort syndicat allemand : les métallurgistes. Cela s'est fait sentir par un vigoureux coup de barre à gauche qui s'effectue sous la pression du sentiment social grandissant des masses au sein de la social-démocratie indépendante en dépit de ce que les leaders les plus marquants de ce parti n'approuvent pas cette nouvelle orientation et même ouvertement se prononcent contre elle. Il ne peut y avoir de doute que l'expérience puisée dans les mois révolutionnaires, doit se refléter salutairement sur la lutte révolutionnaire future. Mais il faut pour cela que l'avant-garde révolutionnaire prolétarienne se rende pleinement compte des conditions historiques et évalue exactement les forces de ses ennemis et de ses amis. Elle ne doit plus, donnant dans les provocations, combattre par petits groupes contre un ennemi supérieur en forces, elle ne doit pas permettre de laisser disperser ses siennes propres. Ses hardis détachements de choc isolés doivent apprendre à attendre que de gros bataillons les rejoignent. Les gros bataillons de l'armée prolétarienne doivent être pénétrés du sentiment de solidarité de tous les participants à la lutte révolutionnaire. Ils doivent se rappeler que la défaite de chaque détachement d'avant-garde est aussi la leur. L'ennemi capitaliste du prolétariat en lutte pour son émancipation a compris avant et mieux que lui la nécessité de la solidarité dans le combat. Dans chaque révolte particulière de ses esclaves il envisage le danger pour l'œuvre entière. Pour Noske, comme autrefois pour Duffkammer, « l'hydre de la Révolution » se cache, derrière chaque grève quelque peu importante. D'où une concentration permanente des forces contre-révolutionnaires pour infliger d'un seul coup une défaite à la révolution. La République soviétiste de Munich fut pour les conservateurs de la société capitaliste une affaire « nationale ». Pour le prolétariat elle est restée, en dépit de tous les touchants témoignages de sympathie, une affaire « locale » des habitants de Munich. Nous devons nous instruire chez nos ennemis.

Importance de la tradition révolutionnaire.

Depuis les combats révolutionnaires de 1919, un large torrent de sang sépare la bourgeoisie et le prolétariat d'Allemagne. Il est impossible d'y jeter un pont, en dépit de tous les efforts

que pourraient faire les social-démocrates majoritaires, dont les mains sont encore souillées du sang de nos frères qu'ils ont assassinés. Ce torrent de sang est pour le prolétariat une source intarissable de forces vives. C'est un fait. La lutte révolutionnaire a enrichi les ouvriers allemands d'une valeur idéaliste inestimable, dont l'insuffisance s'était douloureusement fait sentir tant dans leur psychologie que dans toute leur histoire. Grâce à l'expérience de la guerre civile les prolétaires d'Allemagne se sont instruits à la lutte révolutionnaire et ont appris à combattre un ennemi disposant des engins de mort les plus perfectionnés. De plus, ils ont reconnu que la discipline extérieure qui se traduit par le paiement régulier des cotisations et la diffusion des feuilles volantes — quelle qu'en soit l'importance — ne peut tout de même pas amener d'elle-même les déshérités et les exploités des déserts de la société capitaliste à la terre promise de la société communiste. Le crépitement des mitrailleuses a fait pénétrer solidement dans leur âme le sentiment qu'il existe des moments historiques où le prolétariat doit sans hésitations, sans un moment de doute, se donner tout entier et sacrifier sa vie pour atteindre son but. Les combats de janvier — mai 1919 ont créé pour le prolétariat allemand une tradition révolutionnaire d'une signification éducatrice inappréciable.

Ce fait marque l'achèvement de la période de lutte émancipatrice prolétarienne, qui commence avec la fin de la guerre franco-allemande de 1870-1871 et qui s'écoula sous son influence ainsi qu'il avait été prévu par Karl Marx avec une géniale clairvoyance. En Allemagne, où s'était transporté le centre de gravité de la grande lutte historique entre le capital et le travail, cette période historique fut une longue lutte acharnée de la bourgeoisie contre le prolétariat organisé. Le capitalisme qui se trouvait encore dans les langes impérialistes, rêvait d'étouffer le socialisme au moyen de lois d'exceptions. Le prolétariat s'est défendu, luttant pour son existence présente et ultérieure, résolument, délibérément sans épargner les sacrifices. Cependant en dépit de tout l'héroïsme de sa patience et de sa hardiesse combattive, cette lutte ne prit jamais un caractère de combat révolutionnaire déclaré. Elle restait une petite guerre, qui consistait en une mystification habile des autorités toute-puissantes, en une dispute juridique avec les procureurs et les juges, et en des discussions parlementaires avec les partis bourgeois et leur gouvernement.

C'est dans la période d'action de la loi contre les socialistes que s'élabore cette coutume, accablante pour l'adversaire de la stricte légalité de la lutte, coutume qui caractérise la lutte de classe du prolétariat allemand jusqu'à la révolution.

Cette vérité la plus évidente que les méthodes de lutte révolutionnaire, dans certaines conditions historiques, deviennent superflues, que leur application dans un tel ordre de choses doit être même évitée, fut transformée en l'absurde principe historique que le prolétariat dans tous les cas doit éviter les combats révolutionnaires. Le conditionnel s'est transformé en absolu, en « impératif catégorique » de la lutte de classe

prolétarienne. La tradition s'est figée après s'être transformée en forme mourante. Karl Kautsky prêtre et gardien du «pur marxisme», ainsi que le «comprendait» la direction du parti socialiste, a théoriquement canonisé la tactique qui consiste à étudier successivement le combat, tactique dont on fit l'unique et salutaire «stratégie» et ce juste au moment où l'impérialisme arrivé à son apogée poussait les masses prolétariennes dans une action formidable qui aurait pu, en s'avivant, se changer en lutte révolutionnaire. La guerre universelle a montré clairement même aux plus bornés, qu'une insolente réalité se moquait depuis longtemps déjà des péroraisons de Kautsky sur «la supériorité» de sa «stratégie» à laquelle ne croient plus en général que ceux qui ne veulent pas de la lutte révolutionnaire. Le poing brutal de Noske a brisé définitivement la vieille tradition idyllique. Désormais au sein du prolétariat allemand règne la tradition des combats révolutionnaires, devenue une force historique. Perdant son sang et ruisselante de larmes, mais avec la tête haute, fièrement, hardiment, le visage tourné au soleil levant, cette tradition s'est implantée au sein des ouvriers allemands. La signification historique de la tradition révolutionnaire du prolétariat consiste en ce qu'elle représente la création propre de celui-ci. Le fruit de sa propre puissance créatrice. Elle consiste encore en ce que luttant et mourant pour la révolution les masses prolétariennes sortent des cadres dans lesquels la société bourgeoise renferme leur vie et leur activité et par cela même atteignent la liberté humaine absolue, constituant le but de la lutte émancipatrice de leur classe. La tradition révolutionnaire est la manifestation supérieure d'une nouvelle vie intérieure, d'une nouvelle activité de l'esprit des masses prolétariennes. C'est ce qui explique sa force entraînant, éducatrice et créatrice. Si les leaders du prolétariat ne craignent pas les perspectives d'une mort héroïque dans le combat, en se soumettant aux injonctions du devoir et de l'honneur, c'est là quelque chose d'incontestablement précieux. Cela contribue à la formation d'une tradition révolutionnaire individuelle et éduque les révolutionnaires dans l'esprit de cette tradition.

Mais cette tradition ne se forme que lorsque la lutte révolutionnaire et la mort pour la révolution deviennent une manifestation ayant un caractère de masse, une expression de la grande communauté d'idée intérieure, une expression de la libre volonté des masses. Dans les veines de la jeune tradition révolutionnaire des ouvriers allemands coule le sang de quinze mille victimes et le battement de tous ces cœurs se confond dans un formidable grondement qui appelle tous les immobilisés et les inertes, les indifférents et les apathiques, les hésitants et les indécis, et qui les presse impérieusement d'aller sans cesse plus avant et toujours plus loin!

Les amis tout autant que les ennemis de la Révolution considèrent que le facteur décisif de son triomphe en Russie réside dans le fait qu'à sa tête se trouvent les chefs les plus talentueux et les plus grands. Et tous se cassent la tête sur cette énigme pour savoir quelles «particularités nationales» ont pu faire apparaître, en Rus-

sie, la figure gigantesque de Lénine, les grandes figures de Trotsky, de Sverdlof, de Zinoviev, pour parler plus laconiquement, de cette pléiade de chefs bolchéviks, alors qu'en même temps, dans tous les autres pays on est frappé par l'absence d'hommes politiques intelligents, doués et habiles à la direction. Les sagaces historiens de ce genre ne comprennent pas le fond de la révolution et ne savent rien de l'histoire de la révolution russe. Ici la révolution a triomphé parce que la tradition par une longue lutte révolutionnaire, riche en victimes, a enfanté des militants de la race de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Sverdlof et autres. Et en dehors de ces brillantes personnalités marquantes, elle a créé des centaines, des milliers de Lénine, de Trotsky, etc., etc., d'hommes et de femmes, qui de jour en jour, avec abnégation consacrent toutes leurs forces à l'accomplissement de la tâche dont ils avaient été chargés, donnant jusqu'à leur dernier souffle, et, le plus simplement du monde, toujours prêts à lutter et à mourir pour la cause révolutionnaire.

Ceux qui sont tombés pour la révolution.

Lors des anniversaires de la mort de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht les noms des grands leaders disparus seront sur les lèvres de tous les partisans sincères du socialisme international. Le prolétariat combattant du monde entier abaissera ses étendards devant leurs tombes. Avec un sentiment de pieuse reconnaissance il les honorera ainsi que ces milliers d'anonymes, d'inconnus, qui tombèrent en 1917 dans la lutte avec la contre-révolution allemande. La destinée sanglante de Karl Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de Léon Loguichés et d'Eugène Léviné n'est que le reflet et le symbole de la destinée des masses. Quand le regard, tourné vers le lointain, erre sur l'étendue sans bornes de la mer, il s'arrête toujours sur les cimes étincelantes des vagues, annonciatrices de l'éternel mouvement des flots. Mais les cimes étincelantes ne sont que la couronne de la masse des flots mouvementés et plus la lame est large et haute plus leur éclat perce dans le lointain.

Si Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Frantz Mehring, Léon Loguichés et Eugène Léviné au moment de leur mort apparaissent sur les cimes de la vague révolutionnaire ce n'est assurément pas par un pur jeu du hasard. Toute leur vie ils furent des pionniers de la tempête qui déchaîna les eaux, les souleva dans les airs et les précipita en avant. Leur mort est le couronnement de leur vie, pénétrée tout entière par l'unité intérieure de la conviction et de la cause, de la lutte révolutionnaire contre toutes les forces obscures opprimant les hommes, les rivant aux chaînes, les pourchassant comme des pauvres et des indignes, du banquet de la vie civilisée. «Mort au Spartakiste!» «Le Spartakiste, voilà l'ennemi de la société!», tels sont les cris avec lesquels on assassine traitreusement les militants les plus marquants du prolétariat révolutionnaire, avec lesquels on met à mort des milliers de combattants prolétariens. Ce cri fut naïf et stupide pour autant qu'il était provoqué par l'idée que

«Spartakiste» avait «créé» les événements de janvier et de mai. Mais en général, il n'était pas dépourvu de quelque sens intérieur, car le «Spartakiste» avait bien excité et éduqué cet esprit d'insurrection, l'esprit de révolte des masses prolétariennes qui s'est fait sentir avec la violence d'un élément dans la lutte révolutionnaire de 1919. L'impérissable mérite de nos chefs disparus restera pour toujours d'avoir appartenu au groupe «Spartacus», appelant par la parole et l'action les esclaves du capital à la révolte, au moment où les chefs de la majorité social-démocrate remplissant le rôle d'encruteurs et de geôliers poussaient les masses prolétariennes dans le massacre de la guerre universelle. Ces chefs continuèrent à enflammer les masses même pendant la révolution lorsque les social-majoritaires s'efforçaient de rejeter le prolétariat sous l'ancien joug et que les leaders des indépendants, indécis, se tenaient timidement à l'écart.

Mais que signifie ce mot: «Spartacus»? «Spartacus» — ce n'est pas seulement pour les hommes le vieux rêve éternellement raïéuni de s'émanciper de toutes les misères sociales, le rêve qui dans les formes idéologiques les plus diverses passe en tâtonnant, cherchant sa route à travers toute l'histoire et qui trouve son incarnation dans les vers enflammés des poètes, des prophètes et des fondateurs de religion. «Spartacus», c'est la conscience, la volonté, l'aspiration active à la réalisation de ce rêve et de plus, dans une forme historique supérieure de lutte pour la liberté, pour la souveraineté de tous les participants à la lutte, pour le socialisme international. Sous le drapeau du socialisme international «Spartacus» rassemble les masses prolétariennes dispersées et dupées pour la lutte contre les oppresseurs, au moment où le capitalisme impérialiste avec un mépris absolu dénie à ces masses toute dignité humaine, les foule aux pieds en les forçant à la guerre fratricide, à la négation de leur idéal humain et à son abjuration. Sous le drapeau du socialisme international «Spartacus» rassemble les masses prolétariennes dispersées et dupées, même lorsque la révolution se met en marche en Allemagne et quand on s'efforce de la transformer en concubine vénale de la minorité bourgeoise. «Spartacus» rallie les masses d'esclaves dans une solide unité guerrière en vue du dernier assaut décisif. Les chefs disparus travaillèrent sous le drapeau de «Spartacus» avec une fidélité et un attachement inébranlable à la cause commune.

Karl Liebknecht, agitateur talentueux, infatigable, réveillait et entraînait les masses par le feu de sa profonde conviction intérieure, par la flamme de sa parole ardente, galvanisant leur volonté de conquérir la liberté. Intrépide soldat de la Révolution il va au-devant des masses, sans perdre de vue, un seul instant le but suprême. Il est des premiers social-démocrates allemands qui stigmatisèrent le militarisme et l'impérialisme comme étant l'ennemi le plus dangereux, le plus mortel de la classe ouvrière et qui se donnèrent pour but, de terrasser sans faiblesse ces ennemis. Karl Liebknecht réunit pour cette lutte de nouveaux régiments de militants résolus, appelant sous le drapeau du socialisme — et c'est là son impé-

rissable mérite — toute la jeunesse révolutionnaire. Il devine, pressent la trahison ourdie dans le camp de la social-démocratie et s'efforce par une lutte courageuse de la repousser. Se moquant du danger, ne comptant pas avec les pertes, il mène inlassablement la lutte, impétueux et téméraire, se jetant dans le feu de la mêlée avec la persévérance et l'audace des grands révoltés. Karl Liebknecht pendant très longtemps ne trouvant d'appui nulle part, fut le premier des cent députés social-démocrates du Reichstag qui leva le drapeau immaculé du socialisme international au-dessus des champs de bataille où fumait le sang; c'est à ce titre qu'il est devenu l'éducateur, le guide, le combattant d'avant-garde, l'exemple le plus noble et le plus réconfortant pour les prolétaires de tous les pays. Les poursuites, les années d'emprisonnement, ne purent pas briser sa fidélité à ses convictions, user son esprit passionné de combativité. Pendant la révolution il lutte avec une maîtrise presque surhumaine, continuant jour après jour le corps à corps avec l'ennemi jusqu'à l'heure où il tombe percé de balles, traîtreusement assassiné par des officiers.

A côté de Karl Liebknecht un autre «spartakiste», Frantz Mehring, chevalier né de l'esprit, maniant une plume tranchante comme une épée. Doué d'un rare talent d'écrivain, ce brillant et laborieux historien renonce aux avantages et aux honneurs qui l'attendaient dans le camp de la bourgeoisie et se consacre avec le plus grand attachement et la plus grande abnégation à la cause du prolétariat. Aux heures les plus graves il subit l'épreuve du feu et devient un vrai combattant révolutionnaire. Quand le gouvernement met en vigueur la loi contre les socialistes pour le désarmement et la répression du prolétariat révolutionnaire, Frantz Mehring hardiment et résolument se jette à la rencontre des capitalistes et des junkers coalisés. Le 4 août 1914, quand la social-démocratie allemande se renie et passe du côté de l'ennemi impérialiste aux accents barbares d'une musique patriotique, apportant en sacrifice à l'avidité de domination universelle de la bourgeoisie des millions d'ouvriers, Frantz Mehring, presque septuagénaire, se joint avec une juvénile ardeur au petit groupe de stoïques militants qui déclarent la guerre aux impérialistes et aux social-patriotes et qui s'efforcent d'arracher à leur influence les âmes prolétariennes. Par ses derniers articles dans la *Rote Fahne* il donne à la révolution ses dernières forces. L'esprit de «Spartacus» parle d'une voix haute et ferme dans la riche littérature qu'il laisse en héritage au prolétariat.

C'est avec un profond sentiment de reconnaissance que nous tournons notre pensée vers Léon loguichés et Eugène Léviné, vers ces deux «étrangers» qui semblables à la juive russo-polonaise Rosa Luxembourg, acquirent par leur activité et leur participation à la lutte l'imprescriptible droit de cité dans tout cœur de prolétaire allemand épris de liberté. Leur mort tragique a mis le dernier sceau à la charte qui leur confirme ce droit perpétuel. Ces «étrangers» étaient des socialistes internationaux dans le sens le plus vrai de ce mot. Pour

le bourgeois patriote la patrie est, comme on le sait, où il vit bien ou pour s'exprimer en langage capitaliste où il peut le mieux exploiter autrui et jouir de la vie. Pour les «spartakistes» la patrie était là où le socialisme avait besoin de leurs forces, où il exigeait leur vie. Les noms de Léon loguichés et d'Eugène Léviné sont inscrits en traits ineffaçables dans l'histoire de la révolution des deux pays. Sous le règne de la terreur tsariste, Léon loguichés-Tichko insuffle au prolétariat de la Pologne russe l'esprit de «Spartacus» et lui communique une force créatrice. Avec Rosa Luxembourg il est le fondateur et le chef du parti social-démocrate polonais qui a conservé inaltérés les principes sacrés de l'internationalisme. Lors de la révolution de 1905 il marche d'un pas assuré, le regard étincelant, à la tête des esclaves révoltés. Après son évvasion des geôles du tsar il se consacre au travail et à la lutte révolutionnaire en Allemagne. A partir du moment où se déclancha la guerre universelle il fut le camarade d'idée et le compagnon d'armes de Rosa Luxembourg, appelant les prolétaires au grand jugement historique contre le capitalisme malaisant, destructeur de vies humaines. Il est la main organisatrice de sa géniale amie tout en étant sa conscience critique qui ne se tait pas même une minute; il fut même parfois un pionnier du mouvement en avance sur elle. Un énorme mérite lui revient du fait que la littérature d'agitation et de propagande, qui jeta une si vive lumière sur les causes de la guerre impérialiste universelle, tout en stigmatisant la banqueroute de la social-démocratie et en préparant les exploités à la révolution, put en dépit de l'état de siège, s'imprimer et se répandre à la face même des argus de la censure et des limiers de la police. On peut même dire, que cette littérature, dans sa majeure partie, n'aurait jamais vu le jour sans l'inlassable persévérance et l'initiative de Léon loguichés. Son énergie fut d'une importance décisive pour l'organisation du groupe «Spartacus» qui devait réunir toutes les forces des esclaves révoltés. Il vint à bout victorieusement des difficiles problèmes des semaines révolutionnaires et la contre-révolution tua dans sa personne le plus fidèle exécuteur des dernières volontés politiques de Rosa Luxembourg.

En 1905 Eugène Léviné participe en Russie à la lutte révolutionnaire et paye ce crime d'un emprisonnement. En Allemagne, issu d'une famille riche, il renonce aux avantages que lui procuraient sa naissance et une préparation scientifique universelle, il renonce à ses prérogatives d'universitaire et devient ouvrier. Avec sa femme et ses enfants cet homme dont l'âme est essentiellement sensible et impressionnable supporte toute l'immense amertume des privations de la classe prolétarienne. Eugène Léviné accepte ces misères courageusement. Car d'après ses opinions celui qui veut sortir le prolétariat des fondrières de l'indigence morale et matérielle et le conduire vers les sommets de la liberté, à la lumière du soleil, doit lui-même se fondre totalement dans le prolétariat. Eugène Léviné se donne pour tâche de marcher à sa tête, de lutter pour sa cause et de le diriger. La trahison de la social-démocratie et

de la bureaucratie syndicale le pousse parmi les militants du groupe «Spartacus». Il est présent partout où la cause de la liberté a besoin d'un esprit clair, d'une volonté forte, d'un travailleur consciencieux et d'un combattant. Eugène Léviné se bat aux côtés des combattants de la révolte de janvier à Berlin, il groupe les mineurs de Westphalie, qui revendiquent la socialisation et le régime soviétiste; à Munich il va au-devant des ouvriers tenant le drapeau du communisme et meurt avec cette exclamation de fière confiance dans la victoire: «Vive la révolution universelle».

Les spartakistes qui succombèrent en 1919, formaient une élite bien supérieure au niveau habituel de la personnalité, qui s'étaient groupés autour de celle qui personnifie le cœur, brûlant du feu sacré, de «Spartacus», son œil clair, pénétrant, sa volonté d'acier: Rosa Luxembourg. En fait Rosa Luxembourg, incarne l'âme même de «Spartacus», du chef immortel de la grande révolte des gladiateurs. Sa vie n'est que travail et lutte, cri permanent adressé aux esclaves de notre époque: Réveillez-vous! Rappelez-vous que vous êtes des hommes! Montrez-le en sortant de votre antre et en vous élevant jusqu'à la lumière du soleil. Votre jour viendra!—Toute sa vie est de labeur et de soucis, d'héroïsme et d'abnégation, d'aspiration à ce que les opprimés eux-mêmes écrivent de leurs propres mains la charte de la liberté humaine, à ce qu'ils se transforment de porteurs soumis de la croix, en combattants conscients, courageux et dévoués. L'œuvre de Rosa Luxembourg, est une longue suite d'efforts héroïques, dirigés un seul et même but. Ses vertus personnelles brillent et enflamment, elles réchauffent et rafraichissent, engendrent la vie et apportent la mort, elles sont animées par une seule volonté, dirigée inébranlablement vers un seul et même but: éveiller chez les ouvriers la volonté de puissance et leur donner la capacité de mettre à exécution le verdict de l'histoire contre le capitalisme.

A partir du jour où Rosa Luxembourg commença de vivre d'une vie consciente, elle se consacra totalement aux humbles et aux opprimés. Ce ne fut pas chez elle charité sentimentale qui pardessus tout s'admire elle-même, bien qu'il n'y eût pas de cœur plus sensible, de main plus généreuse, toujours prête à secourir son prochain, que le cœur et la main de cette femme remarquable—non, c'était un désir d'ennoblir les humbles et les opprimés, après avoir éveillé en eux le sentiment et la volonté de s'affranchir des chaînes et de conquérir le monde entier. A peine adulte, Rosa Luxembourg élit sa patrie et son arène d'activité en Allemagne. Car comme son sentiment scientifique le lui fait prévoir, au point de développement où en était alors la société, la mêlée décisive la plus proche pour la liberté prolétarienne doit se produire en Allemagne. Rosa Luxembourg veut mener les esclaves armés d'une saine conscience de classe vers la victoire. Elle commence alors cette longue lutte avec «l'inconscience des masses», cette lutte ardente, inlassable avec la bourgeoisie falsificatrice du socialisme révolutionnaire international qui contamine tous les milieux de la social-démocratie. Elle combat, elle lutte par la parole et par la presse, en théorie et en pratique, dans les congrès du parti

et dans les réunions publiques, partout où il y a la possibilité pour les esclaves de compter leurs forces et d'apprendre à agir.

L'activité de Rosa Luxembourgeois atteint son apogée lorsque, dans la première période de la guerre mondiale, les esclaves contemporains, fidèles à la social-démocratie et trompés par les fables sur la défense de la patrie, abandonnent le champ de la grande bataille pour leur émancipation et vont mourir aux accents des hymnes patriotiques sur les champs de bataille de la guerre impérialiste. Son activité en était à ce point culminant, quand le désastre militaire de l'impérialisme allemand posa devant les prolétaires la tâche de transformer la demi-révolution gouvernementale en une révolution absolue de régénération sociale. Dans ces graves moments historiques Rosa Luxembourgeois prouve sa supériorité politique et révolutionnaire, ses qualités de champion du prolétariat. Du chaos sanglant de la guerre, elle tire pour la classe ouvrière la conviction certaine que l'heure est proche de l'écroulement du monde capitaliste, maintenu par les chaînes de l'esclavage. Montrant en exemple la banqueroute honteuse de la social-démocratie et de la deuxième internationale, elle montre au prolétariat la nécessité d'observer la loi supérieure de la lutte de classe prolétarienne, de la solidarité internationale de tous les exploités, la nécessité d'attaquer le capitalisme, en se groupant dans une internationale d'action commune. Cette conscience claire est suivie comme toujours chez Rosa Luxembourgeois d'une action énergique, systématique, passionnée.

«Spartacus» commence à grouper et à cimenter les asservis.

Dès lors, l'idée directrice qui règne absolument sur la vie et l'activité de Rosa Luxembourgeois, apparaît fortement et nettement: idée qui consiste à ne pas se limiter à organiser les sommets de la classe ouvrière, mais à grouper dans une puissante unité combattante tous les exploités, tous les asservis, tous les déshérités et opprimés du régime bourgeois; à réunir comme il est dit dans l'évangile, non seulement les appelés des riches organisations, mais tous les estropiés, les infirmes et les faibles de la vie sociale, qui traînent péniblement une misérable existence. La lutte révolutionnaire de tous les rendra forts et robustes. Il n'est pas que les cadres étroits du parti qui doivent grouper tous ceux qui ont une figure humaine et qui peuvent lutter, qui sont obligés de lutter, mais quelque chose de plus solide, de plus durable, de plus indissoluble: la communauté d'idées, la communauté de volonté, dirigée vers un seul et même but élevé: la transformation du monde afin qu'il devienne le patrimoine de tous, la patrie universelle de la libre et fière humanité, le domaine du travail créateur, la source des nobles jouissances.

Aspirer à ce but ne signifie aucun mépris pour l'organisation, aucune négation de sa nécessité et de l'importance de sa tâche. Au contraire. D'après Rosa Luxembourgeois, un parti solidement groupé doit être l'épine dorsale de l'organisation et le cerveau de l'action géante des masses agissantes.

Mais dans ce parti la forme ne doit pas tuer l'esprit, l'idée non le parti, doit être la force

motrice principale. L'esprit, l'idée doit grouper même en dehors du parti les masses d'ouvriers, les manuels et les intellectuels dans des phalanges combattantes, auxquelles la société capitaliste ne pourra pas résister.

Rosa Luxembourgeois est tombée à l'heure où les esclaves ne commençaient encore qu'à affluer sous les plis du «Drapeau Rouge» de «Spartacus». Mais elle avait donné sa vie à la cause de la lutte prolétarienne bien avant de mourir. Elle l'avait donnée journellement, à chaque heure, jusqu'à la dernière lueur de ses forces. Nous savons qu'à n'importe quel moment elle était prête à donner modestement et joyeusement sa vie pour la cause du socialisme. Nous pouvons être pleinement convaincus qu'elle est tombée bravement, comme tombaient les héros de l'antiquité. Elle est morte avec l'inébranlable croyance d'une martyre chrétienne, souhaitant dans sa dernière pensée la victoire du socialisme, béniissant par un dernier élan de sentiment le bonheur qui lui était échu de le servir et d'enfrevoir sa venue à travers la tempête révolutionnaire.

La lutte politique émancipatrice de la bourgeoisie allemande ne connaît pas de militants qui pourraient être mis au rang de nos grands morts de 1919. Nous nous inclinons avec vénération devant Robert Blum, Turlichler et tant d'autres qui donnèrent leur vie ou qui sacrifièrent leur liberté dans la lutte contre les forces du féodalisme. Ils furent des vaillants, pénétrés d'un idéal très élevé, animés d'un enthousiasme pur. Mais tout de même la bourgeoisie allemande n'a produit dans les années de 1848 et 1849 ni des groupes entiers de combattants révolutionnaires, ni des héros isolés de grande envergure. Ses plus grands esprits luttèrent dans le domaine de la littérature et de la philosophie, non sur le terrain brutal de l'activité politique. La tragédie de leurs destinées résida dans ce fait que leur art et leur philosophie couvrirent d'une couche d'or le régime d'esclavage qu'ils avaient abhorré et — tout au moins par la pensée — voulu détruire tout en s'y soumettant, tout en le servant dans la mesure de leurs forces, dans les charges plus ou moins importantes qu'ils remplissaient. Le talentueux et délicat poète, le champion de la pensée libre, Lessing, après de nombreuses années d'une existence de demi-famine est mort bibliothécaire du prince Brunswick Wolfenbuttel. Richard Wagner qui comprenait clairement le lien entre l'art et la révolution, qui rêvait de doter l'humanité d'un art populaire et qui combattit en 1848 dans les rangs révolutionnaires fut sauvé par la bonté du monarque demi-fou qui l'arracha des griffes de la nécessité. Le royaume classique de la liberté du prolétariat, la révolution sociale, est construit sur le sol hideux de la politique. Il représente un régime mondial, qui synthétise en même temps la liberté universelle. Voilà pourquoi, dans la lutte pour la liberté le rôle le plus important est joué par la conception du monde qui seule peut donner à la lutte la grandeur spirituelle et morale, la force et la capacité d'enfanter des grands hommes.

Nous sommes obligés de remonter au loin dans l'histoire allemande, jusqu'à l'époque de la

réforme, à l'insurrection paysanne pour trouver des événements comparables à la guerre sociale révolutionnaire de nos jours — et des hommes semblables à ceux qui dirigent cette lutte, portant son fardeau sur leurs épaules. Peu d'entre eux, il est vrai, atteignent le même niveau moral; et les réformateurs social-démocrates majoritaires d'aujourd'hui trouveraient encore trop larges pour leurs chétières épaules les détroques historiques des «modérés», des «révolutionnaires en pantoufles» de cette époque, contre lesquels les représentants «de la tempête et de la violence» jetaient les foudres de leur courroux.

Certes, Martin Luther après sa tentative hardie de révolutionner la société s'est contenté du rôle incomparablement plus modeste de réformateur d'église. Mais si l'on compare à Luther, fils de paysan, plein de forces naturelles intactes, devenu poète et tribun, le flambeau spirituel de notre socialisme gouvernemental, le docteur David, celui-ci nous paraît un petit magister scolastique poussiéreux. Toute la grande sagesse des socialistes de gouvernement dans son ensemble ne rappelle qu'un trait de la «politique réaliste» «du cher homme de Dieu» du chef des paysans destructeurs de châteaux qui se transforma en ami des princes, des «séculiers» ou tout simplement des empocheurs de biens d'églises. Il s'agit de la sagesse bourgeoise de bon père de famille qui fait que Philippe Scheidemann se propose de se retirer dans sa tranquille retraite politique d'*oberburgmeister* de Cassel, comme en son temps Luther qui termina ses jours dans «un bien-être modéré» possédant deux monastères, une propriété séculaire et une métairie.

Maintenant comme alors, nous rencontrons les personnalités de la plus grande envergure là où la lutte a pour but de chasser la propriété au pouvoir des positions qu'elle occupe et de rétablir l'homme dans ses droits; là où sérieusement, pieusement, avec un audacieux mépris de la mort on se bat pour le communisme, pour l'établissement sur la terre du royaume de Dieu, de l'égalité universelle, de la liberté et de la fraternité, dans la pleine acception du mot; là où les hommes luttent pour la transformation de la morale de l'au-delà du christianisme en politique d'ici-bas, en réalité terrestre, en droit social.

Sur le sol secoué comme le cratère d'un volcan, de cette guerre sociale la figure de Thomas Munster, «Spartacus» de son temps, nous apparaît. Poussé par un profond sentiment, il sacrifia à tous, ce qui constitue habituellement le sens et le contenu de la vie humaine pour n'acquiescer en échange qu'une seule perle précieuse: le renoncement à toute personnalité, la consécration corps et âme au but poursuivi. Combatant sans peur de l'esprit et de l'épée il veut amener les paysans révoltés et les prolétaires des corps de métiers au royaume communiste de Dieu; avec eux il supporte les privations, comme eux il souffre, comme eux il lutte, avec eux il meurt, grand dans la mort, géant par ses vœux, par sa foi, digne de l'immortalité. Nous pouvons mettre au même rang que Thomas Munster les chefs spartakistes disparus, et cette comparaison ne les diminuera en rien, Rosa Luxembourg est une

personnalité d'une envergure tout aussi grande. On le reconnaîtra, aussitôt que sur la personnalité, la vie et l'activité de Rosa Luxembourg un tribunal, non politique, mais impartial et historique aura porté son jugement.

Les combats révolutionnaires de 1919 et leurs pertes sanglantes peuvent faire pleurer ceux qui doivent y voir une menace et une atteinte à leur puissante situation, les pleurnicheurs politiques des deux sexes, qui détestent la lutte comme la voix de leur conscience impure, car elle leur rappelle leur propre inactivité, leur couardise et leur égoïsme. Personne n'osera nous accuser d'indifférence envers les sacrifices accomplis, car nous en ressentons tous les jours douloureusement toute l'immensité. Ces combats nous ont fait des blessures qui ne se fermeront jamais, aussi longtemps que nous vivrons; ils nous ont causé des pertes que jamais personne ne compensera. Mais il n'en est pas moins vrai que s'exhale de notre poitrine cette vibrante exclamation: «Quand même!» Oui, quand même et malgré tout, «Spartacus» restera fidèle à la lutte et aux victimes. Les combats révolutionnaires de «l'année rouge» n'ont pas été inutiles, les pertes les plus lourdes n'ont pas été vaines. Quinze mille cadavres de fiers combattants de la révolution et un nombre innombrable d'enfermés dans les prisons c'est la preuve qu'au sein du prolétariat allemand la concentration des masses est commencée et qu'elles vont consciemment, avec une farouche résolution, à l'assaut de la société bourgeoise. La lutte se développe. De nouvelles légions toujours plus denses se rallient, sous des mots d'ordre toujours plus clairs, obéissant à une tactique toujours mieux appropriée.

L'avant-garde du prolétariat allemand sort de la lutte de l'année écoulée trempée au feu et pénétrée de confiance en la victoire. Nos lamentations funèbres sur les combattants arrachés de notre sein ce sont nos serments de combat; en signe de deuil nous nous préparons à la lutte, sans rien perdre de notre courage et sans nous laisser abattre par le destin.

Une légende historique raconte que dans la bataille des nations des champs catalauniques les adversaires se battirent avec un tel acharnement que les âmes des guerriers continuèrent après leur mort à lutter dans les airs. Nos compagnons d'armes disparus ne continuent pas la lutte dans les airs, mais avec nous, dans notre sein. Ils ne peuvent pas mourir; ce qu'ils nous ont donné par leur nature et par leur activité ne peut pas périr. Tout cela est entré dans la chair et dans le sang de l'innombrable multitude des prolétaires et s'est transformé chez eux en conscience, en volonté, en action. Des milliers de Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de Loguichés, de Mehring et de Léviné ont surgi maintenant au sein du prolétariat d'Allemagne et du monde entier; dans les rangs ouverts il y a désormais des milliers de nouveaux combattants qui égalent ces grands morts en grandeur et en pureté de convictions, en stoïcisme et en fidélité au devoir, en audace et en abnégation. Voilà pourquoi nous ne les pleurerons pas, mais nous lutterons! «Le branle-bas de combat sonne à nouveau, le combat va reprendre».

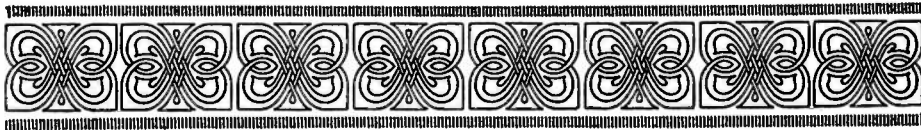
L'organisation économique capitaliste, la société bourgeoise d'Allemagne sont mûres depuis déjà longtemps pour leur disparition. Nous avons devant nous les symptômes éclatants de la décomposition du capitalisme allemand. Le manque de matières et d'approvisionnement, la diminution de la production, l'affaissement de l'industrie, la dépréciation de l'argent, l'exportation de toutes les valeurs à l'étranger, le chômage, les prix de spéculation sur les objets de première nécessité—phénomènes signifiant en un mot, la misère de plusieurs millions d'êtres—tout cela équivaut à la condamnation à mort de l'organisation économique de la société bourgeoise. Ce qui prouve aussi que sa politique est condamnée à mort c'est l'état de siège, la défense et la milice volontaire, la renaissance de l'ancien militarisme, le culte des Hindenburg et des intrigants de la camarilla d'officiers royalistes, le bavardage parlementaire sur la socialisation, la comédie de la recherche des responsables de la guerre universelle, les fraudes avec les emprunts des caisses d'épargnes, l'émission considérable de papiers monnaie, la livraison des travailleurs à l'impérialisme de l'Entente en qualité de bouches émissaires et d'objets d'exploitation, la politique du poing de fer à l'égard de la Russie soviétiste, etc... L'affaissement de la morale bourgeoise crie au ciel, apparaissant dans les machinations des hommes d'affaires, des agents de change et des spéculateurs de bourse, dans les duperies en vue de ne pas payer l'impôt sur les bénéfices de guerre, dans le scandale Skarech-Parvus, dans le procès Marloh, dans les orgies que les riches, les repus organisent aux dépens des pauvres affamés. L'Allemagne bourgeoise se rapproche irrésistiblement de cet état, où la société, d'après Karl Marx, périt parce qu'elle n'est plus en mesure d'assurer à ses esclaves une existence même de famine. Dans ses classes dominantes règne le même esprit que l'on vit en France, sous l'ancien régime en pleine période de décadence: «Après nous, le déluge...»

Les mêmes symptômes de désagrégation du régime capitaliste s'observent dans les pays victorieux de l'Entente. De plus en plus clairement apparaît leur impuissance à solutionner, ainsi qu'on l'avait promis aux peuples, les difficultés nationales au moyen du droit, qu'ils proclamèrent, des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit qui git maintenant sous le talon de l'Entente; en cela le produit célèbre de la sagesse Wilsonienne «la Société des Nations» ne leur sera

d'aucun secours car elle n'est rien de plus qu'une alliance défensive et offensive du capitalisme mondial pour l'exploitation dans une ampleur universelle et pour la défense contre le socialisme. Il devient de plus en plus évident que le capitalisme dans les pays de l'Entente n'est pas en état d'écarter les contradictions sociales, ni de les affronter. En dépit de la victoire et des sommes formidables affectées à la «restauration» de tout ce qui fut détruit par la barbarie guerrière, il apparaît que la guerre mondiale a ébranlé dans les pays victorieux tout le système économique jusque dans ses fondements, enfané des difficultés financières insurmontables, enrichi quelques fournisseurs et ruiné l'immense majorité de la population. Du cratère des contradictions de classes doit sortir d'un moment à l'autre le torrent incandescent de la révolution, si même aujourd'hui les repus, ivres de victoires dansent sur la mince écorce du sol recouverte de fleurs, ne prêtant pas d'attention aux esclaves que groupe «Spartacus» pour la revendication de leur liberté. Le crépuscule des dieux de la société bourgeoise tombe sur tout l'univers inéluctablement.

Mais nous ne serons pas obligés en Allemagne d'attendre, dans une tension douloureuse, comme cela fut dans les révolutions du siècle dernier, que le cri du coq gaulois nous annonce les premières lueurs de l'aurore de la liberté. Tournons notre regard vers l'Orient. Là-bas l'aurore de la liberté s'est déjà levée. Là-bas, depuis déjà deux ans, la Russie socialiste et soviétiste, avec un héroïsme et une abnégation sans exemple, lutte contre des difficultés et des dangers que l'histoire jusqu'alors n'avait jamais connu, contre la contre-révolution du dedans et toutes les forces du capitalisme universel du dehors. La Russie socialiste et soviétiste sera pour nous un symbole, une espérance et une garantie de la venue des temps nouveaux, surgissant du chaos de la chute de la société bourgeoise. Le prolétariat combattant de l'Allemagne révolutionnaire doit construire le pont, par lequel le feu purificateur de la révolution, destructeur du capitalisme, se répandra de l'Orient à l'Occident. Soyons prêts, préparons tout. Tendons chaque muscle dans le travail et dans la lutte afin que l'œuvre devienne esprit, et l'esprit œuvre!—Spartacus, lève plus haut ton drapeau! Esclaves, en avant! Tous par la Révolution! Tous pour la Révolution!

Clara ZETKIN



NOTES D'UN PUBLICISTE

I.

Le citoyen Jean Longuet m'a fait parvenir une lettre dont la teneur fondamentale consiste dans les mêmes griefs que ceux contenus dans son article: Comment on trompe les Russes (Populaire du 10 janvier 1920) (Ce numéro de son journal Longuet me l'a adressé en même temps que le manifeste du Comité pour la reconstitution de l'Internationale). Dans ce manifeste deux projets de résolution sont insérés en vue du prochain congrès du Parti socialiste français qui aura lieu à Strasbourg. Il est signé, au nom du Comité pour la reconstitution de l'Internationale par 24 personnes:

Amédée Dunois, la citoyenne Fanny Clar, Caussy, Délépine, Paul Faure, L.-O. Frossard, Eugène Frot, Gourdeau, la citoyenne Leiciagne, Le Troquet, Paul Louis, Jean Longuet, Maurice Morin, Mayéras, Mouret, Mauranges, Palicot, Pécher, la citoyenne Marianne Rauze, Daniel Renoult, Servantier, Sixte-Quenin, Tomasi, Verfeuil.

Il me paraît superflu de répondre aux griefs et aux attaques de Jean Longuet: l'article de F. Lorient dans la Vie ouvrière du 16 janvier 1920 sous le titre de Tout doux, Longuet! et celui de Trotsky, dans le N:o 7-8 de l'Internationale Communiste intitulé «Jean Longuet», constituent des réponses suffisantes. Il reste bien peu de choses à y ajouter. Sans doute il conviendrait de réunir toutes les pièces relatives à l'histoire de l'échec de la grève du 21 juillet 1919. Mais de Moscou je ne suis pas en mesure de le faire. Il m'a seulement été donné de voir dans un journal communiste autrichien un extrait de l'Avanti où se trouve divulgué le misérable rôle joué dans cette affaire par un des plus ignobles social-traitres (ou anarchistes-traitres?) le braillard ex-syndicaliste Jouhaux. Pourquoi donc Longuet ne chargerait-il pas quelqu'un de ce travail, si facile à Paris, et qui consisterait à réunir tous les documents, toutes les notes, tous les articles des journaux communistes européens, tous les interviews spéciaux, se rapportant à l'échec de la grève du 21 juillet et à tous les chefs et personnages intéressés. Nous éditerions cet ouvrage avec enthousiasme.

Sous les mots «éducation socialiste» que les «centristes» de tout l'univers (les indépendants en Allemagne, les longuettistes en France, l'Independent Labour Party en Angleterre, etc.) emploient si fréquemment et si volontiers, il convient de comprendre non pas la pédante répétition doctrinale des lieux communs du socialisme, insupportables à tous, et n'inspirant plus confiance à personne depuis 1914

—1918, mais l'incontestable révélation des fautes des leaders et des erreurs du mouvement.

Un exemple. Tous les chefs, tous ceux qui se donnent comme les représentants du parti socialiste, des syndicats, des coopératives ouvrières, qui dans la guerre de 1914 à 1918 furent pour la «défense de la patrie» se comportèrent en traîtres du socialisme. Divulguer leurs fautes inlassablement, démontrer systématiquement que cette guerre fut des deux côtés une guerre de brigands pour le partage d'un butin volé, qu'une pareille guerre était inévitable sans le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie par le prolétariat, voilà ce qui signifie en fait, faire du travail «éducation socialiste».

Et précisément, les résolutions que j'ai nommées parlent de cette éducation, mais ne font en réalité qu'un travail de corruption, car elles couvrent, étouffent ces perfidies, ces trahisons, la routine, l'inertie, la lâcheté, l'esprit bourgeois, les erreurs, alors que la véritable éducation consiste à les surmonter et à les éliminer consciemment.

II.

Les deux résolutions des longuettistes ne valent rien. Mais après tout elles correspondent bien à un but particulier: l'illustration du mal le plus dangereux pour le mouvement ouvrier actuel d'Occident. Ce mal c'est que les vieux leaders, se rendant compte de l'irrésistible sympathie des masses pour le bolchévisme et pour le pouvoir soviétiste, cherchent (et trouvent souvent) une issue dans la reconnaissance en paroles de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste, restant en fait soit les ennemis de cette dictature, soit des hommes incapables ou indésireux de comprendre sa signification et de la réaliser.

La chute de la première république soviétiste de Hongrie (pour une qui tombe, la deuxième suivra triomphante) a démontré amplement combien le danger d'une telle sorte de mal était grand, immensément vaste. Une série d'articles dans le Drapeau Rouge (Die rote Fahne), l'organe central du parti communiste autrichien, a mis à nu une des principales causes de cette chute: la perfidie des «socialistes» qui en paroles passèrent du côté de Béla-Kun et se déclarèrent communistes, tandis qu'en réalité ils ne firent rien pour mettre en vigueur les mesures correspondant à la dictature du prolétariat, puis hésitèrent, s'effrayèrent, rejoignirent la bourgeoisie, sabotèrent pour la plupart la révolution prolétarienne et finirent par la trahir.

Les puissants forbans de l'impérialisme mondial qui enrouaient la république soviétique hongroise (c'est-à-dire la bourgeoisie des gouvernements d'Angleterre, de France, etc.) surent parfaitement tirer profit de ces attitudes chancelantes, et, par les mains des bourreaux roumains, réussirent, avec une rage féroce, à l'étrangler.

Il n'y a pas de doute, qu'une partie des socialistes hongrois soit passée franchement du côté de Béla-Kun et se soit déclarée sincèrement communiste.

Mais la substance même de l'affaire n'est nullement modifiée par ce fait: l'homme qui se déclare «sincèrement» communiste, qui en réalité au lieu d'une politique impitoyablement ferme, implacablement résolue, hardie, héroïque (seule une semblable politique est conforme à la reconnaissance de la dictature du prolétariat) nuit à sa cause, par son absence de caractère, par ses hésitations, par son indécision, commet une trahison indirecte; il n'en est pas moins un traître. Du point de vue personnel, la différence entre le traître par faiblesse et le traître par intention et par calcul est très grande; du point de vue politique il n'y a pas de différence, car la politique c'est en fait le sort de millions d'hommes, qui ne se modifie pas par le seul fait que des millions d'ouvriers et de paysans pauvres soient trahis par des traîtres par faiblesse ou des traîtres par intérêt.

Quelle fraction des longuetistes, signataires des résolutions que nous avons envisagées, donnera des hommes de la première ou deuxième des catégories sus-mentionnées ou de quelque troisième catégorie, c'est là une chose qu'il nous est impossible de connaître en ce moment et tenter de répondre à cette question serait un non-sens. L'important c'est que ces longuetistes en tant que tendance politique, pratiquent précisément en ce moment la politique même des «socialistes» et des «social-démocrates» hongrois, qui ont causé la perte du pouvoir soviétique en Hongrie. Les longuetistes mènent cette même politique, car tandis qu'ils se déclarent en paroles les partisans de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique, ils continuent en réalité à se conduire comme autrefois, ils continuent à défendre dans leurs résolutions et à réaliser par leur action la politique caduque des petites concessions au social-chauvinisme, à l'opportunisme, à la démocratie bourgeoise, politique d'hésitation, d'indécision, de souplesse, d'échappatoires, de silence, etc., etc. Ces maigres et chétives concessions, ces hésitations, ces indécisions, ces fléchissements, ces faux-fuyants, ces silences, totalisés donnent la somme de leur trahison vis-à-vis de la dictature du prolétariat.

Dictature, grand mot, mot cruel, mot sanguinaire qui exprime une lutte sans trêve ni merci, une lutte à mort de deux classes, de deux mondes, de deux époques historiques universelles.

De tels mots ne se prononcent pas à la légère. Mettre à l'ordre du jour la réalisation de la dictature du prolétariat et en même temps «craindre d'offenser» les Albert Thomas, ces messieurs Bracke, Sembat et d'autres paladins du plus lâche socialisme français, les héros du journalisme des traîtres, gens de l'Humanité, de la Bataille, etc., cela signifie trahir la classe ouvrière, par légèreté, par insuffisance de sens social, par absence de caractère ou par d'autres causes, mais dans chaque cas cela veut bien dire: trahir la classe ouvrière.

L'écart entre la parole et l'action a causé la perte

de la deuxième internationale. La troisième n'a pas même un an qu'elle est déjà en vogue, un appât pour les politiciens, qui vont là où va la masse. L'écart entre la parole et l'action commence à menacer la Troisième Internationale. Il faut, à n'importe quel prix, mettre partout à nu ce danger, et à chaque apparition du mal le couper dans la racine.

Les résolutions des longuetistes (comme les résolutions du congrès des indépendants allemands) transforment «la dictature du prolétariat» en une sorte d'idole, comme il en fut, pour les chefs, pour les fonctionnaires de syndicats, pour les parlementaires, pour les fonctionnaires de coopératives, des résolutions de la seconde internationale: il faut prier devant l'idole; devant l'idole on peut faire des signes de croix, il faut la saluer, mais l'idole ne modifie pas la vie pratique, pas plus que la politique.

Non, messieurs, nous ne laisserons pas transformer la devise de «dictature du prolétariat» en idole verbale; nous ne tolérerons pas qu'il y ait dans la Troisième Internationale un écart entre la parole et l'action.

Si vous êtes pour la dictature du prolétariat, cessez cette politique de souplesse, mitigée de conciliation, à l'égard du social-chauvinisme, que vous menez et qui est exprimée dans les premières lignes mêmes de la première grande résolution: la guerre, permettez de le voir, a «déchiré» la deuxième internationale, elle l'a détournée de l'œuvre «d'éducation socialiste» et certaines de ses fractions «se sont affaiblies» en partageant le pouvoir avec la bourgeoisie, etc., etc.

Ce n'est pas un langage d'hommes partageant consciemment et sincèrement l'idée de la dictature du prolétariat. C'en est un soit d'hommes qui font un pas en avant et deux en arrière, soit de politiciens. Si vous voulez tenir un tel langage, et pour dire plus exactement, aussi longtemps que vous le tiendrez et que votre politique sera la même, restez donc dans la deuxième internationale, c'est là qu'est votre place. Ou que les ouvriers qui par la pression de leurs masses vous poussent dans la 3^e internationale, y viennent eux-mêmes sans vous.

Aux ouvriers du parti socialiste français, du parti social-démocrate indépendant allemand, du parti ouvrier indépendant anglais nous dirons et aux mêmes conditions: soyez les bienvenus.

Si l'on reconnaît la dictature et qu'en même temps on parle de la guerre de 1914-1918, il faut s'exprimer autrement: la guerre fut une guerre des brigands de l'impérialisme austro-allemand pour le partage du butin, des colonies, de «sphères» d'influence financière. Prêcher «la défense nationale» fut dans cette guerre une trahison du socialisme. Si l'on n'élucide pas jusqu'au bout cette vérité, si l'on n'extirpe pas des têtes, des cœurs, de la politique des ouvriers cette trahison, il est impossible de se sauver des calamités capitalistes, il est impossible de se préserver de nouvelles guerres, qui sont inévitables tant que subsistera le capitalisme.

Vous ne voulez pas, vous ne pouvez pas tenir un tel langage, mener une telle propagande? Vous voulez vous «épargner», vous ou vos amis qui hier prêchaient «la défense nationale» en Allemagne, sous Guillaume ou sous Noskè, en Angleterre et en France sous le gouvernement de la bourgeoisie. Epargnez alors la III^e internationale, rendez la heureuse par votre absence!

III.

J'ai parlé jusqu'ici de la première des deux résolutions. La deuxième ne vaut pas mieux. La condamnation «solennelle» du «confusionnisme» et même de «toute compromission», — paroles creuses du vocabulaire révolutionnaire, car il est impossible d'être à la fois contre toute compromission et d'avoir une compréhension évasive, panachée, confuse de la «dictature du prolétariat» tout en l'obscurcissant par la répétition de lieux communs, d'attaques contre «la politique de M. Clémenceau» (en France procédés habituels des politiciens bourgeois qui se représentent le changement d'une clique comme un changement de régime), par un exposé de programme à base de réformisme, d'impôts, «de nationalisation des monopoles capitalistes», etc.

Les longuetistes n'ont pas compris et ne désirent pas comprendre (en majeure partie, ils en sont incapables) que le réformisme, sous le couvert de la phraséologie révolutionnaire, fut le mal principal de la II^e internationale, la cause essentielle de sa banqueroute honteuse, du soutien apporté par les «socialistes» dans cette guerre où on a massacré des dizaines de millions d'hommes pour la solution de cette grande question : à savoir qui des clans de rapaces anglo-franco-russes ou austro-allemands devra piller la totalité de l'univers.

Les longuetistes sont restés en réalité les réformistes d'autrefois, couvrant leur réformisme des mots empruntés au vocabulaire révolutionnaire et employant en qualité seulement de phraséologie révolutionnaire la petite formule «de dictature du prolétariat». Des chefs de cette trempe, aussi bien ceux du Parti ouvrier indépendant d'Allemagne, que ceux du Parti ouvrier indépendant d'Angleterre, le prolétariat n'en a pas besoin. Avec des chefs comme ceux-ci le prolétariat ne pourra jamais réaliser sa dictature. Accepter la dictature du prolétariat, ne veut pas dire qu'à tout prix et à n'importe quel moment on doit aller à l'assaut, à l'insurrection. C'est une absurdité. Le succès d'une insurrection nécessite une préparation longue, habile, opiniâtre, coûtant bien de victimes. Accepter la dictature du prolétariat signifie : la rupture décisive, implacable, capitale, — pleinement consciente par conséquent, mise en vigueur, d'une manière absolue, avec l'opportunisme, le réformisme, les demi-mesures, la souplesse de la II^e internationale; la rupture avec les chefs qui ne pouvant pas ne pas continuer les vieilles traditions, avec les vieux (non par l'âge mais par les procédés) parlementaires, fonctionnaires de syndicats, de coopératives, etc.

Avec eux, il faut rompre. Il est criminel de les plaindre : cela veut dire trahir pour de misérables intérêts des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans.

Accepter la dictature du prolétariat, signifie : refaire fondamentalement une action constante du parti, descendre chez ces millions d'ouvriers, de journaliers, de paysans, qu'il est impossible de sauver des calamités du capitalisme et des guerres sans les Soviets, sans le renversement de la bourgeoisie. Elucider tout cela concrètement, simplement, clairement pour la masse, pour des dizaines de millions d'êtres, leur dire que leurs Soviets doivent s'emparer du pouvoir, que leur avant-garde, le parti révolutionnaire du prolétariat, doit diriger la lutte, voilà ce qu'est la dictature du prolétariat.

Chez les longuetistes il n'y a pas une trace de

cette compréhension de cette vérité, pas une goutte de désir et de capacité de la mettre journalièrement en vigueur.

IV.

En Autriche le communisme a traversé une pénible époque qui ne paraît pas encore complètement terminée : mal de croissance, illusions (comme si après s'être déclaré communiste, le groupe pouvait devenir une force sans lutte profonde pour l'influence parmi les masses), fautes dans le choix des personnes (erreurs évitables au début de chaque révolution; chez nous il y en eut toute une série).

Le journal quotidien des communistes le *Drapeau Rouge*, sous la rédaction de Kortchoner et de Tomann, montre que le mouvement se place sur une voie sérieuse.

Le degré de stupidité, de bassesse, de lâcheté qu'atteignent les social-démocrates autrichiens, n'est que trop visible dans la politique de Renner et autres Scheidemann autrichiens que soutiennent (en majeure partie par bêtise extrême et absence de caractère) Otto Bauer et Frédéric Adler, douze fois traîtres. Voici un exemple : la brochure d'Otto Bauer *La voie du socialisme*. J'en ai devant moi une édition berlinoise de la librairie «Freiheit» apparemment du parti indépendant qui se situe au même niveau pauvre, banal et misérable que cette brochure.

Il suffit de donner un coup d'œil sur deux alinéas du paragraphe 9 : «L'expropriation des expropriateurs». «L'expropriation ne peut pas et ne doit pas s'effectuer sous la forme brutale (brutaler) de confiscation de la propriété capitaliste et terrienne; car dans cette forme elle ne pourrait être accomplie autrement qu'au prix de la destruction des forces productives, ce qui ruinerait les masses populaires et bloquerait les sources du revenu national. L'expropriation des expropriateurs doit au contraire s'effectuer sous une forme ordonnée, régularisée... au moyen d'impôts. Et le savant personnage dévoile comment on peut, par les emprunts, prendre aux classes possédantes les «quatre neuvièmes» de leurs revenus.

C'est assez, ce me semble? Tant qu'à moi, je n'ai après ces mots (j'avais commencé à lire la brochure au paragraphe 9) plus rien lu et sans nécessité particulière ne lirai plus rien de la brochure de Monsieur Otto Bauer. Car il est clair que ce meilleur des social-traîtres est dans le meilleur des cas, un sot savant duquel il n'y a rien à espérer.

C'est un échantillon de pédant, un petit bourgeois dans l'âme. Il a écrit avant la guerre des livres et des articles savants, admettant : «théoriquement» que la lutte de classe peut aller jusqu'à la guerre civile. Il a même participé (si je suis bien informé) à la composition du manifeste de Bâle en 1912, qui prévoit directement la révolution prolétarienne par suite, comme ça tombe, de la guerre même qui éclata en 1914.

Mais quand il s'agit en fait de cette révolution prolétarienne, sa nature de pédant, de philistin reprit le dessus, il s'effraya et se mit à arroser la révolution déchainée avec l'huile de sa phraséologie réformiste. Il a solidement appris (les pédants ne savent pas penser, ils savent se rappeler, peuvent

apprendre par cœur) que théoriquement l'expropriation des expropriateurs est possible sans confiscation. Il l'a toujours rabâché. Il l'a appris. Il le savait par cœur en 1912. Il l'a répété de mémoire en 1919.

Il ne sait pas penser. Après la guerre impérialiste et quelle guerre, qui a conduit les vainqueurs mêmes jusqu'à l'extrémité de la ruine, — après le commencement de la guerre civile dans de nombreux pays — après que les faits eussent démontré, avec une ampleur internationale, l'inévitabilité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, prêcher, en l'an 1919 de Notre Seigneur dans la ville de Vienne le prélèvement «ordonné» et «régularisé» chez les capitalistes des «quatre neuvièmes» de leurs revenus — il faut être pour cela ou frappé d'aliénation mentale ou un vieil héros de la vieille poésie allemande qui passe avec allégresse «d'un livre à un autre livre»...

Le doux brave homme qui représente probablement un vertueux père de famille, un honnête citoyen, un lecteur et un écrivain consciencieux de livres savants a tout-à-fait oublié une simple peccadille: il a oublié qu'une semblable transition «ordonnée» et «régularisée» au socialisme (transition, certainement la plus avantageuse pour le «peuple», pour parler abstraitement) suppose la solidité absolue de la victoire du prolétariat, le désespoir absolu des capitalistes pour la situation, la nécessité absolue et la disposition chez eux à une scrupuleuse soumission.

Un tel état de choses est-il possible?

Théoriquement c'est-à-dire dans le cas présent, en parlant de façon toute abstraite: oui, parfaitement. Par exemple: admettons que dans les neuf pays, et dans ce nombre tous les grands états, Wilson, Lloyd Georges, Millerand et autres héros du capitalisme se trouvent dans une situation telle que chez nous Youdénitch, Koltchak, Dénikine et leurs ministres. Admettons qu'après cela dans le dixième petit pays les capitalistes proposent aux ouvriers: donnez, nous vous aiderons consciencieusement tout en nous soumettant à vos décisions, à effectuer «l'expropriation ordonnée» et pacifique (sans destruction!) des expropriateurs en recevant pour cette première année les 5/9 de l'ancien revenu, la deuxième année les 4/9.

Il est pleinement admissible que dans les conditions que j'ai indiquées les capitalistes du dixième état, dans un des plus petits et des plus «paisibles» fassent une telle proposition et il n'y aura également aucun mal de la part des ouvriers de ce pays de l'examiner comme elle doit l'être et (en marchandant

car l'acheteur ne prend pas à prix fixe) à l'accepter.

Peut-être qu'après cette explication populaire le savant Otto Baur et le philosophe (tout aussi réussi que le politique) Frédéric Adler comprendront de quoi il s'agit.

— Ou pas encore? Ce n'est pas assez clair?

Pensez-vous, cher Otto Baur, cher Frédéric Adler, que la situation du capitalisme universel et de ses leaders ressemble en ce moment à celle de Youdénitch, de Koltchak et de Dénikine en Russie?

Non, pas de ressemblance! En Russie les capitalistes sont écrasés après leur résistance acharnée. Dans tout l'univers ils sont encore au pouvoir. Ils sont les maîtres.

Si, chers Otto Baur et Frédéric Adler, vous n'avez pas maintenant compris de quoi il s'agit, je vous dirai encore d'une façon plus populaire:

Imaginez-vous, qu'au temps où Youdénitch se trouvait sous Pétrograd, où Koltchak possédait l'Oural et Dénikine toute l'Ukraine, quand ces trois paladins avaient dans leurs poches des liasses de télégrammes de Wilson, de Lloyd Georges, de Millerand et Co, sur l'envoi d'argent, de canons, d'officiers, de soldats, — représentez-vous dans un tel moment l'arrivée chez Youdénitch, Koltchak ou Dénikine, d'un représentant des ouvriers russes disant: Nous, travailleurs, majorité, nous vous donnerons les 5/9 de vos revenus, et ensuite nous prélèverons le reste «méthodiquement» et «pacifiquement». Topez-là, «sans destruction», ça va?

Si ce représentant des ouvriers était simplement vêtu et s'il était reçu par un général dans le genre de Dénikine, on l'enverrait probablement dans un asile de fous ou on le chasserait tout bonnement.

Mais si le représentant des ouvriers était un intellectuel élégamment vêtu, fils en outre d'un illustre papa (dans le genre de ce bon et très cher Frédéric Adler) si, de plus, Dénikine n'était pas seul et le recevait en compagnie d'un «conseiller» français ou anglais, ce dernier ne manquerait certainement pas de dire à Dénikine:

«Ecoutez, général, et sachez que ce représentant ouvrier est si intelligent qu'il convient à merveille pour être ministre chez nous, comme Henderson en Angleterre, Albert Thomas en France, Otto Baur et Frédéric Adler en Autriches.

N. LÉNINE.

14 février 1920.



TOUT DOUX, LONGUET!

„Tu es en colère, donc tu as tort“
(La Sagesse des nations).

Décidément, nos camarades du *Populaire* ont perdu leur sérénité confiante et se départissent singulièrement à noire égard de l'attitude d'indifférence quelque peu hautaine qu'ils avaient adoptée jusqu'ici. N'ayant réussi, ni à nous annexer, ni à nous réduire à l'impuissance, mais, constatant au contraire que les événements poussent irrésistiblement la masse des militants, à juger les différentes politiques qui s'affrontent dans le Parti, à adopter la nôtre, voici qu'ils foncent sur nous brutalement avec les arguments qu'emploient généralement les défenseurs d'une mauvaise cause.

La publication dans la *Vie Ouvrière* de la réponse de Lénine à une lettre que je lui avais adressée a réussi cette fois à faire voir tout rouge à Jean Longuet et lui a fait commettre dans le *Populaire* un article dont certains passages relèvent à la fois les méthodes du père Lorient et de Daudel.

Je passe sur le rapprochement batteur de certains camarades de l'extrême gauche «hargneux, isolés, impuissants» avec les Claude Anet et les Naudeau, et sur l'acharnement des premiers «à entretenir une correspondance secrète, une diplomatie clandestine avec Moscou, à défigurer les choses de chez nous et à calomnier ceux qui ont le plus lutté pour la révolution russe».

Les militants qui nous connaissent et ceux qui réfléchissent ont déjà jugé sur le fond et sur le procédé. Je dirai seulement qu'il ne suffit pas pour défendre la révolution russe de proclamer que les bolchéviks ont raison «chez eux», mais que nous devons nous attacher à montrer qu'ils ont aussi raison «chez nous».

Longuet parle de l'étrange et dangereux isolement intellectuel des camarades de Russie qui explique à son avis les extraordinaires opinions émises par eux sur les choses de France.

Il n'est pas douteux, en effet, que la difficulté des communications ne soit un obstacle que la Vérité a parfois bien du mal à franchir. Nombre de camarades de la tendance Longuet, en France et ailleurs, prétextent même avec insistance de l'existence de cet obstacle pour rester à l'égard du bolchévisme dans une expectative prudente et se tenir à l'écart de la Troisième Internationale.

Cependant les idées se répandent parce qu'aucune frontière n'est capable de les arrêter, et Lénine et Trotsky sont au courant de ce qui se passe dans tous les pays du monde.

Longuet avoue que jusqu'à fin 1918, Litvinoff à Londres et Kemerer à Paris ont renseigné Moscou; il semble même convaincu que ces renseignements ont été favorables à la politique qu'il représente. A qui fera-t-il croire alors qu'une simple lettre de moi en 1919, si elle n'avait pas été conforme à l'opinion déjà faite de Lénine, eût pu détruire l'effet des rapports Kemerer et Litvinoff et modifier les convictions du président du gouvernement des Soviets au point de lui inspirer la réponse qu'il m'a faite?

La vérité, c'est que nos camarades russes connaissent parfaitement la politique menée depuis le début de la guerre par les ex-minoritaires français; je n'ai pas eu besoin de leur rappeler que jusqu'à la fin des hostilités, les élus de cette tendance ont voté les crédits de guerre, que tous ses représentants ont donné sans cesse, dans toutes les utopies démocratiques et ont largement contribué à placer à un moment le socialisme français derrière Wilson.

En réalité, la politique centriste de Longuet et de ses amis, qui n'est pas d'ailleurs particulière à la France, mais qu'on retrouve partout plus ou moins enveloppée de phraséologie révolutionnaire, a toujours été condamnée et combattue par les bolchéviks avec la plus grande énergie. Est-ce aussi ma lettre qui a poussé le gouvernement des Soviets à dénoncer Kautsky et Fritz Adler comme traîtres à la révolution prolétarienne.

Longuet enfin est bien imprudent d'invoquer Kemerer. Nous aurions beau jeu à rappeler les relations constantes que nous avons eues nous-mêmes avec ce camarade, et l'opinion qu'il avait de l'action de nos centristes.

Nous préférons attendre que Kemerer puisse dire lui-même, quelle fut cette opinion et comment il la traduisit devant le gouvernement des Soviets.

Nous sommes assurés de ne rien perdre pour attendre.

F. LORIOT.



LETTRE A JEAN LONGUET ET AU COMITÉ DE RECONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE

Je trouve dans des numéros du *Populaire* et de la *Vie Ouvrière* des appels à mon témoignage. Touché de votre amical souvenir et de votre confiante évocation, j'ai hâte de me présenter à la barre et de remplir mon devoir de témoin, non seulement comme bolchévique, mais en même temps comme ancien ami du *Populaire* et de la *Vie Ouvrière*. En effet, vous savez mon amitié profonde pour le *Populaire* de Paris et pour les *Amis du Populaire* parmi lesquels je compte tant d'amitiés personnelles qui me sont chères aussi bien par le passé commun que par l'espoir profond et entier que j'ai de les retrouver un jour dans nos rangs, dans un soviét des ouvriers et des paysans de la France.

Ne rapetissons pas la polémique entre vous et notre bon ami Lorient, ne la réduisons pas à la question de savoir qui est plus exact dans ses renseignements sur la situation en France et qui en informe mieux la Russie des soviets. Il est évident que malgré tous les efforts de nos amis pour nous renseigner le mieux possible, la dévastation morale de l'Europe après la guerre et le blocus qui pèse sur la Russie nous laissent parfois dans l'ignorance de tel ou tel détail de la vie politique française, du rôle exact de telle ou telle personne ou de tel ou tel organe. D'ailleurs les hommes politiques français sont dans le même cas pour les choses qui se passent hors de France. Je me souviens très bien qu'encore à la veille de mon départ de Paris, nous ne savions pas grand'chose de ce qui se passait, non seulement dans le pays dit ennemi, mais même dans l'Angleterre alliée et toute proche.

Néanmoins, la situation générale, dans son ensemble, se présente dans le monde entier avec clarté: partout, dans toutes les branches nationales de l'ancienne Internationale, il s'est formé trois groupements caractéristiques: d'un côté, ce sont les anciens socialistes qui depuis la guerre se sont mis carrément au service de la bourgeoisie et qui en fait ne déploient toutes leurs forces que pour soutenir l'édifice capitaliste chancelant et détourner la classe ouvrière de sa voie révolutionnaire, soit en se liant à la *Société des Nations* ou à la II^{ème} Internationale, soit en participant ou en sous-participant au pouvoir de la bourgeoisie. En face d'eux se dressent, avec les partis de la classe ouvrière demeurés vigoureux et révolutionnaires, les communistes de la III^{ème} Internationale qui, se groupant autour de la révolution communiste de Russie, partent hardiment à l'assaut du capitalisme avec les glorieuses devises du Manifeste communiste: la prise du pouvoir par le prolétariat et l'établissement de la dictature de la classe ouvrière. Entre ces deux courants nettement,

franchement accusés, on retrouve partout une fraction centriste qui, groupant d'excellents militants, mais comptant aussi parfois dans ses rangs des renégats et des traîtres d'hier ou de demain, s'épuise à vouloir réaliser une unité impossible entre le vieux et le nouveau monde.

Qu'ils s'appellent indépendants en Allemagne, anciens minoritaires en France ou autrement ailleurs, les centristes, évoquant ici le fétiche de l'unité et là prenant leur propre débilité révolutionnaire pour la débilité de la classe ouvrière, qu'ils n'envisagent qu'à travers l'atmosphère corrompue du parlement, ne peuvent pas se décider à rompre définitivement avec la société capitaliste mais craignent de perdre la confiance des masses ouvrières, ce qui les accule fatalement à tromper celles-ci.

Mais d'abord, réglons une question personnelle qui a, paraît-il, à vos yeux une grande importance.

Cher camarade Longuet et vous, chers camarades du *Populaire*, nous reconnaissons tous ici les grands services rendus à la république des soviets par la campagne du *Populaire* qui, le premier dans l'atmosphère d'abrutissement général de la guerre, a élevé la voix pour la défense des ouvriers et paysans de Russie luttant pour le communisme. Je connais mieux que quiconque et j'ai fait connaître à tous nos amis les menaces et les attaques des ennemis de la classe ouvrière que cette campagne vous a valu. Dans mon premier rapport public sur la situation de la France, fait en réunion plénière du soviét de Moscou, j'en ai parlé avec une admiration sincère et dans un radio que vous avez probablement vu, le soviét de Moscou a salué avec une reconnaissance émue la campagne du *Populaire*. Mais aujourd'hui il ne s'agit plus du sort de la république des soviets, mais bien du mouvement international de la classe ouvrière dans le monde entier, la France y compris. Les ouvriers et les paysans de Russie, la main sur le fusil et grâce à la place que la révolution russe a acquise dans le cœur de tout ouvrier et paysan conscient, envisagent sans anxiété le sort de leur république. La question qui se pose à présent devant nous est celle du programme et de la tactique du mouvement international; c'est elle qui est soulevée par la création de la II^e Internationale; celle-ci n'est donc plus une question russe, mais touche directement les intérêts vitaux de la classe ouvrière du monde entier. Envisageant ainsi la situation internationale et appréciant sous cet angle le rôle des différents groupements socialistes dans le monde entier, nous les voyons partout identiques dans les traits

généraux, malgré la grande variété des conditions particulières de chaque pays dont bien entendu il faudra toujours tenir compte dans l'action quotidienne.

J'ai sous les yeux votre projet de motion pour le congrès de Strasbourg. Dans le paragraphe 3 vous affirmez que la situation qui apparaît dans la plupart des états est révolutionnaire et que la composition de la II-e Internationale ne correspond plus à cette situation révolutionnaire. Vous constatez que le parti socialiste français ne peut plus demeurer dans une organisation internationale où l'Allemagne n'est plus représentée que par les complices du Kaiser et d'où sont sorties trois organisations importantes en entier et de nombreuses fractions. Après avoir fait ces consultations, dans la partie pratique de votre motion où il s'agit de formuler devant la classe ouvrière les buts de guerre du parti et sa tactique, vous appelez pour tout programme la classe ouvrière à se dresser en défenseur de la III-e république, celle république de la dictature de la bourgeoisie, de la caste financière et de la presse corrompue. Après avoir constaté l'impossibilité de rester dans la II-e Internationale et reconnu «qu'aucune des déclarations fondamentales de l'Internationale de Moscou n'est en contradiction avec les principes essentiels du socialisme, que la thèse de la dictature du prolétariat destinée à assurer le passage de la société capitaliste au régime socialiste est à la base de toute conception révolutionnaire et que l'institution de conseils d'ouvriers est évidemment l'un des moyens les plus efficaces pour arriver à cette prise de possession du pouvoir» vous aboutissez non pas à la seule solution logique, claire et évidente, c'est-à-dire à la sortie éclatante de la II-e Internationale et à l'entrée immédiate dans la III-e, mais de nouveau vous faites appel aux «délibérations en commun qui doivent avoir lieu entre ces partis socialistes», c'est-à-dire entre les partis de Scheidemann, Noske, Vandervelde, Branting, Renaudel, Thomas et autres qui ne correspondent plus à la situation révolutionnaire et à la III-e Internationale.

Voilà un salut fraternel à la révolution russe et à ses victoires (avec une crainte évidente de saluer carrément les victoires de l'Armée Rouge); ce couplet est évidemment destiné à satisfaire Paul Faure, Dunois, Renoult et autres «excellents communistes militants, victimes du contre-sens sur l'unité», comme le dit Raymond Lefebvre dans un article vigoureux, dans le même numéro de la *Vie Ouvrière*; mais ce salut à la révolution russe est lui-même précédé par des réserves—combien vieilles et combien malignes!—sur l'impossibilité de connaître les détails, ni complètement toute l'œuvre et tous les actes de la révolution russe. Ces réserves sont évidemment destinées à rendre la motion acceptable pour les élus de la Haute-Vienne et autres qui craignent tout d'abord de se solidariser de trop près avec la dictature des bolchéviks. Voici maintenant quelques expressions étranges pour une motion internationaliste comme cette évocation du «mâle courage de la race» qui est évidemment destinée aux courageux amis limousins. Comment voulez-vous que la classe ouvrière vous comprenne, vous estime et vous suive à travers ces formules torturées, ces motions

pleines d'équivoques, de réticences, de révérences à gauche et à droite?

Entendons-nous bien. Il n'est pas un seul bolchévik russe ou autre qui réclame d'un socialiste étranger de descendre immédiatement à une heure fixée d'avance dans la rue pour y faire la révolution immédiate. L'Internationale Communiste a publié pas mal d'articles où elle a maintes fois déclaré reconnaître les différentes situations existant dans différents pays et où les leaders de la III-e Internationale ne réclament même pas de nos amis étrangers de renoncer à utiliser le parlementarisme, les élections et tous les moyens de la lutte quotidienne de la classe ouvrière. Je me rappelle le programme électoral, vraiment communiste et révolutionnaire, présenté par le groupe Lorioi au printemps 1919 et auquel j'ai souscrit moi-même des deux mains. Mais une fois la constatation de la situation révolutionnaire faite, il s'agit de dresser devant la classe ouvrière un programme d'action révolutionnaire nette et franche, de lui indiquer une tactique révolutionnaire sans compromis ni faiblesses, la tactique claire et éprouvée qu'a forgée le marxisme d'avant guerre encore: esprit nettement révolutionnaire dans toute l'action parlementaire et propagande vigoureuse adressée du haut de la tribune aux masses travailleuses et non pas habiletés oratoires adressées aux banquettes parlementaires, travail constant d'organisation et de propagande parmi les ouvriers et paysans, dans les syndicats et coopératives, aussi bien que dans l'armée et dans la flotte; rattachement de toutes les questions particulières de la lutte quotidienne dont l'énumération constitue votre programme d'action inférieure, à la situation révolutionnaire générale et à l'action révolutionnaire et armée qui en découle inévitablement; approfondissement révolutionnaire de chaque conflit partiel et de toute action particulière, etc...

Mais il est bien entendu que pour une lutte pareille il faut avoir ses coudées franches et aussi des compagnons de lutte d'accord sur le but et les moyens dans la lutte quotidienne à l'intérieur du pays aussi bien que dans le cadre de la lutte internationale.

Il est évident que le fétichisme de l'unité que vous évoquez toujours paralyse toute action. Longuet désire conserver l'unité avec Cachin; Cachin avec Lafont; Lafont avec Renaudel; Renaudel avec Thomas, etc... On aboutit à un quadrille qui tourne toujours dans le même cercle, qui ne peut que repousser ce qu'il y a de vigoureux, d'actif et de conscient dans la classe ouvrière et qui répugne à tout militant qui désire de l'action nette et franche, de l'action révolutionnaire. Ou bien alors cette unité n'est qu'un prétexte pour masquer l'absence de volonté d'agir et dans ce cas il faut la démasquer au plus tôt pour dégager les énergies latentes dans le parti ou enfin c'est une fascination malade qui s'explique par le manque de confiance dans les propres forces du Parti et de la classe ouvrière et alors il faut la rejeter sans hésiter et sans attendre.

Chers camarades et amis, est-il vraiment démontré qu'en rompant avec les majoritaires et en se liant étroitement pour la lutte commune avec

le groupe Lorient, vous seriez plus faibles et que votre influence sur la classe ouvrière diminuerait? Voyez plutôt le sort tragique de Merrheim qui depuis le jour où il a rompu avec la gauche des syndicats et préféré Jouhaux à Monatte, roule constamment plus bas, si mes renseignements sont exacts. Voyez comme ce zimmerwaldien qui jadis a groupé autour de lui les respects et les sympathies de tout ce qu'il y avait de révolutionnaire dans la classe ouvrière refuse sa collaboration à cette feuille courageuse qu'est la *Vie Ouvrière* et ne se refuse nullement aux consultations constantes, presque à la collaboration avec Clémenceau ou au moins avec les collaborateurs de ce dernier, tels que Jouhaux et autres. De ces équivoques sur l'unité, n'aboulez-vous pas à ce confusionnisme malaisant que vous flétrissez dans votre propre motion, qui débilite, qui affaiblit toute énergie et tout désir d'action au sein de la classe ouvrière et embrouille tout programme à tel point que ce sont encore les Thomas et les Renaudel qui réussissent à continuer leur politique d'asservissement de la classe ouvrière à la cause de la bourgeoisie?

Permettez-moi de vous le dire carrément: Lorient a le droit d'être fier en voyant les événements lui donner raison et le mouvement français se rapprocher de plus en plus de la doctrine communiste qu'il a défendue, lui, depuis le premier jour de la guerre. Oui, Lorient ne se trompait pas quand il déclarait dans son article attendre avec confiance mon témoignage; il savait—et il faut qu'on le dise devant la classe ouvrière de la France—que l'estime générale et la solidarité totale des communistes du monde entier sont acquises à ce probe et courageux lutteur de la première heure et à tout son groupe, mais ce qui importe le plus c'est que les événements qui se développent dans tous les états, peut-être pas avec la rapidité souhaitée, mais en tout cas avec une force et une précision irrésistibles, donnent raison au programme et à la tactique préconisés par la III-e Internationale dans le monde entier et par Lorient et son groupe en France. Tout révolutionnaire français doit pouvoir s'élever au-dessus des petites chicanes personnelles qui surgissent souvent dans les polémiques et reconnaître la leçon des événements, en tirer les conséquences, retrouver ses amis véritables et rompre avec cette union sacrée dans le parti dont parle si spirituellement Raymond Lefèvre, cette union sacrée qui, qu'on le veuille ou non, aboutit à la trahison de la classe ouvrière.

L'idée de trahison répugne certainement au groupe de la reconstruction de l'Internationale. Pour moi, je me refuse à admettre que ces bons militants dont je vois la signature au bas du pro-

jet de motion, puissent rester encore longtemps dans cette situation trompeuse, plus dangereuse, si vous le voulez, pour le mouvement de la classe ouvrière que la trahison franche et palpable des chefs actuels de la II-e Internationale. Et je vous quitte en vous disant: au revoir dans la III-e Internationale.

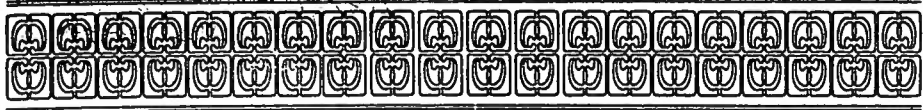
A. KEMERER (V. TARATOUTA).

Post-scriptum. Il est particulièrement pénible de penser qu'aucun membre du groupe des anciens minoritaires français, qui compte tant de forces, n'a su trouver le moyen de venir jamais dans la Russie des soviets, alors que nous voyons ici tous les jours des camarades qui viennent de tous les pays du monde. Je m'adresse surtout à toi, mon cher Paul Faure, et à vous, mes chers amis Amédée Dunois et Daniel Renoult; je connais votre admiration active pour l'œuvre des soviets. Je n'arrive pas à comprendre votre résignation aux défenses de la police. Venez donc voir cette Russie des soviets saignée à blanc et affamée avec une cruauté dont ne fut jamais victime aucun pays, affaibli par la lutte sans merci qu'on lui impose, mais si grande et si belle dans son magnifique effort créateur, inépuisable et victorieux. Venez voir le parti communiste à l'œuvre et ses chefs vénérés par un peuple entier. Venez voir l'armée rouge, la seule armée au monde qui, loin de se décomposer, grandit chaque jour en puissance militaire et en conscience communiste. Venez voir comme cette armée, guidée par son élan communiste, passe des rudes combats aux travaux de l'usine et des champs au jour du répit. Venez voir nos quatre mille usines nationalisées qui représentent quatre vingt pour cent de notre production d'avant guerre et qui ne sont dirigées et administrées que par les ouvriers ne connaissant plus ni maîtres ni exploités. Venez voir ces milliers de techniciens anciens patrons et directeurs, parmi lesquels un certain nombre de français, dont nous avons brisé le sabotage et qui sont vaincus par la vigueur et par la volonté d'effort affirmée par ce peuple en train de construire son édifice communiste.

Et je vous dis encore une fois: Au revoir, à bientôt au Kremlin rouge.

KEMERER (V. TARATOUTA).

Kremlin, le 16 février 1920.



LES QUESTIONS LES PLUS PRESSANTES DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

Sous ce titre nous avons l'intention de donner dans l'Internationale Communiste une série d'exposés relatifs aux brûlantes questions qui se posent journellement dans le mouvement ouvrier international et au sujet desquelles un certain désaccord se remarque dans les rangs des partisans du Communisme.

La question des rapports avec les syndicats appartient, sans contredit, aux premières de celles-ci. En

Allemagne, par exemple, elle fait l'objet des discussions les plus passionnées.

Nous consacrerons un de nos prochains exposés à la question des syndicats telle qu'elle se pose dans une ampleur internationale.

Dans ce numéro nous voulons faire connaître à nos camarades où en est cette question en Russie soviétique. Les thèses qui suivent seront déposées par le Comité Central sur le bureau du 9^{ème} Congrès du Parti Communiste.

LE PARTI COMMUNISTE ET LES SYNDICATS

Thèses sur les tâches d'économie, d'organisation et de propagande du parti et des syndicats d'industrie à l'époque actuelle.

1. Qu'est-ce que le syndicat?

Afin d'avoir une opinion précise sur la question des rapports entre le parti et les syndicats, il est nécessaire, avant tout, de donner une claire définition du «syndical».

Du point de vue du marxisme révolutionnaire le syndicat n'est pas seulement un groupement de travailleurs «ayant pour but de les protéger et de lutter pour l'augmentation des salaires» (définition des Webb) ou une «société d'ouvriers ayant pour but de venir en aide à ses membres en période de chômage et de défendre leurs intérêts après la signature d'un contrat de travail» (définition donnée par Brentano et Zombart). De même, que le bolchévisme n'a jamais été d'accord avec la formule la plus courante de la II^e Internationale, formule qui définit les syndicats comme «un groupement permanent d'ouvriers salariés d'une profession donnée ayant pour but d'améliorer les conditions de travail et de lutter contre leur aggravation dans les cadres de la société capitaliste» (définition du chef du mouvement syndical autrichien Adolphe Braun, à laquelle se sont ralliés Leghien et dans une certaine mesure Bebel). Dès en 1913, dans une polémique contre les menchéviks, le bolchévisme a donné la définition suivante de l'idée de syndical: «Le syndicat est un groupement permanent d'ouvriers d'une industrie donnée (et non pas d'une profession) pour la direction de la lutte économique ouvrière et pour la participation permanente, conjointement avec le parti politique du prolétariat, à la lutte émancipatrice de la classe ouvrière pour la suppression du salariat et pour la conquête du

socialisme (voir nos articles dans la *Pravda* de l'époque, réunis dans la brochure *Le Parti ouvrier et les syndicats* éditée par le Soviet de Pétrograd 1918).

Il convient maintenant de développer cette formule.

Depuis 1913 des changements considérables ont eu lieu en Russie. Le pouvoir est aux mains de la classe ouvrière. La bourgeoisie est expropriée.

Il va de soi que, dans ces conditions, les tâches des syndicats se sont modifiées dans une importante mesure. «La Révolution d'Octobre en arrachant le pouvoir des mains de la bourgeoisie et en le remettant à la classe ouvrière et paysanne, a créé des conditions tout à fait nouvelles pour l'activité en général de toutes les organisations ouvrières et notamment pour les syndicats». C'est ainsi que s'exprime la résolution du premier Congrès panrusse des Syndicats qui s'est tenu au début de 1918.

En premier lieu, les syndicats ne sont plus obligés de se considérer comme les défenseurs des ouvriers dans la vente, par ceux-ci, de leur force de travail. Car l'ancien entrepreneur, l'ancien acheteur de main-d'œuvre n'existe plus. Contre l'exploitation de la part du moyen et petit entrepreneur, etc., la lutte n'est pas seulement menée par les syndicats mais par tout l'appareil soviétique gouvernemental. Dans ces conditions, les syndicats, en Russie, n'ont plus à accumuler de fonds de réserves à l'usage des grèves, ni à organiser des grèves économiques, etc.

Quels sont donc actuellement en Russie les tâches véritables des syndicats?

«Le centre de gravité de l'activité des syndicats doit être désormais transporté dans le domaine de l'organisation économique». Ainsi s'exprime la résolution-programme du premier Congrès pan-russe des syndicats, qui fut défendue par nous au nom du Comité Central de notre parti.

A la question: Qu'est-ce à l'heure actuelle, que le syndicat en Russie, on doit donner la réponse suivante:

«Le syndicat d'industrie est à l'époque actuelle, en Russie, le groupement de tous les travailleurs d'une production donnée, formant une des principales bases de l'organisation économique de la dictature du prolétariat».

En se donnant pour but une participation active—sous la direction du Parti Communiste—dans la lutte du prolétariat pour la reconstruction communiste de la société et pour la suppression des classes, le syndicat d'industrie actuel transporte le centre de gravité de son activité dans le domaine de l'organisation économique, c'est-à-dire: 1) participation la plus large dans l'organisation de la production sur les bases communistes par l'intermédiaire des sections du Conseil supérieur de l'économie nationale et autres; 2) participation semblable dans le relèvement des forces productrices du pays, détruites par la guerre ou par la crise actuelle; 3) inventaire et répartition de la main-d'œuvre dans tout le pays; 4) participation par l'intermédiaire des organes de répartition à l'organisation de l'échange entre la ville et la campagne; 5) de même que dans l'application du service militaire obligatoire; 6) aide aux organes d'approvisionnement du gouvernement (Comités d'approvisionnement, coopératives de consommation); 7) de même que dans le domaine de la solution de la crise des transports, du chauffage, etc.; 8) appui complet sans restrictions ni réserves aux armées du travail; 9) mener de pair avec les soins dus à la protection du travail, (conformément au Code du travail) la lutte contre les tendances égoïstes de groupements étroits, qui, en raison de leur caractère retardataire, considèrent encore le gouvernement prolétarien comme un entrepreneur ordinaire.

Telles seront approximativement les fonctions de nos syndicats.

Tout en étant des écoles pratiques de communisme dans les milieux prolétariens et demi-prolétariens, les syndicats actuels d'industrie entrent peu à peu en tant que rouage dans le mécanisme de l'Etat et deviennent en même temps un organe de gouvernement ouvrier, soumis aux soviets, qui sont la forme historique donnée de la dictature du prolétariat. A toutes les tentatives quelles qu'elles soient de diminuer l'importance des syndicats ou de les supprimer directement comme organisation n'ayant soi-disant plus de raison d'être, le parti s'oppose résolument.

Notre programme a indiqué justement que «l'appareil d'organisation de l'industrie sociale doit s'appuyer, en premier lieu, sur les syndicats». Le programme a indiqué plus loin qu'il faut accomplir cette tâche, les syndicats «doivent s'affranchir de plus en plus de l'étroitesse corporatiste». C'est là que doit se porter l'attention du parti: Au moyen d'un travail d'éducation obstiné à l'intérieur des syndicats le parti aidera ceux-ci à extirper l'étroite-

tesse corporatiste et les autres côtés négatifs du mouvement.

2. Organisation par industrie ou organisation par profession.

Dès avant la révolution deux tendances se battaient dans le mouvement ouvrier international: 1) pour l'organisation des syndicats ouvriers par profession; 2) pour l'organisation par industrie. La première était défendue par les opportunistes. La deuxième par les marxistes révolutionnaires. Les syndicats d'industrie sont plus profitables pour le prolétariat sous le règne du capitalisme, car ils donnent à la classe ouvrière des avantages considérables dans les mouvements grévistes: le syndicat ouvrier d'industrie ne groupe pas qu'une profession, mais l'industrie entière et s'il embrasse le noyau des ouvriers d'une industrie donnée, il lui est d'autant plus facile d'arrêter toute la production et d'obliger de la sorte le capitaliste et le gouvernement capitaliste à céder.

Mais les marxistes révolutionnaires défendaient encore l'organisation des syndicats par industrie parce que, sous cette forme, les syndicats peuvent mieux se préparer à leur rôle futur dans l'organisation de la production sur des bases communistes. Le syndicat d'industrie est au courant des affaires dans l'industrie entière, ce que le morcellement des syndicats par professions isolées ne permet pas.

Quand dans le syndicat des métallurgistes nous acceptons aussi les ouvriers en bois travaillant dans la métallurgie, nous aidons de la sorte, les uns et les autres à se débarrasser de l'étroitesse corporatiste, nous les apprenons à regarder du point de vue des intérêts de l'ensemble de l'économie gouvernementale et nous affaiblissons les influences négatives de la division du travail de fabrique.

En Russie Soviétique, où la reconstruction de l'économie sur les bases communistes est déjà en pleine activité, l'organisation des syndicats par industrie est particulièrement nécessaire. Ce principe a été accepté par le mouvement syndical russe. Il est nécessaire, cependant, de le mener successivement jusqu'au bout. En ce moment nos syndicats se divisent en 34 groupements pan-russes: 1) préparateurs en pharmacie, 2) travailleurs du transport fluvial, 3) travailleurs de l'hygiène et de la santé publique, 4) banque (finances), 5) mineurs, 6) ouvriers en bois, 7) cheminots, 8) gens de service (*), 9) ouvriers agricoles, 10) ouvriers des beaux arts, 11) mégissiers, 12) bûcherons, 13) métallurgistes, 14) employés municipaux, 15) enseignement et éducation sociale, 16) communications nationales, 17) coiffeurs, 18) typographes et imprimeurs, 19) papetiers, 20) alimentation, 21) pompiers, 22) ouvriers constructeurs, 23) industrie sucrière, 24) employés, 25) verrerie et porcelaine, 26) tabacs, 27) textile, 28) ouvriers du transport, 29) cantines et logements populaires, 30) chimistes, 31) cimentiers, 32) industrie de la couture, 33) forestiers, 34) brossiers.

(* La domesticité n'existant pas en Russie il s'agit ici des travailleurs chargés de l'entretien et du service des demeures et des édifices publics.

Les problèmes du jour sont l'intégration organisée de notre mouvement syndical. Il faut réduire le nombre de ces unités syndicales au minimum, approximativement à vingt groupements pan-russes fondamentaux.

De plus il est nécessaire une fois pour toutes de changer leur dénomination: nos syndicats doivent s'appeler syndicats d'industrie et non pas syndicats professionnels.

5. Centralisation ou décentralisation.

Depuis longtemps, également, un désaccord existe dans le mouvement syndical international au sujet de la centralisation ou de la décentralisation. Les opportunistes, dans le monde entier, défendent le principe des petits syndicats «indépendants», morcelant ainsi le mouvement en une multitude de petites unités (de pouilliers) mal subordonnées au centre et par ces raisons impuissantes à remplir leurs tâches dans la lutte contre les capitalistes. Les marxistes révolutionnaires, au contraire, défendent partout la nécessité de la plus grande centralisation possible.

Si la plus grande centralisation des syndicats d'industrie est nécessaire dans les pays capitalistes pour la lutte victorieuse contre les exploités et leurs gouvernements capitalistes, le maximum de centralisation n'en est pas moins nécessaire en Russie Soviétiste, dans l'intérêt d'une participation bien établie des syndicats d'industrie à l'organisation de l'économie nationale sur toute l'étendue de la Russie.

Le processus de la centralisation la plus complète des syndicats d'industrie s'est commencé dans tout le territoire russe. Il est nécessaire de porter sur ce problème une attention beaucoup plus grande qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

4. Étatisation des syndicats.

Déjà, dans la résolution du premier congrès pan-russe des syndicats, qui se tint en janvier 1918, il était dit: «Le congrès est persuadé qu'en résultat du processus qui se remarque, les syndicats se transforment inévitablement en organes de l'État socialiste dans lesquels la participation pour toutes les personnes, occupées dans une profession donnée sera rendue obligatoire par l'État» (§ 9 de la résolution). Cette prédiction du premier congrès pan-russe s'est réalisée: Les syndicats prennent peu à peu sur eux les tâches des organes gouvernementaux. Lorsque les syndicats effectuent la mobilisation de leurs membres, lorsqu'ils fixent les ouvriers dans une ville donnée, lorsqu'ils transplantent la main d'œuvre d'un point de la Russie sur un autre, lorsqu'ils disent leur mot décisif dans les questions de tarif, etc., lorsque par l'intermédiaire de leurs représentants, ils exercent une influence efficace sur les Conseils d'économie nationale, ils agissent, au fond, comme des organes de pouvoir d'État.

Mais du fait que le processus d'étatisation des syndicats se développe graduellement et très normalement, il n'y a aucune nécessité de le forcer et de proclamer sur le champ l'étatisation des syndicats. Les communistes qui participent au mouvement syndicaliste peuvent se solidariser intégralement avec les résolutions adoptées à ce

sujet par le premier et par le deuxième congrès pan-russe des syndicats, qui mènent inévitablement à une étatisation complète.

5. Parti, syndicats et incorporation des spécialistes.

Le parti du prolétariat doit comprendre les raisons de l'attitude réservée par rapport à l'occupation par un seul spécialiste d'une direction donnée, attitude que l'on remarque dans certains milieux ouvriers, où l'on redoute instinctivement de voir la classe qui nous est socialement ennemie, se renforcer peu à peu. Le parti du prolétariat doit prendre de sérieuses garanties dans ce sens tout en tenant compte que les capacités scientifiques et techniques des spécialistes doivent être utilisées. Il est pour cela nécessaire d'appliquer dans la plus large mesure le système des commissaires-ouvriers auprès des spécialistes (dans les chemins de fer, etc.).

Dans ce domaine, des tâches définies incomment aux syndicats.

Une des principales tâches des syndicats d'industrie est la mise en vigueur des indications de notre programme, prescrivant «l'utilisation de la science et de la technique que nous avons héritées en la personne des spécialistes» afin que les ouvriers fassent leur long apprentissage côte à côte avec ces spécialistes dans une atmosphère de camaraderie et de collaboration commune. Les spécialistes doivent être dans ce but admis au sein des syndicats de production et selon leur spécialité. En cas de nécessité ils forment des sections et des sous-sections et toutes les restrictions à leurs droits qui avaient été dictées par l'époque de transition disparaissent peu à peu.

Dans le cas où une opposition surgirait contre la nécessité de faire appel aux spécialistes pour une participation active dans la restauration et dans la direction de l'industrie, le parti devrait s'opposer résolument à ces tendances comme contraires aux intérêts de l'organisation communiste actuelle et comme allant à l'encontre du programme du parti.

Le parti s'efforce de mettre au service de la Russie Soviétiste toutes les forces scientifiques et techniques du pays sous le rigoureux contrôle de la classe ouvrière, comme cela fut fait dans l'organisation de l'armée rouge.

De plus le parti ne doit pas perdre de vue que pour la direction de l'économie publique il sera plus facile qu'il ne le fut dans l'œuvre militaire de trouver parmi les ouvriers qui composent la plus grande partie des membres du Parti Communiste russe, des éléments capables de prendre les affaires en mains. La tâche du Parti est de travailler de toutes ses forces à la formation d'un réseau d'écoles et de cours techniques, d'instituts polytechniques, etc., afin de donner aux ouvriers et aux paysans les plus capables la possibilité de se préparer au plus vite au rôle de techniciens, de directeurs d'usines, de mines, d'exploitations soviétistes. De même, que nous avons su créer des centaines d'écoles à l'usage de l'armée, nous devons maintenant, dans des proportions infiniment plus amples, couvrir le pays d'un réseau d'écoles, où se formeront les spécialistes rouges,

les techniciens rouges et les cadres rouges pour la direction de l'économie publique et de l'industrie. Une des principales tâches des organisations du parti et des syndicats d'industrie sera de porter l'attention la plus bienveillante à chaque ouvrier ou paysan, chez lequel on aura remarqué des dispositions et des capacités pour l'économie publique, de soutenir dans la plus large mesure et d'encourager les organisateurs issus du peuple. Il est enfin nécessaire, que le contrôle gouvernemental qui doit être le fait exclusif des ouvriers (Inspection ouvrière et paysanne), ainsi qu'il en a été décidé par le Comité Central exécutif russe, soit mis en vigueur rapidement et énergiquement.

6. Parti et Soviets.

Les syndicats agissent de concert avec le parti et les Soviets. Pour avoir une idée précise des relations mutuelles entre les syndicats et les partis ouvriers, il ne faut pas oublier que dans la Russie actuelle les Soviets sont des organisations beaucoup plus vastes que les syndicats et dont les fonctions vont de pair avec certaines fonctions des syndicats.

Le huitième congrès du Parti Communiste russe a donné la définition suivante: «Les Soviets sont les organisations d'état de la classe ouvrière et de la classe paysanne pauvre qui assurent la dictature du prolétariat jusqu'au moment où disparaît tout gouvernement. Les Soviets groupent dans leurs rangs des dizaines de millions de travailleurs et doivent tendre à y grouper toute la classe ouvrière et toute la classe paysanne pauvre. Le Parti Communiste est une organisation groupant dans ses rangs l'avant-garde du prolétariat et de la classe paysanne pauvre—la partie de ces classes qui consciemment tend à réaliser le programme communiste. Le Parti Communiste se donne pour tâche de conquérir une influence prépondérante et la direction complète dans toutes les organisations de travailleurs: dans les syndicats, dans les coopératives, dans les communes agricoles, etc. Le Parti Communiste s'efforce de réaliser son programme et d'exercer sa domination complète dans les organisations d'Etat contemporaines: les Soviets. Il ne peut y avoir aucun doute que dans l'avenir toutes les formes d'organisations ouvrières fusionneront en une seule. Quelle est celle des formes actuelles qui se montrera de plus longue durée, c'est un sujet sur lequel, il serait oiseux de discuter en ce moment.

7. De la théorie de l'égalité des droits.

Dans la Deuxième Internationale, et même parmi ses éléments les meilleurs, l'idée a été largement répandue que le parti d'un côté, les syndicats de l'autre sont des organisations égales en droits et équivalentes qui lorsque se posent des questions importantes agissent comme deux parties contractantes. La direction politique appartient au parti, la direction économique au syndicat. La social-démocratie allemande, par exemple,

avec l'assentiment d'Auguste Bebel, avait décidé que si la question du recours à la grève générale se posait, elle ne pourrait être solutionnée qu'au moyen d'un accord entre le Comité Central du parti et le Conseil Central des Syndicats. Une telle manière de voir ne saurait être admise du point de vue du communisme. Les marxistes révolutionnaires ont toujours repoussé cette théorie d'égalité en droits.

Du point de vue du marxisme révolutionnaire le parti est la synthèse supérieure de tous les aspects de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation de l'esclavage capitaliste. Le parti communiste dispose de tout un arsenal de moyens de lutte pour l'émancipation du prolétariat. Il lie indissolublement la lutte politique et la lutte économique, il éclaire et dirige aussi bien la lutte politique que la lutte économique du prolétariat. Il est l'avant-garde de celui-ci. Au moyen du flambeau du communisme il éclaire toutes les sinuosités de sa route. Le parti est le cerveau de la classe ouvrière. C'est par ces raisons que l'action menée par les communistes au sein des syndicats n'est que dérivée de l'action du parti communiste dans son ensemble.

En période de dictature, comme celle que nous traversons en ce moment, il ne peut pas être question à plus forte raison de concessions quelles qu'elles soient sur la théorie de l'égalité des droits. Le plus petit écart dans cette direction doit rencontrer une résistance impitoyable de la part du parti.

8. De la neutralité politique des syndicats.

Les syndicats actuels ne sont pas formellement soumis au Parti Communiste. Les ouvriers et ouvrières y sont tous admis sans distinction de partis et de convictions religieuses. Les ouvriers politiquement neutres peuvent parfaitement entrer dans nos syndicats. Mais d'autre part les communistes qui travaillent dans les syndicats ne doivent en aucun cas masquer les côtés conservateurs des groupements «neutres». Les communistes et les fractions communistes des syndicats doivent ouvertement préconiser le communisme. Les syndicats doivent dans l'ensemble se considérer comme des écoles de communisme. Les dirigeants de syndicats doivent inlassablement montrer aux ouvriers que les ennemis du communisme, spéculant sur la prétendue neutralité en matière politique, trompent les ouvriers, et doivent leur expliquer pourquoi les syndicats neutres soutiennent formellement le parti communiste, acceptant la dictature du prolétariat, le pouvoir soviétique et la révolution universelle.

Le Parti Communiste conquiert son influence dans les syndicats par les seuls moyens d'une action pratique, dévouée et continue au sein des syndicats, et par la désignation à tous les postes syndicaux de ses membres les plus dévoués et les plus fidèles. Seule une telle influence conquise par de longues années d'action pratique peut être solide.

9. Fractions de syndicats et organisations locales du parti.

Dans chaque syndicat doit exister une fraction communiste rigoureusement organisée et disciplinée. Les fractions communistes locales, dans toutes les questions de politique économique, appliquent purement et simplement les décisions de la fraction centrale et du Soviet pan-russe des syndicats. Aucune concession à ce qu'on appelle le «localisme» n'est admissible. Les questions de laif, de la journée de travail, de politique alimentaire, etc. sont fixées toujours pour toute l'étendue de la Russie.

De plus, chaque fraction syndicale communiste ne constitue qu'une sous-section de l'organisation locale. La fraction communiste-centrale des syndicats locaux est subordonnée intégralement au Comité local du parti et la fraction Communiste pan-russe des syndicats est subordonnée au Comité Central du parti.

La répartition des militants, leur mobilisation pour les besoins de l'armée rouge dans chaque ville donnée appartient exclusivement à l'organisation locale du parti sous la direction générale du Comité Central. Lors de la mobilisation des militants du mouvement syndical le comité du parti doit se concerter avec les fractions du syndicat donné, mais le dernier mot appartient exclusivement à l'organisation du parti.

Le Comité du parti tout en dirigeant toute l'activité politique des syndicats n'exerce jamais la moindre pression sur ceux-ci et le travail pratique journalier est confié à la direction de la fraction Communiste du syndicat.

10. De l'organisation du prolétariat et du demi-prolétariat agricole.

Une des tâches principales du mouvement syndical contemporain en Russie est l'organisation des ouvriers agricoles. Il est nécessaire de soutenir le syndicat existant des ouvriers agricoles par tous les moyens. Les communistes qui militent dans le mouvement syndical doivent se donner pour tâche d'organiser les travailleurs de la campagne. Il convient de consacrer à cette tâche la quantité de forces nécessaire.

11. Les comités d'usine et les syndicats.

Les comités d'usine ont traversé pendant les dernières années une vaste évolution. Le rôle qu'ils remplirent avant la révolution de février comme centres politiques de cristallisation est généralement connu. Entre les révolutions de février et d'octobre ils jouèrent le rôle des premières sous-sections ouvrières, qui se mirent à l'œuvre pour organiser le contrôle de la production. Après la révolution d'octobre ils servirent de première base d'organisation pour l'application de la nationalisation de l'industrie. De leurs rangs sont sortis toute une élite d'ouvriers qui sont entrés dans les directions d'entreprises nationalisées et dans nos directions principales et centrales. Lorsque l'union pan-russe des comités

de fabriques et d'usines fut supprimée, le rôle des comités de fabrique se modifia sérieusement. Ces comités devinrent des sous-sections de syndicats, ce qu'ils sont encore en ce moment.

Les comités de fabrique peuvent participer à l'organisation de la production seulement dans la mesure et dans la forme où y participent les syndicats. De même que le syndicat ne remplace pas le Conseil supérieur d'Economie, mais délègue seulement une partie de ses membres dans les sections correspondantes du Conseil, de même le comité de fabrique ne doit pas remplacer la direction de l'entreprise mais lui servir seulement de point d'appui.

Les comités de fabrique ont encore une autre grande signification. Notre parti souffre par-dessus tout de n'avoir pas encore un appareil organisé qui puisse mécaniquement désigner parmi les «masses», de ses membres, de nouveaux militants pour un travail plus important. En ce moment le parti ne dispose que de 1.000 membres pour toute la Russie. A plus forte raison maintenant que la lutte avec la désorganisation économique est devenue la tâche principale du parti et que des rangs de ses membres doit sortir un nombre considérable de constructeurs et d'organiseurs, le comité d'usine constitue l'organe qui peut le mieux, d'accord avec le bureau, désigner et répartir pour des fonctions d'organiseurs économiques des milliers et des milliers d'ouvriers de fabriques et d'usines.

Ces considérations font que le parti se prononce résolument pour le maintien des comités d'usine et de plus pour que leurs fonctions soient, une fois de plus, définies par un décret particulier. Lorsque on introduira peu à peu dans les entreprises la direction unique, les comités de fabriques ne deviendront pas superflus pour cela; mais, au contraire, cette réforme nécessaire rendra leur maintien bien plus utile.

Le parti doit porter une grande attention sur les comités de fabrique. En cette dernière année son action ne s'est pour ainsi dire pas exercée dans ces comités.

Il faut aussi non seulement que les syndicats considèrent formellement les comités d'usines comme leurs sous-sections, mais encore qu'ils se fondent organiquement avec eux, veillant à leur renouvellement régulier et sur toute leur action.

12. Les syndicats et l'obligation du travail.

Le passage au travail obligatoire place nos syndicats devant une nouvelle tâche. Dans la période de guerre civile et de dictature les syndicats ont été déjà, en Russie, plus d'une fois obligés de recourir à la *contrainte* de leurs membres. Les syndicats ont effectué la mobilisation obligatoire de leurs membres pour le front, pour les détachements prolétariens, etc. Les syndicats ont fixé leurs membres à leur poste de travail, ne leur permettant pas de se déplacer, etc. Ces mesures ont été absolument nécessaires pour la victoire sur l'ennemi le plus redoutable de la classe ouvrière.

Maintenant qu'une lutte décisive est engagée contre la désorganisation économique, les syn-

dicats sont dans la nécessité d'appliquer plus largement la contrainte, en vue de sauver le pays du froid et de la faim.

Contre les fluctuations qui se remarquent dans le mouvement syndical par rapport à ces questions, le parti doit agir de la manière la plus résolue, car la plus petite hésitation dans ce domaine peut mener la révolution prolétarienne à une catastrophe.

La création de l'armée du travail fut le premier pas sérieux dans la voie de l'introduction de l'obligation générale du travail—provisoirement sous la forme de la militarisation du travail. En rapport direct avec le passage aux armées du travail on a remarqué une certaine récurrence de trade-unionisme.

Le trade-unionisme peut revêtir des formes variées. Il trouve son expression dans le soutien de la politique libérale «ouvrière», dans les parlements, dans la méconnaissance des ouvriers non qualifiés et dans la vénération de l'aristocratie ouvrière, dans des cotisations d'un taux exorbitant, qui rendent le syndicat inaccessible aux simples journaliers, dans la diffusion de ce leurre que seule la lutte syndicale économique sans la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat peut conduire à une graduelle accession au royaume du socialisme, etc. Tels sont les manifestations les plus banales de l'esprit petit-bourgeois trade-unioniste. Mais prêcher dans la Russie Soviétiste actuelle «la liberté du travail» c'est aussi le fait du trade-unionisme. Ne pas évaluer à sa juste valeur toute l'importance des armées ouvrières et de la militarisation de travail en général, c'est encore du trade-unionisme. De même que le refus des syndicats de participer avec toute la fermeté nécessaire à l'application du service du travail obligatoire universel, sans lequel il est impossible de se mesurer avec la désorganisation présente et d'instaurer le communisme, manifesterait une myopie trade-unioniste.

Le parti communiste russe est profondément convaincu que ces hésitations ont eu un caractère passager, au tournant d'une nouvelle époque et d'une nouvelle tâche de la dictature prolétarienne. Mais partout où elles subsistent encore, le parti doit immédiatement dire son mot dictatorial.

13. Les défauts du mouvement syndical actuel.

Les syndicats accomplissent un labeur considérable et facilitent dans la plus large mesure la lutte du Parti Communiste et du pouvoir soviétiste pour le socialisme. Mais à l'époque de transition où nous sommes on distingue aussi dans l'activité de quelques syndicats des défauts importants. Quand par exemple quelques militants du syndicat des débardeurs de la Volga défendent les revendications étroitement égoïstes des membres de ce syndicat dans la question des salaires et ne soutiennent pas le pouvoir soviétiste dans sa lutte contre les pires abus, ils découvrent par cela même leur caractère retardataire et leur incapacité à s'élever au-dessus d'un étroit corporatisme. Quand certains syndicats

d'employés placent dans les institutions soviétistes des hommes qui ne sont pas à la hauteur de leur tâche, lorsque ces syndicats défendent les revendications quelles qu'elles soient de leurs membres, en oubliant qu'ils ne sont plus en présence des anciens entrepreneurs privés, mais de l'État ouvrier, ils font preuve d'une déplorable étroitesse professionnelle. Lorsque les syndicats des typos et imprimeurs rappellent par leurs procédés les plus mauvais aspects du trade-unionisme ils se livrent indiscutablement à une besogne contre-révolutionnaire. La lutte contre ces côtés négatifs du mouvement professionnel est une des principales tâches des communistes qui militent dans les syndicats. Il leur est de plus nécessaire de souligner la bureaucratization qui menace les syndicats.

Les assemblées générales ne sont fréquentées que par un petit nombre de membres. Seuls quelques militants peu nombreux participent activement à la vie du syndicat. Les comités syndicaux n'ont pas toujours un contact suffisamment vivant avec les masses et il n'est pas rare que les conflits économiques passent à côté des syndicats.

Il arrive fréquemment que les tarifs de groupes isolés d'ouvriers et d'ouvrières peu qualifiés sont tout-à-fait insuffisants et que les syndicats ne prennent aucune mesure pour remédier à cette situation, n'ayant pas suffisamment de liaison étroitement organisée avec ces groupes d'ouvriers.

Reconnaissant que dans une importante mesure ces vices s'expliquent jusqu'à présent par les conditions extérieures extrêmement difficiles (mobilisations permanentes des militants syndicaux pour les fronts, etc.) le congrès mandate les communistes, militant dans les syndicats, à l'effet de lutter systématiquement contre les écarts mentionnés.

14. Des concessions au syndicalisme.

Le noyau des syndicalistes d'avant-guerre (les chefs de la Confédération Générale du travail en France) a trahi honteusement la cause ouvrière en 1914. Les social-chauvinistes Jouhaux et C^{ie} se sont montrés des réformistes petits-bourgeois à l'égal des autres.

L'aile gauche du syndicalisme a réalisé une grande évolution vers le communisme. A l'heure où les meilleurs éléments du syndicalisme français renoncent à leurs erreurs de naguère et passent sur la plateforme du communisme en proclamant la revendication: «Tout le pouvoir aux soviets», en Russie des groupes et des petits groupes isolés s'efforcent de ressusciter les plus mauvais côtés du syndicalisme. Le fameux parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, à son dernier congrès, dans sa résolution concernant la politique ouvrière, a stipulé que ses revendications étaient les suivantes: «La remise de toute la direction de l'industrie et du transport aux syndicats personnalisés par leur Soviet Central pan-russe» (§ 3 de la résolution) — et «affiliation, sur des bases fédératives, avec les organisations syndicales du monde entier en vue d'obtenir que dès le processus actuel de la révolution mondiale les groupements syndicaux prennent en mains la

direction universelle de l'industrie et du transport (voir la brochure contenant la résolution acceptée par le 2-e Congrès du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche. Edition du *Socialisme Révolutionnaire*, Moscou 1919).

Lorsqu'en Amérique ou en Angleterre on oppose au vieux trade-unionisme et à la social-démocratie gouvernementale la devise: «Tout le pouvoir aux syndicals!» et lorsqu'on préconise la création d'une «Grande Union Syndicale unifiée» (One big Union), d'une Entente tripartite des plus forts syndicals, etc., c'est, en comparaison, avec le point de vue opportuniste de la II-e Internationale, un pas en avant. Mais lorsqu'en Russie, où depuis deux ans et demi le pouvoir appartient aux Soviets des Députés ouvriers et paysans et où l'expérience a montré avec une pleine évidence que seule une dictature de fer dans la forme soviétiste et dans tout le système gouvernemental est capable de maintenir le pouvoir, de repousser toutes les agressions et de sauver le pays de la désorganisation, — lorsqu'en Russie on commence à ressortir les plans de remise des chemins de fer au syndicat des cheminots, de l'industrie métallurgique aux métallurgistes, etc., c'est un immense pas en arrière. Les tâches des Syndicats en Russie Soviétiste, en l'époque actuelle, ont été justement caractérisées par le programme du Parti Communiste russe qui déclare que les syndicats sont appelés à faciliter «une liaison indissoluble entre la direction centrale de l'Etat, l'économie nationale et les masses laborieuses» pour pouvoir peu à peu, par suite d'un lent développement après la victoire intégrale du communisme arriver à la concentration dans leurs mains de la direction entière de toute l'économie nationale.

Les communistes qui militent dans les syndicats, ont pour devoir de lutter de la manière la plus active contre les tendances syndicalistes, sans leur faire jamais la plus petite concession.

15. De ce qu'on appelle „l'Industrialisme“.

Il est également urgent de faire échec aux tendances de ce qu'on appelle l'industrialisme, qui est défendu par quelques militants du mouvement syndicaliste. Les industrialistes veulent édifier toute notre action sur le prolétariat industriel et traitent de haut la masse des ouvriers non qualifiés. La guerre et la révolution ont incontestablement apporté de grandes modifications à la composition sociale du prolétariat russe. C'est juste. Les ouvriers qualifiés du prolétariat industriel actuel sont sans contredit la partie la plus développée de la classe prolétarienne. Mais la tâche des militants communistes du mouvement syndical ne peut consister en aucun cas à séparer et à isoler dans un groupement spécial, les ouvriers qualifiés qui forment une minorité dans la

classe ouvrière. Les idées communistes n'ont rien de commun avec cette politique de mise sur l'aristocratie ouvrière. La tâche des militants communistes du mouvement syndical consiste à organiser avec le concours des éléments avancés des ouvriers industriels et à intéresser à l'œuvre de construction gouvernementale toute la masse prolétarienne, y compris les hommes de peine.

16) Les syndicats et l'Internationale.

L'expérience allemande a démontré que le nombre des membres des syndicats s'accroît immensément après une révolution (il est monté de trois millions à huit millions) et que les syndicats deviennent révolutionnaires. L'exemple russe montre comment en réalité les syndicats complètent admirablement les Soviets, servant d'une des plus importantes bases organisées pour la reconstruction de l'économie publique sur des fondements communistes. La fraction de communistes allemands, qui se trouve en opposition vis-à-vis du parti par rapport justement à la question des syndicats (cette fraction de communistes exige la sortie en masse des syndicats, renonce à la lutte pour l'influence à l'intérieur de ceux-ci, et au fond considère les syndicats comme inutiles) commet une faute et se détache des masses organisées du prolétariat.

En raison du développement particulier du mouvement ouvrier en Occident il existe parmi les communistes de l'Allemagne et des autres pays une prévention contre les syndicats pris comme tels. Notre parti considère qu'il ne faut pas renoncer aux syndicats. Dans la marche de la Révolution prolétarienne les syndicats se fractionnent au même titre que les vieux partis social-démocrates. L'expérience du mouvement professionnel allemand a montré qu'en ce moment, à Berlin, les syndicats se sont affranchis de l'influence nuisible de la social-démocratie de Scheidemann. Le mouvement syndical russe doit prendre sur lui l'initiative de grouper l'Internationale rouge des syndicats, comme il en fut pour le parti communiste russe, dans la création de la III-e Internationale. Aux congrès de l'Internationale Communiste doivent participer non seulement les organisations du parti communiste mais aussi les syndicats qui montrent par toute leur action qu'ils se placent sur le terrain de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétiste. De plus il est d'ores et déjà nécessaire de procéder à l'organisation d'une union internationale des syndicats isolés, qui se placent sur la plateforme de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV



UNE MALHEUREUSE TENTATIVE INSURRECTIONNELLE

(La crise du parti communiste en Autriche allemande).

1. Les révélations de Bettelheim.

Celui qui, au cours de ces derniers mois, a observé la marche du mouvement communiste en Autriche allemande (même s'il en a été réduit aux seuls communiqués de journaux) a pu se persuader que ce mouvement traverse une crise sérieuse. Déjà, dès les premiers jours de la révolution prolétarienne de Hongrie des tentatives avaient eu lieu, à Vienne, de provoquer une explosion de révolte. Les initiateurs de ce plan parlaient de la supposition profondément erronée que c'était là un moyen de porter secours à la République soviétiste hongroise. Pour atteindre ce but ils distribuèrent à droite et à gauche de grosses sommes d'argent qui n'eurent d'autre effet que d'apporter la décomposition dans le mouvement communiste autrichien. Cette tactique eut l'inévitable résultat que le mouvement fut abandonné par tous les camarades qui ne voulaient en aucun cas porter la responsabilité de la décomposition du parti et qui en même temps considéraient comme impossible, vu la situation embarrassante de la république soviétiste hongroise, de combattre ouvertement ses agents. Cela eut pour conséquence, après la chute de la république soviétiste hongroise, de créer une pénible atmosphère d'accusations réciproques de caractère politique et purement personnel, qui entraîna la démission du parti de toute une série de camarades et qui entrava l'action de ceux qui restaient. Grâce à l'intervention des militants dirigeants des autres organisations de l'Internationale Communiste, on réussit à si bien purifier l'atmosphère que désormais on put espérer en la possibilité d'une action combinée des représentants des divers courants du parti autrichien. Cependant des difficultés ultérieures surgirent, motivées par l'impossibilité d'examiner publiquement ce qu'on avait réussi à élucider dans l'intimité d'un petit cercle. De plus, on fut obligé, de compter avec les camarades hongrois, qui tels que le docteur Bettelheim jouèrent pendant la crise un rôle marquant et qui, par la suite, furent arrêtés à Vienne. Ces difficultés sont maintenant dissipées. Le Docteur Frédéric Adler a publié dans le *Kampf* de Vienne, du 4 octobre, un manuscrit saisi chez Bettelheim lors de son arrestation, dans lequel est exposée la marche de ces événements. Ce faisant M. Frédéric Adler voulait, disait-il, jeter un rayon de lumière sur ce «marécage qu'on appelle Parti Communiste».

Nous ne pouvons en être que reconnaissants envers Frédéric Adler bien que la lâcheté et la vénalité dont il dénonça jadis le règne au sein de la social-démocratie autrichienne (voir son discours d'accusation dans l'édition berlinoise des procès-verbaux de son procès rédigés par lui-même) dussent bien l'inciter plutôt à s'occuper de ce «marais» dans lequel, après sa coalition avec les antisémites, la social-démocratie s'est certainement bien plus profondément enlaziée qu'en 1916. Mais, comme nous l'avons déjà dit, nous ne pouvons qu'être reconnaissants à Bettelheim et Adler d'avoir rendu possible l'examen public de cette question. Et cette possibilité nous avons l'intention de la mettre à profit d'ores et déjà.

2. Naissance du parti communiste en Autriche Allemande.

Pour comprendre comme il convient la crise qui s'est manifestée si nettement de mai en août, il est nécessaire de ne pas perdre de vue que le parti communiste autrichien était considérablement plus faible que le parti communiste allemand. En Allemagne, déjà bien avant la guerre, il existait dans la social-démocratie une tendance radicale de gauche qui s'était formée dans la lutte contre l'opportunisme tant avoué que voilé (tendance Kautsky, Haase) et qui jetait les fondements du futur parti communiste allemand. Pendant la guerre cette tendance élargit son idéologie, acquit au milieu de difficultés exceptionnelles et au prix de pertes considérables toute une pléiade de nouveaux partisans, créa des organisations illégales et gagna rapidement les masses. La scission qui se produisit en 1917 dans la social-démocratie allemande facilita ce travail. La fondation d'un parti communiste autonome fut le résultat d'une activité de huit années de lutte d'idées et de quatre années d'organisation menée par des centaines de personnalités marquantes. En général, dans l'Autriche allemande il n'existait pas, avant la guerre, d'opposition marxiste au sein de la social-démocratie. A l'exception de Joseph Shraccer, tous les marxistes autrichiens, Otto Bauer et Fritz Adler les premiers, se donnaient pour tâche non de lutter avec l'opportunisme, mais de l'éclairer théoriquement. Cette circonstance fait que dans l'Autriche allemande les partis ne furent pas obligés du voter pour les crédits militaires; les sessions de parlement autrichien n'eurent généralement pas

lieu, ce qui donna aux dirigeants du parti social-démocrate autrichien, qui avait en Victor Adler un chef d'une grande—et légitime—autorité morale et en Renner un guide politique éprouvé, la possibilité de masquer et de confondre les oppositions existantes dans le parti. Jusqu'à quel point se sentait faible l'opposition modérée qui apparut dans le parti autrichien pendant la guerre, c'est ce que démontre l'attentat de Fritz Adler, qui usa du revolver, parce qu'il savait que les masses ne le suivaient pas et se sentait incapable d'une vaste action politique. Surgissant en pleine guerre et se groupant autour du camarade Franz Koritchoner, l'opposition radicale de gauche ne compta que quelques parisiens.

Lorsque la révolution éclata, les éléments qui se groupèrent bientôt dans un parti communiste d'Autriche Allemande, formèrent un groupe insignifiant de très jeunes intellectuels qui sous l'influence de la guerre se pénétrèrent de tendances révolutionnaires prolétariennes, mais qui n'en étaient pas moins étrangers à toute expérience politique; les prisonniers de guerre de retour de Russie se joignirent à eux, mais, il va de soi qu'ils n'étaient guère au courant de la situation en Autriche. Dès lors il est évident qu'un parti composé de semblables éléments ne pouvait pas, dans un court laps de temps, devenir le centre des tendances révolutionnaires qui apparurent dans le prolétariat lorsque la social-démocratie autrichienne, dirigée par Renner et Zitsom avec le concours de Fritz Adler (qui après avoir perdu dès 1916, sous l'influence de la guerre, toute maîtrise de soi-même fut pendant la révolution le plus paisible des petits bourgeois) conclut une alliance avec la bourgeoisie. Le jeune parti communiste autrichien devait inévitablement commettre beaucoup d'erreurs avant de pouvoir trouver sa voie légitime dans la lutte. La politique communiste n'est pas une simple application des principes inventés et brevetés à Moscou, elle consiste à conduire les masses révolutionnaires, dont les conditions sont de beaucoup différentes dans les divers pays.

Ce n'est qu'après s'être enrichi de l'expérience de leur lutte naturelle et avoir appris à tirer les conclusions de cette expérience, que les masses ouvrières peuvent se frayer une voie vers le communisme. Et plus les combattants d'avant-garde du prolétariat seront instruits et expérimentés, plus vite ils sauront évaluer l'importance de cette expérience, plus et mieux ils aideront le prolétariat à s'orienter.

Le parti communiste d'Autriche allemande, vu la jeunesse de ses chefs, n'a pu faire dans les premiers mois de son existence que de timides tentatives dans la voie de la propagande et de l'organisation. Il n'avait pas pu prévoir combien la route qui mène au but serait longue et sinueuse. L'impétuosité du mouvement révolutionnaire d'Allemagne qui se prolongea de janvier en avril, les grèves d'Angleterre leur paraissaient être le présage de la victoire prochaine de la révolution universelle. Et c'est dans l'état d'esprit, suscité par ces espoirs que venait les surprendre la proclamation de la république soviétiste hongroise et peu après celle des soviets de Munich.

N^o 9.

3. La tactique insurrectionnelle hongroise à Vienne.

Les travailleurs révolutionnaires de Vienne, non seulement les communistes, mais aussi les social-démocrates furent absolument électrisés par les événements de Hongrie et de Bavière. Les chefs communistes se considéraient comme obligés de mener la propagande la plus énergique en faveur de la proclamation de la république soviétiste. Ils avaient pleinement raison, lorsqu'ils répliquaient aux social-démocrates que l'établissement de la république des Soviets à Vienne élargirait le champ d'action et donnerait la possibilité de lutter avec les difficultés alimentaires qui prenaient alors, à Vienne, une grave tournure et qui servaient d'argument principal à F. Adler et ses disciples contre l'institution du pouvoir soviétiste en Autriche allemande. La proclamation de la République des Soviets austro-allemands n'entraînait pas que la nécessité de nourrir une plus grande quantité d'hommes, ce que criaient les social-démocrates, mais eût réuni au fougueux prolétariat hongrois des centaines de milliers d'ouvriers autrichiens aptes à l'organisation; il est certain qu'elle eût considérablement accru la force militaire des républiques soviétistes alliées et leur eût donné la possibilité d'occuper les territoires si riches en blé, de la Hongrie. La victoire du prolétariat austro-allemand d'Autriche eût été incontestablement suivie d'une réponse chez les ouvriers tchèques et eût servi de calmant à l'Entente, en changeant radicalement la situation qui se créa lors de l'isolement de Budapest. Les communistes d'Autriche allemande n'ont donc fait que leur devoir, en tendant toutes leurs forces pour entraîner le prolétariat autrichien à proclamer la république des Soviets.

Les «réalistes», Fritz Adler et Bauer en tête, en mettant en garde le prolétariat contre cette «expérience», le trahirent en fait, aidant les Renner et les Ellenbogen à le livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie; et si le prolétariat est aujourd'hui définitivement vendu à la bourgeoisie par ces mêmes Ellenbogen et Renner c'est là le résultat de leur tactique de renoncement à toute lutte. Le même sort a été réservé aux Renner et aux Ellenbogen d'une part, aux Haase et aux Dittman, leurs frères en esprit, de l'autre. Mais l'agitation en faveur de la dictature des Soviets semblait à une partie des camarades hongrois un soutien trop insuffisant de la part du prolétariat autrichien. Il ne faut pas perdre de vue que le parti communiste hongrois ne disposait que d'un tout petit nombre de militants éduqués et expérimentés, qu'après sa facile victoire il fut obligé de désigner à beaucoup de postes importants des camarades dépourvus de toute expérience, sans parler de tous les aventuriers qui s'étaient glissés dans ses rangs uniquement parce qu'il était victorieux. Il est bien difficile d'établir en ce moment dans quelle mesure participèrent à la propagande étrangère de la république des Soviets ces éléments inexpérimentés, ces aventuriers et ces chacals qui se risquent toujours sur les champs de bataille après le combat. C'est un fait, que ces éléments menèrent à Vienne une

agitation active, poussant le jeune parti communiste autrichien à la révolte. Vers le milieu de mai le docteur Bettelheim arriva à Vienne, en qualité d'émissaire hongrois. Il se donna comme fondé de pouvoir de la III^e internationale qui l'avait soi-disant mandaté à l'effet de proclamer au plus tôt la république des Soviets en Autriche allemande. En réalité le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste connaissait Bettelheim—personnage qui jusqu'alors avait été totalement étranger au mouvement—tout juste autant que Bettelheim connaissait l'Internationale Communiste : c'est dire qu'il l'ignorait absolument. Nous ignorons, si ce fut le docteur Bettelheim lui-même qui inventa la fable de cette fantastique mission, afin de pouvoir agir plus facilement sur les camarades inexpérimentés de Vienne ou si une institution quelconque de la république des Soviets hongrois l'induisit consciemment en erreur, désirant lui donner plus de hardiesse pour l'accomplissement d'un plan élaboré en Hongrie. En tout cas, le « mandat de Moscou » du docteur Bettelheim est le produit de la fantaisie d'un jeune camarade n'ayant pas la moindre idée du communisme ou la manœuvre frauduleuse d'un aventurier. A aucun moment le parti communiste russe—avant et après la fondation de la III^e internationale—n'a mandaté aucun camarade à l'effet de se rendre dans un pays déterminé pour y proclamer à un moment donné la république des Soviets. Si des camarades russes qui travaillèrent longtemps dans certains pays ou même des camarades étrangers qui vécurent en Russie en qualité de prisonniers de guerre, se rendirent de Russie pour un travail de propagande soit en Autriche, en Allemagne, en France ou dans un autre pays quelconque, il va de soi que le parti communiste russe les a soutenus matériellement—et ce soutien fut habituellement très modeste—de même qu'il n'a jamais refusé son aide aux groupements et partis socialistes étrangers qui s'adressèrent à lui dans le même sens. L'unique compensation bien naturelle de la part de ces camarades consistait en la propagation des idées communistes et des nouvelles exactes sur la marche de la révolution russe. Le parti communiste russe et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dirigé par lui ne se sont jamais leurrés de cette pensée qu'ils pouvaient de Moscou diriger la politique concrète des partis communistes étrangers qui travaillaient en pleine action de leur propre mouvement.

Celui qui écrit ces lignes et qui dirigea jusqu'en décembre 1918 la propagande étrangère des bolchéviks, dans ses pourparlers avec les communistes allemands, hongrois, tchèques, yougoslaves qui entre autres visitèrent en octobre 1918, l'Autriche-Hongrie, les mit en garde catégoriquement au nom du parti communiste russe contre une simple copie des exemples russes dans la première phase de la révolution austro-allemande et leur conseilla même de modifier leur position vis-à-vis de l'Assemblée nationale par rapport aux conditions de lieu et de temps, et à la phase déjà atteinte par le mouvement.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, dirigé par des tacticiens aussi avisés que Zinoviev et Trotsky, disciples de Marx, qui tra-

vailent dans le parti depuis de longues années (Trotsky depuis 25 ans, Zinoviev depuis 17 ans) ne pouvait assurément pas recommander une autre politique. Le parti communiste russe sait que la victoire définitive de la révolution russe n'est possible que si la révolution universelle est victorieuse. Et la révolution universelle ne peut se développer que comme un mouvement créé dans chaque pays par ses propres masses prolétariennes et non par les premiers « émissaires » venus. Si la révolution prolétarienne dans les pays étrangers ne se développe pas dans un avenir plus ou moins rapproché suffisamment pour vaincre l'impérialisme de l'Entente, la république des Soviets Russes peut mourir d'une hémorragie; car la guerre défensive contre l'Entente paralyse toutes ses forces dirigées vers la réorganisation économique de la société. Ce fut le sort de la Hongrie soviétiste par suite de sa base trop restreinte. Mais la conscience de ce danger ne doit pas nous empêcher de nous rendre compte que seul le développement de la révolution prolétarienne (et non pas les révoltes provoquées artificiellement) peut aider les républiques soviétistes menacées; de semblables insurrections ne peuvent qu'affaiblir le mouvement dans les autres pays, et par conséquent la Russie Soviétiste et les autres centres révolutionnaires, tout en compromettant, en général, les idées communistes. Si en Autriche allemande le prolétariat eût accepté dans sa majorité et réalisé l'idée de la dictature des soviets, la république soviétiste de Hongrie en eût été renforcée. Mais si le parti communiste autrichien se fût emparé du « pouvoir » par l'insurrection—ce qui n'était nullement impossible vu la faiblesse du gouvernement—tout en n'ayant pas derrière lui la majorité du prolétariat cette victoire n'eût qu'affaibli la république soviétiste de Hongrie. La république des Soviets autrichien, n'eût point été dans ce cas « soviétiste », car les soviets étaient contre sa proclamation. Les syndicats ne l'admettaient pas non plus. Sur qui donc se fût-elle appuyée? Contrainte d'avoir recours au soutien d'une garde rouge recrutée au hasard et de lutter contre la majorité de la classe ouvrière où eût-elle pu puiser encore des forces pour venir en aide à la Hongrie des Soviets? Cette simple considération était suffisamment persuasive pour démontrer toute la folie de la tactique insurrectionnelle à tous ceux qui connaissent la république des Soviets autrement que par oui-dire. Mais en l'occurrence c'est à une malheureuse ignorance que nous avons affaire ici; le Messie du bureau de propagande de Budapest n'a pas la moindre conception du communisme; c'est ce que prouve chaque mot de ses attaques contre le parti communiste d'Autriche allemande.

4. La révolte du 15 juin.

Voici ce que communique Bettelheim sur la force du parti communiste vers le 15 mai lorsqu'il arriva à Vienne avec son fantaisiste mandat. Le comité central du parti n'avait pas pu se décider à une seule action de quelque peu d'importance—plus loin nous verrons ce que ce naïf personnage entend par le mot « action »—il ne pouvait se glorifier d'aucun succès. Le comité ne connaissait pas

la composition du parti, le nombre des camarades qui travaillaient dans les entreprises isolées, il n'avait pas pu convoquer des fondés de pouvoir de ces entreprises. Les organisations étaient littéralement dépourvues d'agitateurs et aucun travail systématique de parti ne se faisait. Une masse énorme de chômeurs restait en dehors de toute organisation, les relations avec la campagne étaient négligées. De cet état de choses tout homme judicieux n'aurait pu tirer qu'une seule conclusion bien simple: *It is a long way to Tipperary*. Tout le travail est encore à faire: il faut organiser le parti, pénétrer dans les entreprises et y poser le fondement des organisations; établir des rapports avec la campagne, mener énergiquement l'action de propagande, utiliser chaque manifestation de la vie politique sociale pour l'action qui mobiliserait la classe ouvrière, l'organiserait et peu à peu l'amènerait sur le terrain de la lutte. Mais les Messies et les prophètes, comme on le sait, ne labourent pas et ne sèment pas; ils ont une baguette magique avec laquelle ils accomplissent des miracles. Il est vrai que le docteur Bettelheim qui n'était qu'un ex-pseudo-prophète, n'a pu accomplir que des pseudo-miracles. Au lieu d'organiser le parti il le désorganise, en dissolvant son centre de direction et en nommant un «directoire». Comme il convient à un faiseur de miracles il veut moissonner là où il n'a pas semé et décide précisément le 15 juin—par conséquent juste au bout de son premier mois, si riche en succès, de séjour à Vienne—d'affranchir le prolétariat du joug capitaliste en proclamant la république des Soviets. Il ne put pas se décider à quelque chose de plus modeste, car il l'écrivit, textuellement dans son œuvre remarquable «j'entends par *action* la proclamation de la république soviétiste». En attendant le docteur Bettelheim n'a fait qu'évincer du centre de direction du parti Joseph Straccer, le communiste autrichien le plus actif et nommer le «directoire». Ce fut malgré tout suffisant. La cause avança rapidement. Des organisations dans les entreprises surgissaient, dans les casernes de forts mouvements se manifestaient, les chômeurs, les mobilisés, les invalides organisaient des démonstrations. La force de la révolution prolétarienne surgissait au grand jour comme par enchantement, à Vienne et dans les campagnes, de sorte que l'on pouvait pleinement escompter le succès de l'avènement de la république des Soviets précisément pour le 15 juin. «Jusqu'à quel point la force de la révolution prolétarienne était grande», c'est ce que nous verrons à l'instant. Le phénomène vraiment miraculeux que le docteur Bettelheim ait pu à l'avance prévoir le jour de la révolution est facilement explicable: comme il le communique, elle avait été simplement décidée pour ce jour et même aucun détail d'une révolution bien préparée n'avait été négligé. En un mot, le 15 juin une insurrection dans les formes requises devait avoir lieu. Il n'y avait rien de surnaturel dans ces moyens miraculeux grâce auxquels avant le déclanchement de l'action à date fixe apparurent l'organisation, les troubles nombreux, etc. Le docteur Bettelheim avait lâché sur Vienne toute une nuée d'agitateurs qui répandaient l'argent à pleines mains et qui préparaient «l'action» selon toutes les règles de

l'art. Celle-ci fut décidée pour le 15 juin, mais la veille de ce jour, le 14, le directoire était arrêté (Bettelheim affirme—au reste sans aucune preuve—qu'il (le directoire) fut arrêté sur sa propre demande).

Le même jour les chômeurs et les soldats démobilisés organisèrent une démonstration, exigeant la mise en liberté des chefs. Il y eut des morts. Pourquoi donc la «révolution prolétarienne» n'a-t-elle pas triomphé? Le prolétariat délivre ses chefs et exige qu'ils réalisent en fait la révolution. «Provoquée comme par enchantement» la révolution prolétarienne présente à ses chefs cette revendication: «Vous m'avez provoquée, vous devez mener l'œuvre jusqu'au bout». La révolution doit être réalisée par Tomann, Korichoner, autrement il n'en résultera rien. La vieille devise que l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes est transformée par des «communistes» tout frais moulus en celle-ci: le «prolétariat ne peut être affranchi et sauvé que par ses chefs». Ici on sent évidemment la proximité des Bettelheim et des Renner situés officiellement à leurs antipodes; ces derniers «sauvent» le prolétariat, comme les mendians qui demandent du pain pour les affamés, — les Bettelheim les sauvent en «proclamant» la république. Dans le premier cas les prolétaires doivent se tenir tranquilles; dans le second, ils doivent agir sur un mot de leurs chefs, mais dans les deux cas ils sont des figurants. Les sauveurs, ce sont les chefs. Mais ici commence une délicate opération: les «chefs» élus par Bettelheim pour sauver le prolétariat refusent de marcher. Les chefs ont promis de faire la révolution, mais ils avaient si peu confiance en eux-mêmes qu'ils ne se décidèrent même pas à paraître devant la masse. Tout désir d'émanciper le prolétariat les avait abandonnés.

Voici de bien mauvais hommes qui auraient pu affranchir le prolétariat et qui n'ont pas voulu. Mais le 15 mai le docteur Bettelheim est arrivé à Vienne envoyé par sa propre institution, l'Internationale, avec la mission de frayer la voie à la domination du prolétariat. Pourquoi n'a-t-il pas rempli sa mission et affranchi le prolétariat? Qu'il n'ait pas eu confiance en ses propres forces, — la chose est inadmissible — car cet intrépide agitateur croyait aveuglément en ses forces. Il «s'est abstenu, c'est vrai, d'émanciper le prolétariat» de crainte que les militants de la révolution viennoise qui ne savaient pas que la révolution a été provoquée «par enchantement» pussent lui déclarer: «Excusez, Monsieur Bettelheim, nous ne vous connaissons pas et vous ne pouvez pas nous émanciper». Ces «révélation» de Bettelheim seraient plutôt plaisantes, si toute cette histoire n'avait pas exigé des victimes. Bettelheim lui-même racheta en partie sa faute en imaginant ses révélations et en démontrant — contre son gré — à tout ouvrier judicieux la stupidité et le vide de la tactique insurrectionnelle. Cependant après l'expérience du 15 juin il ne s'est pas persuadé de l'inadmissibilité d'une tactique semblable et il faut croire que nous avons affaire à une sorte de Rinaldo Rinaldini incurable. Mais les travailleurs communistes ne sont pas frappés d'aliénation mentale et grâce aux révélations de Bettelheim

ils auront la plus profonde méfiance vis-à-vis de la détestable action miraculeuse des insurrections. Les communistes qui composaient l'avant-garde du prolétariat autrichien, ont, dans les journées de juin, fait une croix sur la tactique insurrectionnelle de Bettelheim. Ils ne se sont pas laissés entraîner dans l'aventure de «proclamer» la république soviétiste. Ils doivent bien se persuader désormais de l'inadmissibilité et de la honte des émeutes, et aussi de la nécessité d'extirper dans la pratique l'aspiration même à de semblables mouvements.

La tactique du communisme et la lutte social-démocrate.

Il est cependant clair qu'avec les crises du mouvement il convient de lutter non par des recherches historiques quelque bienfaitantes qu'elles soient, mais par des manifestations actives du prolétariat. Il est certain qu'il n'est pas question de «proclamations» à la Bettelheim, mais d'un travail obstiné d'organisation, de la création de groupements correspondants, de la lutte en masse quotidienne contre les crises chaque jour plus graves — lutte qui coopérera à l'accumulation de l'énergie latente du prolétariat autrichien, jusqu'au jour où la proclamation de la république des Soviets hongrois ne sera plus une simple boutade insurrectionnelle, mais l'expression réelle de la vie même. Adler qui se débat dans les filets de Renner sait bien pourquoi il marche maintenant contre le «marais» du parti communiste. Il se trouve après la première année de révolution devant «l'épave» de sa politique qui, au reste, ne fut pas la sienne, mais celle de ses amis et de laquelle, malgré tout, il porte aussi la responsabilité. La démocratie (c'est-à-dire le «pouvoir populaire») n'a été en fait que la domination insatiable du capital de l'Entente. La «socialisation» législative s'est terminée par l'achat de la société minière des Alpes par des capitalistes italiens, excellente affaire que M. Adler saupoudra d'une

légère couche de «socialisation»; le dossier de cette affaire pourrait être déposée dans les archives de la II-e Internationale avec cette inscription: «La socialisation démocratique du patrimoine national en Autriche allemande ou sa remise aux capitalistes de l'Entente». Les soviets de députés ouvriers auxquels Max Adler chantait des hymnes enthousiastes se préparent à une mort indolore. Quelles sont les causes de tout cela? Une crise effroyable que ces messieurs avaient prédit comme devant être la conséquence inévitable de la dictature des Soviets et qu'ils avaient voulu éviter au moyen de la coalition avec la bourgeoisie sévit en ce moment et s'affeste le résultat de leurs craintes pitoyables de toute lutte. Mais les masses ouvrières ne peuvent pas se détourner de la lutte. Elles souffrent de la faim et du froid et elles demanderont infailliblement: «Est-il possible que nous périssions sans résister?» Les masses lutteront, elles marcheront dans notre voie. C'est ce que sait Adler qui s'est empêtré dans ses propres filets et comme il ne se sent plus la force de s'arracher à son propre marécage, il se met en devoir de dévoiler le marais communiste. Mais le parti communiste n'a jamais rien caché et ne cachera rien. Il a pu commettre des fautes politiques, parce qu'il est jeune, et qu'il est obligé de chercher des voies nouvelles. Dans ses égarements il a pu rejaillir sur lui quelques éclaboussures. Mais il saura se blanchir; l'avenir lui appartient, car il s'est engagé dans la lutte que dictent les exigences de ce moment historique. Le marais, c'est de l'eau stagnante; nous irons donc en avant avec le torrent déchainé de la révolution prolétarienne. Le docteur Adler nous a jeté une bombe à gaz empoisonné dont certains pourraient bien se trouver mal. Mais bientôt, après avoir enjambé cette vague empoisonnée, nous passerons à l'offensive et les masses nous suivront.

K. RADEK.

Octobre 1919.





LA QUESTION NATIONALE EN FINLANDE

La question nationale, aussi étrange que cela puisse paraître, ne provoquait chez l'ancienne social-démocratie qu'un intérêt très restreint. La question de la langue officielle, la lutte de classes de la petite bourgeoisie et des agriculteurs de Finlande, revendiquant le droit de parler leur langue nationale, menée contre les classes de la noblesse suédoise, de la haute bourgeoisie et de la bureaucratie au pouvoir, touchait à son terme lorsque, il y a plus de 25 ans, le mouvement ouvrier prit le caractère d'une lutte consciente de classes. La langue finlandaise fut tolérée légalement en qualité de langue officielle au même titre que la langue suédoise bien que dans une proportion loin d'être satisfaisante. Des relations amicales s'établirent dans le mouvement ouvrier entre ouvriers finlandais et suédois, là où se trouvaient ces derniers (comme à Helsingfors, Abo, Vase). Certes, il y eut bien encore certains frotements qui s'expliquent par le fait qu'un certain nombre d'ouvriers de langue suédoise occupaient une position privilégiée, qui les mettait au rang de la petite bourgeoisie (il y avait parmi eux beaucoup d'employés de bureau, de tramways et de chemins de fer).

La réforme de la représentation nationale donna en 1906 aux Suédois une place au Sejma qui correspondait à leur nombre (1/3 du nombre total des députés), tandis que sous l'ancien système de vote par états ils disposaient de la majorité dans deux d'entre eux (la noblesse et la bourgeoisie) en opposition aux deux autres classes (celle du clergé et celle des paysans), dans lesquelles la majorité appartenait aux Finlandais. La puissance économique de la bourgeoisie et des propriétaires suédois restait malgré tout assez importante; actuellement elle est peut-être égale à celle des classes bourgeoises finlandaises. À l'université, dans les écoles supérieures et inférieures, les Suédois défendaient leurs positions avec une grande opiniâtreté.

Quant à la langue russe, elle n'était parlée que par les satrapes et les carriéristes; elle avait été imposée par force aux Finlandais par Bobrikoff et n'était comprise que des officiers, de certains commerçants, d'employés avides d'avancement (traîtres à la patrie) et des professeurs de langues étrangères; tous les autres citoyens l'oublièrent aussitôt sortis de l'école.

Les Finlandais ne connaissent la culture russe que d'après des traductions littéraires assez complètes. Les marchands russes, etc. (à Helsingfors, à Viborg) étaient en assez bons termes avec la population locale. En Finlande, les ouvriers russes étaient peu nombreux; ils avaient quelques organisations à eux, peu importantes, qui

se trouvaient sous la surveillance de la police et maintenaient des relations avec les organisations finlandaises. L'armée, les soldats, comme les officiers, menait l'existence isolée d'une armée d'occupation. Les israélites qui se trouvaient en petit nombre étaient privés de tous droits. Ils ont exploité au cours de ces derniers temps leur position «légal» de marchands de vieux habits pour la création d'une industrie de confections alimentée par des ateliers travaillant selon le «sweating system». Pendant la guerre ils amassèrent de grandes fortunes et se livrèrent aux spéculations de bourse, ce qui excita l'envie de leurs concurrents. Les tentatives de propagande anti-sémite faites par les vieux Finlandais n'eurent cependant pas de succès. Les ouvriers en 1905-1906 luttèrent énergiquement pour les droits des Juifs, mais la réaction qui survint retarda la solution de cette question.

Les rapports avec la Russie n'étaient pas une question nationale, mais gouvernementale.

À chaque tentative faite pour provoquer un coup d'état (soit par la violation de la constitution particulière de la Finlande, soit par les édits de 1899 et 1903 et à l'aide de la Douma impériale en 1910) tout le peuple finlandais se mettait sur la défensive et les «séparatistes» n'avaient pas un seul adversaire au Sejma. La Finlande refusa d'envoyer ses représentants à la Douma impériale. Il semble cependant que la haute bourgeoisie ait eu certains plans concernant l'établissement d'une «cohabitation pacifique» et la reconnaissance de la législation impériale pour obtenir à ce prix la sienne «propre», c'est-à-dire le gouvernement de la haute bourgeoisie au lieu de la domination des officiers russes et demi-russes. Cette tendance subsista pendant la guerre, maintenue par les commandements militaires, bien que la bourgeoisie de concert avec les classes cultivées cherchât déjà une orientation allemande, en envoyant les jeunes gens en Allemagne pour y faire leur instruction militaire (mouvement des chasseurs).

La révolution a fait surgir une nouvelle question d'un caractère national — celle des armées russes n'ayant toujours inquiété la population petite bourgeoisie que dans le domaine des relations conjugales.

Ces armées représentaient maintenant un facteur social important. Les assassinats d'officiers à Helsingfors effrayèrent la bourgeoisie finlandaise; la part que prirent les soldats dans la grève, leurs manifestations dans la salle même du tribunal, en faveur du prolétariat provoquèrent une grande indignation de sa part et elle profita de quelques excès pour mener parmi la petite bour-

geoisie et les paysans une agitation contre les Russes.

En relation avec tout cela on activa l'organisation du «corps des pompiers» appelé ouvertement, par la suite, corps de garde. Au fur et à mesure que le prolétariat fraternisait avec les soldats et posait des revendications de plus en plus précises, cette garde tournait sa bienveillante attention vers le mouvement ouvrier. La situation devint particulièrement tendue pendant l'été de 1917 lorsque la garde rouge fut organisée et reconnue par le parti social-démocrate en qualité de «garde de l'ordre».

La question finlandaise devint dès les premiers jours un des problèmes de la révolution russe. Le gouvernement provisoire (sans être soutenu par Goulchhoff et Godneff), qui assumait en qualité d'héritier des droits monarchiques du tsar ses fonctions de grand duc de Finlande rétablit dans ce pays la situation telle qu'elle était avant Bobrikoff.

Cet édit fut la cause d'un nouveau conflit. Les activistes, se basant sur l'ancienne «forme de gouvernement» de 1773, déclarèrent que les droits de la dynastie devaient échoir maintenant au Sejma finlandais. La majorité social-démocrate du Sejma, tout en inclinant vers le même point de vue, n'en menait pas moins une politique opportuniste extrêmement prudente: le parti (en juin 1917) avait posé en principe la revendication de l'indépendance absolue de la Finlande, mais il était prêt jusqu'à la conclusion de la paix à reconnaître à la Russie le droit de résoudre les questions militaires et de régler la politique extérieure du pays. Le droit de décider des destinées de la Finlande était catégoriquement refusé à l'Assemblée Constituante. De tous les partis russes seul celui des bolchéviks reconnaissait à la Finlande le droit d'indépendance absolue. Le premier congrès des Soviets se vit contraint de prendre la défense des droits du peuple finlandais à se gouverner lui-même. Il exigea la reconnaissance immédiate de tous les droits du Sejma (sauf celui de décider des questions militaires et de politique extérieure). Se basant sur cette résolution le Sejma finlandais, en dépit des conseils de la députation menchéviste se déclara plénipotentiaire, mais fut dissout par Kérensky qui employa la force armée. On peut tirer de cet exemple ces premières conclusions instructives: les valets de l'impérialisme en Russie avaient jeté bas leur masque de «démocratie révolutionnaire». Quant à la bourgeoisie finlandaise elle trahit l'œuvre nationale, que représentait la majorité ouvrière.

La bourgeoisie finlandaise reconnut Kérensky «en possession du pouvoir suprême en Finlande», mais cela n'empêcha pas cette même bourgeoisie ayant obtenu la majorité des voix aux élections du Sejma de refuser après la révolution d'octobre, de reconnaître le même titre au soviet des Commissaires du Peuple; de plus, le gouvernement de Svinhufvud proclama avec le consentement du Sejma l'indépendance de la Finlande. Les social-démocrates obtinrent (en janvier 1918) que cette indépendance fût reconnue par le pouvoir Soviétiste. Les masses ouvrières restaient malgré tout assez indifférentes à cette question;

leur intérêt se concentrait sur la question alimentaire et celle de l'armement de la garde volontaire (qu'on nommait garde des «bouchers»). La politique hésitante du parti social-démocrate au moment de la grève de novembre lui fit perdre une bonne partie de son influence (1).

Dès lors la bourgeoisie finlandaise se sentit soutenue par une force assez importante. Elle mettait son espoir dans l'impérialisme allemand et dans la force armée de la garde volontaire. La bourgeoisie avait par tous les moyens possibles la haine nationale des paysans réactionnaires à l'égard des Russes, qui était encore augmentée par les travaux d'instruction militaire et la politique alimentaire. Le gouvernement envoya un ultimatum exigeant le renvoi de Finlande des armées russes, sur la conduite desquelles, des plaintes étaient en même temps envoyées secrètement à l'étranger. Profitant de certains excès de la garde rouge, la bourgeoisie sut empêcher l'aile gauche du parti agraire de former un bloc gouvernemental avec l'aile droite des social-démocrates dont les représentants au Sejma avaient la naïveté d'espérer qu'ils pourraient au moyen d'un tel bloc atténuer dans une certaine mesure l'intensité de la crise. Il est vrai qu'en novembre déjà, le parti social-démocrate déclara, qu'il n'exigeait pas l'évacuation des armées russes. L'auteur du présent article jeta le trouble dans la bourgeoisie en déclarant au Sejma que les armées russes en Finlande défendaient Péetrograd contre l'impérialisme allemand. Mais ce n'était pas l'opinion des éléments de droite. Il était facile de voir dans la presse social-démocrate des déclarations mettant le pays en garde contre le danger d'avoir recours à l'aide «étrangère»; il semble même qu'on ait exploité à ce sujet la parole de Karl Liebknecht que les ouvriers de chaque pays doivent en finir eux-mêmes avec leur bourgeoisie.

Un tel point de vue ne pouvait cependant pas être développé devant les masses ouvrières, car le prolétariat voyait dans les armées russes sa meilleure défense contre la garde blanche (la Finlande n'avait pas d'armée nationale depuis l'année 1902). Nous devons éprouver par la suite une certaine désillusion à ce sujet, du fait qu'une grande partie de l'ancienne armée se trouva démoralisée, lorsque se déclancha la guerre civile. Les armées qui se trouvaient dans la Finlande du sud furent à la fin de janvier prises au dépourvu par les blancs; dans la Finlande du sud une grande partie d'entre elles — les choses se passaient au moment de la paix de Brest — se démobilisa d'elle-même tandis qu'une partie restait neutre (les officiers n'en rendaient pas moins de grands services aux blancs). Notre ignorance de la langue russe nous a causé à ce moment des préjudices irréparables.

Il y eut pourtant des révolutionnaires russes volontaires qui luttèrent fraternellement aux côtés de la garde rouge finlandaise nous apportant le soutien particulièrement précieux de leurs spécialistes: les officiers, les artilleurs, les médecins,

(1) Voir O. V. Kuusinen. *La révolution en Finlande, auto-critique et la Lettre ouverte au camarade Lénine des communistes finlandais en septembre 1918.*

etc... Les médecins finlandais refusaient de soigner les rouges et les blancs fusillaient même les infirmiers. Les stocks d'armes et d'équipement fournis par nos camarades russes nous ont été particulièrement précieux. La fraternité des prolétaires russes et finlandais scellée dans le sang fut même une des meilleures leçons de cette lutte et ce sang versé creuse à jamais un abîme infranchissable entre les classes de Finlande. L'illusion d'un gouvernement national s'est également dissipée.

La guerre civile a débarrassé le prolétariat finlandais de bien d'autres illusions et particulièrement de celle de «l'indépendance nationale».

Pour démontrer la nécessité d'une soumission vassale à l'Allemagne les laquais de la grosse bourgeoisie s'efforcèrent de constater l'impossibilité de conserver l'indépendance des petits peuples. La bourgeoisie a jeté son masque, découvrant sa figure réactionnaire: toutes ces coquetteries avec la démocratie cessèrent et les tendances au carnage de la bourgeoisie trouvèrent leur expression dans la ferreure blanche; après le coup d'Etat un candidat au trône royal fut désigné et beaucoup de réformes furent abolies. Les tendances progressistes du professeur Stolberg défendant «une république» extrêmement monarchiste n'étaient qu'une façon habile d'exprimer les intérêts de la bourgeoisie. Ce point de vue, soutenu par un certain nombre de partisans de l'Entente, semblait parfaitement acceptable, lorsqu'éclata le scandale avec le Kaiser.

Le prolétariat reçut une nouvelle leçon. La bourgeoisie se montra prête à vendre sans hésiter son pays à l'impérialisme de l'Entente contre du pain, des armes et des emprunts, pourvu que les succès dans sa lutte contre la révolution lui soit garanti.

La guerre civile de 1918 remit à l'ordre du jour une série de problèmes nationaux.

L'aristocratie suédoise décida que son heure avait de nouveau sonné du fait qu'elle avait fourni à l'armée blanche un nombre assez important d'officiers. Elle s'empara des meilleures places dans l'armée, dans l'administration civile, le corps diplomatique et attendit avec impatience l'arrivée du roi, préparée en Allemagne, et de sa suite. Elle avait bien contre elle la démocratie petite-bourgeoise des paysans, mais les efforts de celle-ci restaient sans résultat.

Les «progressistes», avec le concours des social-patriotes des rangs de la social-démocratie blanche, créèrent en été 1919 une république monarchique après avoir élaboré une nouvelle constitution et promu le professeur Stolberg à la dignité présidentielle, en remplacement du général Mannerheim. Le nationalisme anti-russe joua en cette occasion un rôle important. Les classes moyennes qui s'étaient laissées prendre à la propagande anti-russe s'aperçurent bientôt qu'au lieu des bolchéviks qui reconnaissaient malgré tout l'indépendance du pays elles avaient maintenant affaire aux pires finno-phobes et aux représentants des bandes noires, adversaires invétérés de l'indépendance de la Finlande. Cette dialectique contradictoire de la société capitaliste était absolument inaccessible à la compréhension de la petite bourgeoisie. On trouvait même dans les journaux

bourgeois des protestations indignées contre le fait que la «société» russe non seulement prenait part à la vie des restaurants et des théâtres de Helsingfors, mais encore y donnait le ton.

Les patriotes finlandais qui comptaient sur la foi des phrases creuses des émigrants russes de Finlande, qu'à défaut des «noirs» les blancs tout au moins reconnaîtraient l'indépendance de la Finlande apprirent de la bouche de Milioukoff et de Kérénsky à Paris, que leur indépendance ne pouvait être reconnue par «aucun gouvernement russe». Le gouvernement du Nord-ouest qui, selon les instructions de Londres, s'était montré prêt à reconnaître l'indépendance de la Finlande, dirige maintenant ses pas sur Paris chez MM. Sazonoff et C^{ie}.

Et Von der Goltz même le libérateur de la Finlande a joué un rôle dans la Prusse orientale au cours d'intrigues qui menaçaient d'étouffer la Finlande par les mains de la réaction russo-allemande.

La question des îles d'Aaland fait l'effet d'un paragraphe spécial dans l'histoire politique contemporaine de la Finlande. La population des îles qui parle la langue suédoise, est composée de pêcheurs, de petits propriétaires de bateaux et de paysans. Leur marché d'exportation est Stockholm; leur patriotisme revêt un caractère purement provincial (ni suédois, ni finlandais). On n'y trouve qu'un très petit nombre d'ouvriers émigrés de Finlande. Au moment de la guerre civile, la bourgeoisie et les classes cultivées demandèrent secours à la Suède, qui «obéissant à des considérations humanitaires» envoya ses troupes aux îles; elles y régneront jusqu'à l'arrivée des Allemands. Par la suite les Suédois démolièrent les fortifications.

En compensation pour ce secours reçu les représentants d'Aaland vendirent le pays à la Suède, après avoir rassemblé des signatures sous une adresse, dans laquelle la «voix du peuple» exigeait l'annexion des îles par la Suède. Il est évident que cette dernière désire avoir en sa possession la clé du golfe de Bothnie et fait antichambre à Paris pour l'obtenir. Mais la Finlande s'oppose énergiquement à ce «séparatisme», à cette «haute trahison» et les journaux fulminent contre la Suède soulignant le fait qu'un irrédentisme finlandais existe également en Suède, dans les riches régions minières, dont la population finlandaise n'exige pourtant pas son rattachement à la Finlande. M. Branting, cet agent de l'Entente, se prononce évidemment pour la reconnaissance à l'île d'Aaland «du droit de se gouverner elle-même», ce qui ne manquera pas d'être profitable à la Suède. Mais sa seule victoire diplomatique, après une série de désillusions, est une promesse faite aux social-démocrates finlandais à Berne de décider de la destinée des îles d'Aaland (*) au moyen d'un référendum qui aurait lieu dans quelques années (peut-être dans 10 ans).

En ce moment la Finlande blanche essaie de résoudre cette question en octroyant l'autonomie aux îles d'Aaland. Les Suédois de Finlande (qui

(*) Les journaux annonçaient à la fin de décembre, que le congrès des partis social-démocrates avait résilié cette promesse et se prononçait seulement en faveur de l'autonomie pour les îles d'Aaland.

ont obtenu certaines garanties de leurs droits) sont également contre la séparation des îles d'Aaland, craignant qu'elle ne mène à l'affaiblissement de l'élément suédois en Finlande. En fin de compte la question des îles d'Aaland n'est toujours pas résolue. Chacune des puissances baltiques voit dans ces îles son Gibraltar; le camarade Tchitchérine a également déclaré que cette question ne peut être résolue sans la Russie.

La question nationale la plus importante en Finlande est celle de Mourmansk et de la Karélie. En consultant la carte nous remarquons que la frontière orientale historique de la Finlande est loin de correspondre à sa frontière «géographique».

La population qui habite au delà de cette frontière, est composée en majeure partie de Lapons qui sont divisés entre la Norvège, la Suède, la Finlande et la Russie et il serait plus juste de dire qu'ils sont complètement privés de tout sentiment politique national. Les côtes Mourmanes sont habitées par des Russes, des Norvégiens et des Finlandais. Les Karéliens finlandais près de la mer Blanche et dans la région d'Olonetz, au nombre de plus de 100.000, sont des paysans vivant dans les conditions les plus primitives. C'est de leur sein qu'est sorti le barde national finlandais. Ils sont orthodoxes et parlent le finnois. Ils possèdent une certaine éducation russe bien que dans ces dernières années une propagande finlandaise nationale soit faite parmi eux. L'union politique de ces deux régions avec la Finlande fut autrefois l'un des grands désirs des Finlandais. Pendant la guerre mondiale l'Allemagne tourna ses regards de ce côté; une riche littérature naquit sur la «Grande Finlande» considérée comme un pays vassal de l'Allemagne, qui aurait eu pour frontières le Svir, l'Onéga, la Mer Blanche et aurait englobé la presqu'île de Kola. La réalisation de ce plan semblait très désirable à l'Allemagne, pour l'exploitation des forêts; des cascades et de la population de la Finlande. A cela s'ajoutait encore la perspective de disposer de plusieurs ports sur l'Océan Arctique et de former un coin entre l'Angleterre et la Russie. Quant aux moyens pour arriver à ce but, ils étaient fournis par le chauvinisme finlandais avec la spéculation sur les forêts pour la bourgeoisie. Il sera utile de rappeler ici qu'au moment des négociations de Protopopoff concernant une paix séparée, l'Allemagne consentait à renoncer à toute espèce d'intervention dans la question finlandaise.

Au moment de la guerre civile la prise de la Karélie entraînait dans le programme de Mannerheim, mais il fut obligé d'y renoncer tant par suite des remontrances de la Suède et de l'Allemagne que parce qu'il n'avait pas la force d'exécuter ce plan. De plus, du côté de Mourmansk il se trouvait d'abord sous la menace des rouges, puis des Anglais. Par suite de la défaite des armées soviétistes une partie des Finlandais rouges, après avoir repoussé les tentatives d'offensive de la part des blancs, resta à Mourmansk. Avec le concours des Anglais, ils y formèrent une «légion finlandaise», mais les Anglais ne réussirent pas à la mener contre la Russie soviétiste. L'Angleterre livra alors ces légionnaires à la Finlande

blanche, où ils reçurent une amnistie conditionnée. Cette amnistie ne s'appliqua pas à tout le monde. C'est ainsi, par exemple, que Tokoi, l'auxiliaire de l'Entente, échappé de Russie et déclaré traître à l'œuvre nationale par le Parti Communiste finlandais, ne fut pas amnistié.

Au printemps de 1919 le plan des opérations militaires contre Pétrograd comprenait l'offensive des «volontaires» finlandais avec le soutien du gouvernement d'Olonetz. Elle fut repoussée en partie avec le concours des Finlandais rouges qui entraient dans la composition de l'armée rouge. Maintenant tout Finlandais comprend clairement que ni l'Entente et ni la Russie—la Russie réactionnaire—n'ont jamais promis à la Finlande la réunion de ces régions.

Dans la meilleure des conjonctures, la Finlande ne peut espérer recevoir des impérialistes aucun territoire sur le Petchénéga, promis par le gouvernement autocrate dès en 1864, et reconnu à la Finlande tout récemment par le traité du 3 mars 1918, annulé maintenant, entre la Finlande rouge et la Russie soviétiste (!).

Parmi les questions nationales finlandaises il nous reste encore à mentionner celle de l'Ingermanland. Il y a dans le gouvernement de Pétrograd près de 150.000 paysans finlandais auxquels l'église protestante et une école conservatrice servaient de ciment national.

Un certain courant socialiste, en majeure partie menchévique, s'est manifesté parmi eux après 1905. Actuellement les Ingermanlandais ont plusieurs programmes nationaux.

Le plus fantastique d'entre eux, qui exige l'annexion de cette région à la Finlande et l'abolition du rôle politique de Pétrograd, est actuellement reconnu par la Finlande comme absolument inadmissible. La conduite des officiers de Youdénitch à l'égard des Ingermanlandais pendant l'offensive du printemps refroidit sensiblement les sentiments nationaux des «blancs». Néanmoins il existe encore en Karélie de l'autre côté de la frontière russe un camp de partisans Ingermanlandais d'où des incursions très douloureuses pour la population des villages environnants ont été faites plus d'une fois. Mais les Ingermanlandais de Russie acquièrent de jour en jour la conviction que le droit de disposer d'eux-mêmes et le droit d'éducation autonome que leur reconnaît la Russie soviétiste crée pour eux les meilleures conditions d'un développement, menacé au contraire par la contre-révolution. Les autres débris du peuple finlandais (au confluent du Volga et du Tver) n'ont également reçu la possibilité de se livrer à un travail de culture nationale que sous le régime soviétiste.

Ils se trouvent certainement en dehors des désirs des pan-finlandais.

Les Esthoniens sont également un peuple finlandais et les Finlandais les accablent de politesses.

(!) Au début de 1920 les Karéliens près de la Mer Blanche, opposèrent selon les communications des journaux une résistance armée aux plans de mobilisation du gouvernement blanc du Nord. Ils élurent également leur propre organe de direction. En février les Finlandais blancs s'emparèrent du Petchénéga, ce qui provoqua une grande inquiétude même en Norvège où il existe également un irrédentisme finlandais.

l'hiver dernier il y eut aussi en Esthonie des volontaires Finlandais dont les exploits ont laissé un souvenir ineffaçable. La bourgeoisie finlandaise observe cependant au sujet de la conclusion d'une alliance avec les Esthoniens une extrême circonspection; elle craint que le «concert» des grandes puissances reconnaisse l'indépendance de la Finlande et refuse les mêmes droits à l'Esthonie. La Finlande est déjà arrivée, l'été dernier, à obtenir une reconnaissance conditionnelle, mais son indépendance est encore loin de lui être garantie (1).

Comme on peut le voir par tout ce qui précède, toute une série de problèmes nationaux compliqués dont les plus importants sont similaires à ceux qui existent en Russie se posent en Finlande. Les intérêts de la bourgeoisie finlandaise l'obligent à s'entendre avec la bourgeoisie russe. C'est une question de marché et de nécessité politique. Le sens objectif de la politique de Mannerheim—c'est le soutien de la contre-révolution russe pour la prise de Pétrograd—avec cette conséquence inéluctable que la «nouvelle Russie» dictera ses conditions à la Finlande. Et ceci signifie à son tour que la haute bourgeoisie finlandaise est revenue à son ancien point de vue: *mutatis mutandis!* Mais il est impossible de l'exprimer ouvertement en Finlande. Très caractéristique est cette phrase du président Stolberg que «les Finlandais périront plutôt que de revenir au misérable état de soumission à la Russie».

Le soutien des allogènes (les Karéliens, les Ingermanlandais) continue à jouir d'une certaine popularité dans quelques milieux et sera certainement exploité par les impérialistes malgré l'impossibilité réelle de réaliser les desseins de la Grande Finlande, dans les conditions actuelles. Parmi les social-patriotes les plans visant l'union de la Karélie à la Finlande avaient de très chauds partisans; bien qu'ils veuillent les réaliser «à l'amiable» au moyen de la démocratie et du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes».

Pourtant les social-démocrates blancs eux-mêmes ont stigmatisé les «expéditions libératrices» du nom d'invasions de brigands capitalistes et d'aventures politiques car elles nuisent à leur politique et provoquent une recrudescence du mouvement révolutionnaire. Et la politique prudente du centre gouvernemental reflète la situation chancelante des petites nationalités placées entre le marteau et l'enclume.

«La guerre libératrice» avec ses conséquences a ouvert les yeux du prolétariat sur le caractère réactionnaire de la politique «nationale».

«L'autonomie» a été la base de l'impérialisme. Et de jour en jour, au fur et à mesure qu'apparaissent en surface les plans secrets de la bourgeoisie finlandaise, complotés de concert avec la

bourgeoisie russe, le prolétariat acquiert la conviction de la nécessité urgente d'une action commune avec le prolétariat russe.

Et il est évident que cette action n'est possible que dans la lutte révolutionnaire. Malgré la différence du langage compliquant à l'extrême cette action commune, le fondement en est déjà posé du fait de la création du Parti Communiste Finlandais. Au moyen de ses livres, de ses éditions et de ses organisations, notre parti propage parmi les prolétaires finlandais les principes fondamentaux du communisme. Les camarades finlandais combattent dans les rangs de l'armée rouge, leurs écoles d'aspirants ont fêté dernièrement l'anniversaire de leur existence et des ouvriers-communistes finlandais travaillent dans différentes institutions soviétistes.

Notre parti n'a pas encore élaboré de programme national spécial, mais dans une des résolutions du congrès du parti (septembre 1919) il a exprimé la conviction que le prolétariat révolutionnaire de Finlande accomplira son devoir. Il saura détruire les plans des impérialistes qui entraînent la Finlande dans une guerre contre la Russie, et briser le joug des exploités. Il réunira la Finlande soviétiste dans une étroite alliance avec la Russie Soviétiste ainsi qu'avec les autres républiques soviétistes en voie de formation.

Nous comprenons clairement que les relations entre la Finlande et la Russie ne pourront jamais être établies d'une manière satisfaisante sous un régime capitaliste et que les deux pays ne se trouveront étroitement unis que par un travail commun sur le terrain du régime soviétiste. Il est également évident que la question de la Karélie, comme celle de l'Ingermanland trouveront leur solution sur ce même terrain. Le droit du peuple d'Aaland à disposer de lui-même ne pourra être réel tant que ce groupe d'îles représentera une pomme de discorde entre les puissances annexionnistes, c'est-à-dire tant que la mer Baltique ne sera pas environnée de pays pacifiques, gouvernés par le travail. La question nationale dans la Finlande même, épurée par la révolution prolétarienne de toute la saleté apportée par les classes bourgeoises, sera résolue pacifiquement à la satisfaction commune des masses ouvrières finlandaises et suédoises.

Les événements sanglants de Finlande ont ouvert les yeux au prolétariat sur la nature réelle de l'impérialisme. Actuellement cette vérité apparaît de plus en plus clairement dans ce pays et se trouve en relation directe avec le développement du mouvement révolutionnaire. Sous la direction de l'Internationale Communiste et avec son aide, avec le concours de la Russie soviétiste, le prolétariat finlandais résoudra ses problèmes nationaux sous le drapeau de la dictature prolétarienne.

G. SIROLA.

Décembre 1919.

(1) La conférence des pays baltiques en janvier 1920 était une tentative faite pour obtenir des impérialistes la reconnaissance et un appui et pour défendre les intérêts des «petits» contre les grands et particulièrement contre le bolchévisme.



LE JAPON ET LA RUSSIE SOVIÉTISTE

L'Oriental Economist de Tokio, le seul journal avancé et populaire du Japon, a publié une série d'articles sur le gouvernement bolchévique russe qu'il sera intéressant pour les socialistes de connaître. Ce journal n'a jamais attaqué le gouvernement soviétiste; au contraire, à maintes reprises il a fait des tentatives énergiques pour déterminer le Japon à reconnaître le gouvernement soviétiste. C'est ainsi que dans le numéro du 26 juillet on peut lire un article intitulé: *Reconnaissez le gouvernement bolchéviste*. «N'oubliez pas que la Russie doit renaitre!» Le numéro du 15 août contient un article intitulé: «Les armées alliées évacuent Vladivostok». Dans cet article ce journal se livrait à une critique sévère de la politique du Japon et des Etat-Unis à l'égard de la Sibirie et posait cette question: «Quels sont les Russes qui acceptent avec joie le secours des alliés?» Le 15 septembre ce même journal publiait un article intitulé: «Retirez nos armées de Sibirie!» Le journal s'est toujours opposé à l'intervention japonaise en Sibirie; il s'est constamment prononcé pour la reconnaissance du pouvoir soviétiste. Nous estimons utile de faire connaître à nos lecteurs le contenu d'un article publié dans le numéro du 5 avril et intitulé: *Le dépérissement de l'armée japonaise en Sibirie*:

«Lors de l'attaque lancée contre les bolchéviques les pertes ont été de 301 soldats tués et 158 blessés. Un bataillon fut complètement anéanti.

Contre l'intervention un fort mouvement se manifeste actuellement dans les masses populaires du Japon. Nos soldats périssent par centaines sur les champs de bataille de Sibirie. L'échec de notre politique sibérienne est complet. Nos troupes doivent être rappelées à tout prix. Nous avons commencé par prêter main forte aux Tchéco-Slovaques; ce but atteint, notre politique passa à l'offensive et se donna un nouveau but: le renversement du gouvernement bolchéviste. Nous prétendons que cela signifie bien une intervention dans les affaires intérieures russes.

M. Onchida, ministre des affaires étrangères, a déclaré au parlement: «Le premier but assigné à nos armées est atteint, mais nous ne pouvons pas les rappeler aussi longtemps qu'elles n'auront pas rétabli l'ordre et la tranquillité dans les régions occupées. Qu'entend-on par le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité? M. Onchida s'est exprimé ainsi: «Notre politique ne représente nullement une intervention dans la politique intérieure de la Russie, mais il est indispensable pour rétablir l'ordre et la paix de chasser les bolchéviques». Quelles sont les régions occupées par nos armées? Le ministre de la guerre a donné cette réponse: «Nos armées maintiennent l'ordre et assurent la garde de la voie ferrée sur un front de 4.000 milles anglais; elles continueront à assumer cette tâche dans l'avenir le long de cette ligne ainsi que dans les régions attenantes; notre but est de reconstituer

la Russie en soutenant le gouvernement d'Omsk. Nous considérons que les partisans de ce dernier sont des modérés et que le soutien qui leur sera accordé contribuera au maintien de l'ordre. Toute résistance opposée à nos armées sera pour ces raisons, réprimée par la force».

C'est l'évidence même que notre politique sibérienne se résume en un soutien militaire du gouvernement d'Omsk. Nous nommons ceux que nous reconnaissons des «modérés», et ceux qui sont contre eux, des bolchéviques. Notre façon de rétablir l'ordre et la légalité consiste à chasser les bolchéviques. Et malgré tout cela, le ministre des affaires étrangères affirme que nous n'intervenons pas dans la politique intérieure de la Russie. Que fait donc notre armée, si ce n'est, en réalité, une intervention armée dans la politique intérieure de la Russie où ses opérations militaires se développent sur une étendue de 4.000 milles. Dans toute cette région aucune politique intérieure russe n'est tolérée. Et il n'est pas un seul Russe ici qui ne nous considère comme ses ennemis et qui ne nous soit hostile.

Qu'est-ce que tout cela, sinon une intervention dans la politique intérieure russe? Partout, il y a et il y aura toujours des mécontents. Et les modérés dont parle notre ministre ne sont rien de plus que des mécontents, car la majorité de la population russe est bolchévique. Plus notre armée prolongera son séjour en Sibirie, plus les Russes nous seront hostiles. Nous ne pouvons faire mieux que de rappeler le plus vite possible notre armée de Sibirie. D'ailleurs il nous suffira de la rappeler pour que le gouvernement d'Omsk soit immédiatement renversé par les bolchéviques. Au cours de cette intervention nos soldats périssent pour une cause qu'ils ne comprennent pas; les frais militaires de cette entreprise c'est de l'argent perdu. Les pertes que nous subissons du fait de notre politique nous affligent profondément. En rappelant notre armée, en évitant une effusion de sang inutile, nous mettrons fin par cela même à l'hostilité de la Russie à notre égard».

C'est ainsi que les meilleurs éléments de la population japonaise envisagent la situation.

La politique sibérienne du gouvernement japonais est soutenue par tous les alliés, y compris l'Amérique. C'est la politique de la pire des violences.

Pour Messieurs les alliés le peuple russe se compose exclusivement de la classe bourgeoise, en lutte contre les bolchéviques, et qui fait tout son possible pour vendre la Russie aux capitalistes étrangers. Il est un proverbe japonais qui dit que: «la voix du peuple fond l'acier»; ces paroles montrent la force de l'opinion publique; en échange il en est un autre qui dit: «la foi triomphe de tout».

Afin d'induire en erreur l'opinion publique, au cours des deux dernières années, les bruits les

plus ineptes et les pires calomnies ont été systématiquement répandus dans le monde entier sur la république soviétiste et sur les événements de Russie. Tous ces mensonges habilement combinés par les capitalistes et leurs laquais, les journalistes «ces servileurs de la vérité» et ces adeptes du Christ, peuvent pendant un certain temps tromper quelques esprits peu clairvoyants, mais ils sont pareils à un édifice bâti sur le sable ou à un nuage voilant le soleil. Ils s'effondreront rapidement et se disperseront sous l'action de la vérité. En dépit de toutes ces calomnies mensongères, l'humanité apprendra bientôt la vérité sur la Russie et la République soviétiste. Nous savons que toutes les belles phrases sur le but et l'idéal élevé de la guerre et de la paix actuelles

basés sur le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, ne sont que des paroles creuses. Les gouvernements capitalistes et leurs diplomates sont incapables d'établir une paix durable entre les peuples. C'est un fait établi. La seule paix durable possible est celle qui fut proposée par les bolchéviks par la voix de Lénine et de Trotsky lorsqu'ils créèrent le gouvernement soviétiste. Telle est du moins l'opinion unanime de la grande majorité des peuples et je suis heureux de pouvoir affirmer que les socialistes japonais en sont fermement convaincus. Ils connaissent parfaitement le vrai peuple russe et sont prêts à le soutenir par tous les moyens en leur pouvoir.

Sen KATAYAMA.

ooooooooooooooooooooooooooooooooooooo

Quand, par la marche des choses, les différences de classes auront disparu, quand la production entière sera concentrée entre les mains des individus associés, les pouvoirs publics perdront leur caractère politique. Le pouvoir politique, à vrai dire, est le pouvoir organisé d'une classe en vue de l'oppression d'une autre classe. Le prolétariat qui, dans sa lutte contre la bourgeoisie, opérera nécessairement son unification de classe, qui, par une révolution, s'érigera en classe dirigeante et, en sa qualité de classe dirigeante, supprimera violemment les conditions anciennes de la production, aura du même coup, et avec ces conditions de la production, supprimé les conditions mêmes qui amènent l'antagonisme de classe, l'existence des classes elles-mêmes, et il ôtera ainsi à sa propre suprématie le caractère d'une suprématie de classe.

A l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, se substituera une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

K. MARX et F. ENGELS (Manifeste Communiste).





LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN AMÉRIQUE

(Suite)

II. L'essor du mouvement ouvrier.

L'armistice venait à peine d'être signé que toute l'industrie militaire des États-Unis s'arrêtait brusquement. Aucune des manufactures gouvernementales, pas plus que les entreprises privées n'avaient de programme de démobilisation. Par suite de la fermeture subite des ateliers des centaines de milliers d'ouvriers restèrent tout à coup sans travail. Au même moment le gouvernement cessait de contrôler le prix des denrées, et dès lors, la cherté de la vie devait s'accroître avec une rapidité vertigineuse. Le Comité de l'Industrie Militaire (Chambre Arbitrale de l'État) perdait, à son tour, toute autorité, et les propriétaires des compagnies industrielles, qui avaient pris jusqu'alors, conformément aux règlements spéciaux, diverses mesures à l'avantage des ouvriers, refusaient catégoriquement d'obéir, dès ce moment, à tous les ordres du gouvernement.

Simultanément, la presse capitaliste entreprit une campagne extrêmement violente contre les salaires élevés des ouvriers, proclamant la nécessité de les ramener à leur taux d'avant la guerre. Cette mesure qui venait d'être appliquée dans plusieurs branches de l'industrie, et notamment aux filatures de la Nouvelle Angleterre, devint pour les ouvriers un motif de grève. Toutefois ce n'était qu'un mouvement gréviste qui allait par saccades et qui ne reposait que sur des revendications économiques élémentaires, pour assurer aux travailleurs les ressources strictement nécessaires à la vie quotidienne. Les journaux bourgeois n'en poussèrent pas moins des hurlements furieux, qualifiant ces revendications de «bolchévistes» et invitant fermement les citoyens à prendre part à la répression de ces grèves. Cette campagne ne resta pas sans résultats. La grève des ouvriers textiles à Lawrence (état de Massachusetts) se heurta à la résistance furieuse et la férocité des détachements de volontaires de la garde blanche, qui expulsèrent de la ville les travailleurs et menacèrent de lyncher les organisateurs syndicalistes ainsi que les journalistes de la presse socialiste.

Au cours de cette période, les ouvriers qualifiés, dont les places avaient été usurpées par des ouvriers de fortune, mal rétribués et n'appartenant pas aux syndicats, déclarèrent des grèves violentes. Le gouvernement les réprima, sans merci, n'hésitant pas à recourir à la force armée comme ce fut le cas, à Bridgeport, pendant la grève des mécaniciens de cette ville.

Le développement fabuleux de l'industrie pendant la guerre, la création de nombreuses bran-

ches techniques nouvelles, l'embauchage d'ouvriers de fortune, destinés à remplacer les camarades adhérents aux syndicats et l'afflux aux fabriques et usines d'une multitude de travailleurs de nouvelles catégories, ont nécessité la révision complète des statuts des organisations ouvrières. L'armistice et la libération de l'industrie du contrôle gouvernemental ont d'autre part rendu cette question particulièrement importante pour la classe ouvrière des États-Unis. En outre, la guerre a provoqué une concentration vraiment exceptionnelle de l'industrie, tandis que les organisations syndicalistes restaient dans la situation même où elles se trouvaient avant la guerre, et même rétrogradaient quelque peu.

Il faut encore ajouter que le gouvernement «avait façonné» à sa guise les leaders des trade-unions, les comblant de bonnes places et d'emplois lucratifs qui les satisfaisaient plus ou moins. C'est à cette époque que Gompers et les leaders les plus en vue des trade-unions, parcouraient, les pays européens et y déployaient toute leur énergie pour paralyser l'influence que les idées socialistes exerçaient sur le mouvement ouvrier de l'étranger. En Amérique toute agitation ouvrière «non autorisée» était tenue en suspicion.

Les nouvelles conditions offrirent aux organisations des revendications nouvelles: élargissement artificiel des cadres des professions diverses, nouveaux morcellements de l'industrie, concentration du contrôle industriel, phénomènes qui, semblait-il, menaçaient les fondements mêmes des syndicats et rendaient nécessaire leur modification afin qu'ils fussent plus conformes à la division par branche de production.

Dans la Fédération du Travail entraient 124 syndicats ouvriers distincts, ayant chacun son personnel largement rétribué et jouissant d'une liberté d'action complète; les organisations de cette nature offraient un terrain particulièrement favorable aux menées de tous ceux qui voulaient trahir les intérêts ouvriers et exploiter les travailleurs. Les leaders syndicalistes nourrissaient une haine particulière pour ces «grèves de sympathie», qui heurtaient leurs intérêts et qui, à cette époque, étaient coutumières dans le pays.

Dans ce vaste mouvement qui gagnait de plus en plus la classe ouvrière des États-Unis la Révolution russe joua un rôle des plus importants. Bien que les travailleurs américains n'eussent, en réalité, qu'une idée très vague de ce qu'était cette révolution, bien qu'ils ignorassent l'esprit du bolchévisme et l'organisation des Soviets, ils

n'en comprenaient pas moins d'instinct que la Russie Soviétique est précisément la république ouvrière, dont l'idée mise en œuvre, incarne le droit des ouvriers de contrôler non seulement toutes les entreprises industrielles, mais l'Etat lui-même; ils se rendaient compte qu'elle est, en un mot, la dictature du prolétariat.

Je ne parle ici que des ouvriers qui forment la «Fédération américaine du Travail», la plus puissante organisation ouvrière des Etats-Unis, qui compte 4.000.000 de membres. Le principe directeur de cette organisation est la collaboration économique de toutes les classes au sein de l'Etat capitaliste. A côté de cette organisation il en est une autre connue sous le nom d'Association des Travailleurs Industriels du Monde et qui groupe un demi-million environ d'ouvriers non qualifiés; ce sont principalement des prolétaires ruraux, de souvriers des transports maritimes, des mineurs et des ouvriers en bois. C'est une organisation révolutionnaire que les syndicaux avaient créée pour combattre le principe du travail salarié. Les statuts de l'Association des I. W. W. sont imbus d'idées syndicalistes, dont l'essentielle est «l'édification d'une nouvelle société au sein même du vieux monde» et son maintien aussi longtemps que le capitalisme ne se sera pas complètement désagrégé, et n'aura pas cédé automatiquement la place à la nouvelle république industrielle. Sous l'effet de mesures militaires, l'Association des «Travailleurs Industriels du Monde» fut obligée de cesser presque totalement son existence légale; ses leaders étaient emprisonnés, ses institutions centrales fermées ou dissoutes et ses membres d'origine non-américaine expulsés du pays. Cependant, les représentants du mouvement qui restaient encore en liberté, continuaient infatigablement leur action dans le même esprit: ils attaquaient l'Etat, même prolétarien, et critiquaient sévèrement tous les partis politiques, y compris le parti communiste. En dépit de toutes les persécutions, dont elle était l'objet, cette organisation continuait à s'accroître, bien que son but final fut vague et confus. Néanmoins malgré le courage dont firent preuve ses membres devant les persécutions impitoyables qui les frappaient, donnant ainsi un exemple magnifique de fermeté révolutionnaire, en dépit de la propagande infatigable qu'ils menaient pour l'idée du syndicat industriel et pour la nécessité de renverser le système capitaliste, action qui engendrait le mécontentement des ouvriers au sein de la «Fédération américaine du Travail», ce furent cependant les leaders de cette Fédération et non pas les représentants des I. W. W. qui dirigèrent le mouvement gréviste grandissant.

La première période de chômage, déterminée par l'arrêt subit de l'industrie de guerre, — fut encore aggravée par le rapatriement de l'armée américaine, dont des milliers de soldats, revenus d'Europe, furent tout à coup jetés sur le marché du travail. La guerre terminée la bourgeoisie n'avait plus besoin de ces soldats. On leur offrit donc du travail basement rétribué ou des emplois humiliants. C'est ainsi, par exemple, que le conseil municipal de New-York autorisa les soldats à vendre dans les rues de la ville toutes

sortes de marchandises. De leur côté, les agences fédérales de placement embauchaient ces soldats, pour en faire des «renards». Mais, par contre, si les anciens membres de syndicats, qui portaient encore l'uniforme militaire passaient du côté des grévistes, les autorités militaires les faisaient arrêter en dépit de la loi qui libérait les soldats mobilisés de la discipline militaire et leur permettait de garder leur uniforme pendant trois mois.

Finalement les soldats rapatriés se trouvèrent dans une situation si précaire que la bourgeoisie crut nécessaire d'en prendre soin en les déchaînant contre les ouvriers civils. Des tentatives furent aussi faites pour les soulever contre les socialistes et, en général, contre tous les propagandistes ouvriers. Dans ce but, des journaux spéciaux furent fondés pour les soldats, publiés aux frais des grandes banques et dans lesquels fabricants et usiniers poussaient ceux-ci à se livrer à des violences contre les «bolchéviks». Il y avait aussi d'autres «services» pour lesquels les soldats étaient grassement rémunérés, notamment, pour disperser les meetings socialistes et radicaux ou pour la mise à sac de leurs bureaux centraux. Au cours de l'hiver 1918-1919, la situation était devenue si alarmante à New-York, par suite des exploits de cette soldatesque, que l'on fut obligé de faire intervenir la troupe pour maintenir l'ordre public.

Malgré le vif mécontentement qu'inspirait aux soldats leur situation, surtout dans les états de l'Est de l'Amérique, ils ne manifestaient qu'un faible sentiment révolutionnaire. En retour, il en était tout autrement dans les états de l'Ouest où les démobilisés formaient des «Conseils de Soldats, de Marins et d'Ouvriers», qui avaient pour but de résoudre les questions économiques relatives aux soldats nouvellement libérés. Ces organisations comptaient un nombre de leurs adhérents un grand nombre d'anciens membres de l'Association des Travailleurs Industriels du Monde, des socialistes et des soldats de l'armée rapatriée dont le séjour en Europe avait ouvert les yeux. Dans les villes des Etats de l'Est, tout particulièrement à Seattle, à Butte, à la Salt-Lake City et à Portland, ces conseils, en vue d'une action combinée dans leur lutte pour les intérêts de la classe ouvrière, avaient rallié à leur cause toutes les organisations ouvrières économiques et politiques, se tenant sur la plateforme de la lutte de classes, ainsi que les éléments d'opposition des sections locales de la Fédération américaine du Travail.

Le retour de l'industrie militarisée dans ses formes du temps de paix n'est pas encore terminé, mais depuis la fin du printemps et au cours de l'été de 1919, la question du chômage a perdu considérablement de son acuité. La cause en est dans les deux importants facteurs que voici: en premier lieu l'exode d'Amérique des ouvriers européens, qui retournent en Europe poussés tantôt par le désir de revenir dans leur patrie, tantôt pour se soustraire aux terribles représailles et à l'asservissement, dont les étrangers furent l'objet pendant la guerre en Amérique; en second lieu, les pénibles conditions de travail dans ce pays. L'expulsion par le gouvernement de tous les ouvriers d'idées avancées

de crainte qu'ils ne propagent le «bolchévisme», a donné des résultats inattendus. Les premiers Hindous, renvoyés aux Indes, y furent aussitôt fusillés par le gouvernement britannique. Les Russes, dont un grand nombre était sous les verrous, ne purent être renvoyés en Russie Soviétique, comme ils le désiraient et contre leur renvoi dans les régions occupées par Koltchak et Dénikine, s'éleva une protestation si véhémement de l'opinion publique qu'on se contenta au début de les maintenir tout simplement en état d'arrestation, pour les remettre en liberté, plus tard, sous caution. Dès que la chose fut connue, des milliers d'autres Russes se déclarèrent bolchéviques et réclamèrent leur rapatriement... Devant ce puissant reflux de la masse ouvrière (plus de mille hommes quittaient tous les jours New-York, sans parler des autres villes), le gouvernement américain éprouva un sentiment d'inquiétude; d'autant plus que depuis l'armistice plus de deux millions d'étrangers avaient déjà quitté le Nouveau Monde. Pour arrêter cette émigration en masse, le gouvernement eut recours à un procédé infâme: il frappa tous les ouvriers étrangers qui s'en allaient en Europe, d'un impôt de 8% sur toutes les sommes gagnées par eux aux Etats-Unis pendant les deux dernières années, même si leurs salaires avaient été inférieurs au minimum légal qui les exemptait de l'impôt sur le revenu.

Une autre cause de soulagement de la situation des masses travailleuses fut la reprise, sur une vaste échelle, de l'industrie mécanique, reprise déterminée par le vif désir de la bourgeoisie américaine de s'emparer des marchés mondiaux. Alléchés par la perspective d'énormes bénéfices, en approvisionnant de produits manufacturés l'Europe épuisée par la guerre, les capitalistes américains se mirent à intensifier la production de leurs usines.

Ce n'est que lorsque le gouvernement français retira ses importantes commandes en acier, que l'on commença à comprendre en Amérique que l'Europe est insolvable et que les marchandises américaines n'y peuvent pas être vendues, parce que le vieux monde ne peut rien donner en échange. Un groupe très puissant de bourgeois américains, principalement de banquiers prévoyants et de gens d'affaires, insistaient sur la nécessité pour l'Amérique de financer l'Europe et, au besoin, de la libérer de ses engagements pécuniaires à l'égard des Etats-Unis; mais la majorité desiruse d'avoir sa part de bénéfices ne voulut rien entendre.

L'impossibilité d'exporter les marchandises en Europe détermina une petite crise industrielle, due à la surproduction de marchandises qui ne s'écoulaient pas, et qui provoqua, vers la fin de l'été, un chômage toujours croissant et une augmentation constante du coût de la vie. Les ouvriers, de plus en plus mécontents des salaires, qui ne leur suffisaient pas pour vivre, exigèrent qu'on décrêtât la grève. Mais les dirigeants officiels des syndicats étaient contre les grèves ou bien, dans les cas où ils les acceptaient, les menaient comme s'ils eussent voulu montrer clairement aux ouvriers que sous leur forme actuelle les syndicats par professions ne convenaient nullement pour des campagnes actives. Ainsi les ouvriers constataient de plus en plus que leurs intérêts généraux

étaient plus importants que les intérêts étroits de leur profession.

Au printemps de 1919, deux grèves, d'un caractère tout nouveau et de la plus haute importance, découvrirent la tendance des ouvriers vers d'autres formes d'organisation, plus modernes et plus révolutionnaires. Ce furent les grèves générales de Seattle et de Winnipeg.

A Seattle, les ouvriers des chantiers navals avaient présenté leurs revendications d'augmentation de salaires à la Commission arbitrale de l'Etat, mais celle-ci se prononça contre les exigences ouvrières commettant ainsi une criante injustice. Le Conseil Industriel de Seattle soutint les ouvriers grévistes et tous les travailleurs organisés de la ville déclarèrent une grève de solidarité de 5 jours pour appuyer les revendications des ouvriers des chantiers navals.

Dès que les grévistes eurent suspendu les travaux, la grande ville prit aussitôt l'aspect d'une ville morte. Il faut dire que les ouvriers locaux n'avaient jamais jusqu'alors participé à des grèves générales; ils ne poursuivaient aucun but politique et ne se faisaient aucune idée des conséquences possibles d'une grève. Etant donné que l'absence de vie dans une grande ville est toujours d'un aspect émouvant ce furent précisément les ouvriers qui se sentirent les plus frappés. Les autorités municipales se montrèrent tout à fait impuissantes: il n'y eut pas de désordres car la bourgeoisie n'avait pas de motif spécial pour recourir à la force armée.

C'est alors seulement que le Comité de grève comprit l'importance d'une grève réussie. Quand les cuisiniers et les garçons de cafés quittèrent, à leur tour leurs établissements, la ville se trouva sous la menace de la famine. Le Comité de grève soucieux d'assurer la nourriture aux ouvriers autorisa la réouverture de plusieurs restaurants ouvriers et de quelques dépôts de vivre, ainsi que la circulation des wagons nécessaires au transport des produits alimentaires. Mais la ville avait aussi besoin d'eau et de lumière, le Comité de grève autorisa donc les ouvriers de ces entreprises à reprendre leur travail; il en fit autant à l'égard des employés des usines d'énergie électrique et de gaz d'éclairage. De même que des mesures furent prises pour assurer la sécurité et le fonctionnement des hôpitaux et autres institutions publiques, ainsi que pour la distribution du lait aux nouveau-nés.

La ville offrait le spectacle le plus étrange: wagons et automobiles parcouraient les rues de la ville flanqués d'écriteaux portant ces mots: «Avec l'autorisation du Comité Général de Grève». De longues queues d'habitants stationnaient devant les «Entrepôts officiels du Comité de Grève». Le comité organisa en même temps, pour le maintien de l'ordre public, une police d'ouvriers volontaires. La paralysie de la ville était si complète que le maire se vit dans la nécessité de demander au Comité de grève tout ce dont la population avait besoin. Le journal des grévistes, le *Seattle Union Record* («Bulletin de l'Union de Seattle»), le seul organe progressiste trade-unioniste qui paraissait alors, se demandait dans un article de fond: «Mais quelles en seront donc les conséquences?» Les ouvriers commençaient à comprendre vague-

ment qu'il se passait quelque chose d'absolument nouveau et que devant eux s'ouvrait un immense champ d'activité.

Après 48 heures d'engourdissement complet, la bourgeoisie reprit enfin ses sens. Le maire de la ville, un homme aux idées «progressives», un ancien ouvrier, se mit tout à coup à crier au bolchévisme. Il déclara même dans un interview, que les grévistes de Seattle se proposaient de mettre en prison le gouvernement et de «nationaliser» les fermes, comme l'avaient fait les bolchéviks en Russie, et il fit mander, bien que l'ordre ne fût point troublé, des troupes «pour assurer la sécurité de la propriété privée». Mais le véritable but de cette mesure militaire était de pousser les ouvriers à la révolte. Une clameur générale de furieuse panique retentit dans tout le pays. Ces hurlements et l'idée d'avoir soulevé contre eux toute la classe capitaliste, idée qui traversa subitement l'esprit des ouvriers, épouvantèrent un grand nombre de grévistes et particulièrement certains leaders conservateurs de la fraction trade-unioniste. Et il advint, que la grève ne pût pas même durer les cinq jours convenus: le quatrième jour, les ouvriers des tramways et des omnibus municipaux sortaient du Comité de grève et reprenaient le travail. La grève avorta complètement.

Un mois après les ouvriers de Winnipeg à leur tour se mirent en grève et leur mouvement rappela sous tous les rapports celui de Seattle, avec cette différence qu'à Winnipeg la police était en grève comme les ouvriers, que les cheminots abandonnaient leurs postes, isolant la ville du monde extérieur, et que les employés de la poste et du télégraphe interrompaient leurs services. Les ouvriers comprirent aussitôt que Winnipeg n'était pas en état de faire grève isolément, mais que les autres villes devaient se joindre à la grève de façon qu'elle se répandit sur tout le territoire du Canada. En effet, quelque temps après, le mouvement gréviste gagnait l'Ouest et le Nord; même dans les petites villes, fabriques et usines fermaient leurs ateliers, et dans les grands centres des meetings considérables eurent lieu où la question pour ou contre la participation à la grève fut chaudement débattue.

Mais la bourgeoisie canadienne, instruite par la grève de Seattle, avait pris à temps les mesures nécessaires, et bien que des centaines de soldats fissent cause commune avec les grévistes, le gouvernement canadien manda sur les lieux plusieurs milliers de soldats sur lesquels il pouvait compter; organisés en un corps de police volontaire, bien armés, ces soldats reçurent l'ordre d'envahir les bureaux des grévistes, de détruire les locaux de leurs journaux, de réprimer et d'écraser de vive force le mouvement. Le comité de grève fut arrêté, ainsi que les leaders les plus éminents du parti ouvrier. En même temps, la «Fédération américaine du Travail» refusait de reconnaître la grève et dépêchait à Winnipeg ses agents avec mission d'y agir en «Strikebreakers».

La grève échouée, les promoteurs du mouvement n'en restèrent pas moins en état d'arrestation; on allait jusqu'à les accuser de «complot pour le renversement du gouvernement». Mais

par suite de l'extrême agitation des esprits ouvriers dans tout le pays et de la menace d'une nouvelle grève générale, si les leaders n'étaient pas remis en liberté, ils furent bientôt relâchés sous caution, mais arrêtés de nouveau dès que l'effervescence parmi les ouvriers se fut apaisée. Les ouvriers durent menacer une seconde fois de grève générale, pour que leurs leaders fussent de nouveau remis en liberté.

Cependant, lorsque les ouvriers d'Omaha (état de Nebraska) menacèrent aussi de grève générale, on leur répondit par la mobilisation d'une puissante milice bourgeoise volontaire qui annonça qu'elle réprimerait à main armée toute tentative de grève de la part des ouvriers. Plus tard les masses ouvrières d'Omaha désespérées et furieuses, portèrent leur indignation contre la population noire de la ville dont elles firent un copieux massacre.

En fin d'été, une nouvelle grève éclata, mais cette fois à Boston. Avant de la décrire on nous permettra de signaler un fait des plus intéressants datant de l'année passée: le groupement de la police municipale de 17 villes en quelques syndicats affiliés à la «Fédération du Travail». La police de Boston avait été précisément organisée par les délégués de cette «Fédération» et ce faisant elle ne tendait à obtenir, grâce à un effort commun, qu'une augmentation de salaires.

Cette union réalisée, les policiers présentèrent leurs revendications, que les autorités repoussèrent, en même temps qu'elles leur prescrivirent de dissoudre leurs groupements. Les syndicats de Boston, mûs par un sentiment de dignité et de discipline, promirent leur appui à la police qui se mit aussitôt en grève.

Le gouvernement de Massachusetts soutenu secrètement par la haute finance et les grands industriels, ôta tout de suite à la municipalité son pouvoir civil, notifia à la police qu'elle était licenciée et lui refira tous ses privilèges et pensions. Des troupes gouvernementales furent appelées pour le service de patrouille et on lâcha dans la ville une bande d'apaches, chargés d'y commettre toutes sortes d'excès, pour ameuter, au moyen de cet ignoble procédé, la population contre la police en grève. En même temps, M. Gompers et autres leaders officiels de la «Fédération américaine du Travail» accourus à Boston prescrivirent aux syndicats de ne pas prêter leur concours à la police, dont l'attitude leur déplaisait. Bien que les masses eussent réclamé la grève générale, le Comité central de la Fédération refusa de publier les résultats du vote émis à ce sujet et déclara catégoriquement qu'il n'y aurait pas de grève. La police se trouva donc défaits, licenciée et déshonorée, alors que la «Fédération américaine du Travail» poursuivait son travail honteux de collaboration avec la bourgeoisie, trahissant les intérêts ouvriers et semant la discorde dans les rangs prolétariens.

La signification de ces grèves générales et des tentatives infructueuses, fut immense. La faillite et la faiblesse des syndicats professionnels avaient été si évidentes, que les ouvriers commencèrent à chercher une autre forme d'organisation. Au Canada, les ouvriers de Winnipeg et de toutes les provinces occidentales avaient quitté

la «Fédération américaine du Travail» (décision du Congrès des syndicats du Canada) et formé une nouvelle organisation—la Grande Union (1)—où les ouvriers sont groupés par branches de production. Ces unités industrielles ont leurs comités d'arrondissement, dont la structure est telle dans le cas où le bien commun l'exige, chaque branche de production peut agir de façon autonome; de telles actions autonomes peuvent être organisées par un arrondissement; en cas de nécessité d'une action commune dans tout le pays, ce mouvement peut être organisé par le Comité central qui groupe tous les syndicats.

En maints endroits des États-Unis, et par exemple à Seattle, Butte, Salt-Lake City et Toledo, furent créées des sections de la «Grande Union», lesquelles, à l'époque, où je quittais l'Amérique, tendaient à se transformer en organisation pan-américaine et à fusionner avec l'Union canadienne. En d'autres villes les syndicats locaux de la «Fédération du Travail» volèrent leur réorganisation sur la base de la «Grande Union», sans pour cela quitter la Fédération.

Il est intéressant de remarquer que la «Grande Union» reconnaît la lutte de classe, mais contrairement aux «Travailleurs Industriels du Monde», elle n'est pas antipolitique quoiqu'elle ne manifeste pas encore de tendances révolutionnaires prononcées. Nombre de ses leaders sont, en même temps, fondateurs du nouveau «Parti Ouvrier» au Canada et aux États-Unis, organisation dont les idées sont à tendance socialiste et qui se modèle, plus ou moins, sur le Parti Ouvrier britannique.

Quant à ce nouveau «Parti Ouvrier», il faut en dire deux choses: 1) qu'il n'a pas su encore attirer à lui les masses laborieuses; 2) que le Vieux Parti Socialiste américain cherche ardemment à fusionner avec ce nouveau parti qui mène lui-même des pourparlers relatifs à une alliance avec la «Non partizan League des Fermiers»—organisation économique et politique très puissante de petits propriétaires, qui cherche à mettre en pratique, en divers endroits de pays, le «socialisme gouvernemental».

Le mouvement en faveur de la fondation de la «Grande Union», qui fut accompagné par la création dans tout le pays de comités de fabriques se heurta à une attitude très hostile de la «Fédération américaine du Travail»; l'assurance présomptueuse de cette dernière n'en fut nullement ébranlée. On l'a vu nettement au congrès que la Fédération a tenu au mois de juin et qui a été le plus réactionnaire de tous les congrès que cette organisation ait jamais convoqués. Ce congrès se prononça pour «la Ligue des Nations» et pour sa charte du travail. Ce n'est pas tout. Il

(1) Il ne faut pas confondre cette Union avec celle des Travailleurs Industriels du Monde, qui se nommait aussi «La Grande Union». L'organisation de la «Grande Union» canadienne doit sans doute, beaucoup aux I. W. W. et à leur propagande de l'idée d'un syndicat industriel, mais l'Union canadienne est une organisation beaucoup plus puissante, basée sur des principes plus sains que ceux des I. W. W. Bien que cette dernière organisation désavoue celle du Canada, de nombreux membres parmi ses militants en font partie.

devait encore s'exprimer contre la reconnaissance de la République Soviétique russe comme «anti-démocratique», car — d'après les propres termes du secrétaire de la Fédération — son «gouvernement n'est composé que d'ouvriers». L'effervescence politique qui agite en ce moment les larges masses ouvrières d'Amérique, n'a nullement influencé les travaux de ce congrès. Dès la clôture de celui-ci, M. Gompers et autres leaders partirent pour l'Europe afin de participer au congrès syndical d'Amsterdam.

Sur ces entrefaites les leaders plus avisés, quoique non radicaux, du Parti Ouvrier américain suivaient avec beaucoup d'intérêt le développement du mouvement ouvrier anglais. Les projets des ouvriers anglais concernant la «nationalisation» n'ont pas manqué de produire leur effet sur les travailleurs d'Amérique.

Cette influence se fit sentir, tout d'abord, sur les Associations de Cheminots — les quatre syndicats réunis des ouvriers qualifiés des chemins de fer; ces cheminots, sans être membres de la «Fédération américaine du Travail», sympathisent à ses idées et sont, plus ou moins, liés à cette organisation. En 1916, ces Associations sous la menace d'une grève générale, avaient forcé le gouvernement à mettre en vigueur une loi, qui obligeait les compagnies de chemins de fer à adopter la journée de huit heures. La menace de paralyser les moyens de communication dans tout le pays avait produit une très forte impression sur tous et, avant tout, sur les syndiqués eux-mêmes.

Ayant toujours été très bien rémunérés les cheminots, autrement dit les «aristocrates du travail», souffrirent énormément avec les autres travailleurs, de la terrible cherté du coût de la vie. Toutes les augmentations de salaires relativement fréquentes étaient de ce fait réduites à zéro, ce qui obligeait les ouvriers à dépenser leurs gains avant qu'ils ne fussent touchés. L'avocat Glenn E. Plumb, le juriconsulte des Associations, après avoir étudié les dernières phases du mouvement ouvrier en Angleterre élabora un plan d'action, qui fut approuvé par les chefs des Associations.

Le plan de Plumb prévoyait les mesures suivantes: Le gouvernement aura à opérer une évaluation exacte de tout ce que les compagnies de chemins de fer possèdent en immeubles et en matériel roulant, pour fixer à combien s'élèvera leur rachat. Le gouvernement doit racheter les chemins de fer, en payant aux compagnies une somme double de leur valeur actuelle sans payer toutefois ni pour le capital social, ni pour les actions, ni pour les obligations. Cette somme sera payée en bons, sans jouissance d'intérêts, qui pourront être rachetés dans le plus bref délai possible.

Le gouvernement aura ensuite, d'après le plan de Plumb, à financer les chemins de fer et à les confier à l'administration d'un Comité directeur, formé des représentants de trois groupes: du gouvernement, du personnel technique des voies ferrées et des ouvriers organisés. Les recettes des chemins de fer seront employées, en premier lieu, pour le rachat des bons et pour couvrir les frais d'exploitation et ensuite, déduction faite d'un pourcentage déterminé et prélevé à titre de bénéfice

pour la réduction des tarifs de voyageurs et de marchandises.

Ce programme fut approuvé et adopté par le congrès de la «Fédération américaine du Travail», et Samuel Gompers fut élu président d'honneur de la «Ligue de Plumb», chargée d'obtenir par tous les moyens économiques et politiques la mise en pratique de ce projet.

Tout porte à croire, cependant, que ni Gompers, ni les chefs des Associations n'avaient compris assez clairement toute l'importance et l'idée fondamentale du programme de Plumb.

Au début de l'été, les chefs des Associations présentèrent subitement au gouvernement, qui avait pendant la guerre (et l'a toujours) le contrôle des chemins de fer, une déclaration protestant contre la restitution des voies ferrées à leurs compagnies respectives. Les Associations demandaient qu'une des deux conditions suivantes fût mise en vigueur: afin d'assurer aux cheminots des moyens d'existence suffisants, un minimum fixé de plusieurs millions de dollars serait réservé annuellement pour l'augmentation des salaires; ou le plan de Plumb devra être réalisé intégralement. En cas de refus, les Associations menaçaient de grève générale.

Cette fois cependant le gouvernement refusa catégoriquement de céder. Le président Wilson fit preuve, dans ce conflit, d'une grande énergie. Il adressa un message au Congrès, insistant auprès des deux chambres sur la nécessité de prendre des mesures pour atténuer la cherté de la vie, et d'exercer des représailles contre les spéculateurs; par un décret spécial il annula le règlement de guerre concernant le ravitaillement et fit connaître, en même temps, à la population que le gouvernement ne tolérerait pas la soumission forcée de celle-ci «aux intérêts d'une seule classe».

Néanmoins il fit aux Associations cette réponse plutôt sèche: «Présentez vos revendications au directeur général des chemins de fer. Nous ferons pour vous tout ce que nous pourrons». Le président se sentait appuyé dans cette attitude par la presse bourgeoise, dont le langage était plus agressif. Un journal bourgeois déclara: «Si les Associations veulent la guerre civile, elles l'auront, mais quant à nous, nous ne leur céderons pas même un pouce de terrain».

Les Associations n'avaient cependant nulle envie de déclencher la guerre civile. En toute hâte leurs chefs déclarèrent qu'ils n'avaient jamais songé à la grève et humblement se rendaient chez le directeur général des chemins de fer; celui-ci, après avoir consulté le président Wilson, fit part aux cheminots d'une augmentation de salaires de quatre cents par heure, somme nettement insuffisante. Les cheminots en devinrent furieux et depuis surnommèrent Wilson, le «Woodrow des quatre cents».

Les ouvriers techniques des chemins de fer et ceux des ateliers mécaniques, affiliés à la «Fédération américaine du Travail» furent également indignés par une semblable solution de la question. Il fut impossible de les calmer, et le 1-er septembre, jour fixé pour la grève générale, ils suspendirent le travail. Ce mouvement gréviste fut particulièrement puissant en Nouvelle Angleterre et en Extrême Occident. Le bureau de la «Fédé-

ration américaine du Travail» inquiétée par cette «violation de la discipline», exhorta les mécaniciens à reprendre le travail, les menaçant, dans le cas contraire, d'envoyer des hommes pour faire avorter la grève. De son côté le gouvernement parlait de recourir aux bataillons de cheminots militarisés pour le rétablissement de la circulation des trains. A la suite d'une coopération manifeste du bureau du syndicat, des représentants du gouvernement et de la Fédération du Travail la grève fut enrayée. Mais c'est le cœur gros que les cheminots reprirent le travail. Et c'est ce qui explique pourquoi les délégués des ouvriers techniques des chemins de fer et de ceux des ateliers mécaniques prirent une part si active au congrès convoqué par les mécaniciens, en vue de l'organisation d'un Grand Syndicat des ouvriers métallurgistes.

L'effervescence qui avait gagné les mécaniciens et les ouvriers des ateliers mécaniques trouva une large expression dans la grève de Bridgeport, état de Connecticut, au cours de laquelle les fabricants et les usiniers tentèrent d'écraser la très puissante organisation locale, des mécaniciens et des ouvriers de la mécanique. Le bureau de ce Syndicat qui haïssait sa propre organisation pour son caractère industriel et pour ses idées révolutionnaires, profita de cette occasion pour la dissoudre sous prétexte de violation de la discipline, et pour créer à sa place, un nouveau groupement local.

A cette date, presque la moitié des groupements locaux de mécaniciens et d'ouvriers de la mécanique se trouvaient en état d'opposition déclarée avec les bureaux officiels et poursuivaient une campagne très active en faveur de la création d'un Grand Syndicat des ouvriers métallurgistes.

Nous n'avons donné que deux exemples de cette avalanche de grèves «non autorisées» qui roulèrent à travers le pays; il y faut encore ajouter celle, à New-York, des ouvriers réunis de l'imprimerie. Dans toutes ces grèves apparaissaient les mêmes symptômes caractéristiques. Chaque fois le bureau du syndicat coopérait avec les patrons et les propriétaires des entreprises, pour réduire à zéro les revendications de ses membres, d'où il résultait que chaque grève était, en même temps, dirigée contre les fonctionnaires officiels des syndicats.

En août le président Wilson adressa un appel aux ouvriers et au «public», où il les engageait à conclure un armistice et à suspendre pour six mois, la guerre de classes, ce qui lui permettrait de prendre les mesures nécessaires pour atténuer la cherté de la vie. Il exhorta les ouvriers à renoncer aux grèves et supplia les spéculateurs de ne pas élever leurs prix sur les articles de première nécessité. Immédiatement, les leaders des classes laborieuses demandèrent aux membres des organisations ouvrières d'interrompre les grèves.

Ces derniers temps, un nouveau conflit menaçait d'éclater sous la forme d'une grève des ouvriers métallurgistes. Jadis, cette branche d'industrie possédait une forte organisation ouvrière qui se rattachait à la Fédération Américaine du Travail. Mais elle se désagrégée et fut dé-

finitivement écrasée pendant la grande grève de Homestead en 1902, lorsque les contre-maîtres des aciéries mitraillèrent leurs propres ouvriers. Les derniers vestiges des organisations créées par les ouvriers métallurgistes disparurent après la formation de la «Corporation des Propriétaires d'Acieries», le plus grand trust du monde; ce trust opprima pendant dix-sept ans un demi-million d'ouvriers métallurgistes, gémissant sous le joug de la plus odieuse forme actuelle de l'exploitation capitaliste.

Sur l'initiative de deux militants, les meilleurs et les plus actifs de la Fédération du Travail, John Fitzpatrick, de Chicago, et un jeune homme, William Foster, ancien syndicaliste révolutionnaire, la «Fédération américaine du Travail» élaborait en deux ans le projet d'une nouvelle organisation des esclaves du trust de l'acier. Mais on peut dire, sans crainte d'exagération, qu'un acte de cette nature constituait un danger mortel pour son auteur, qui l'osait en plein pays d'aciéries où tous les fonctionnaires municipaux et gouvernementaux sont aux gages du trust, qui, de plus, se sert encore des «cosaques» de Pennsylvanie (c'est ainsi qu'on appelle les policiers du pays) et d'une armée de détectives et d'assassins à gages, pour «préserver» les ouvriers de la contagion des «idées dangereuses».

Le mouvement qui se manifestait parmi les ouvriers des aciéries n'avait rien de révolutionnaire. C'étaient des aspirations toutes élémentaires, de simples tentatives de s'unir et de s'organiser; il n'en reste pas moins vrai que le Trust de l'Acier accueillit ces aspirations par l'abolition de tous les droits ouvriers; liberté de réunions, de la presse et de la parole, dans tout le rayon des aciéries, par le renvoi de toutes les personnes ayant adhéré au syndicat, par l'arrestation et même par l'assassinat des militants ouvriers.

Plus de cent mille ouvriers s'étaient néanmoins, groupés en syndicat; le comité demanda au juge Garey, président de la Corporation de l'Acier, de le recevoir et d'entendre les desiderata des ouvriers.

Le juge Garey refusa catégoriquement l'audience sollicitée et déclina toute entrevue avec les représentants des ouvriers organisés. En présence de ce conflit, le président Wilson adressa au juge Garey une lettre, où il le pria de recevoir le comité, mais Garey répondit par un refus catégorique.

Tous ces faits engagèrent Gompers à rentrer le plus rapidement possible dans son pays. A ce moment, la campagne de presse contre le programme de Plumb battait son plein, et la bourgeoisie criait au «danger bolchéviste». De retour en Amérique Gompers s'empressa de quitter la présidence d'honneur de la «Ligue de Plumb» et déclara que la «Fédération américaine du Travail» n'avait jamais approuvé ce projet. Ensuite il fit venir chez lui Fitzpatrick et tenta, comme on l'a su plus tard, d'empêcher la grève des ouvriers métallurgistes. Ce qui se passa entre les deux leaders ne fut jamais connu, mais Fitzpatrick, un vieux combattant de la cause qu'il défendait, connaissait probablement quelques détails de la vie et de l'activité de Gompers que le vieil homme d'affaires préférerait ne pas voir di-

vulguer. Quoiqu'il en soit, la campagne en faveur de la grève continua et Gompers, toujours plus ou moins neutre, se borna à accuser Garey, sans entreprendre, de son côté, aucune démarche active. En fin de compte, une importante grève des métallurgistes éclata, en septembre, revêtant le caractère d'un mouvement irrésistible et même faisant prévoir la possibilité d'une révolte déclarée.

C'est alors que le président Wilson, imitant en cela Lloyd-Georges, convoqua le 6 octobre à Washington, un Congrès industriel auquel il demanda de «solutionner la question des désordres industriels». Ce congrès devait se composer d'un nombre égal de représentants du capital, du travail et de la «société». Wilson fit représenter celle-ci par les capitalistes, les plus rapaces d'Amérique, y compris le juge Garey. Même les représentants des capitalistes ne se montrèrent pas aussi réactionnaires que ceux de la «société». Quant aux ouvriers, il choisit Gompers et ses proches collaborateurs pour les représenter.

Cependant, ces trois groupes de délégués ne purent arriver à un accord. Les capitalistes, Garey en tête, montèrent qu'ils avaient pris la résolution de tenir ferme, d'obtenir une fois pour toutes un résultat bien défini et d'écraser le mouvement ouvrier. Cette attitude des capitalistes fit comprendre à Gompers et aux chefs réactionnaires de la «Fédération américaine du Travail» que leur propre organisation se trouvait menacée et ils abandonnèrent le congrès. Gompers passa résolument du côté de la grève des ouvriers métallurgistes et promit à ces derniers le concours le plus large de la «Fédération américaine du Travail».

Le renforcement colossal du mouvement ouvrier, que les bureaux officiels des syndicats cherchaient à enrayer par tous leurs moyens, obligea tout de même les travailleurs à recourir aux mesures énergiques. Ainsi le congrès des mineurs de Cleveland qui se tint au milieu de septembre malgré qu'il ait eu lieu sous la conduite de leaders vénaux et réactionnaires se prononça en faveur d'un programme qui dans ses traits généraux rappelait le programme anglais, soit: la «nationalisation des richesses minérales et des mines», la journée de six heures, une certaine augmentation de salaires et autres améliorations de la situation des ouvriers. Au cas où ces revendications seraient repoussées, le congrès menaçait de «prendre ses mesures».

Le syndicat des ouvriers mineurs a effectué au cours de l'été, plusieurs grèves «non autorisées» que les efforts combinés de la direction du syndicat et des propriétaires de mines ont fait échouer lamentablement, d'où un grand mécontentement qui ne contribua pas peu à rendre populaire le projet de «nationalisation». Cependant, les leaders ne voulurent pas pousser jusqu'à la grève.

Le 1-er novembre, date fixée pour la réponse définitive des patrons, n'ayant apporté aucune concession de la part des propriétaires de mines, les chefs ouvriers, sous la pression des masses, se virent dans la nécessité de mettre aux voix la question de la grève; par une majorité écrasée.

sante les ouvriers se prononcèrent pour la levée du travail.

Dès que la grève fut officielle le gouvernement jeta son masque. Le président Wilson fit envoyer aux mines 100.000 soldats. Les autorités fédérales prirent des dispositions pour mettre les meneurs de la grève dans l'impossibilité d'envoyer leurs ordres et de diriger le mouvement; on interdisait en même temps dans le pays, toute agitation en faveur des grévistes et tout soutien financier. De plus, le gouvernement mit la main sur la caisse du syndicat des Mineurs.

Selon les dernières nouvelles parvenues d'Amérique, la grève des ouvriers métallurgistes a échoué; des bruits circulent qu'il en aurait été de même de la grève des mineurs.

Tous ces échecs ne pourront pas malgré tout porter un long préjudice à la cause prolétarienne. Les ouvriers ont reçu une précieuse leçon qui les édifie sur le caractère et sur le rôle de l'Etat capitaliste; ils ont été à même d'en supporter tout le poids sur leurs propres épaules et c'est là une chose qui vaut des années de propagande.

De récents télégrammes nous signalent qu'un projet de loi, a été déposé au Congrès (et peut-être est-il déjà voté) qui interdit toute grève dans les branches de l'industrie reconnues nécessaires au bien-être public.

C'est le couronnement de l'édifice. Si une loi de cette nature a été réellement votée, elle deviendra la pierre angulaire du mouvement révolutionnaire d'Amérique. L'état d'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie américaine se manifeste, d'un jour à l'autre, avec plus d'évidence et pose devant les classes laborieuses cette alternative nette: ou le gouvernement de l'esclavage industriel—ou la dictature du prolétariat.

Lorsque les ouvriers américains comprendront clairement cette vérité, nous n'aurons plus aucun motif de crainte pour le sort ultérieur du mouvement révolutionnaire d'Amérique.

John REED

oo

Mais en dépit de ces variations dans la forme des antagonismes le fait persistant à travers tous les siècles passés, c'est l'exploitation d'une partie de la société par l'autre partie. Quoi d'étonnant alors que la conscience sociale de tous les siècles, pour variable et diverse qu'elle paraisse, offre de certaines formes communes? Formes de conscience, qui ne tomberont en poussière qu'avec la disparition totale de l'antagonisme de classe.

La révolution communiste sera la rupture radicale avec le régime traditionnel de la propriété. Quoi d'étonnant que, dans sa marche, elle entraîne une rupture radicale avec les idées traditionnelles?

K. MARX et ENGELS (Manifeste Communiste).





LETTRE OUVERTE AUX CAMARADES ET A TOUS LES OUVRIERS SUISSES

Depuis huit mois, je cherche vainement à pénétrer en Suisse. Jusqu'ici je n'ai pu rompre le rigoureux blocus de l'Entente qui coupe la Russie du reste du monde. Les gouvernements finlandais et roumain—sur leur propre initiative et surtout sous la pression du cabinet de Paris—m'ont toujours traité tout autrement que les autres délégués de la II-e Internationale.

Je suis donc obligé, pour la première fois au cours de ma vie politique,—dans l'impossibilité où je suis de me trouver aux premiers rangs des combattants,—à convier les autres camarades à une action énergique et courageuse. Je veux vous dire brièvement et simplement, quelle est, selon moi, la tâche qui vous incombe et ce que vous devez et pouvez faire pour sortir de la situation où vous êtes en ce moment.

Je n'ignore pas que les représentants de l'aile droite du parti suisse, et, peut-être, plusieurs de mes amis intimes, plus prudents, me reprocheront les conseils que je leur donne, ne me croyant pas assez renseigné sur les affaires intérieures et sur l'état général du mouvement ouvrier suisse actuel. Mais ce reproche sera mal fondé. Grâce aux numéros du *Volksrecht* et du *Berner Tagwacht*, dont je dispose et à un rapport secret, très documenté, parvenu de Suisse, je suis à même de dresser un tableau assez exact de tout ce qui se passe chez vous actuellement.

Le parti suisse représente aujourd'hui une arène où divers éléments politiques des plus hétérogènes sont en lutte. Les pacifistes de la petite bourgeoisie, les socialistes, type Scheidemann, les partisans du centre et les communistes convaincus—s'abritent encore sous le toit d'une seule organisation. Les confrères suisses de Noske (les Gruelliens) ne cessent pas de répéter que la plupart des leaders du mouvement ouvrier suisse ne sont, en réalité, que des Gruelliens fidèles, que la courtoisie seule empêche de professer ouvertement leur culte politique et fait qu'ils se soumettent à toutes les décisions des radicaux. Cette affirmation me semble juste et conforme à la vérité. Une situation pareille entrave votre mouvement et vous menace de graves dangers. Dans un avenir prochain, les ouvriers suisses ouvriront les yeux et verront qu'au moment de la lutte, lourde de dangers, notre pire ennemi n'est pas la bourgeoisie qui nous attaque ouvertement, mais les éléments politiques vagues et instables qui se trouvent parmi nous.

Nous devons aboutir dans notre politique, à une clarté parfaite. Nous ne pouvons pas, pour le maintien de l'unité du parti, nous soumettre à

des décisions qui ne pourront jamais en aucune façon être obligatoires pour nous. Si nous reconnaissons ou si nous admettons, ne fût-ce que provisoirement, de semblables résolutions réactionnaires, telle que le refus d'adhérer à la III-e Internationale, ce serait, de notre part, de la prostitution politique et un véritable malheur pour la classe ouvrière suisse. Seuls, les hommes qui ferment sciemment les yeux et ne veulent point envisager l'avenir, peuvent se bercer de l'illusion que nous puissions aboutir au socialisme sans recourir aux méthodes de dictature prolétarienne.

Nous avons la II-e Internationale «jaune» et la III-e Internationale communiste. Chacune a son programme particulier, et il nous faut choisir, une fois pour toutes, l'une ou l'autre. Les partisans de l'Internationale jaune se basent sur un système de réformes sociales et voudraient construire l'Etat socialiste en collaboration intime avec les bandits impérialistes. La politique de ces soi-disant leaders ouvriers, si nous l'adoptions, signifierait, en réalité, le maintien à jamais du salariat et aurait pour conséquence la réforme, et non pas la destruction de la société capitaliste. Le régime socialiste-démocratique bourgeois est le commencement et le bout du monde de ces piètres socialistes. Ces traitres du socialisme international sont prêts à se mettre en étroit contact avec les réactionnaires et à user de l'état de siège et de la terreur blanche, pour exterminer tous ceux qui luttent pour la destruction immédiate de la domination du capital.

Les partisans de la III-e Internationale communiste se prononcent nettement et catégoriquement pour la dictature du prolétariat, c'est-à-dire pour le système soviétiste. Seuls, les citoyens dont le travail est reconnu d'utilité publique auront le droit de disposer librement de leur sort, lorsqu'il s'agira de l'organisation du futur régime social; ces citoyens devront employer toute leur force et toute leur énergie pour briser et détruire à tout jamais la domination sociale de la bourgeoisie, en abolissant le salariat. C'est à l'une de ces deux tendances qu'il nous faut adhérer. C'est un fait incontestable, que les camarades qui se groupent autour de Grimm et dont l'abstention lors du référendum relatif à l'adhésion à la III-e Internationale avait donné la victoire à la droite, étaient animés de l'espoir de voir se créer une internationale moyenne du centre. Mais il est fort douteux que ces gens aux hésitations sempiternelles puissent établir une base théorique quelconque pour une Internationale de cette sorte, quelles que soient d'ailleurs les raisons sophisti-

ques, qu'ils invoquent. Il n'est point besoin d'être prophète pour prévoir que toutes ces tentatives de créer une nouvelle Internationale — qu'elles réussissent ou non — n'auront pour résultat que de provoquer des querelles au sein de la classe ouvrière, qui affaibliront le front révolutionnaire et éloigneront le jour de la victoire finale.

Camarades! Deux voies sont devant vous. En vous prononçant pour la première vous vous montrerez capables de réparer le résultat du référendum et de réaliser l'adhésion à la III^e Internationale. Vous obligerez ainsi les éléments de droite à s'en aller occuper une place qui leur est préparée depuis longtemps, entre autre à l'alliance nationaliste de Gruetly. Là, dans ce club de petits bourgeois inoffensifs, ces éléments seront comme au foyer de leur propre maison et personne ne les empêchera d'y entonner avec ardeur, au lieu de l'Internationale, les hymnes patriotiques, tels que «Rufst Du, mein Vaterland». Et ils auront alors l'air de gens de bien, en adoration devant le Conseil suprême des alliés, cet avoué des exploités et des requins financiers.

La seconde voie, qui s'ouvre encore devant vous, mène à une réprobation catégorique des idées et de la tactique dont vous avez fait preuve jusqu'ici. Je rougis de honte, camarades, quand je pense que vous pourriez, comme par le passé, vous traîner à la remorque des socialistes-réformistes. Est-il bien vrai qu'après avoir lutté pendant quatre ans contre Scheidemann, Thomas, Renner et autres, nous concluons, au début de la cinquième année, une alliance fraternelle avec ces traîtres? Est-il possible que notre vénération pour Liebknecht, Rosa Luxembourg et les autres héros de tous les pays, ne fût qu'une grêle de phrases et de beaux gestes? Est-il possible qu'après avoir salué, à deux reprises, aux jours des deux anniversaires, les chefs de la Russie révolutionnaire, après avoir admiré la création de la République soviétiste prolétarienne russe, est-il bien vrai qu'au commencement de la troisième année du pouvoir soviétiste, nous tournions le dos à ces chefs? Non, je ne saurais admettre la pensée que toute notre politique n'était qu'un jeu d'imitation, simple, banal et sans le moindre esprit révolutionnaire. Je suis sûr que des dizaines de milliers d'ouvriers suisses étaient animés, dans notre lutte, d'intentions plus sincères et plus honnêtes qui ne correspondent nullement aux résultats du référendum. Nous ne devons jamais, ne fût-ce que pour un instant, sacrifier nos principes fondamentaux à l'unité de pure forme et extérieure de l'action du parti. Jusqu'ici notre faiblesse découlait précisément du peu d'énergie et d'initiative que nous opposions à la politique de Grimm, dont le mot d'ordre est «ni l'un ni l'autre». Notre prédilection pour la force pure-

ment extérieure nous obligeait toujours à marcher de pair avec Grimm, et une telle politique, loin d'éclaircir la conscience des masses ouvrières, l'obscurcissait davantage. C'est cette politique du centre, sans sincérité et sans logique, qui fit notre faiblesse et notre inertie. Il nous appartient de prendre maintenant une décision catégorique; nous devons élaborer un programme défini, précis et dans le plus bref délai possible, de préférence au premier congrès de notre parti. Ce programme ne contiendra pas un seul mot équivoque, pas une pensée voilée, motivée par la crainte de repousser de notre parti la majorité de nos camarades politiques; la vérité doit être au-dessus de tout. Vous devez vous mettre énergiquement à l'œuvre et commencer d'ores et déjà un travail régulier d'éducation, dans l'esprit communiste. À l'aide de foyers de propagande et d'agitation, fermes et solides, nous attirerons à nous, en peu de temps, les larges milieux ouvriers, pour les conduire, au moment propice, à la lutte. Quant à ce qui nous reste de temps, il nous faut l'employer pour expliquer aux ouvriers le principe et le caractère de l'organisation future de la République soviétiste et les initier amplement aux méthodes, dont on se sert pour consolider le pouvoir des Soviets. Mais pour y parvenir, il nous faut avoir le courage de lutter énergiquement contre la tactique et la politique qui nous épuisent et qu'une partie de nos camarades persistent à préconiser.

Si parfois les difficultés inhérentes à cette tâche vous effrayaient, souvenez-vous de l'exemple de nos frères héroïques de l'Est. Ralliés sous le drapeau de la III^e Internationale, souffrant de faim et de froid, le prolétariat pétersbourgeois a repoussé avec un enthousiasme superbe les attaques de Youdénitch et de la flotte anglaise. Les marins de Kronstadt n'ont pas bronché sous les rafales d'une artillerie infernale, car ils étaient animés de la volonté inébranlable, de sauver la révolution prolétarienne. En dépit des terribles difficultés qui l'accablent, le peuple russe poursuit, dans son pays soviétiste, la lutte contre Koltchak et Denikine. Et si ces généraux ont été irrémédiablement vaincus, c'est que le peuple entier qui allait contre eux, était pénétré de la certitude du triomphe final de sa cause. Contemplant ces efforts héroïques et voyant notre propre lenteur et notre lâcheté, je me pose cette question: où donc est la source de notre faiblesse? Il faut en finir radicalement avec nos hésitations éternelles et nos compromis démoralisants. Débarrassez-vous de vos doutes et ralliez les bataillons révolutionnaires de la III^e Internationale!

F. PLATTEN.



LE MOUVEMENT COMMUNISTE ISRAËLITE

I.

La révolution d'octobre 1917 n'a pas entraîné dans son torrent le mouvement ouvrier israélite qui possédait son organisation autonome. Dans des centres comme Kiew, Odessa les masses ouvrières israélites qui s'étaient toujours trouvées sous l'influence du mouvement général du prolétariat russe, furent précipitées dans le courant bolchévique. Mais ce fait n'eut pas de repercussion sur l'action politique des groupes socialistes israélites, qui continuèrent leur lutte opiniâtre contre les «utopies» et la «démagogie» bolchéviques.

C'est le *Bund*, la plus ancienne organisation révolutionnaire juive qui, naturellement, donnait le ton à tous les autres groupes socialistes. Le *Bund* a dans son passé—et notamment de 1905 à 1906,—des périodes marquées d'une tendance au bolchévisme de cette époque; mais dès 1907 — 1908, ses leaders donnaient un coup de barre à droite, pour se rapprocher de plus en plus des «liquidateurs» du parti social-démocrate russe. Depuis 1912, le *Bund* se trouvait en tant qu'organisation en relations étroites avec les menchéviks, relations qui subsistèrent jusqu'au moment de la Révolution Allemande. L'attitude qu'il eut envers la guerre, dans les années qui précéderent la Révolution, fut celle que manifesta toute l'Internationale. Deux courants se partagèrent le *Bund*; l'un «défensiste», l'autre dit «internationaliste». Le «défensisme» l'emporta et dès les premiers jours de la révolution de février cette tendance absorba toute l'idéologie du *Bund*. Avec les menchéviks, le parti soutint le gouvernement de coalition et sa politique guerrière. Mais l'insuccès de l'offensive de Kérénsky et les événements de juillet rompirent l'équilibre des deux courants au sein du *Bund*: les idées du «défensisme» et de la «coalition avec la bourgeoisie» mises en échec par les internationalistes qui l'emportent dans le parti, font place à une tactique nouvelle: bloc avec la petite bourgeoisie urbaine et rurale mais continuation de la lutte contre le bolchévisme.

Telle était au fond l'attitude des deux autres groupes nationaux-socialistes israélites au moment de la révolution d'octobre. Le «Parti ouvrier socialiste unifié israélite» (S. S. et S. I.) avait été constitué en mars 1917 avec les débris des deux groupes qui avaient passé inaperçus pendant la première révolution: les «Sionistes-Socialistes» et les «Socialistes Israélites» (Seimovtzy, sernvolzy). Ce parti acquit une importance assez rapide par

le fait que les masses israélites furent entraînées dans le mouvement révolutionnaire, notamment en Ukraine, où les traditions du *Bund* avaient toujours été moins fortes. Son mot d'ordre principal fut la revendication de «l'autonomie nationale personnelle» pour les Juifs, autonomie très large, qui devait donner aux masses israélites la possibilité de régler de façon indépendante leurs besoins intellectuels et moraux, leur genre de vie et leurs nécessités économiques et sociales. Cette revendication contribua vivement à mettre en mouvement les masses de la petite bourgeoisie israélite, mais quand la vague révolutionnaire déferla, ce mot d'ordre fut largement exploité par la ploutocratie et les cléricaux israélites qui l'utilisèrent pour consolider leur ancienne influence sur la petite bourgeoisie israélite.

Le Parti «Poalei Sion», lors de la seconde révolution russe abandonna sa propagande active en faveur de la remise de la Palestine aux Juifs, et, de même que les «Unifiés», mena une propagande révolutionnaire plus ou moins radicale. Mais l'idéologie sioniste du «Poalei Sion» le préserva, semble-t-il, de l'engouement du «défensisme»: leur nationalisme ne consistait pas dans la défense du pays, du système étatique national des peuples «étrangers» mais convoitait «leur» patrie sioniste. Cette «exterritorialité», si l'on peut s'exprimer ainsi, du Poalei-Sionisme le rendit plus accessible aux tendances bolchévistes: il n'avait pas à se détacher des traditions de la Seconde Internationale pour la simple raison qu'il n'y avait jamais adhéré ni par son idéologie ni par son organisation.

Les traditions de la Seconde Internationale ont joué un triste rôle dans l'affranchissement du prolétariat mondial. Elles ont joué le même rôle dans le mouvement israélite ouvrier. La discipline, la cohésion, l'organisation, tout ce qui avait donné au *Bund* pendant la première révolution le droit de s'intituler «l'avant-garde de la révolution russe» se retourna en octobre 1917 contre le prolétariat: le *Bund* retarda le processus naturel de dissociation dans le mouvement révolutionnaire israélite. Le *Bund* dirigea toute l'énergie de de sa propagande contre la révolution socialiste, contre la dictature du prolétariat, en s'efforçant de concilier la classe ouvrière et la petite bourgeoisie sur le terrain des vieilles idées de démocratie bourgeoise, telles que l'Assemblée Constituante et l'autonomie nationale. Lors des journées d'octobre, le *Bund* défendit l'idée de la coalition de tous les groupes socialistes. Quand ce «vikjé-

lisme» (1) n'eut abouti à rien, il ne restait plus au Bund qu'une chose à faire: croire à la chute prochaine du bolchévisme et y contribuer par sa propagande. C'est ce que firent les «Unifiés» et les «Poalei-Sion». En plusieurs endroits de la Russie Soviétique, certains groupes du «Poalei-Sion» adoptèrent la plateforme du pouvoir des Soviets, mais sans que cette adhésion fit d'eux des communistes ni se répercutât sur leur idéologie nationaliste générale.

Sans scission dans les rangs des vieux groupes socialistes israéliites, surtout dans le Bund, il ne pouvait être question d'un mouvement communiste profond parmi les ouvriers juifs. Sous l'influence du mouvement environnant, un certain nombre d'ouvriers juifs quittèrent les groupes socialistes israéliites de droite et entrèrent au parti communiste. Ces pionniers du mouvement communiste israéliite créèrent à l'intérieur du parti sections israéliites du Parti C.-R. Mais ces sections ne pouvaient avoir à cette époque une bien grande influence sur le mouvement ouvrier israéliite, d'autant moins qu'elles étaient créées principalement en Russie Centrale, loin de l'Oural et du Sud, où se trouvent concentrées les populations ouvrières israéliites. Ces pionniers se chargèrent des fonctions de commissaires israéliites. Ces derniers avaient pour mission de transformer la vie israéliite en lui donnant de nouvelles bases conformes aux exigences de l'époque de la Révolution Socialiste. Pour les raisons mêmes que nous avons déjà citées, l'influence des commissaires israéliites ne pouvait pas être très grande, car la masse des ouvriers juifs organisés restait encore en dehors du mouvement communiste.

La Lithuanie et la Pologne se sont trouvées constamment séparées de la Russie Soviétique. En Russie Blanche, la vie politique n'a jamais été très intense. En Ukraine la situation politique était toute différente. La révolution du 25 octobre, qui à Pétrograd renversait le gouvernement de coalition eut pour premier résultat la victoire de la Rada Centrale ukrainienne, fameuse par son nationalisme, mais après quatre mois de guerre civile aboutissait à l'instauration du pouvoir des soviets. Dans cette guerre civile, les groupes socialistes israéliites se trouvèrent de l'autre côté de la barricade dans le camp de la Rada Centrale petite-bourgeoise. Cette situation était à la fois la conséquence de leur attitude politique générale (ils ne croyaient pas à la possibilité du socialisme et étaient partisans du bloc avec la petite-bourgeoisie), et le résultat de leur attitude nationaliste. Par suite d'un accord entre les socialistes petits-bourgeois ukrainiens et israéliites, se trouva réalisé en Ukraine le vieux rêve des socialistes juifs: une large autonomie nationale israéliite avec un ministère israéliite spécial, des communes administratives israéliites et, en perspective, l'assemblée nationale israéliite. Ici la «démocratie» pouvait chanter victoire. Les bolchéviks troublèrent cette paisible idylle petite-bourgeoise;

aux yeux des socialistes de droite c'était un argument de plus contre la dictature du prolétariat. Les socialistes israéliites siégèrent donc à la Rada Centrale, reçurent des portefeuilles ministériels et assumèrent la responsabilité de toute cette politique de la Rada, qui ne visait pas moins que la destruction du mouvement prolétarien.

Dès janvier 1918 il y eut de fortes déceptions. On vit que la «démocratie» ukrainienne tant vantée se révélait chauvine et même antisémite. De petits pogroms avaient déjà eu lieu en novembre 1917. La proclamation de l'indépendance ukrainienne (samostinost) avait abouti à une rupture avec la révolution russe et subordonnait l'Ukraine à l'impérialisme allemand. L'idéologie réactionnaire l'emportait. En même temps, la fameuse autonomie israéliite «démocratique» décevait les espérances fondées en elle. Dans l'immense majorité des cas les élections mirent les communes israéliites entre les mains de la ploutocratie et des cléricaux israéliites. Comme on le voit l'alliance des démocraties israéliite et ukrainienne reçut un choc dès janvier 1918 mais ce fait, loin de pousser les socialistes israéliites à gauche, ne fit qu'engendrer parmi eux l'apathie et le scepticisme. Ils continuèrent donc à lutter contre le bolchévisme pendant l'époque éphémère de l'instauration du pouvoir des soviets; ils prolongèrent cette lutte même après la défaite de ce pouvoir par l'armée d'occupation allemande, et ne la cessèrent qu'avec la révolution en Allemagne.

II.

La Lithuanie et la Pologne—berceau du mouvement ouvrier israéliite—se sont trouvées, dès le début de la guerre européenne sous le joug du militarisme allemand qui occupa ces régions. Les ouvriers juifs de ces pays se trouvèrent séparés de la Russie et ne vécurent directement, ni les violentes chutes, ni les déceptions de la première révolution bourgeoise, ni la révolution d'octobre qui fut le prétexte d'une lutte violente des différents courants politiques. Mais, par contre, ils n'ont pas été atteints par les illusions défensives, par les idées nationalistes, qui s'emparèrent des menchéviks et de la section russe du Bund.

La paix de Brest—fruit de la victoire temporaire de l'impérialisme allemand—eut pour résultat l'accroissement du territoire d'occupation allemande. En avril 1918, tout l'ouest et le sud de l'ancien Empire Russe, toute la région que les Juifs étaient autorisés à habiter sous l'Empire, avec sa nombreuse population ouvrière israéliite était occupée par les troupes allemandes. La Russie sortit de la guerre mondiale. Les idées du «défensisme» étaient alors depuis longtemps abandonnées par le mouvement ouvrier israéliite. Au début la modification brusque de la situation politique (des libertés de la révolution russe aux beautés du régime des junkers prussiens) provoque la désillusion, l'apathie et l'indifférence politique dans les masses prolétariennes israéliites. Mais cet état d'esprit est de courte durée. L'occupation allemande contribue à dissiper rapidement ce qu'il y a de borné, de préjugé national dans la conception menchévique sur le cours de la révolution russe. Frappée par la défaite de la révolution russe, la pensée

(1) La politique de coalition de tous les groupes socialistes était défendue surtout par l'organisation professionnelle et administrative des cheminots d'alors le Vikej (Comité Central Exécutif des Chemins de Fer).

(Note du trad.)

politique se porte involontairement, à la suite des bolchéviques, sur l'ouest et cherche dans la révolution européenne, dans la révolution allemande, le moyen d'échapper à l'occupation allemande, au militarisme allemand. Le sort des ouvriers juifs s'est trouvé, après la paix de Brest, lié pour ainsi dire directement à celui du prolétariat allemand.

La section prolétarienne de la démocratie socialiste menchévique et du *Bund* professait un profond scepticisme envers la révolution socialiste commencée en Russie, dans le pays le plus arriéré de l'Europe. Mais si la révolution éclate en Allemagne, si dans ce pays le prolétariat s'empare du pouvoir, alors même pour les plus grands sceptiques envers le socialisme, le programme du bolchévisme devra cesser d'être une utopie; il deviendra un «impératif catégorique général» pour tout socialiste véritable, élevé à l'école marxiste, révolutionnaire d'avant la guerre. Surtout, si cette révolution éclate dans cette Allemagne, dont l'Internationale ouvrière a toujours tant attendu, où l'organisation et le niveau de conscience du prolétariat pouvaient servir de modèle à toute la social-démocratie, et dont les théoriciens ont été pendant longtemps les leaders de l'Internationale tout entière.

Cela explique suffisamment pourquoi la révolution allemande produisit une impression si forte, si formidable même sur l'esprit des ouvriers israéliens organisés. Novembre 1918 marque le début d'une revision complète de leur idéologie. Le menchévisme orthodoxe est abandonné tout à fait, et voit se détourner de lui toute la tendance révolutionnaire du *Bund* et des autres partis socialistes. La Révolution Allemande trace au sein de ces partis la ligne de démarcation que la révolution d'octobre a tracée pour la Russie entière: à droite, tous les éléments petits-bourgeois, tout ce que la petite bourgeoisie israélienne a apporté au mouvement ouvrier en y adhérant; à gauche les éléments vraiment révolutionnaires, pour qui le socialisme n'est pas seulement une belle théorie mais un organisme solide de lutte de classe. Ces éléments révolutionnaires continueront longtemps à discuter entre eux sur les méthodes de la révolution sociale, s'accrocheront longtemps encore aux épaves de l'idéologie réformiste antérieure, mais ils devront venir tôt ou tard au bolchévisme, qui est l'unique forme possible de lutte pour la victoire du prolétariat.

Cette évolution interne et cette lutte durent depuis un an dans les rangs du *Bund* en Russie Blanche; elle se déroule avec la même lenteur en Lithuanie et en Pologne. Mais en Ukraine, par suite des conditions spéciales du développement du mouvement dans ce pays, ce processus d'adhésion à la plateforme communiste s'effectue avec une rapidité toute révolutionnaire. On peut dire des socialistes israéliens ukrainiens qu'ils ont changé de tactique en 24 heures. Au début de février 1919, l'organisation communiste des ouvriers juifs avait presque définitivement pris corps. C'est un résultat de la seconde révolution ukrainienne et qui se produisit après les premiers coups de la révolution allemande. Ce moment retiendra un peu plus de notre attention.

Nous avons signalé plus haut le lien étroit qui s'était établi pendant la première année de la révolution entre les socialistes israéliens d'Ukraine et la Rada Centrale Ukrainienne. Les socialistes israéliens soutenaient le mouvement nationaliste ukrainien, et luttèrent avec lui contre le mouvement bolchévique révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Nous avons vu les désillusions causées par la démocratie petite-bourgeoise ukrainienne aux socialistes israéliens dans la période qui suivit quand commença à se révéler, si inexactement pour eux aussi, la physionomie nationaliste et réactionnaire de la Rada petite-bourgeoise, tendant à se séparer de la Russie révolutionnaire et s'efforçant, à l'intérieur du pays, à ukrainiser tout par la force. Déjà à cette époque on pouvait apercevoir le fil antisémite de ce mouvement. La Rada Centrale fut renversée en mai 1918 par les baïonnettes allemandes qu'elle avait elle-même appelées en Ukraine pour combattre le mouvement populaire dirigée contre elle. Le régime du Hetman lui succéda.

En novembre 1918, les membres de l'ancienne Rada Centrale, organisés en Alliance Nationale Ukrainienne levaient l'étendard de la révolte contre le Hetman au nom de l'indépendance Ukrainienne. Le mouvement était dirigé par le Directoire Ukrainien avec son président Vinnitchenko et le commandant de l'armée Pellioura. Le mouvement réussit grâce à l'appui que lui accordèrent les nombreux groupements insurrectionnels communistes et socialistes révolutionnaires ukrainiens. Le 14 décembre le Directoire entra à Kiev à la tête d'une forte armée révolutionnaire. Mais la physionomie politique de ce gouvernement se fait de jour en jour plus claire. Les paysans et, en grand nombre, les ouvriers s'étaient soulevés pour défendre leurs intérêts sociaux les plus légitimes, pour la terre et la liberté.

Mais les chefs du mouvement voulurent lui assigner des fins étroitement nationalistes. L'Alliance Nationale Ukrainienne et son directoire représentaient politiquement les intérêts et les aspirations de la petite bourgeoisie des villes et des paysans riches. Ils visaient à établir le pouvoir *ukrainien* du paysan riche et c'est dans ce but qu'ils avaient pris comme mot d'ordre l'indépendance de l'Ukraine. Mais, en même temps dans un but de démagogie sociale toute l'idéologie politique du Directoire avait été peinte en couleur bolchévique. On avait proclamé le pouvoir du peuple travailleur et sa dictature. On avait privé des droits politiques la bourgeoisie et les propriétaires terriens, en tant qu'exploiteurs, responsables, en outre, d'avoir établi le régime de l'Hetman. En guise d'Assemblée Constituante on avait émis l'idée d'un Congrès du Peuple Travailleur et des représentants des paysans, des ouvriers et des travailleurs intellectuels. Au point de vue national, cette formule n'était pas en opposition avec les intérêts de l'Alliance Nationale Ukrainienne car elle écartait de toute participation à la vie politique les éléments appartenant à d'autres nationalités (les propriétaires terriens russes et polonais, les capitalistes israéliens, russes et étrangers).

En deux mois le véritable fond des aspirations du Directoire apparut dans toute sa netteté. Dans la lutte politique ardente qui se déroulait alors

en Ukraine, chaque groupe politique devait prendre une attitude nette, toute hésitation n'était plus possible. Les socialistes israéliites se montrèrent défiants à l'égard du Directoire, et à chaque coup de barre donné à droite par ce dernier, tombait une illusion des anciens opportunistes, et poussait à gauche les éléments révolutionnaires des partis socialistes israéliites dans le camp des communistes qui luttèrent contre le Directoire. On vit bientôt que les phrases sur la dictature prolétarienne et paysanne n'étaient que des mots. Le Directoire entreprit la lutte contre les soviets de députés ouvriers et paysans en réalisant la politique des droitiers du Congrès Ukrainien et de l'ataman des tirailleurs galiciens Konovalez. Le Directoire s'illustra bientôt par de violentes répressions contre les ouvriers et contre les paysans. Le Congrès du Peuple Travailleur et les radas locales étaient formés de façon à donner la prépondérance au paysan riche. La «démocratie» avait essayé de prendre un déguisement bolchévique, mais échoua rapidement, sans avoir reculé devant l'organisation des pogroms de Jitomir et de Berditchev quand ils pouvaient servir la lutte contre les Soviets. Placé dans l'alternative de choisir entre l'alliance avec la Russie Soviétiste Révolutionnaire et la vassalité envers l'Entente, le Directoire choisit la seconde, et dès le mois de janvier il avait remis au corps expéditionnaire français tous les chemins de fer ukrainiens. Les socialistes israéliites s'éduquaient en peu de temps dans le feu de la lutte révolutionnaire. En ce temps le premier drame révolutionnaire se jouait en Allemagne. Le mouvement spartakiste était écrasé et semblait convier tous les révolutionnaires à achever l'œuvre commencée. Aux yeux des socialistes israéliites, l'idée de «démocratie» avait fait doublement banqueroute: les couches petites-bourgeoises s'étaient dissociées et avaient rejoint très vite le camp de la contre-révolution (L'Alliance Nationale Ukrainienne et le Directoire), et l'idée de la Constituante perdait définitivement tout crédit du fait qu'en Allemagne cette dernière se trouvait aux mains de la bourgeoisie en dépit de la préparation objective de ce pays pour le régime socialiste.

Vers la mi-janvier 1919, la majorité du *Bund* et du «Parti Socialiste Israélite Unifié» se trouvaient déjà sur la plateforme soviétiste, alliés activement au parti communiste et participaient à la lutte armée pour le pouvoir des Soviets. Le 1-er mars à la conférence Pan-Ukrainienne du *Bund*, s'opéra définitivement la scission dans l'organisation, scission qui s'était déjà manifestée au Congrès des Travailleurs qui comprenait deux fractions du *Bund*: l'une qui se tenait sur la plateforme soviétiste, et l'autre qui restait fidèle au parti social-démocrate menchévique. Au cours de cette conférence, la majorité changea l'ancienne dénomination du parti, qui, après la scission de l'aile droite s'intitula: *Bund Communiste*. Quinze jours plus tard, le parti socialiste israéliite unifié à la 3-e Conférence de ce parti, prenait aussi le nom de «Parti communiste israéliite unifié». Quant au «Poalei-Sion», une lutte sourde avait lieu à l'intérieur du parti, mais ce groupe était politiquement désorganisé et démoralisé par la participation de ses leaders au Directoire. L'idéologie

nationaliste sioniste unit la droite et la gauche de ce parti, et plus particulièrement au moment où les perspectives du sionisme par les promesses de l'Entente de donner la Palestine aux Juifs deviennent plus fermes. Ce n'est que plus tard, fin d'août, à la conférence panrusse de Gomel, que ce parti se scinde. A côté de l'ancien «Parti ouvrier social-démocrate israéliite—Poalei Sion» en surgit un autre, le «parti communiste israéliite—Poalei Sion». Le processus de différenciation se produit lentement aussi au sein du *Bund* de Russie Blanche. Mais là également, à la conférence de Gomel de novembre 1919 la majorité du *Bund* adhère à la III-e Internationale Communiste et décide d'entrer dans le Parti Communiste Russe. Selon les renseignements reçus de l'autre côté du front, la majorité du *Bund* de Lithuanie et de Pologne eut une attitude identique. La fusion avec le parti communiste est entravée ici par certaines divergences sur des questions de politique générale, et aussi par les opinions et préjugés nationalistes qui n'ont pas encore disparu.

Dès la constitution des deux partis communistes israéliites en Ukraine, s'est trouvée posée pour ces deux groupes, la question de l'unification du mouvement communiste israéliite et celle de la fusion en un seul parti communiste. Malgré la guerre civile qui rompt les rapports entre les villes, le processus de différenciation au sein des vieux partis socialistes israéliites s'est produit de façon identique dans toutes les localités, et partout la majorité s'engage sur la plateforme communiste. Les négociations relatives à la fusion des différents partis sont menées depuis le premier jour où les idées communistes ont pénétré dans leur milieu. Il n'y a qu'une seule question sur laquelle il a fallu se mettre d'accord: la question nationale.

Pendant les deux années de révolution, un rôle considérable a été joué par la formule de l'autonomie nationale personnelle, et l'on a vu tantôt s'adoucir tantôt s'approfondir les anciennes divergences entre le *Bund* avec son autonomie intellectuelle et morale et les *Serpolutzky* qui revendiquent une large autonomie s'étendant jusque dans le domaine des questions économiques et de la représentation nationale. Dans la mesure où ces deux partis se placent aujourd'hui au point de vue de la révolution socialiste et agissent dans un pays où domine le pouvoir des Soviets, le pouvoir du prolétariat, la revendication de l'autonomie nationale n'a plus aucun sens. Auparavant elle devait servir de garantie contre l'oppression nationale et les assimilations par la force qui sont la caractéristique du régime bourgeois. Mais là où le prolétariat domine il n'y a plus d'oppressions; une partie du prolétariat ne peut pas exiger de garanties spéciales contre l'autre partie. La question est placée sur un autre plan: il faut faire en sorte que le mécanisme du pouvoir des soviets puisse satisfaire les besoins de tous les travailleurs appartenant à diverses nationalités. Maintenant leur point de vue antérieur à savoir que la notion de «nation» est applicable entre autres au peuple juif, qui, dans son immense majorité, parle une langue commune, les communistes israéliites se sont mis à la recherche de

formes d'organisation ad hoc, aussi bien dans le domaine de l'organisation publique que dans celui de l'action du parti. Il a fallu combiner le principe de centralisation dans la direction politique avec la constitution d'un groupement national distinct, proche de la masse ouvrière israéliite. Ce fut la «section israéliite» des divers commissariats ainsi que Parti Communiste Russe.

Lorsque l'accord d'idées eut été obtenu entre le *Bund* et les *Unifiés* des Conférences de parti furent convoquées simultanément et le 22 mai 1919, à la réunion conjointe de deux conférences fut fondée une «Alliance Communiste Israélite» unique, qui est devenue populaire sous l'abréviation juive de *Farband*.

Le *Farband* a fonctionné pendant trois mois comme organisation communiste israéliite distincte. Il a fait paraître pendant ce laps de temps 65 numéros du journal israéliite hebdomadaire «Komunistische Fon» (*), «Le Drapeau Communiste», il a répandu en un grand nombre d'exemplaires, en langue juive, le manifeste de l'Internationale Communiste, le programme du Parti Communiste, adopté au VIII^e Congrès et d'autres documents communistes. Tous les membres de l'organisation ont été déclarés mobilisés. Au moment de l'offensive de Dénikine, un groupe important de militants a été dirigé sur le front pour mener dans l'armée une action politique. Le *Farband* a mis à l'ordre du jour la dissolution des vestiges d'organisations israéliites bourgeoises, telles que les communes, le secrétariat national, qui étaient au pouvoir des sionistes et des cléricaux. L'orientation des sionistes par suite de la victoire de l'Entente, avec laquelle ils étaient en rapports réguliers, et leur propagande pour la Palestine qui gênait l'enrôlement des ouvriers dans l'Armée Rouge, et, d'une façon générale, la résistance opposée par les sionistes à l'œuvre gouvernementale des organismes soviétistes —

poussa le *Farband* à prendre l'initiative de mettre fin à l'action des sionistes et des cléricaux. Afin d'intensifier la mobilisation des ouvriers israéliites dans l'Armée Rouge, il a été organisé auprès du Commissariat de la Guerre, à Kiew, une section israéliite «Evvoensek» qui a publié un hebdomadaire *L'Armée Rouge*, et envoyé partout des propagandistes et des instructeurs. Auprès du Commissariat de l'Instruction Publique il existe une section spéciale pour l'œuvre scolaire et extrascolaire en langue juive. Le *Farband* s'est chargé également de secourir les populations israéliites victimes des pogroms (Section Centrale au Commissariat de l'Assurance Sociale).

Les victoires de Dénikine ont interrompu le cours de cette grande œuvre communiste créatrice. *La veille même de l'évacuation de Kiew, le Farband a été, conformément à la décision du Comité Central du Parti Communiste Russe, inclus dans le parti en qualité de Section Israélite.* Les militants évacués d'Ukraine se sont dispersés dans les villes de l'Ouest et y ont contribué aux progrès du mouvement communiste.

Pendant le semestre écoulé, le mouvement communiste israéliite a également grandi dans ces régions. Les conférences de juin (à Moscou) et de novembre (conférence régionale à Witebsk) ont constaté un revirement dans l'état d'esprit de la masse ouvrière israéliite et la rupture avec les partis opportunistes. Les «semaines du parti» organisées à Gomel et à Witebsk ont amené dans les rangs du Parti Communiste Russe des centaines d'ouvriers israéliites. Un journal quotidien «Der Stern» (L'Etoile) paraît à Witebsk, un autre, «Les Pauvres» paraît à Gomel. Le mouvement est dirigé par le C. B. à Moscou, qui publie une revue mensuelle «Le Monde Communiste» et aide le mouvement à l'étranger (Pologne, Amérique, Galicie).

M. RAFES.

(*) A Odessa paraissait à la même époque un journal hebdomadaire en langue juive, «La Voix Communiste».



LE MOUVEMENT SYNDICAL EN RUSSIE

(Suite).

Les divergences d'idées dans le mouvement syndicaliste russe jusqu'à 1917 se distinguaient très peu des dissentiments fondamentaux entre la «droite» et la «gauche» socialistes, qui passent en ligne rouge à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier international.

Les mêmes discussions sur la neutralité, parfois même identiquement formulées qui s'élevaient dans les milieux socialistes de l'Europe occidentale, se transportèrent presque en totalité en Russie, avec la seule différence que pendant la période de 1905, la création fiévreuse de leurs syndicats et la lutte héroïque menée pour la défense de leur existence, détournaient non seulement les masses ouvrières, mais les sphères dirigeantes des syndicats des questions théoriques, d'autant plus que l'idée de neutralité était étrangère à l'esprit de notre jeune mouvement syndicaliste né dans l'orage et dans la tempête de la révolution.

Toute l'expérience des masses, toute l'histoire de notre mouvement ouvrier prouvaient l'indissolubilité de la lutte politique et de la lutte économique; c'est ce qui explique pourquoi l'idée de neutralité ne fut jamais populaire dans le mouvement syndicaliste russe.

L'autocratie avait toujours représenté le plus apparent et le plus important de tous les ennemis. L'ouvrier russe avait été trop longtemps maintenu artificiellement dans les chaînes de l'ignorance; son aspiration à l'organisation était trop violente et la nécessité de la concentration de toutes les forces dans la lutte économique était tellement évidente pour les masses prolétariennes que notre mouvement ne connut pour ainsi dire pas ces tendances de syndicalisme national et religieux.

Notre mouvement syndicaliste, en ce sens, se distingua avantagement de celui de l'Europe occidentale et dès ses débuts prit une orientation nettement socialiste. Toute son action, à peu d'exceptions près, se déroula sous l'influence des principes de la social-démocratie.

Si la propagande en faveur de la neutralité des syndicats à l'égard des différents partis et fractions socialistes, menée par les S. R. et les menchéviks, trouva parfois quelques succès dans les assemblées générales, ce ne fut pas par suite de l'indifférence des masses pour les questions politiques; ce fut le résultat de la polémique inhabile et parfois fâcheuse des représentants de ces partis, étrangère aux intérêts économiques les plus essentiels des masses, souvent mesquine et presque toujours abstraite qui en troublent l'activité pratique des réunions syndicales provo-

quait l'antipathie des masses à l'égard de ces organisations politiques.

Au lieu de prendre pour base de leur propagande l'activité même des syndicats les socialistes eurent trop souvent tendance à transformer les réunions syndicales en clubs politiques ce qui excitait dans l'esprit des ouvriers des sentiments passagers d'hostilité à l'égard des partis.

D'un autre côté le mouvement en faveur de la création de syndicats semblables à ceux de Pologne eut encore moins de succès en Russie où l'on n'a pour ainsi dire pas connu les syndicats cléricaux, nationaux et jaunes du type américain.

Restant formellement en dehors de tout parti, sans occuper de position nettement hostile à l'égard d'aucun parti socialiste, nos syndicats revêtaient néanmoins à chaque moment donné une physionomie politique déterminée. Bien chaque syndicat avait un caractère politique nettement exprimé, entretenant avec tel ou tel parti des relations étroites d'organisation et soutenant dans ses journaux et dans ses résolutions l'attitude de ce parti. Inutile d'ajouter que dans ces conditions, une lutte acharnée s'engageait entre les différents partis à propos de toute question de quelque importance et principalement lors des élections des bureaux syndicaux.

Dans ces conditions la propagande pour la formation de syndicats politiques ne pouvait pas même avoir de succès dans les milieux politiques, car le but de chaque parti et de chaque fraction socialistes (et à l'époque il n'existait que trois partis influents dans les syndicats: les bolchéviks S. D., les menchéviks S. D. et les S. R.) était d'obtenir le plus d'influence possible sur les masses ouvrières en s'efforçant de les relier à leur parti. «L'idée de neutralité» dans les conditions existantes n'était mise en avant qu'en vue de contrebalancer la propagande politique surtout par le parti le moins influent dans le mouvement syndical—les S. R. qui essayaient, en prêchant la neutralité (c'est-à-dire une attitude égale à l'égard de tous les partis socialistes), d'obtenir dans les syndicats une influence égale à celle des social-démocrates. Mais en pratique tout cela n'était que matière à polémique et à conversations.

La lutte entre les deux forces principales du mouvement syndicaliste russe de cette époque (bolchéviks et menchéviks) présente un caractère de polémique de presse et de divergences de méthodes dans les questions concrètes de tactique du mouvement. L'attitude du syndicat à l'égard du parti, le caractère de l'activité syndicale, les

perspectives du mouvement syndicaliste — telles étaient les questions faisant l'objet de discussions, mais qui ne provoquaient pas de divisions profondes entre ces fractions car ces divergences ne se formulaient pas avec une précision suffisante et n'étaient comparativement aux autres questions qui s'agitaient au sein du parti, que des questions d'ordre secondaire.

Voilà pourquoi les opinions des fractions sur ces questions se modifiaient selon le cours des événements.

Tel le principe de la neutralité socialiste (c'est-à-dire de l'égalité de tous les partis socialistes par rapport aux syndicats) qui mis en avant par les menchéviks trouvait néanmoins à certains moments des partisans parmi les bolchéviks.

L'histoire du mouvement syndicaliste de la période qui s'est écoulée jusqu'à la III-ème conférence syndicale et, principalement sous l'influence des principes menchéviks, se distingue au point de vue de la formation idéologique par sa tendance à copier le mouvement syndicaliste allemand. Nos syndicats durant cette période manifestèrent une tendance bien marquée à passer progressivement, du compromis avec les organisations de secours mutuels, survivances de l'époque prérévolutionnaire, aux syndicats de lutte de classes. La meilleure preuve des phases du développement du mouvement syndicaliste se trouve dans la comparaison des résolutions sur la convocation du I-er congrès des syndicats votées par la I-ère, la II-ème et la III-ème conférences syndicales⁽¹⁾.

La première conférence, en 1905, détermina la composition du congrès de la façon suivante: au congrès pan-russe des représentants des syndicats seront également admis les sociétés de secours mutuels et les syndicats composés de travailleurs salariés de toute profession ayant un caractère prolétarien et se donnant pour but de lutter directement ou indirectement contre les capitalistes.

Cette vague formule pouvait être interprétée de bien des façons et si l'on y voit le désir de donner au congrès un caractère prolétarien on y sent aussi la crainte de le formuler par trop catégoriquement et «d'effaroucher les masses» (phrase favorite de tous les opportunistes) en enfreignant le principe de la «neutralité». La neutralité est encore soulignée par la I-ère conférence dans une résolution, où il est dit que les «sociétés» et les syndicats sont invités à prendre part au congrès dans le cas où ils ne poursuivraient aucun but politique.

La II-ème conférence (de 1906) se distingua peu de la I-ère dans sa détermination dont le trait

(1) La résolution de convoquer le I-er congrès pan-russe des syndicats a été prise à la conférence de 1905, mais les conditions politiques d'alors donnèrent seulement la possibilité de convoquer une II-ème conférence avec une représentation très incomplète.

La II-ème conférence ratifia la résolution de convoquer un congrès sous un aspect différent, mais la période de réaction et la destruction des syndicats (comme de toutes les autres organisations ouvrières) reculerent la solution de cette question jusqu'en 1917.

Ce n'est qu'après la révolution d'octobre (ironie de l'histoire à l'égard des menchéviks), en 1918, que la réalisation des résolutions de la I-ère et de la II-ème conférences devint possible.

commun était l'unification des syndicats. Il est dit dans les statuts du congrès votés par elle: *pourront prendre part au congrès des syndicats: A) avec voix délibérative: 1) les représentants des syndicats locaux et des sociétés qui se placent sur le terrain du mouvement ouvrier actuel.*

Il est clair que la II-ème conférence eut également peur d'effaroucher certaines personnes par les mots de *lutte de classes* et cacha cette idée sous la formule: «qui se placent sur le terrain du mouvement ouvrier actuel».

11 ans se sont écoulés depuis. Le prolétariat russe a renversé l'autocratie. Le mouvement professionnel a pris une extension inconnue et ce n'est qu'au mois de juin de l'année 1917 que la III-ème conférence des syndicats s'est décidée à sortir des vagues formules de la I-ère et de la II-ème conférences en déclarant: 1) au I-er congrès pan-russe des syndicats le droit de représentation ne sera accordé qu'aux syndicats reconnaissant en fait les principes de lutte de classe du prolétariat.

Il a donc fallu 12 ans pour se débarrasser de la crainte d'effaroucher les masses et pour formuler, nettement la plateforme élémentaire du mouvement.

La révolution de février a contribué puissamment à la renaissance du mouvement syndicaliste, écrasé par les répressions, mais dès les premiers jours de la révolution de nouveaux problèmes se sont dressés devant la classe ouvrière et de nouvelles formes d'organisations économiques prolétariennes ont fait leur apparition: les comités d'usines et de fabriques.

Tout en ne représentant point un phénomène nouveau créé par la révolution de 1917⁽¹⁾ les comités d'usines et de fabriques constituèrent cette fois des organisations toutes nouvelles, tant par leurs proportions que par les fonctions qu'il leur fallût assumer ainsi que par le rôle qu'elles jouèrent dans l'histoire de notre révolution.

Vers la fin de mai 1918 eut lieu la I-ère conférence des comités de fabriques et d'usines de Pétrograd, composée de 600 représentants. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, dans ce parlement prolétarien, le prolétariat parla de la production non plus comme d'une chose placée en dehors ou au-dessus de lui, mais comme d'une question l'intéressant directement et inhérente à son existence même. Des paroles nouvelles résonnèrent dans cette assemblée ouvrière et les discours des représentants d'usines et de fabriques de Pétrograd constituèrent sous une forme générale la base de la nouvelle idéologie prolétarienne. Trois mois après la révolution de février on entendait déjà dans les discours des orateurs-ouvriers une saine analyse ouvrière des événements, et les premiers grondements de la future révolution socialiste.

Le point central des questions à l'ordre du jour était la question du contrôle de la production. Laissons néanmoins afin de nous assurer une

(1) Les comités d'usines et de fabriques représentent le développement ultérieur des Institutions de doyens, de fondés de pouvoir, d'élus, etc. de la période prérévolutionnaire et des Comités neutres d'usines de la période de 1905—1917.

parfaite objectivité le dernier mot à la conférence elle-même (1):

«Dès le début de la révolution, l'administration s'est dispersée laissant les ouvriers maîtres des entreprises. Pour soutenir la production les comités se virent dans l'obligation de s'emparer des usines. Et de ce fait la création d'une organisation de contrôle spéciale devint nécessaire» (Voronkoff, ouvrier du nouvel arsenal).

«Voyons ce que représentent ces comités et quelle fut leur origine. Ce sont les enfants de notre révolution. Le sang de son sang—la chair de sa chair. Dans les journées de février et de mars les ouvriers quittèrent les usines et les fabriques et descendirent dans la rue pour en finir une fois pour toutes avec l'hydre tsariste. Partout, les fabriques et les usines s'arrêtèrent.

«Puis, une semaine ou deux après... les masses ouvrières revinrent aux usines. C'est alors que les ouvriers constatèrent que beaucoup d'entreprises étaient abandonnées à elles-mêmes. Les administrateurs, les généraux, les ingénieurs, les techniciens, les contremaîtres qui avaient de bonnes raisons de craindre les légitimes répressions des ouvriers pour toutes les bassesses qu'ils avaient commises, s'étaient enfuis.

«Il fallut reprendre le travail dans des usines dépourvues d'administration. Mais comment? L'administration n'est-elle pas le nerf et le moteur principal de l'usine? Dès lors les ouvriers procédèrent sans retard aux élections des comités d'usines, qui rendirent peu à peu la vie normale aux usines et fabriques. Les postes occupés jadis par les généraux, les ingénieurs, les administrateurs (dans les usines du gouvernement) furent désormais occupés par les membres des comités d'usines» (Lévine).

Telle est la description que nous font de l'histoire des origines de comités de fabriques et d'usines leurs représentants à la 1-ère conférence de Pétrograd. Leurs discours nous indiquent quelles étaient alors les fonctions remplies par ces comités.

«Les comités d'usines étaient obligés de se procurer eux-mêmes les matières premières indispensables.

«Ce n'était pas une petite affaire. Les comités devaient d'une façon générale prendre sur eux des obligations absolument imprévues» (Voronkoff).

«Par la suite la révolution ayant pris un cours plus calme, les fuyards constatèrent que les ouvriers n'étaient pas sanguinaires comme ils l'avaient cru et qu'ils pouvaient sans crainte se montrer; ils commencèrent à revenir aux usines. Une partie d'entre eux composée d'individus insignifiants et irrédudiblement réactionnaires, fut absolument exclue des travaux. Les autres furent admis, mais on leur attacha immédiatement des auxiliaires membres des comités d'usines, et de cette manière une contrôle rigoureux sur toute l'activité des usines se trouva établi.

«Les comités des usines ne craignirent pas de se mêler à la vie économique. Il est vrai qu'ils

s'y virent contraints sous peine de voir un grand nombre d'usines s'arrêter et de ce fait l'armée des chômeurs s'accroître considérablement» (Lévine).

C'est ainsi que les orateurs de la conférence nous ont décrit l'histoire des origines et les attributions des comités d'usines. Il est important pour nous d'établir quelle était à ce moment la situation économique de la Russie; à cet effet la résolution prise par la conférence et en particulier celle du parti menchévik qui était alors au pouvoir (à cette conférence ce parti représentait la minorité)—présente un intérêt tout spécial.

«La vie économique en Russie était tombée dans un état de désagrégation effroyable. Le pays était engagé dans une catastrophe, qui menaçait de réduire à la mendicité et au chômage les masses ouvrières, rendant éphémères tous les efforts des masses ouvrières pour l'amélioration de leur sort» (La résolution appartient aux menchévics Tchrévanine, Daline, Gromoff, Boukovessky).

«Très souvent les capitalistes réduisent volontairement la production, et tout en n'osant pas déclarer ouvertement le lock-out, l'organisent sous une forme dérobée» (Daline, mench.).

«Le ministère du travail reçoit très souvent des déclarations d'entrepreneurs faisant part de leur refus à diriger plus longtemps leurs entreprises, mettant ainsi les ouvriers dans la nécessité de prendre en mains les fabriques et les usines» (Discours du ministre du travail, Skobelev).

Et dans cette atmosphère de désorganisation absolue, à laquelle s'ajoutait un lock-out à demi caché des entrepreneurs (fait confirmé non seulement par toute une série d'orateurs ouvriers, par les représentants du parti menchévik au pouvoir, mais aussi par le ministre du travail Skobelev qui siégeait dans le même ministère que les entrepreneurs), le parlement prolétarien devait résoudre la question des mesures à prendre pour remédier à la situation. La solution découlait de l'histoire même des origines des comités d'usines, de l'expérience de leur activité quotidienne; c'était: le contrôle ouvrier.

La nécessité du contrôle sur la production dans les conditions d'alors au moment où dans l'atmosphère de la plus menaçante des crises économiques, les entrepreneurs refusaient de diriger la production et s'efforçaient au contraire dans la majorité des cas de la réduire ou de l'arrêter complètement, ne faisait plus de doute pour personne à partir du 30 mai 1917; les discussions entre la gauche et la droite tournaient exclusivement autour de la question de savoir qui serait chargé de ce contrôle.

À ce sujet, d'ailleurs, laissons parler la conférence:

«Les comités d'usines d'un côté, et le pouvoir gouvernemental, de l'autre—voilà ce que nous avons devant nous lorsque nous examinons la crise économique...»

«Il est indispensable d'opérer une forte pression sur le gouvernement, afin de le pousser à établir un contrôle sévère sur toute la production...» (Daline—orateur des menchévics).

«Cette ingérence dans la vie économique et son contrôle doivent être réalisés par le gouvernement».

(1) Toutes les citations des résolutions et discours des orateurs, ont été puisées dans les brochures de la «Première conférence ouvrière des comités de fabriques et d'usines». Pétrograd 1917. Edition du soviet central des comités de fabriques et d'usines.

«Dans les organes qui règlent la vie économique la majorité doit être assurée aux représentants de la démocratie» (Résolution présentée par les menchéviks).

«L'établissement d'un contrôle ouvrier effectif est la seule issue qui nous reste pour éviter la catastrophe» (Résolution votée par la conférence).

A première vue toute la question se résumait à fixer la quantité d'éléments ouvriers et non-ouvriers dans les organes de contrôle, mais en réalité les dissentiments avaient des racines bien plus profondes qui ne se bornaient pas aux discussions sur la centralisation du contrôle d'état que les menchéviks opposaient à l'idée des prétendus accaparements ouvriers d'entreprises isolées.

L'essence du principe du contrôle ouvrier résidait dans l'établissement du contrôle d'une classe, comme première étape pour la régularisation et la socialisation de la production.

Et l'ouvrier de Pétrograd, Naoumoff formula très justement le fond politique des dissentiments: «Oui, le contrôle est indispensable, mais quel contrôle et par qui sera-t-il organisé?»...

«Si l'on veut établir un contrôle d'état, qu'on nous dise d'une façon précise quel sera le gouvernement de la classe qui réalisera ce contrôle?»...

Les ouvriers de Pétrograd n'ont certes pas souscrit à l'idée du «contrôle d'état», pas plus qu'ils ne se sont laissés impressionner par la «responsabilité» dont les menaçaient MM. les menchéviks.

Les discours des orateurs expriment l'étonnement: «A propos de quoi ces bons messieurs se disputent-ils donc?».

L'ouvrier Tcherniakoff déclare au cours de son discours: «Ouvriers, nous avons déjà mis ce contrôle en vigueur dans les usines, et vous en avez peur, vous craignez la vie, vous craignez ce qui se réalise déjà»...

Il ressort avec évidence de tous les discours prononcés par les orateurs, que le contrôle ouvrier n'était pas qu'une devise politique isolée, mais que les représentants d'usines et de fabriques de Pétrograd le considéraient comme le paragraphe fondamental du nouveau programme économique prolétarien. Dans l'esprit des masses se précisait le sentiment très net que la classe ouvrière ne pouvait pas rester indifférente devant la ruine des forces productrices du pays et que les ouvriers devaient s'intéresser au soutien de la production, non pas en tant que membres ou annexes de cette production, mais en qualité d'héritiers directs.

La majorité des orateurs avaient acquis par suite de l'expérience de leurs usines la conviction que le contrôle ouvrier était indispensable; dans les discours les orateurs font bruyamment résonner les intérêts «de leur clocher»...

Le contrôle ouvrier lui-même se présente à l'esprit de certains d'entre eux comme une autonomie illimitée des masses, mais leur instinct sainement prolétarien les pousse déjà à l'unification de leur activité, à la centralisation, et leur trace un programme hardi de réformes économiques.

«Pouvons-nous admettre que la production demeure aussi chaotique qu'elle l'est actuellement? Sans hésiter tout ouvrier conscient répondra à

cette question: Non, nous ne le pouvons pas!... «Les ouvriers doivent, par l'entremise des comités d'usines, établir immédiatement un contrôle effectif, régulariser la production et l'organiser» (Lévine).

Nous avons ici la formule schématique du programme économique prolétarien, la base générale de la nouvelle idéologie du mouvement économique.

C'est donc, le 30 mai 1917, 3 mois après la révolution de février, que la conférence ouvrière de Pétrograd établit les traits fondamentaux de la nouvelle idéologie du mouvement économique prolétarien, après avoir reconnu qu'il était directement intéressé à la conservation de la production, et qu'il était indispensable de procéder, par l'intermédiaire du contrôle ouvrier à son organisation et à sa régularisation. Après avoir repoussé la tentative des menchéviks de placer le gouvernement de coalition à la hauteur d'un organe planant au-dessus des querelles de classe les ouvriers montrèrent clairement qu'ils n'accordaient aucune confiance à ce gouvernement, et que la seule force capable de réaliser leur programme économique, était la classe ouvrière elle-même et que le seul organe au moyen duquel ce programme pourrait être réalisé était le Pouvoir des Soviets.

A la III^e conférence des syndicats qui eut lieu un mois après, la question du contrôle sur la production et sur la répartition et celle de l'organisation de la production en Russie fut une des questions fondamentales portées à l'ordre du jour. Pendant les débats une scission s'opéra de nouveau à la conférence sur la question du contrôle d'état ou du contrôle ouvrier. Mais ce qui était clair pour les ouvriers de Pétrograd le 30 mai, ne le fut plus pour la majorité de la III^e conférence, composée de menchéviks provinciaux et de S. R.; et après le rapport du bolchévik Milioutine, ce fut la résolution du menchévik Tchérvanine qui fut adoptée.

Arrêtons-nous en détail sur cette résolution, car au point de vue du mouvement syndical elle représente malgré toutes ses beautés menchévistes, un des facteurs les plus importants dans l'histoire du développement de notre nouvelle idéologie...

Après avoir caractérisé la situation économique comme se trouvant dans un état de désorganisation effroyable et proclamé la nécessité urgente de la régularisation de la production et de la répartition, de l'imposition des classes possédantes; après avoir reconnu d'autre part qu'en dehors de la réalisation du système de régularisation... il ne saurait être question d'aucune amélioration pour la classe ouvrière, la résolution déclare:

«Au nom des intérêts du pays, au nom des intérêts de la révolution, au nom de l'amélioration de sa situation et au nom du développement ultérieur de ses succès de classe le prolétariat doit diriger tous ses efforts vers la régularisation systématique de la vie économique. Ce n'est que dans ce domaine et dans les limites et la marche de cette régularisation, qu'il peut empêcher l'aggravation de sa situation économique et obtenir une certaine amélioration de son sort, bien qu'elle

ne soit possible que dans des proportions très limitées.

Ainsi quelles que soient les conclusions des menchéviks⁽¹⁾ le principe fondamental et décisif de toute la tactique du mouvement économique, reconnu par les adversaires du contrôle ouvrier était qu'en dehors du contrôle et de la régularisation de l'industrie, aucun salut n'est possible pour la classe ouvrière et ses organisations. Ceci établi, les syndicats se trouvaient devant l'obligation de résoudre une série de questions découlant de ce principe et d'en tirer les conclusions.

Certaines de ces conclusions se présentaient d'elles-mêmes, d'autres avaient été tirées par les partisans de la révolution bourgeoise...

«Le comité économique central... au nombre des autres problèmes à résoudre... établit les prix de vente, la proportion des bénéfices des entrepreneurs et la part du coût des produits qui peut être réservée aux ouvriers en qualité de rétribution du travail. La répartition des salaires entre les différentes catégories d'ouvriers doit être basée sur les tarifs élaborés par les syndicats.

Dans cette résolution⁽²⁾ nous voyons qu'après avoir reconnu la nécessité d'une syndicalisation forcée de l'industrie, opérée par l'état, et de sa régularisation, il est dit:

«Ayant reconnu la nécessité d'une réglementation gouvernementale de la production, de la répartition et des prix de vente des produits, la III-ème conférence devait fatalement en venir à l'exigence d'une fixation gouvernementale de salaires, car il était évident que dans l'intérêt même d'une exploitation rationnelle de la production, cette dernière se trouvant systématiquement réglementée, il devenait impossible d'échapper à la question des salaires, de l'exclusion du système général de cette réglementation et de la mettre ainsi à la merci des conflits économiques entre le travail et le capital, entre la grève et le lock-out. Le fait que la conférence ouvrière dont il a été question plus haut est arrivée aux mêmes conclusions prouve que ces dernières découlaient directement du principe fondamental de la réglementation de la production.

«Le comité central ouvrier de toutes les entreprises doit immédiatement créer une commission pour l'élaboration d'une moyenne de salaires uniforme pour tous ceux qui travaillent dans les usines, d'un même rayon, dans les mêmes branches d'industrie et dans la même catégorie» (Projet de résolution sur les fonctions des comités d'usines).

Nous voyons par cette citation que non seulement la nécessité d'établir une moyenne de salaires se trouve reconnue, mais qu'on y mentionne

également un projet d'élaboration des tarifs concernant les différentes qualifications du travail et l'établissement des tarifs par zones. Mais tout en ayant reconnu la nécessité de réglementer la production et d'établir une moyenne pour les tarifs, tout en ayant reconnu que le salut économique des masses ouvrières dépendait directement de la réalisation de ce système, la conférence n'a pas su tirer la conclusion qui s'imposait par ce qui précède: la modification du caractère de l'action syndicale et du mouvement tout entier. La pierre de touche à ce sujet fut la question posée par l'ouvrier de Pétrograd, Naoumoff: «Quel est le gouvernement de classe qui réalisera ce contrôle?».

En effet, quel est le gouvernement de la classe pouvant réaliser la syndicalisation d'état de la production, établir la moyenne du bénéfice des entrepreneurs, celle des salaires par l'entremise des syndicats, etc.?

Quel est en général le régime social, permettant la réalisation d'un tel programme économique?

Nous savons que la I-ère conférence ouvrière de Pétrograd a déclaré catégoriquement, que «ce programme n'était réalisable qu'au cas où tout le pouvoir d'état passerait entre les mains des Soviets de Députés ouvriers, soldats et paysans».

La III-ème conférence syndicale a résolu à une majorité insignifiante de transmettre «dans l'intérêt de la révolution»³⁾ ces fonctions à l'état en appelant toutes les forces productives du pays à y prendre une part active.

La révolution de février a créé les comités d'usines, groupé les masses ouvrières et les a déterminées à lutter pour l'amélioration de leur situation économique. Les comités ouvriers ne pouvaient envisager avec indifférences les combinaisons spéculatives des patrons et sont venus à point pour contrôler d'un œil prolétarien les mains habiles des patrons-affairistes. Ce seul fait a créé une atmosphère telle, que les représentants de la «démocratie», les bourgeois «révolutionnaires» ont préféré avoir recours au lock-out, au sabotage et à d'autres mesures analogues pour briser la résistance des ouvriers, se débarrasser d'un contrôle «illégal» et rétablir l'ancien système. Les ouvriers pour faire contrepois à cette ruine artificielle de la production, exigèrent un contrôle systématique, la régularisation de la production, l'établissement d'une moyenne des bénéfices et des tarifs, tandis que les menchéviks—ces chevaliers «de la sainte innocence»—s'imaginaient que tout cela pouvait être réalisé dans le même régime social par le même gouvernement qui, 8 mois auparavant, n'avait pas même été capable de légaliser la journée de 8 heures et qui n'était qu'une arme docile entre les mains de la classe capitaliste.

Mais la vie elle-même dicte aux ouvriers les conclusions que les menchéviks n'ont pas osé leur soumettre par crainte des «responsabilités», et les syndicats, malgré tous les efforts des menché-

(1) Ces conclusions sont les suivantes: «Le processus de la régularisation est trop difficile et trop compliqué pour que le prolétariat puisse assumer tout seul cette régularisation... Le prolétariat est par conséquent directement intéressé à ne pas assumer seul une telle responsabilité. Les intérêts de la révolution exigent le recours à tous les moyens pour intéresser à cette question toutes les forces productives du pays».

(2) Toutes les citations de la III-ème conférence ont été prises dans le recueil: des Résolutions des conférences et des congrès pan-russes de syndicats, sous la rédaction de Tsipérovitch. Édition du Soviet des syndicats de Pétrograd 1919.

(3) Que de crimes envers la classe ouvrière ont été commis «au nom de la démocratie» et dans «l'intérêt de la révolution»!

viks pour effrayer les ouvriers et toutes les remontrances de la III-ème conférence qui affirmait qu'ils «ne pouvaient pas assumer de fonctions administratives dans la production» furent amenés par l'histoire même dans le processus de la lutte économique, à prendre non seulement une part directe dans les fonctions des organes centraux et des organes locaux institués dans ce but (résolution de la III-ème conférence: relations entre les syndicats et les comités d'usines)—mais à prendre aussi sous leur direction les comités d'usines, à prendre sur eux la création de ces organes eux-mêmes, sans le secours des représentants «de la démocratie».

Plus la lutte de classes devenait aiguë plus les masses ouvrières redoublaient d'insistance pour exiger l'intervention des organisations ouvrières dans la vie économique du pays. Se rendant compte de l'incapacité du gouvernement de coalition à réaliser le moindre contrôle et de son impuissance à intervenir avec autorité dans la vie économique du pays, les ouvriers se mirent à réaliser par force leur contrôle sur la production, interdisant l'enlèvement des matières premières, du combustible et des instruments de production.

Ce contrôle sans système, opéré conformément aux intérêts d'une entreprise quelconque et dépourvu de toute unification (*), ne donnait certes pas une solution favorable de la question, mais il liait néanmoins les mains aux entrepreneurs et mettait un frein à leur œuvre de destruction; le plus grand mérite du contrôle ouvrier est d'avoir poussé les masses ouvrières à s'intéresser à la production dans son ensemble en mettant les producteurs en face de l'appareil de direction de la production.

Les représentants des syndicats en prenant une part active dans les organes de régularisation créés par la guerre et la révolution tels que les assemblées spéciales pour le combustible, pour les métaux, etc. acquièrent au cours de leur travail la conviction que ces organes étaient loin de régulariser la production dans l'intérêt de la classe ouvrière et c'est alors qu'ils conclurent à la nécessité de la remise complète de ces organes entre les mains des organisations ouvrières.

Les perspectives de la lutte économique dans les conditions créées par la «terrible désorganisation» de l'industrie, et par l'étroite union des entrepreneurs en sociétés de fabricants et d'usiniens faisaient nettement prévoir que les méthodes de combat ordinaires telles que la grève étaient dans les circonstances présentes fatalement condamnées à l'insuccès.

Les tentatives faites pour affermir les conquêtes ouvrières au moyen de contrats collectifs rencontraient une résistance toujours croissante de la part des capitalistes, au fur et à mesure que la lutte de classes devenait plus intense.

Si dans les premiers mois qui suivirent la révolution les conflits économiques dans leur majeure partie, avaient pu se solutionner devant les

Chambres de conciliation et devant les Tribunaux d'arbitrage, qui *soivent* avaient tranché les questions litigieuses de tarif, déjà en automne 1917 la conduite des patrons disait nettement qu'ils ne désiraient plus aucun accord. Il devenait de moins en moins possible d'établir une entente entre les ouvriers et les patrons en ce qui concernait l'arbitrage suprême. De moins en moins les deux parties pouvaient arriver devant les Chambres de conciliation à un résultat pratique quelconque, surtout au sujet des questions de droit. Si dans les questions de salaires, de tarifs, les patrons consentaient à faire quelques concessions (surtout lorsqu'il s'agissait d'ouvriers qualifiés) en revanche les propositions des comités d'usines pour le renforcement des droits acquis rencontraient invariablement une résistance tenace et se heurtaient à l'intransigence obstinée des patrons organisés.

Déjà, après les journées de juillet, les journaux constatèrent un changement bien net dans la tactique des capitalistes. Le journal des métallurgistes (N° 1-2) du 17 août écrivait: «Les ouvriers dans les intérêts de l'Etat et de la Révolution font des concessions et promettent un relèvement de la production. Mais les ouvriers exigent que l'autre partie fasse aussi des sacrifices pour sauver le pays».

«La Révolution est passée de l'offensive à la défensive. Les capitalistes sont passés de la défensive à l'offensive».

Cette dernière mena à un conflit dans la tannerie. Accédant aux revendications des capitalistes le ministre du travail Skobelev rédigea une circulaire sur les Comités d'usine qui retirait à ces Comités le droit d'embaucher et de congédier. Les tentatives faites pour appliquer cette circulaire dans la tannerie, rencontrèrent une résistance acharnée de la part du syndicat des tanneurs, qui y répondit par une grève qui embrassa tout le rayon de Moscou. Dans cette grève—prélude des journées d'octobre—deux classes bien distinctes s'opposèrent l'une à l'autre; d'un côté, le groupement des patrons tanneurs, derrière lesquels se tenaient de puissants groupements capitalistes, de l'autre, le syndicat des tanneurs, à l'aide duquel étaient venus tous les syndicats ouvriers, qui assignaient en faveur des grévistes de fortes sommes prises sur le fonds syndical, faisaient des collectes et prélevaient des pourcentages sur les salaires ouvriers, allant jusqu'à donner la moitié de leurs gains journaliers.

Etant donné les conjonctures économiques qui transformaient—par rapport aux branches fondamentales de notre industrie—la grève en un non-sens; vu la conviction, désormais profondément ancrée dans les masses, que les grèves ne pouvaient que servir les intérêts des patrons, tout en étant désastreuses pour la production, dont la classe ouvrière avec ses syndicats se sentait et se déclarait la dépositaire, le processus d'exacerbation des contradictions économiques atteignit son point culminant au milieu d'octobre et poussa considérablement au renversement du gouvernement de coalition qui avait perdu toute la confiance des masses ouvrières.

(*) Le soviét central des comités d'usines et de fabriques fut incapable de remplir son rôle jusqu'au bout et son influence ne s'étendait pour ainsi dire pas au delà des limites de Pétrograd.

Le 15 octobre l'assemblée des délégués du Syndicat des métallurgistes de Moscou, adopta à l'unanimité une résolution qui, après avoir constaté l'affaissement économique, s'exprimait ainsi: «Devant le prolétariat en tant que classe, la guerre et la révolution ont posé une tâche énorme: la préservation et l'organisation des forces industrielles du pays de la catastrophe, à laquelle les capitalistes mènent consciemment le pays».

Plus loin, cette même résolution définissait ainsi le caractère de la lutte économique dans la période actuelle: «Le capital industriel, organisé en puissant syndicat, et se donnant pour but d'écraser—au moyen de la désorganisation de la production et du chômage qui en résulte—la classe ouvrière, et d'autre part la révolution, poussent les ouvriers à des grèves partielles, qui ébranlent la production».

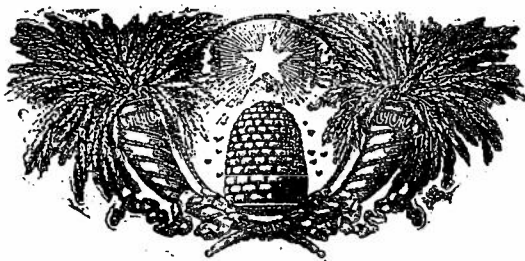
Et comme conséquence de ce qui précède: «L'Assemblée des délégués du syndicat des métallurgistes de Moscou, comme le Soviet des députés ouvriers de Moscou de s'engager dans la voie de la réorganisation ouvrière de la vie industrielle tout entière, et tout en agissant d'ac-

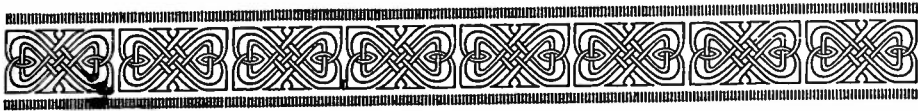
cord avec le Soviet des députés ouvriers de Pétrograd, de faire cesser immédiatement ces grèves, de mettre en demeure les patrons, de satisfaire toutes les revendications économiques des ouvriers et, en particulier, d'éditer un décret sur le contrôle des comités d'usine sur l'embauchage et le congédiement».

Nous citons cette résolution, comme une des plus caractéristiques, car les Syndicats des ouvriers du textile adoptaient en même temps une résolution analogue, ainsi qu'un bon nombre d'assemblées syndicales, tant dans la capitale qu'en province. L'Assemblée de toutes les directions de Moscou, conjointement avec le Bureau des Syndicats de Moscou et l'Assemblée suivante des délégués métallurgistes (du 22 octobre) ne fit que concrétiser et confirmer cette décision. Enfin, le Soviet des députés ouvriers de Moscou décida de donner une solution, par voie de décrets, aux revendications les plus urgentes présentées par les organisations syndicales.

M. TOMSKY

(A suivre).





CONSERVATION DE LA SANTÉ EN RUSSIE SOVIÉTISTE.

I. Conditions générales du travail du Commissariat de l'hygiène publique.

Le Commissariat de l'hygiène publique, créé par le décret du Conseil des Commissaires du peuple le 21 juillet 1918, a adressé au mois de juillet 1919 le bilan de son travail annuel.

Les conditions extérieures défavorables dans lesquelles s'accomplit le travail des Commissariats du Peuple, se répercutèrent visiblement sur l'appareil le plus sensible destiné à protéger ce que l'homme a de plus cher: sa vie et sa santé. Le lourd héritage qui nous fut légué par le régime capitaliste et par la guerre impérialiste, pesait très lourdement sur l'organisation médicale et sanitaire. Les difficultés rencontrées dans l'approvisionnement, la désorganisation économique, le blocus de la Russie des Soviets par les impérialistes, la guerre civile,—tout cela contrecarrait péniblement les mesures prises en vue de prévenir les maladies et de les guérir. Il est difficile, de mettre en œuvre des mesures sanitaires préventives quand l'alimentation insuffisante affaiblit l'organisme humain et le prédispose aux maladies; quand la population manque des objets les plus indispensables à l'accomplissement des prescriptions élémentaires de l'hygiène; ou d'organiser un traitement médical rationnel, lorsque, grâce au blocus maintenu par les «alliés» nous sommes privés des médicaments les plus indispensables, et que les difficultés dans l'approvisionnement alimentaire ne nous permettent pas d'organiser de traitement diététique.

Et néanmoins, l'état sanitaire de la Russie Soviétiste est en ce moment tout aussi bon et même bien meilleur que celui des territoires limitrophes, se trouvant sous le joug des gardes blancs «gouverneurs suprêmes» de pays abondamment approvisionnés et largement pourvus en produits de toutes sortes, en médicaments et en personnel médical. Cet été, la Russie Soviétiste n'eut presque pas de cas de choléra; tandis que dans la satrapie de Dénikine, le choléra comparable à un large torrent, fit d'importants ravages. La Russie Soviétiste vint, cet été, presque complètement à bout de l'épidémie de typhus. En Sibérie, en Oural, dans les territoires que nous libérons de Koltchak le typhus fait rage; les prisonniers de l'armée de Koltchak sont presque tous infectés de maladies épidémiques. Nous avons supportés facilement l'épidémie de grippe espagnole, bien plus facile-

ment même que l'Europe Occidentale; l'épidémie de choléra de l'année écoulée fut relativement courte, et seule l'épidémie de typhus revêtit l'hiver passé un caractère assez sérieux. Les raisons qui font que nous avons lutté avec suffisamment de succès, en dépit de conditions difficiles, contre les épidémies et les maladies, ces satellites inévitables de la boucherie impérialiste—consistent dans les méthodes nouvelles appliquées par le Pouvoir Soviétiste.

Les épidémies, de tout temps et en tout lieu, exercent surtout leurs ravages parmi les pauvres, parmi les classes laborieuses. Le Pouvoir Soviétiste est le pouvoir des travailleurs. En défendant les intérêts de la classe déshéritée il protège du même coup la santé du peuple. L'abolition de l'exploitation capitaliste donna la possibilité d'établir le règlement de la protection sanitaire du travail; elle permit de recourir aux mesures les plus efficaces pour la protection de la maternité et de l'enfance; l'abolition de la propriété mobilière et foncière permit de résoudre équitablement la question des logements; le monopole du pain eut pour résultat de permettre en premier lieu la répartition des réserves disponibles aux classes laborieuses; la nationalisation des pharmacies permit de distribuer également et économiquement les maigres réserves de médicaments, en les arrachant des mains des spéculateurs, etc. On peut dire que nul autre pouvoir dans les difficiles circonstances actuelles n'aurait pu avoir raison des obstacles incommensurables et apparemment invincibles qui existaient dans le domaine de la protection de la santé publique. Toutefois il est encore une circonstance qui facilita notre travail dans ces conditions, c'est la concentration de tout le service médical dans les mains d'un seul organe dûment autorisé: le Commissariat de l'hygiène publique. Un seul organe avait été créé qui mena la lutte selon un plan unifié avec la plus grande économie de forces et de moyens. Cet organe vint remplacer le travail désarmé et fractionné des institutions diverses, les agissements mal combinés de plusieurs organes qui s'occupaient de la santé du peuple. La science et la pratique médicale démontraient depuis longtemps la nécessité d'une pareille centralisation du travail en un seul organe compétent. Ce sujet fut surtout débattu très vivement avant la guerre dans des ouvrages spéciaux russes et internationaux. Ainsi le médecin français Mirman écrivait dès 1913 dans *l'Hygiène*: «Très souvent il arrive qu'un préfet s'intéresse à la santé pu-

blique et veuille se rendre utile. Désireux d'acquiescer l'appui du gouvernement, il doit à Paris visiter tous les Ministères et s'entretenir avec tous les chefs de service d'une dizaine d'administrations. Il faut une grande persévérance pour ne pas abandonner la route, pour ne pas jeter le manche après la cognée, tant on finit par être désespéré par toutes ces formalités. Il s'agit surtout», continue Mirman, «de la lutte contre les maladies sociales, la tuberculose et l'alcoolisme par exemple. Voyons, dans quel département ministériel peut être préparée, commencée et organisée la lutte contre la tuberculose. Elle dépend actuellement: du Ministère du Travail (logements à bon marché, assurance mutuelle, hygiène des ateliers et des magasins), du Ministère de l'Agriculture (hygiène de l'alimentation et analyse du lait), du Ministère de l'Intérieur (prescriptions sanitaires aux communes et désinfection), du Ministère de l'Instruction publique (inspection médicale des écoles). Lorsque le gouvernement sera interpellé sur les mesures qu'il compte entreprendre pour la défense de la race contre son ennemi le plus acharné,—quatre ministères devront prendre part aux débats (sans compter l'armée, la marine et les colonies); bref, par suite de la distribution des services de l'hygiène publique entre les différents ministères et administrations, il n'y a personne parmi les membres du gouvernement qui soit directement responsable de l'hygiène et de la santé publique. L'organisation d'un Ministère de l'hygiène publique mettra de l'ordre dans ce chaos et créera un système au lieu de l'arbitraire actuel».

Cette centralisation de l'œuvre médicale fut réalisée en Russie par le décret du gouvernement Soviétiste du 21 juillet 1918. Ce décret créa «le Commissariat de l'Hygiène publique» nanti de tous les droits d'un ministère indépendant et comprenant les sections suivantes: Section sanitaire-épidémiologique, Section des traitements médicaux, Section pharmaceutique, Section des fournitures médicales et générales, Section de la lutte contre les maladies sociales (maladies vénériennes, prostitution et tuberculose), Section de la protection de l'enfance (inspection sanitaire des écoles, soins spéciaux aux enfants anormaux, organisation de la culture physique, etc.). Section des services sanitaires militaires et des voies de communication, etc.

L'administration pratique de toute l'œuvre médico-sanitaire se trouve entre les mains des organisations ouvrières des Soviets de Députés Ouvriers et Députés de l'Armée Rouge. Toutes les mesures sanitaires fondamentales se réalisent avec le concours énergique des organisations ouvrières (rappelons, par exemple, les travaux connus de la Commission, travaux ayant rendus les plus inappréciables services dans la liquidation du choléra et du typhus).

Telles sont les causes fondamentales, créatrices de nouvelles conditions dans l'œuvre sanitaire et médicale et qui, en dépit des conditions extérieures particulièrement pénibles, facilitent le travail. Dans le chapitre suivant, nous donnerons un aperçu sommaire du travail du Commissariat. Ici, nous comparerons, à titre d'exemple concret, l'organisation médico-sanitaire de la ville de Moscou

d'avant la révolution d'octobre avec cette même organisation dans son état actuel, après deux années d'existence du Pouvoir Soviétiste.

	Avant la révolution d'octobre:	Etat actuel:
Nombre des lits d'hôpitaux (exclusivement à l'usage de la population civile).	près de 8.000	près de 22.000
lits sanitaires.....	100.000	1.500.000
ambulances.....	15.000	46.000
médecins sanitaires.....	20.000	34.000
adjoints de ces médecins. (il n'y en avait pas)	"	50.000
médecins inspecteurs de l'alimentation.....	près de 10.000	29.000
médecins sanitaires des écoles.....	31.000	137.000
etc.		

Il faut y ajouter les nouvelles organisations médico-sanitaires créées par le Pouvoir Soviétiste à l'usage de la population la plus pauvre; assistance gratuite à domicile (celle question fut à l'ordre du jour pendant 10 ans et avant le mois d'octobre 1917, elle se trouvait encore à l'état de discussion). Actuellement, 80 médecins et près de 160 infirmières sont occupés à cette assistance et sont répartis dans les différents quartiers de la ville; il faut aussi citer des postes de secours pour les cas urgents et dans ce but des services permanents de médecins et d'automobiles sanitaires ont été institués. Mentionnons encore la lutte récemment entreprise contre la tuberculose et la syphilis, en tant que maladies sociales; une action importante, destinée à populariser les connaissances sanitaires; une assistance gratuite et largement organisée pour les traitements dentaires (10 ambulances avec 25 fauteuils); la mise à la portée de la population de l'assistance psychiatrique (traitements au moyen de rayons); la gestion des pharmacies nationalisées ainsi que la bonne répartition de leurs produits, etc.

Et cette énumération d'exemples n'épuise pas encore tout ce qui fut nouvellement créé par le Pouvoir Soviétiste à Moscou dans le domaine de l'hygiène publique au cours d'une existence de deux années. Ce qui vient d'être mentionné, se rapporte à la quantité. Quant à la qualité,—elle a été égalisée du fait qu'on a fait disparaître l'usage qui divisait la médecine en deux classes: celle dite «de premier ordre» pour les riches et de «troisième ordre» pour les pauvres.

Les meilleurs spécialistes de Moscou reçoivent maintenant les malades dans les hôpitaux de la ville; et l'on peut affirmer qu'il n'y a pas un grand spécialiste,—docteur ou professeur,—auquel un habitant quelconque de la capitale soviétiste ne puisse s'adresser pour un conseil gratuit.

Cette aide médicale est organisée de façon semblable, mais naturellement sur une autre échelle, dans toutes les autres villes.

C'est ainsi que le Pouvoir Soviétiste sut organiser l'œuvre médico-sanitaire au cours des deux années écoulées, au milieu de conditions essentiellement défavorables.

II. Une année de travail.

Le développement du travail du Commissariat de l'Hygiène publique, son œuvre organisatrice

et la lutte menée contre les épidémies, qui se succédaient, ont été simultanés. L'été dernier, une fourme de grippe espagnole s'abattit sur toute la Russie. On envoya en divers endroits des commissions à l'effet d'étudier cette maladie encore peu connue, aussi bien que pour la combattre efficacement; toute une série de conférences scientifiques, furent organisées et des enquêtes furent menées sur place. Comme résultat de ces études, on put constater la parenté de la grippe espagnole avec l'influenza (grippe); des ouvrages spéciaux furent édités traitant de cette maladie sous une forme scientifique et populaire.

L'épidémie de grippe espagnole passa très vite et relativement bien. Beaucoup plus longue et beaucoup plus difficile fut la lutte contre l'épidémie de typhus, qui prit une grande extension surtout pendant l'hiver de 1918—1919. Il suffit de dire, que jusqu'à l'été 1919, près d'un million et demi de personnes furent atteintes de cette maladie. Cette épidémie ayant été prévue, le Commissariat de l'Hygiène publique ne fut pas pris au dépourvu. Dès l'automne de 1918, une série de consultations avec les représentants des sections locales et avec les spécialistes-bactériologues avait lieu; on esquaissa le plan de la lutte qui permit d'envoyer en province des instructions précises. On soumit à la ratification du Conseil des Commissaires du Peuple un décret sur les mesures à prendre pour la lutte contre le typhus. Des réunions scientifiques furent organisées en même temps que des expériences étaient tentées avec application d'un sérum pour prévenir et traiter le typhus. On éditait de nombreuses brochures scientifiques, des livres populaires et des feuilles concernant le typhus. L'épidémie de choléra qui s'était sensiblement propagé en été et en automne 1918 et qu'on attendait en 1919 ne prit pas cette année d'extension considérable, malgré le danger direct de contamination qui nous venait des troupes de Dénikine où sévissait le choléra. Comme mesures préventives on purifia l'eau potable (chlorification), en même temps que les vaccinations anticholériques se faisaient sur une plus vaste échelle.

Enfin, un décret sur la vaccination obligatoire fut promulgué et confirmé par le Conseil des Députés du Peuple le 10 avril 1919, comblant ainsi une lacune capitale de notre législation sanitaire. Ce décret eut pour but de prévenir une épidémie de petite vérole qui menaçait de se développer en 1918—1919; pour compléter ce décret, on élaborait des instructions pour les institutions locales, des règlements sur l'entretien des étables pour l'élevage de jeunes veaux destinés à la préparation du vaccin. On assigna près de 5 millions $\frac{1}{2}$ pour réaliser ce décret, et près de 5 millions de vaccins furent distribués contre la petite vérole.

Il était matériellement impossible, dans notre République isolée de l'Europe, de se procurer des vaccins médicaux et des sérums. Le Commissariat de l'Hygiène publique nationalisa promptement tous les instituts bactériologiques importants, aussi bien que les étables où étaient élevés les veaux destinés à la préparation du vaccin; des étables spéciales furent créées (notamment dans le gouvernement de Saratoff); on les munit de tout le nécessaire, on élargit leur travail, l'approvision-

nement de ces institutions en matériel nécessaire, fut centralisé, organisé en sorte que, lors des épidémies, le pays ne manqua ni de sérum, ni de vaccin.

Il faut surtout souligner, que toute la lutte pratique contre les épidémies se faisait sur de nouveaux principes, à savoir, sur les principes de la participation directe de toute la population et avant tout, des masses ouvrières et paysannes. Même les correspondants des journaux bourgeois, séjournant en Russie, durent reconnaître que le Pouvoir Soviétique luttait contre les épidémies d'une façon toute nouvelle, en mobilisant pour cela toute la population. Des services irremplaçables et inestimables furent rendus lors de la lutte contre les épidémies par les commissions, surnommées «commissions ouvrières», composées des représentants de Syndicats, de Comités de Fabriques et d'Usines et d'autres organisations prolétariennes et paysannes. Les Commissions Ouvrières, affectées aux sections du Commissariat de l'Hygiène publique, veillaient activement au maintien de la propreté, prenaient des mesures énergiques pour l'organisation des bains de vapeur et des buanderies à l'usage de la population, facilitaient la possibilité de se procurer de l'eau bouillante pendant l'épidémie de choléra et travaillaient à la propagande sanitaire.

Le Commissariat de l'Hygiène publique, afin de prêter un appui financier à ses collaborateurs sur les lieux — assigna aux Comités Exécutifs locaux pour la lutte contre les épidémies 292.000.000 de roubles du 1-er octobre 1918 au 1-er octobre 1919.

En vue de prévenir le développement des maladies et des épidémies — le Commissariat prenait soin de la surveillance sanitaire de l'eau, de l'air et du sol; il élaborait et appliquait des mesures en conséquence, s'occupait de questions d'hygiène alimentaire, etc. Les soins concernant les logements destinés à la population laborieuse eurent ici une importance particulière. Le Commissariat de l'Hygiène publique fit accepter par le Conseil des Députés du Peuple le décret sur l'inspection sanitaire des habitations, prépara des instructions et des règlements relatifs aux logements et organisa des cours pour la préparation d'inspecteurs de logements.

Tout le travail anti-épidémique et sanitaire, était mené parallèlement avec la propagande sanitaire la plus énergique, au sein des masses populaires; des brochures furent éditées, à Moscou et en province; des musées d'hygiène sociale et des expositions sur la conservation de la santé furent organisés. Un institut scientifique de l'Hygiène publique est en cours de préparation pour être ouvert et il sera très prochainement. On étudiera dans cet institut les questions scientifiques sanitaires d'hygiène et de lutte contre les maladies contagieuses.

Dans le domaine des traitements médicaux, le Commissariat s'occupait l'année passée, de centraliser toutes les institutions médicales disséminées jusqu'alors dans les divers Ministères et départements. Malgré toutes les conditions défavorables au développement de ce genre de traitement ce dernier fut organisé d'après un système uniforme, et en plusieurs endroits non seulement n'en souffrit pas, mais, au contraire, s'améliora et s'élar-

git; on fit beaucoup, en particulier, pour obtenir des traitements médicaux gratuits et accessibles à tous.

La lutte contre les maladies vénériennes et contre la tuberculose fut l'objet d'une attention particulière du Commissariat de l'Hygiène publique: il créa des organes spéciaux en province, ouvrit des ambulances et des hôpitaux pour les malades, intensifia la production des préparations spéciales pour le traitement de la syphilis (plus de 60 kilogrammes de 606 furent employés), accrût le nombre de sanatoriums au centre aussi bien qu'en province pour combattre la tuberculose, organisa dans plusieurs endroits des ambulances (dispensaires) et prêta une attention particulière à la tuberculose infantile. Mais le point capital fut l'entreprise sur une vaste échelle de l'œuvre de propagande sanitaire, qui donna la possibilité d'établir un lien vivant avec les organisations ouvrières, ce qui est d'une très grande importance dans la lutte contre les maladies sociales. Dénikine nous coupa des principales villes d'eau du Sud; toutes les autres villes d'eau, Lipetz, Staraja-Roussa, Eltone, Sergievsk, etc. furent largement fréquentées par les travailleurs. Là, où auparavant les bourgeois se soignaient contre l'obésité et contre les conséquences de la débauche, là où ils brûlaient leur vie par les deux bouts — les ouvriers et les paysans de la Russie Soviétiste, trouvent maintenant refuge et soulagement.

On sait que la Russie recevait tous ses médicaments de l'étranger (surtout d'Allemagne). Nous n'avions presque pas d'industrie pharmaceutique. On comprend, aisément, dans quelle situation catastrophique la Russie Soviétiste fut mise par le blocus impérialiste. Le Commissariat de l'Hygiène publique nationalisa complètement l'industrie et le commerce pharmaceutiques et sauva grâce à cette mesure les provisions pharmaceutiques du pillage et de la spéculation. En collaboration avec le Conseil Supérieur de l'Economie nationale, on organisa rapidement de nouvelles fabriques, où la production des médicaments fut intensifiée. Les remèdes furent réquisitionnés par dizaines et par centaines de kilogrammes chez les spéculateurs. Le dépôt central du Commissariat de l'Hygiène publique envoya en province, rien que pour la population civile, au cours de 10 mois (septembre 1918—juin 1919), pour 24 millions $\frac{1}{2}$ de médicaments, pour 9 millions de matériel de pansement, pour 1 million $\frac{1}{2}$ d'instruments chirurgicaux, presque pour 1 million de toutes sortes de matériel pour traitement des malades, pour 1 million $\frac{1}{2}$ de vaccins et de sérums, pour 300.000 roubles d'appareils de Roentgen, etc. Et chaque mois, la livraison des fournitures s'accroît.

Le service sanitaire militaire dans cette guerre, à la différence des autres, fut organisé sur de nouvelles bases. Le pouvoir d'Etat ayant adopté pour principe la création d'une médecine organisée sur un plan uniforme, devait logiquement inclure le service sanitaire militaire dans l'organisation générale du Commissariat de l'Hygiène publique, en retirant les services sanitaires militaires du ressort immédiat et exclusif des organes de l'Administration Militaire, comme il en avait été jusque-là. Par une telle organisation, une di-

rection uniforme de toute l'œuvre médico-sanitaire de la République est assurée par le Commissariat de l'Hygiène publique. Un front sanitaire unique se crée dans le pays, ce qui est indispensable surtout pour l'accomplissement systématique des mesures anti-épidémiques.

Une pareille structure donna la possibilité de sauver l'armée des ravages de maladies épidémiques qui régnaient dans le pays (le typhus de famine, le typhus abdominal, le typhus récurrent, la petite vérole, la dissenterie, le choléra et autres maladies) et cela malgré les conditions générales extrêmement difficiles de la période transitoire que nous traversons. Il y eut dans l'armée 20 à 30 cas de choléra, les cas de typhus de famine atteignirent avant l'automne, un maximum de 4 à 5% dans toute l'armée, les cas de dissenterie 0,01 pour cent, de typhus récurrent près de $\frac{1}{2}$ %. Le service de santé militaire, se trouva en état de préparer un grand nombre de lits de malades, bien pourvus matériellement dont le pourcentage par rapport aux effectifs de l'armée rouge est de 1 pour 7. Tous les points d'évacuation possédant plus de 2.000 lits de malades, disposent d'hôpitaux où de sections pour les différents genres d'assistance spéciale. Le principe de l'utilisation des médecins selon leur spécialité, se réalise de jour en jour.

Tous les points d'évacuation sont pourvus de laboratoires chimico-bactériologiques. Presque tous ils disposent d'un cabinet pour traitement par rayons Roentgen.

Les mesures sanitaires-hygiéniques générales sont appliquées d'une façon régulière.

La campagne de vaccination pour la préservation du choléra et du typhus, égale, sous le rapport du pourcentage, les résultats de la campagne 1914—1917.

Pour le traitement des soldats atteints de maladies vénériennes, il y a 11 hôpitaux spéciaux avec 4630 places; de plus, dans 49 hôpitaux, des sections pour ces malades sont installées; un traitement d'ambulance a été créé pour les vénériens et la Première Ambulance modèle du Département militaire pour le traitement des maladies cutanées et vénériennes a été ouverte. Afin de lutter contre la propagation des maladies vénériennes, une campagne active est menée, au moyen de projections lumineuses, pour faire connaître la nature et les dangers de ces maladies.

Pour la première fois, l'assistance dentaire est largement organisée dans l'armée. Il a été ouvert dans les circonscriptions militaires 68 ambulances pour le traitement dentaire et 62 sur le front. De plus des ateliers spéciaux sont créés pour la préparation des rateliers. La centralisation de toute l'œuvre médico-sanitaire dans un seul commissariat spécial et autonome, permet d'organiser rationnellement le travail du traitement médical et le travail sanitaire dans l'armée sans porter un préjudice tant soit peu considérable aux intérêts de la population civile. Ce principe fut si largement réalisé, que même pendant la mobilisation du personnel médical, les intérêts de la population civile furent attentivement observés et les travailleurs indispensables du corps médical furent exemptés du service à l'armée. Près de 25% des

médecins furent ainsi libérés dans les cas où on les reconnaissait indispensables.

Le nombre de médecins mobilisés et envoyés au front donne un médecin sur 300 ou 400 soldats de l'armée rouge.

L'œuvre de propagande sanitaire est l'objet d'une attention particulière. Dans tous les organes d'administration militaire sanitaire ont été introduites des sections ou des personnes, chargées de l'éducation sanitaire des corps de troupes. On distribue une grande quantité de littérature de propagande sanitaire, on organise des cours, des conférences populaires, ainsi que des expositions sanitaires et hygiéniques mobiles et permanentes. On procède sur une large échelle, à la préparation du personnel médical subalterne et secondaire, principalement des sœurs de charité et des infirmières rouges.

La conservation de la santé des enfants n'occupe nulle part une place plus prépondérante que dans la Russie Soviétiste. Non seulement les médecins mais toute la population est conviée à cette œuvre. Un Conseil de la Conservation de la santé des enfants fut créé au mois de novembre 1917. Il fut composé de médecins du Commissariat de l'Hygiène publique et de représentants des organisations prolétariennes (des syndicats, des Comités de Fabriques et d'Usines), de l'Union de la Jeunesse Communiste et des représentants des masses laborieuses.

L'intérêt pour la conservation de la santé des enfants se renforça beaucoup parmi les médecins et pédagogues, grâce aux deux congrès Panrusse de l'hygiène sanitaire des écoles (au mois de mars et au mois d'août). Partout, — non seulement au centre, mais aussi dans les villes provinciales, — s'ouvrirent des sous-sections pour la conservation de la santé infantile, sous-sections rattachées aux sections de l'hygiène publique de gouvernements et en majeure partie aux sections de district.

Le travail de la conservation de la santé infantile, se divise en trois branches principales: 1^o inspection sanitaire dans toutes les institutions enfantines, dans les écoles, dans les garderies, dans les écoles maternelles, dans les crèches, etc.; 2^o culture physique; 3^o classification des enfants d'après l'état de leur santé et leur répartition parmi les institutions médico-pédagogiques (les écoles forestières et les écoles auxiliaires, les colonies pour les enfants moralement défectueux, etc.).

Afin que toutes les tâches concernant la conservation de la santé des enfants, tâches que se pose la République Soviétiste, soient accomplies d'après un plan défini, on organisa au centre, près de la Section, douze institutions modèles médico-pédagogiques servant à faire connaître en province l'élaboration scientifique et pratique des questions et des mesures sur la conservation de la santé infantile. En octobre 1918, un institut de culture physique avec écoles expérimentales (urbaines et suburbaines) fut ouvert pour les enfants physiquement et moralement bien portants. Cet institut est un laboratoire du travail de l'enfance et d'exercices physiques (sport et gymnastique) et en même temps un instructeur de l'éducation ouvrière socialiste des jeunes générations. Toutes les expériences sur les écoliers

sont faites auprès de cet institut où s'élabore pratiquement les processus du travail dans l'école unique du travail de la Russie Soviétiste. Des cours d'instructeurs d'éducation physique y sont aussi donnés.

Les ambulances (des écoles) infantiles sont des organes d'enquêtes sur les enfants ainsi que des organes de traitement. Ces ambulances classent les enfants dont l'état nécessite un traitement et un allègement du programme d'éducation: a) les enfants malades sont placés dans des hôpitaux et dans des écoles-sanatoriums; b) les enfants faibles et tuberculeux sont dirigés sur des écoles en plein air (écoles forestières, écoles de steppes); c) une autre partie est envoyée dans des écoles auxiliaires et dans des colonies médico-éducatrices. Là, où il y a suffisamment d'éléments les soins dentaires sont donnés dans des ambulances spéciales pour enfants. Dans une ambulance spéciale, les enfants tuberculeux sont examinés par un groupe de médecins (groupe de la lutte contre la tuberculose. Dispensaires). On y étudie la vie de famille de l'enfant prolétarien en même temps qu'on lui donne les soins qu'il nécessite en alimentation (des clubs-réfectoires sont installés à cet effet), en vêtements, en chaussures, en médicaments, huile de foie de morue, etc.

La Section de la Conservation de la santé de l'enfance prend pour principe immuable de son action qu'aucun enfant tombé malade ne doit rester sans recevoir une direction pédagogique dans une institution correspondante médico-pédagogique. Toutes les institutions destinées à la lutte contre la déféctuosité physique (surdité, cécité), intellectuelle et morale, sont réunies autour d'un centre général — l'Institut de l'Enfant débile et retardataire. Cet institut possède une section d'observation expérimentale et 5 autres institutions, à savoir: une école auxiliaire pour les légers degrés de déféctuosité intellectuelle, une école-hôpital pour les degrés profonds de déféctuosité intellectuelle, une école-sanatorium pour les enfants psychiquement malades et les enfants névrosés, une colonie médicale et d'éducation et un institut de sourds-muets. Des médecins et des pédagogues spécialistes enseignent dans ces institutions aux futurs pédagogues l'éducation des enfants anormaux.

Pour la première fois dans le monde entier et uniquement dans la Russie Soviétiste, il fut décrété dès le début de 1918, que les enfants âgés de moins de 18 ans ayant transgressé la loi, ne peuvent être reconnus criminels, bien que pouvant être socialement dangereux et même nuisibles à la société. Ces enfants sont les tristes victimes des conditions anormales d'autrefois, de la société bourgeoise et n'ont besoin que d'une rééducation. Les délits de ces délinquants-mineurs ne peuvent être jugés par des juges ordinaires, et ne doivent être soumis — exclusivement — qu'à la Commission pour les délinquants-mineurs avec la participation obligatoire d'un médecin psychiatre et d'un pédagogue, ayant les mêmes droits que les représentants de la justice. De pareilles Commissions avec un personnel d'éducateurs-inspecteurs à domicile sont actuellement créées partout, tant dans les villes de gouvernements que dans les villes de districts. Des points de distribution

et d'évacuation sont placés auprès de ces Commissions. Les enfants-délinquants sont de ces points rendus à leurs parents ou envoyés dans des colonies médicales et d'éducation. En général, comme toutes les autres institutions médico-pédagogiques les établissements pour les enfants débiles et retardataires sont ouverts dans les villes de gouvernements et dans les villes de districts.

Actuellement sont ouvertes dans beaucoup de villes de gouvernements: des ambulances infantiles (des écoles), des écoles auxiliaires et des colonies pour les enfants moralement défectueux. Les écoles forestières et les écoles-sanatoriums se rencontrent plus rarement. L'ambulance infantile (des écoles) représente le type de l'institution médico-pédagogique le plus répandu dans les villes de district.

De quelle façon peut-on réaliser la conservation de la santé des enfants dans la période de crise alimentaire que traverse la Russie en ce moment? La Section de la Conservation de la Santé infantile attachée au Commissariat de l'Hygiène publique, porta dès son origine, la plus sérieuse attention à la solution de cette question. Au commencement de l'année 1918, le premier convoi des enfants de Pétrograd était dirigé, par les soins de cette section sur des colonies. La Section partit de ce principe que dans les conditions urbaines, il fallait avant tout assurer la nourriture de l'enfant, et le placer ensuite dans des conditions hygiéniques. Trois commissariats ont été appelés à collaborer à cette grande tâche par le pouvoir Soviétique, ce sont: le Commissariat de l'Instruction Publique, le Commissariat de l'Approvisionnement et le Commissariat de l'Hygiène publique (organisation des réfectoires diététiques pour les enfants malades et en convalescence après maladies graves). Le Conseil des Commissaires du Peuple institua l'alimentation infantile gratuite par son décret du 17 mai

1919. L'alimentation gratuite des enfants au-dessous de 16 ans est en vigueur dans les deux capitales et dans les rayons industriels des gouvernements non producteurs. Ce décret donna naissance à la répartition socialiste des produits entre les enfants. Mais sans attendre ce décret, la Section de la Conservation de la Santé de l'enfance avait reçu 60.000.000 de roubles en 1919 pour l'alimentation gratuite des enfants.

Au mois de novembre 1919 la Section obtint à cet effet, le prélèvement d'un impôt spécial.

Si l'on donne un coup d'œil rétrospectif sur ce qui avant la Révolution avait été fait en Russie pour la conservation de la santé de l'enfance, on peut dire que tout se résumait à rien ou presque rien. Le budget de l'Etat ne possédait même pas de paragraphe spécial. Après la Révolution, le jeune pays socialiste se mit avec énergie à organiser cette action nouvelle. Au cours de deux années, au centre aussi bien qu'en province, on reconnut la nécessité de la conservation la plus minutieuse de la santé des enfants. Ce résultat fut atteint en dépit des conditions difficiles créées par la désorganisation économique. La santé de l'enfance doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes—voilà le principe de la Russie Soviétique, et il n'est pas moins cher aux ouvriers qu'aux paysans. L'Etat Ouvrier et Paysan porte au plus haut degré la conservation de la santé de l'enfance, se rendant compte parfaitement que les jeunes communistes—sont le gage de la future Russie Socialiste—et que seule, une génération saine de corps et d'esprit peut préserver les conquêtes de la Grande Révolution Socialiste de Russie et amener le pays à une complète réalisation du régime communiste.

N. SEMACHKO.





L'ASSURANCE SOCIALE EN RUSSIE SOVIÉTISTE.

Les origines de la prévoyance sociale remontent à la naissance du régime capitaliste.

Dans la société capitaliste l'ouvrier ne possède qu'une propriété: sa force physique, sa capacité de travail. Il suffit qu'il la perde, pour cause de maladie, de vieillesse, d'incapacité de travail ou à la suite d'un accident, pour qu'il se trouve, tout à coup, sans moyens d'existence, la proie de la misère.

C'est pour cette raison que toutes les organisations ouvrières ont cherché, dès les débuts du régime capitaliste, à assurer, de diverses façons, à leurs membres sans travail, les moyens de subvenir à leurs besoins.

Deux sortes d'organisation, les unes françaises, les autres anglaises furent créées, à cet effet, à la fin du XVIII^e siècle: les «sociétés d'amis», en Grande-Bretagne, et les «sociétés de secours mutuels» en France; les unes et les autres aidaient leurs membres malades, sans travail ou trop vieux pour gagner leur vie et distribuaient des subsides aux familles ayant perdu leurs chefs.

Plus tard, quand les syndicats commencèrent à fonctionner, ils prirent la place des sociétés susmentionnées et distribuèrent les secours nécessaires aux ouvriers sans travail ou victimes d'accidents. Cependant, ni les deux sortes d'organisations que nous avons mentionnées, ni les syndicats ne pouvaient accomplir la grande tâche qui était de secourir toute la classe ouvrière, de venir en aide à tous les travailleurs toutes les fois qu'ils se trouvaient sans travail ou incapables de travailler.

Dans toute leur activité, les syndicats et les sociétés de secours mutuels ne se montraient, d'ailleurs utiles que pour les éléments le mieux rétribués de la classe ouvrière, en laissant de côté le gros de la masse ouvrière.

En outre, les fonds que possédaient les syndicats ne se composaient que de petits versements mensuels ou annuels des ouvriers à la caisse de ces associations et étaient naturellement tout-à-fait insuffisants pour assurer des secours efficaces aux ouvriers incapables de travailler ou aux familles ayant perdu leurs chefs.

Les conditions du travail dans la société capitaliste, dont l'avidité insatiable tend à exploiter le plus possible les masses ouvrières, ne sont que trop connues, et déterminent parmi les travailleurs une morbidité extraordinaire, une mortalité très forte et de nombreux accidents qui ôtent à leurs victimes toute capacité de travail.

Il est vrai que nombre de gouvernements, qui sont, dans les pays capitalistes, serviteurs fidèles des classes riches, ont été forcés, sous la pres-

sion des ouvriers, à introduire dans leurs états l'assurance contre les accidents de travail; mais cette mesure n'a été qu'un palliatif sans importance.

En Russie, tout particulièrement, l'assurance contre les accidents de travail fut toujours déplorablement organisée. Les deux lois s'y rapportant, celle du gouvernement impérial et celle du gouvernement provisoire républicain, édictées en 1912 et 1917, n'en accordaient le bénéfice qu'à une partie insignifiante de la population ouvrière et presque exclusivement à celle des grandes fabriques et usines. En effet, en 1912 les trois cinquièmes de tous les versements mensuels et annuels faits pour les besoins de l'assurance contre les accidents de travail provenaient des ouvriers des grandes entreprises industrielles; en 1917 ces ouvriers en donnèrent la moitié. Les commis, les employés, les travailleurs du transport et de l'agriculture ne tiraient aucun profit de l'assurance contre les accidents de travail. Encore, n'accordait-on de subventions pécuniaires que dans les cas d'accidents graves et de maladie. Ni l'incapacité au travail, ni la vieillesse, ni le chômage ne donnaient à l'ouvrier le droit de solliciter un secours quelconque.

L'assistance publique se trouvait aussi, avant la révolution d'octobre, dans un état peu satisfaisant. Sous le régime tsariste, la distribution des secours aux pauvres se faisait par l'organe des institutions de bienfaisance qui dépendaient de l'ex-impératrice Marie Féodorovna, de la «société philanthropique» et d'autres organisations, dont les efforts unis étaient impuissants à apporter un soulagement appréciable aux millions de misérables qui crevaient de faim.

Après la révolution d'octobre, le gouvernement des ouvriers et des paysans se trouva devant un problème colossal, celui de l'organisation dans le pays de la prévoyance sociale. Il était absolument nécessaire de le résoudre et de réaliser la prévoyance sociale sur une large échelle. Mais il fallait à cet effet détruire toute l'assistance publique du bon vieux temps et la remplacer par une institution socialiste qui assurerait les secours nécessaires à toute la population pauvre ou inapte au travail.

On déclara, pour commencer que la prévoyance sociale n'avait rien à démêler ni avec la bienfaisance ni avec l'aumône; l'assurance sociale était accordée, de droit, à tout travailleur devenu inapte au travail, ou tombé dans la misère. On entreprit ensuite une lutte acharnée contre les parasites et les fainéants si nombreux sous l'ancien régime bourgeois et l'on proclama, comme

une loi inviolable, que seuls les citoyens incapables de travailler ou dépourvus de moyens d'existence pouvaient jouir de l'assurance sociale. Tout homme valide devait travailler. Tout homme à qui sa situation donnait de l'aisance, ne pouvait réclamer les bienfaits de l'assurance sociale. Les anciens dons, qui avaient presque toujours le caractère d'une aumône, la bienfaisance et la philanthropie du régime impériale, cédèrent la place à une assistance sociale rationnelle: il faut guérir les mutilés, les munir de prothèses, leur apprendre un nouveau métier pour qu'ils puissent travailler à nouveau, sans être un fardeau pour l'Etat; les malades pauvres sont à soigner dans les hôpitaux, les sanatoriums, etc. Les invalides infirmes sont à envoyer aux asiles spéciaux, les enfants abandonnés sont à mettre aux crèches ou à la maternité où ils auront tous les soins nécessaires, où ils seront élevés et instruits; les citoyens devenus incapables de travailler ou privés de moyens d'existence doivent recevoir des pensions viagères, etc.

Se basant sur tous ces principes, le gouvernement des ouvriers et des paysans entreprit une œuvre de prévoyance sociale des plus larges.

L'assurance sociale pour les travailleurs et leurs familles.

Le gouvernement des ouvriers et des paysans fit décréter que tous les travailleurs avaient droit à l'assurance sociale. Tous les citoyens qui travaillent sans exploiter le travail d'autrui peuvent en bénéficier. Elle s'étend à tous les travailleurs, indépendamment du genre des entreprises ou des institutions où ils sont occupés (gouvernementales, nationalisées, publiques ou privées) et des conditions de leur travail. Les membres de la famille d'un travailleur occupés aux travaux domestiques jouissent également de l'assurance sociale. Ils sont considérés comme ouvriers domestiques.

Un nouveau décret accorde l'assurance sociale à tous les citoyens qui ont perdu leurs moyens d'existence par suite d'une incapacité provisoire au travail, de grossesse ou d'accouchement; l'assurance sociale s'étend aussi à tous les cas d'incapacité de travail permanente, déterminée par les causes susmentionnées, la vieillesse en plus. De même, la prévoyance sociale est accordée à tous ceux qui se trouvent sans moyens d'existence par suite de la perte de leur travail ou de leur emploi, à condition toutefois que ce ne soit pas de leur faute.

Le nouveau décret accorde le bénéfice de l'assurance sociale dans tous les cas où le travailleur perd sa capacité de travail: maladie, accident, infirmité, vieillesse, accouchement et chômage.

En outre, la nouvelle loi relative à l'assurance sociale charge les organes exécutifs de cette institution de prendre des mesures préventives en vue de cas de maladie, d'accident de travail, d'infirmité; autrement dit, elle les charge de la protection du travail.

En vertu de ce décret, tout homme ou femme qui travaille a le droit de réclamer à l'Etat les

secours médicaux dont il a besoin; soit secours urgents, sur place, en cas d'une maladie subite, soit secours réguliers, dans divers cas prévus: secours de grossesse et d'accouchement, traitement à l'hôpital, à domicile ou dans un sanatorium et même envoi dans une ville d'eaux; le décret accorde aussi à tous les travailleurs le droit de réclamer les soins médicaux et les médicaments qui leur sont nécessaires, une alimentation spéciale ou plus riche et, enfin, tous les moyens auxiliaires qui peuvent assurer le succès du traitement ou soulager les conséquences inévitables d'une maladie ou d'une infirmité (lunettes, béquilles, prothèses, etc.).

Les secours médicaux sont distribués pendant toute la durée de la maladie.

Outre le traitement gratuit, tout travailleur ayant perdu son salaire, en totalité ou en partie, pour cause de chômage ou d'incapacité de travail, peut toucher une subvention ou une pension. Si un travailleur devenu incapable de travailler ou privé de travail conserve une partie de son salaire, s'il possède quelques autres ressources, leur montant total est déduit de la somme de la subvention ou de la pension qui lui est accordée. Il n'est ainsi que les travailleurs incapables ou incontestablement pauvres qui tombent sous le coup du décret relatif à la prévoyance sociale.

Les subventions ou pensions accordées aux travailleurs n'ayant perdu que provisoirement leur capacité au travail ou souffrant d'une infirmité curable, leur sont payées jusqu'au jour où leur santé se sera trouvée rétablie; la somme de la subvention ou de la pension payée correspond exactement au salaire normal de l'intéressé.

Les femmes enceintes ou accouchées bénéficient des allocations et des pensions susmentionnées pendant huit semaines avant et huit semaines après les couches, si elles s'occupent d'un travail physique, et pendant six semaines dans tous les autres cas.

Les mères qui allaitent leurs enfants touchent, à partir du jour où elles cessent de percevoir l'allocation ou la pension qu'elles recevaient à titre de femmes accouchées, un quart de l'allocation ou de la pension première et ce quart leur est payé jusqu'à la fin du neuvième mois après les couches.

En cas de chômage une allocation équivalente au gain minimum de la région, est payée jusqu'au jour où l'intéressé reprend le travail.

Des pensions viagères sont accordées dans le cas d'une incapacité au travail permanente, déterminée par un accident de travail, par une maladie ou par la vieillesse. Si l'incapacité au travail dépasse 60%, le travailleur jouit d'une pension complète, représentant 95 salaires quotidiens de la région qu'habite l'intéressé. Si l'incapacité au travail varie entre 45 et 60 pour cent, le travailleur touche $\frac{3}{4}$ de la pension réglementaire, si elle est de 30 à 50 pour cent — il bénéficie d'une moitié de cette pension et, enfin, il en touche $\frac{1}{2}$, si l'incapacité au travail est de 15 à 30 pour cent. Une incapacité au travail de 15%, n'entraîne pas de pension viagère.

Les pensions sont allouées pendant toute la durée de l'incapacité au travail. Si un change-

ment quelconque vient modifier l'inaptitude au travail, la pension peut être, selon les cas, réduite ou augmentée, et dans ce but les invalides sont soumis, de temps à autre, à des examens médicaux. La pension peut être aussi plus ou moins réduite lors d'une modification dans la situation matérielle de l'invalidé, soit que son salaire augmente, soit qu'il se procure d'autres ressources ou moyens d'existence.

Les invalides ont le droit en faisant abandon de leurs pensions d'entrer dans des asiles spéciaux qui leur servent non seulement de domicile, mais aussi de refuge, où ils peuvent apprendre un métier approprié ou relever leur capacité au travail.

Par un décret spécial, le gouvernement ouvrier et paysan a prescrit des soins particuliers à l'égard des familles ayant perdu leurs chefs.

Aux termes de ce décret, les conditions suivantes sont indispensables pour qu'une famille ayant perdu son chef puisse bénéficier d'une pension: la famille n'avait pas d'autres moyens d'existence que ceux que lui procurait le défunt; ce dernier n'exploitait pas le travail d'autrui; tous les membres de la famille sollicitateurs de la pension sont incapables au travail. Le montant des pensions à accorder dans ce cas sont les suivantes: pour une famille ne comptant qu'une seule personne, la pension est de 60 pour cent du salaire minimum de la région; pour une famille de deux personnes elle s'élève à 75 pour cent du salaire local et pour une famille de trois personnes et plus elle atteint 100 pour cent. On déduit du montant de la pension les recettes, les allocations et le salaire, ainsi que les frais des secours naturels accordés à l'intéressé.

L'assurance sociale pour les soldats de l'ancienne armée, de l'armée rouge et leurs familles.

Le gouvernement du tsar et celui de Kérénsky, en gratifiant les généraux et officiers de pensions scandaleuses, jetaient, comme à des mendiants, des aumônes insignifiantes et dérisoires aux soldats mutilés et à leurs familles. Au cours des deux périodes, du régime impérial et du gouvernement conciliateur de Kérénsky, tout invalide ayant complètement perdu sa capacité au travail, ne recevait que 216 roubles par an et pour un soldat mort à l'ennemi la famille ne touchait annuellement que 48 roubles. Le gouvernement ouvrier et paysan porta dès la révolution d'octobre, le montant de la pension d'un invalide à 1.125 roubles par an; en janvier 1919 cette pension fut portée à 3.000 roubles et, en octobre de la même année elle fut mise au même niveau que les pensions des invalides de l'ancienne armée et des soldats de l'armée rouge.

Les pensions annuelles accordées aux familles des soldats tués avaient subi elles aussi, une augmentation correspondante. Ces pensions furent portées, en janvier 1919, à 1.500 roubles pour une veuve sans enfants, à 2.000 roubles pour une veuve avec un ou deux enfants et à 2.250 roubles pour une veuve avec trois enfants et plus; enfin en octobre 1919, toutes ces pensions devinrent égales à celles des femmes et familles des soldats tués à l'armée rouge.

Le décret relatif aux pensions susceptibles d'être accordées aux soldats de l'armée et à leurs familles fut publié le 7 août 1918. Ces pensions annuelles étaient: 3.000 roubles pour un soldat frappé d'infirmité absolue et incapable au travail, 2.100 roubles si l'incapacité au travail ou l'infirmité étaient de 70 à 100 pour cent, 1.200 roubles si elles variaient entre 40 et 70 pour cent et 450 roubles si elles étaient de 15 à 40 pour cent. Le 28 avril 1919, ces pensions furent rendues égales à celles dont jouissent les invalides du travail, à savoir: une pension complète, représentant le salaire minimum de la région qu'habite le titulaire, est donnée aux invalides ayant perdu 60 pour cent de leur capacité au travail, et, respectivement sont donnés, $\frac{3}{4}$, $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{3}$ de la pension complète aux soldats dont l'incapacité au travail est de 45 à 60, de 30 à 45 et de 15 à 30 pour cent.

Les familles des soldats rouges morts ou disparus touchent respectivement des pensions de 60, de 75 et de 100 pour cent du salaire moyen de la région qu'habitent les familles intéressées, si elles comptent un, deux ou trois membres ou plus.

Le gouvernement ouvrier et paysan a pris des mesures spéciales pour l'assurance sociale des familles de soldats rouges dirigés sur le front. Un décret publié le 28 décembre 1918 stipulait que les membres incapables au travail d'une famille dont le soldat rouge était l'unique soutien et qui du fait de sa mobilisation se trouvaient dépourvus de moyens d'existence, avaient à toucher, à dater de ce jour, 100 roubles par mois pour le chef de famille et 60 roubles pour les autres membres, à condition, toutefois, que le total de la subvention accordée à chaque famille ne dépasse pas 300 roubles par mois. Le 27 mai 1919, ces subventions furent doublées et le 11 septembre de l'année passée elles subirent, conformément aux régions géographiques, une hausse nouvelle de 8% (provinces d'Oufa et de Samara) à 50% (Pétrograd).

Voici une table de ces tarifs régionaux:

Régions	Nombre des membres de la famille				
	1	2	3	4	5 et plus
1	450	600	900	1200	1500
2	360	480	720	900	1200
3	300	400	600	800	1000
4	270	360	540	720	900
5	240	320	480	640	800
6	230	280	420	560	700
7	220	260	390	520	650

Au 1-er décembre 1919, le total des membres des familles de soldats rouges qui touchaient des subventions étaient de 6.383.810.

Le gouvernement a dépensé, pour faire face à ces subventions, 1 milliard 300 millions de roubles, au cours du premier semestre de 1919, et environ 3 milliards et demi pendant le second. Outre les subventions en argent, les familles des soldats rouges ont des logements gratuits et une carte de ravitaillement supplémentaire dite carte «de l'étoile rouge»; ces familles ne payent pas les impôts directs, sauf l'impôt dit naturel; elles ne peuvent être expulsées, en aucun cas, de leurs logements, elles gardent en leur possession les

lots de terrain qu'elles cultivent et touchent les avances nécessaires pour le maintien de leurs fermes et particulièrement pour l'achat de grains, d'animaux domestiques et outils divers.

L'Assurance sociale pour les victimes de la contre-révolution.

Les émeutes de gardes blancs et la guerre civile ont contraint le gouvernement ouvrier et paysan à prendre une série de mesures tendant à assurer l'existence matérielle des victimes de la contre-révolution. Le 3 septembre 1918, une ordonnance gouvernementale fut publiée stipulant les secours à porter aux victimes de la contre-révolution. Aux termes de cette ordonnance, le commissariat de l'assurance sociale fut appelé à fournir des logements, des vivres, des vêtements, des secours médicaux et du travail aux travailleurs des villes et de campagnes et à leurs familles éprouvés par les excès de la contre-révolution; le commissariat avait aussi à aider les citoyens inaptes au travail et se trouvant, de ce fait, dans une misère permanente, à donner des soins aux malades, aux blessés, aux invalides et aux familles ayant perdu leurs chefs et privés de la sorte de tous moyens d'existence; et à restaurer les biens et les entreprises, saccagés et désorganisés de la population laborieuse des villes et des campagnes.

Le commissariat de l'assurance sociale a réaligné, en effet, un travail hors ligne. Il a créé, auprès de ses sections régionales, de nombreuses commissions, dont le but était de fixer les proportions, plus ou moins précises, des pertes et dégâts subis par les victimes de la contre-révolution et des secours, dont elles avaient besoin. Pour y faire face, le commissariat de prévoyance sociale alloua successivement des sommes très importantes qu'il distribua, par l'intermédiaire de ses organes exécutifs, aux victimes et aux personnes ruinées. C'est ainsi que le commissariat a fait parvenir, en temps divers, 1.250.000 roubles à la population de la province d'Arkhangelsk, 1.350.000 roubles à celle de la région de la Dvina du Nord, 1.000.000 de roubles aux habitants de la province de Vitebsk, 1.500.000 — de Voronège, 7.350.000 — de Viatka, 4.200.000 — de Gomel, 3.325.000 — de Koursk, 2.800.000 — de Kazan, 4.850.000 — de Moscou, 10.200.000 — de Minsk, 1.900.000 — d'Orel, 2.700.000 — d'Orenbourg, 3.650.000 — de Pétrograd, 10.270.000 — de Samara, 5.000.000 de Simbirsk, 3.157.000 — de Tamboff, 10.000.000 — de l'Ukraine, 2.200.000 — d'Oufa, 5.600.000 — de la région de l'Oural, etc. En tout, plus de 50.000.000 roubles furent envoyés, à titres de subventions, pendant le second semestre de 1918. En outre, 6.000 personnes ont reçu des dons en étoffes et en articles de bonneterie. Le total des personnes victimes des excès de la contre-révolution qui sollicitèrent des secours de l'Etat était de 600.000. Pendant le premier semestre de 1919, les émeutes de gardes blancs ayant diminué en nombre et en intensité tandis que nos troupes s'avançaient de plus en plus vers l'Est et le Sud, le chiffre des victimes de la contre-révolution tomba et le bilan des subventions accor-

dées se trouva réduit à 35.000.000 de roubles. Mais dès le printemps suivant, les secours à porter aux victimes de la contre-révolution subirent une augmentation nouvelle: c'était d'une part l'offensive de Dénikine et de Koltchak, qui détermina de nouveaux flots de réfugiés, et de l'autre, les terribles dévastations causées par les bandes de ces généraux blancs dans les régions libérées de leur joug. En fin de 1919, le second semestre accusait à nouveau une somme de 500.000.000 de roubles alloués aux victimes de la contre-révolution.

Dans les autres genres de l'assurance sociale, il faut encore noter la protection de la maternité et de l'enfant, la protection de l'enfance et les secours aux invalides, sous forme de prothèses et d'enseignement professionnel, etc.

Protection de la maternité et de l'enfant.

Il a été créé toute une série d'institutions spéciales en vue de la protection de la maternité et de l'enfant. Ce sont: «La Maison de la Mère et de l'Enfant» où la mère est admise un mois avant les couches. Un jour ou deux avant l'accouchement, la mère est envoyée dans un établissement spécial, pour revenir neuf jours après à la «Maison de la Mère et de l'Enfant» où elle séjourne encore trois mois après ses couches. Cette «Maison» a pour but: 1) d'assurer le repos nécessaire à la femme avant et après ses couches; 2) la propagande de l'idée de la protection de la maternité et de l'enfant; 3) l'enseignement à la mère des soins, dont a besoin le nouveau-né; 4) le développement régulier des orphelins allaités artificiellement.

A l'âge de trois mois, l'enfant, accompagné de sa mère, quitte cette institution et peut être admis à la «Deuxième Maison de la Mère et de l'Enfant» qui reçoit les mères et leurs nouveaux-nés âgés de trois à douze mois. La mère, installée à la «Maison», peut vaquer à ses affaires habituelles, alors que son enfant y est soigné rationnellement sous la surveillance d'un médecin. La mère peut aussi porter son enfant à deux sortes de crèches, recevant, les unes, des pupilles, dont l'âge ne dépasse pas douze mois, et les autres admettant des enfants âgés d'un an à trois ans. Les enfants y sont soignés pendant toute la journée par un personnel médical spécial et nourris conformément à toutes les exigences de leur organisme. La ville de Moscou possède actuellement trois «Maisons de la Mère et de l'Enfant» et 30 crèches. L'on compte en province 13 «Maisons de la Mère et de l'Enfant» et une centaine de crèches.

A l'âge de trois ans, les enfants sont confiés aux soins de la section, dont dépendent les asiles pour enfants.

Outre les «Maisons» et les crèches susmentionnées, il existe encore une institution, des plus rationnelles, pour la protection de l'enfant et pour la lutte contre la mortalité infantine; ce sont les Bureaux de Consultation, chargés de surveiller le développement de l'enfant, de prévenir les maladies dues aux mauvais soins ou à une nourri-

ture défectueuse et de traiter médicalement les indispositions déjà constatées.

Les mères y apportent régulièrement leurs enfants tous les huit jours, pendant les trois ou quatre premiers mois de la vie de l'enfant, puis une fois tous les quinze jours jusqu'à l'âge de 8 ans. Ainsi tout enfant passe environ quarante fois par ces bureaux de consultation: au cours de la période où les maladies et la mort sont pour lui une menace des plus sérieuses. Le médecin du bureau donne à la mère des conseils utiles, il lui signale les procédés erronés ou faux dans l'éducation de son enfant, il lui indique le traitement nécessaire pour l'enfant malade, etc. L'enseignement que les mères tirent de la fréquentation de ces bureaux a une importance énorme, car après quelques visites une mère soigne d'une façon tout autre les enfants qu'elle met au monde plus tard. Ces bureaux sont donc d'excellentes écoles pour les mères.

Les bureaux de consultation ont à leur service des organes auxiliaires: des «cuisines d'allaitement». Dans la plupart des cas, il ne suffit pas de conseiller à la mère telle ou telle chose et de lui dire, comment la nourriture de l'enfant doit être préparée; il faut encore avoir l'assurance que toutes les indications faites seront bien comprises et bien appliquées, il faut être sûr que la nourriture sera préparée comme il convient et qu'elle sera de bonne qualité, autrement dit-il faut que la mère ait cette nourriture toute faite. Les «cuisines d'allaitement» rendent aux mères ce service éminent. Outre les «cuisines d'allaitement», les bureaux de consultation ont encore un autre organe indispensable: une exposition de procédés d'allaitement de nouveau-nés et de soins à leur donner.

Il y a présentement à Moscou 20 bureaux de consultation et 9 cuisines d'allaitement. L'on comptait, en province, au 1-er juillet 1919, 23 bureaux et 16 cuisines.

Le commissariat de la prévoyance sociale a dépensé pour la protection de la maternité et de l'enfant pendant le premier semestre de 1919 85 millions de roubles et ces frais atteignaient près de 300 millions à la fin du second semestre de la même année.

La protection de l'enfance.

La protection de l'enfance qui dépendait jusqu'ici du commissariat de l'assurance sociale, se trouve, depuis le 1-er janvier 1920, sous la direction du commissariat de l'instruction publique. Un travail énorme a été réalisé, dans ce domaine, pendant les deux années écoulées.

Le premier problème qui s'imposa, fut celui de la concentration dans une seule administration de tous les asiles, gouvernementaux et privés, institués par diverses sociétés de bienfaisance, et ensuite de tous les asiles affectés spécialement aux enfants de réfugiés. On a fait subir, à tous ces asiles, des réformes radicales.

Au lieu de ces asiles, qui étaient plutôt des casernes où les enfants croupissaient, timides, découragés et entretenus comme de petits mendiants, la Section de la Protection de l'Enfance s'est

efforcée de créer partout des foyers familiaux capables de rendre, autant que possible, aux malheureux enfants le milieu familial qu'ils ont perdu.

Comme l'ancien mot «asile» évoquait toujours un établissement de bienfaisance pour enfants et comme le nom «enfant d'asile» stigmatisait à jamais celui qui le portait dans son enfance, on remplaça cette dénomination par celle de «Maison d'Enfants».

Deux principes: celui du travail et celui des portes ouvertes furent pris pour base de réorganisation des Maisons d'Enfants et de l'éducation sociale. Une Maison d'Enfants est affectée à ceux ayant besoin de l'assurance sociale; elle doit leur remplacer la famille perdue et subvenir à tous leurs besoins: une chambre chaude et confortable, vêtements, chaussures, nourriture, secours médicaux et éducation.

Les enfants élevés dans ces Maisons vont aux écoles comme les autres et ne sont pas astreints, sous notre régime, à fréquenter des écoles spéciales qui jadis les séparaient, comme des parias, des autres enfants. Aussi les Maisons d'Enfants n'ont-elles gardé leurs écoles spéciales que là où les Sections d'Instruction n'ont pu assurer aux pupilles de ces Maisons la fréquentation des écoles communes, faute de places vacantes, faute d'une école commune ou en raison de la grande distance les séparant de la Maison d'Enfants.

Comme résultat du travail accompli par le Commissariat de l'Assurance Sociale, chaque Section de prévoyance sociale, d'arrondissement ou de district, avait au 1-er janvier 1919 une sous-section de protection de l'enfance travaillant sous la direction de l'administration centrale, ainsi que tout un réseau d'établissements pour enfants, installés pour la plupart dans les anciennes propriétés.

Les données statistiques, recueillies au 1-er janvier 1919, accusent, pour 36 provinces, 1.279 institutions de protection de l'enfance avec 75.674 enfants et, selon des données plus récentes (et incomplètes), le chiffre des établissements de l'Assurance sociale était de 1.724 avec 124.627 enfants.

Les précepteurs et les professeurs faisant sensiblement défaut en province, la Section de la Protection de l'Enfance au Commissariat de l'Assurance Sociale y dirigea sans cesse un personnel pédagogique bien préparé. En même temps, la section créait de nouvelles communes de travail pour enfants, des jardins d'enfants, des clubs et des jeux publics; elle organisait des expositions, constituait des bibliothèques, formait des cercles littéraires pour enfants, des orchestres et des chœurs et constituait, auprès des Maisons et des Communes des conseils et des comités économiques d'enfants. Et partout, dans ces institutions, le principe d'une activité énergique, excluant le labeur d'autrui, dominait les autres.

Il fut organisé, en maints endroits, des points d'alimentation, des réfectoires, des sanatoriums pour enfants et des hôpitaux. Il fut créé (là où elles faisaient défaut ou se trouvaient trop éloignées) plusieurs écoles et toute une série d'ateliers où l'on admettait, outre les pupilles, d'autres enfants. En outre, la Section de la Protection de

L'Enfance se chargea de la direction et créa 83 établissements nouveaux pour les enfants anormaux.

Pour préparer rapidement un nombre plus grand de précepteurs, les sous-sections locales avaient organisé des cours abrégés avec programmes d'enseignement spécialement élaborés à cet effet.

Quant aux enfants anormaux la Section de la Protection de l'Enfance avait procédé à la création, auprès de toutes les sections de la prévoyance sociale, de commissions chargées de l'examen des cas d'enfants et personnes non adultes, accusés d'actes menaçant la sécurité de la société. Ces commissions s'occupent des délits que commettent les enfants et les personnes non adultes, tels que vols, etc. La Section créa aussi une «Maison pour l'Etude de l'Enfant» qui fonctionne depuis le mois de juillet dernier. Cette Maison a pour mission: l'étude et l'éducation des enfants anormaux et des pupilles des Maisons d'Enfants, ainsi que la préparation par voie pratique, de précepteurs spécialistes pour enfants anormaux et dont la pénurie est vivement ressentie dans les deux capitales et tout particulièrement en province.

Le bilan des frais demandés par les établissements que l'Assurance Sociale avait créés pour enfants accuse, pour le premier semestre de 1919, une somme de 204.853.856 roubles et pour le second semestre de la même année—une somme de 655.000.000 roubles.

Les secours aux invalides.

Les guerres impérialistes que faisait le gouvernement tsariste pendant les dernières décades et la guerre civile de nos jours produisirent et produisent encore des chiffres inouïs d'ouvriers et de paysans blessés et mutilés. Tous ces soldats malades, blessés, confusonnés et inaptes au travail réclament des secours très sérieux et organisés sur une large échelle. D'autre part, le régime capitaliste légua à la Russie Soviétiste des millions d'invalides du travail.

Les secours à prêter aux invalides de la guerre et du travail doivent tendre au rétablissement de leur capacité au travail et à un soutien matériel, leur permettant de vivre.

Il faut mener à bonne fin leur traitement médical, les munir de prothèses, leur apprendre différents métiers et leur prêter un concours actif dans leur travail.

Le traitement complémentaire a pour but de rétablir la santé et la capacité au travail de l'homme mutilé, dont le traitement n'avait pu être parachevé en son temps ou qui avait été soigné d'une manière peu satisfaisante et hâtive à l'hôpital militaire. Ce traitement complémentaire peut être réalisé par l'organisation d'un vaste réseau d'établissements médicaux spéciaux et de sanatorium. Les prothèses viennent ensuite, et cette forme essentielle des secours à porter aux invalides — le remplacement d'un bras ou d'une jambe enlevée ou amputée par un membre mécanique — exige des frais énormes, de vastes connaissances, de l'expérience et de l'énergie.

L'enseignement professionnel et le réapprentissage ont les trois buts suivants:

1) apprendre l'invalidé à se servir d'autres membres du corps pour remplacer les membres enlevés ou inactifs (par exemple, l'emploi du bras droit au lieu du bras gauche, etc.) et l'emploi utile des prothèses;

2) enseigner à l'invalidé des connaissances et des procédés techniques nouveaux et approfondir ceux qu'il possède déjà (professions ou métiers);

3) apprendre à l'invalidé des méthodes nouvelles de travail, plus compatibles avec son état de santé.

Les mutilés qui ne peuvent pas mettre à profit ce qui leur reste de capacité au travail, en dépit d'un traitement complémentaire et d'emploi de prothèses, qui se trouvaient jadis à charge d'Etat ou vivaient de mendicité, sont envoyés aux cours, aux écoles ou ateliers de toutes sortes, organisés par les sections locales de l'assurance sociale.

Tous ces secours prêtés aux invalides auraient été toutefois incomplets, si l'invalidé, définitivement guéri, muni de prothèses et ayant appris un métier quelconque n'avait pas la possibilité réelle de faire un usage pratique de ses forces rétablies et des connaissances acquises. C'est dans ce but que, l'Etat a organisé, dans les locaux où affluent les invalides, de nombreux ateliers, des associations ouvrières et des communes.

Quant aux invalides atteints d'infirmité absolue et nécessitant des soins permanents, ordinaires et médicaux, ils sont dirigés sur des asiles spéciaux destinés aux infirmes. Ces asiles n'ont rien de commun avec les anciens hôtels-Dieu. Ici, les mutilés, rivés à leur lit peuvent se livrer au travail qui leur est accessible. On peut déjà s'en rendre compte dans les nombreuses communes où les invalides occupés dans les ateliers artistiques, exécutent toutes sortes de travaux de broderie, de peinture, de couture, de tricotage, etc.

D'après les renseignements très incomplets du Commissariat, la République compte sur son territoire 160 maisons d'invalides abritant 11.739 mutilés de guerre (1), 235 ateliers (où travaillent des cordonniers, des tailleurs, des bonnetiers, des menuisiers, des tricoteurs, etc.) avec 5.415 apprentis et 37 cours de comptabilité, de coopération, etc. avec 1.920 élèves.

Quant aux ateliers de prothèses, on compte en ce moment 20 ateliers de montage et 6 pour les réparations diverses; ces ateliers produisent mensuellement 200 prothèses nouvelles et 200 paires de chaussures orthopédiques et ils réparent, en outre, de 600 à 550 prothèses détériorées.

Les frais nécessités par les secours alloués aux mutilés de guerre ont été pour le premier semestre de 1919, de 120.236.000 roubles. Pour le deuxième semestre, ces frais se répartissaient ainsi: maisons d'invalides—74.071.000 roubles, ateliers d'instruction professionnelle—57.392.000 roubles, prothèses et chaussures orthopédiques 36.444.000 roubles, ce qui donne un total de plus de 167 millions de roubles.

(1) Pour les invalides civils, ces chiffres sont respectivement de 1.296 et de 79.664.

Le gouvernement ouvrier et paysan dépense des sommes colossales pour les besoins de l'assurance sociale. C'est ainsi que le budget de ce commissariat accuse, pour le deuxième semestre de 1919, 7 milliards et demi et celui du commissariat du travail mentionne pour les besoins de la prévoyance sociale la somme de 5 milliards.

Dans aucun autre pays du monde l'assurance sociale n'est si largement prodiguée, aucun n'y consacre des sommes aussi fortes que la Russie Soviétiste. Seul, le gouvernement ouvrier et paysan, qui renversa le régime capitaliste et bour-

geois, a pu donner aux ouvriers et aux paysans ayant perdu leur capacité au travail et leurs moyens d'existence, l'assurance sociale susmentionnée; ce gouvernement est le seul qui a pu supprimer les inquiétudes d'un avenir inconnu, qui a pu donner à ceux qui travaillent la ferme assurance que l'Etat aura soin d'eux le jour où ayant perdu leur capacité au travail ils se verraient en proie à la misère.

A. VINOKOUROV.

14. XII. 19.

ooo |oo

Les communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers.

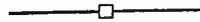
Ils n'ont pas des intérêts distincts des intérêts du prolétariat tout entier.

Il n'établissent pas de principes distincts, sur lesquels ils aient dessein de modeler le mouvement ouvrier.

La différence entre les communistes et les autres partis prolétariens se réduit à ceci:

- 1. Dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les communistes font remarquer et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité, et communs à tout le prolétariat;*
- 2. Dans les phases diverses que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie—les intérêts du mouvement intégral.*

K. MARX et F. ENGELS (Manifeste Communiste).





L'OUVRIÈRE EN RUSSIE SOVIÉTISTE

Le pouvoir soviétiste est le premier à créer des conditions dans lesquelles la femme pourra, enfin, couronner l'œuvre de sa pleine émancipation.

Au cours des siècles elle fut esclave. Au début, sous le règne de la petite production, elle le fut dans la famille; ensuite lors du développement du capitalisme elle le devint trois fois: dans l'État, dans la fabrique et dans la famille.

Il en fut ainsi non seulement dans le régime tsariste barbare et retardataire, mais il en est encore de même dans les «démocraties» les plus «civilisées» de l'Europe Occidentale et de l'Amérique.

Sous le régime bourgeois l'ouvrière est privée des maigres droits politiques accordés à l'ouvrier. A la fabrique, à l'usine, elle est encore plus opprimée, plus exploitée que l'ouvrier car le patron use de son pouvoir pour l'opprimer non seulement en tant que prolétaire mais aussi pour lui infliger toutes sortes d'outrages et de violences en tant que femme. Et nulle part et à aucun moment la prostitution, ce phénomène le plus laid, le plus odieux de l'esclavage salarié du prolétariat, ne s'est épanouie plus somptueusement que sous le règne du capitalisme.

Les ouvrières, les paysannes sont esclaves dans la famille non seulement parce que sur elles pèse le pouvoir du mari, mais aussi parce que la fabrique, qui arrache les ouvrières du foyer familial ne les délivre pas en même temps, des soucis de la maternité et de l'économie domestique, transformant ainsi la maternité en une croix lourde, insupportable.

Aussi longtemps qu'exista le pouvoir bourgeois, l'ouvrière, la paysanne ne purent s'affranchir de cette triple servitude, qui est la base sur laquelle repose le régime bourgeois et sans laquelle il ne peut exister.

Le pouvoir soviétiste, le pouvoir du prolétariat, ouvre largement les portes devant la femme, et lui donne la possibilité absolue de s'émanciper.

La Constitution soviétiste a déjà doté les femmes de tous les droits politiques et civiques. Les ouvrières, les paysannes, jouissent des mêmes droits de vote que l'ouvrier et le paysan. Elles peuvent au même titre que les hommes élire et être élues; elles peuvent occuper l'emploi qui leur convient: dans les comités d'usine, dans les institutions soviétistes, jusqu'à celui de commissaire du peuple.

La socialisation de la production, l'expropriation des capitalistes et des grands propriétaires mènent à un anéantissement complet de toute exploitation et de toute inégalité économique.

En Russie soviétiste l'ouvrière à la fabrique, à l'usine n'est déjà plus une esclave salariée, mais une maîtresse nantie de tous les droits qui ensemble et de pair avec l'ouvrier par l'intermédiaire des institutions soviétistes et des syndicats organisés, administrent, dirigent, toute la production et la répartition.

Il en est de même de la famille et du mariage. Le pouvoir soviétiste a déjà fait en ce moment l'égalité complète des droits du mari et de la femme. Le pouvoir du mari, du père n'existe plus. Les formalités du mariage et du divorce ont été portées jusqu'au minimum, réduites à de simples déclarations des personnes intéressées dans les commissariats correspondants.

Le pouvoir soviétiste a supprimé toute différence en droits entre l'enfant «légitime» et «illégitime». Ainsi a été supprimée une des plus mauvaises manifestations de l'iniquité bourgeoise. En Russie soviétiste il n'y a plus «d'enfants illégitimes». Pour elle tous les enfants sont dans la même mesure ses futurs citoyens, qui tous ont droit à ses égards et à ses soins.

Le pouvoir soviétiste tend à prendre sur lui toute leur éducation et l'instruction dès les premiers jours de leur naissance jusqu'à l'âge de 16 ou 17 ans. Il aspire à prendre sur lui tout l'entretien des enfants.

Sous le règne du capitalisme les enfants des prolétaires étaient dès leur plus tendre enfance privés par la fabrique, par l'usine, des soins maternels, tandis que le gouvernement bourgeois ne faisait preuve à leur égard d'aucun souci. De sorte que les enfants prolétariens s'atrophiaient physiquement et moralement, languissaient, mouraient.

Le pouvoir soviétiste d'ores et déjà en dépit de la désorganisation, du blocus, des agressions ininterrompues des gardes blancs, des difficultés inouïes assure partiellement l'entretien public des enfants (une partie des produits se délivre gratuitement par carte d'enfants; des réfectoires gratuits, des cantines scolaires sont créés). L'instruction est partout gratuite, à partir de l'école élémentaire jusqu'à l'université et écoles supérieures. Des crèches, des jardins d'enfants sont créés. Dans les écoles, les enfants sont fournis de chaussures et de vêtements. La prévoyance sociale prend constamment plus d'ampleur, sous la forme de protection de la maternité, de l'enfance, création de maisons de maternité, de maisons et de foyers d'enfants, de crèches, de jardins d'enfants.

Le travail est interdit aux enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. De 16 à 18 ans ils ne travaillent que 6 heures par jour. Les mères sont libérées de

tout travail huit semaines avant leurs couches et autant après et pendant tout ce temps il leur est alloué des secours qui équivalent à leur salaire quotidien. De plus, une série de décrets ont été édictés, qui protègent la femme en état de grossesse et en général sur la protection du travail de la femme.

D'ores et déjà, je le répète, en dépit des difficultés inconnues jusqu'alors on peut dire avec certitude qu'en Russie soviétiste les soins de la mère et de l'enfant sont mieux organisés que partout ailleurs. Et ce ne sont que les premiers pas.

De plus, au moyen de la création des réfectoires publics la cuisine disparaît peu à peu de l'économie domestique.

Le pot au feu, tant vanté par les bourgeois, mais qui du point de vue de l'économie n'est pas du tout conforme au but est pour les paysannes et en particulier pour les ouvrières une peine insupportable de plus qui leur enlève jusqu'au dernier loisir, les privant de la possibilité d'aller aux réunions, de lire et de prendre part à la lutte de classe: le pot au feu, dans le régime bourgeois, en favorisant l'ignorance et le caractère retardataire des ouvrières est, de cette façon, un des meilleurs auxiliaires du bourgeois dans sa lutte avec l'ouvrier.

Le régime soviétiste est le régime de transition au communisme, qu'il est impossible de réaliser sans l'émancipation absolue de tous les exploités et par conséquent de la femme. Voici pourquoi dans le régime soviétiste se brisent et volent en éclats toutes les chaînes qui pendant des siècles avaient enchaîné l'ouvrière et la paysanne.

Dès les premiers jours qui suivirent la révolution d'octobre, les ouvrières comprirent parfaitement que pour elles s'ouvrait une ère nouvelle de pleine émancipation.

A leurs premières conférences (conférences de Moscou, en mai 1918, conférence du gouvernement de Moscou, en juin 1918, et conférence pan-russe en novembre 1918 à laquelle assistaient plus de mille déléguées, représentantes de plus d'un million de prolétaires) les ouvrières notèrent ce fait. Dans sa résolution sur la question familiale la conférence du gouvernement de Moscou indique qu'avec le passage du pouvoir aux mains des Soviets, non seulement la complète émancipation politique et civique des ouvrières est devenue possible, mais aussi la suppression absolue de son esclavage de sexe et de famille et que maintenant il appartient d'élucider et d'établir les conditions de cette émancipation.

Dans les résolutions du congrès pan-russe, au sujet des tâches de l'ouvrière, entre autres il y est dit: «Le pouvoir soviétiste, après avoir donné une émancipation intégrale à toute la classe ouvrière, après avoir réalisé l'égalité en droits de l'homme et de la femme, a fait l'ouvrière au même titre que l'ouvrier les maîtres absolus de la vie après leur avoir donné la possibilité de l'organiser, comme cela est nécessaire à la classe ouvrière et à la classe pauvre de la ville et de la campagne...

«Par suite de la révolution d'octobre, par suite du passage du pouvoir aux mains des So-

viets, l'affranchissement complet des ouvrières au moyen de la suppression des vieilles formes de la famille et de l'économie domestique devient non seulement possible mais est une des conditions nécessaires de l'instauration du socialisme».

Dans cette même résolution ont été formulées les tâches qui se posent devant les ouvrières en Russie soviétiste. Ces tâches sont fixées de la manière suivante: «La première conférence pan-russe des ouvrières constate une fois de plus que pour celles-ci il n'y a pas de tâches spécifiquement féminines, distinctes des tâches communes du prolétariat, car les conditions de leur émancipation sont les mêmes que celles du prolétariat en entier, c'est-à-dire la révolution prolétarienne et le triomphe du communisme... Au moment où la révolution socialiste universelle se développe, exigeant la plus grande tension de toutes les forces prolétariennes tant pour le développement et la défense de la révolution russe que pour l'organisation socialiste, chaque ouvrier, chaque ouvrière doit devenir un soldat de la révolution, prêt à donner toutes ses forces pour le triomphe du prolétariat et du communisme; par conséquent, la tâche essentielle de l'ouvrière est la participation la plus active dans tous les formes et aspects de la lutte révolutionnaire tant sur le front qu'à l'arrière, tant par la propagande et l'agitation que par une lutte armée directe... De plus... constatant que les vieilles formes de la famille et de l'économie domestique comme un lourd fardeau pèsent sur l'ouvrière et l'empêchent de devenir un combattant de la révolution et du communisme et que ces formes ne peuvent être abolies que par la création de nouvelles formes d'économie, la conférence considère que l'ouvrière, en prenant la part la plus active dans toutes les manifestations de la nouvelle organisation, doit porter une attention particulière sur la création de nouvelles formes d'alimentation, de répartition publique, grâce auxquelles la vieille servitude familiale sera abolie».

Dans les résolutions concernant le parti communiste il est dit que les ouvrières sont appelées à devenir non seulement en paroles mais en réalité membres du parti communiste et d'entrer dans les rangs des organisations correspondantes où l'ouvrière et la paysanne pourront comprendre le programme du parti communiste et devenir des membres conscients de ce parti.

Dans la résolution au sujet de la révolution internationale, la conférence, en indiquant que dans les flammes de l'insurrection mondiale des ouvrières et ouvriers se consume le vieux monde capitaliste et ensemble avec lui l'esclavage de la femme sans droit, convie les ouvrières et les paysannes de tous les pays à se lever sous le drapeau du parti communiste pour maintenir la victoire de la révolution universelle.

Dans cette même résolution de la conférence pan-russe au sujet de la famille il est dit: «La première conférence pan-russe des ouvrières salue l'abolition de l'ancienne forme de la famille bourgeoise et capitaliste qui pour la femme était une servitude... L'économie collective doit remplacer l'économie domestique et affranchir l'ouvrière en tant que ménagère. L'éducation et l'en-

irelien des enfants au compte du gouvernement ouvrier (dans les crèches, jardins d'enfants, colonies, etc.) doivent supprimer les soucis matériels du père et de la mère... Une union libre mais solide par les liens spirituels de camaraderie de deux citoyens égaux de l'état ouvrier, tel est le nouveau mariage prolétarien»...

Au sujet de la prostitution la révolution porte ce qui suit: «...partant de ce que les racines de la prostitution sont profondément enracinées dans la société capitaliste, la première conférence pan-russe des ouvrières et paysannes pauvres convie à combattre la prostitution non seulement par la fermeture des maisons de tolérance, non seulement par la punition du maquereillage ... mais par l'extirpation de toutes les survivances du régime capitaliste, au moyen de la transition à l'économie communiste, de l'application de l'assurance de la maternité, de la réalisation de l'éducation gouvernementale des enfants et du remplacement de la famille bourgeoise par le mariage libre»...

Dans la résolution de la conférence du gouvernement de Moscou se trouve encore une proposition sur «l'application d'une égalisation toujours plus grande des salaires des ouvriers et ouvrières de toutes catégories».

Ainsi les ouvrières ont parfaitement compris que leurs nouveaux droits et nouvelles libertés n'aideront réellement le développement et la victoire de la révolution que lorsque non seulement une petite avant-garde, mais les masses d'ouvrières elles-mêmes seront entraînées à prendre une part active à la vie du parti et des Soviets, et que par conséquent, devant les ouvrières d'avant-garde se pose précisément la tâche d'entraîner cette masse dans la lutte révolutionnaire pour le communisme.

Ce n'est pas une tâche des plus faciles. Il appartient d'intéresser à la lutte révolutionnaire, à l'œuvre d'organisation, à l'œuvre d'administration, les éléments les plus retardataires, les plus ignorants des masses ouvrières, de conquérir le bas peuple qui jusqu'alors dans tous les pays n'offrait qu'un terrain bien peu propice à l'agitation et à la propagande et qu'aucun parti n'a encore réussi à gagner.

Sous le règne du capitalisme les ouvrières et paysannes sont absolument écartées de toute vie publique et politique, tant par les conditions de la vie de famille bourgeoise que par leur absence de droits politiques. Grâce à cela lors du passage du pouvoir aux mains des Soviets, lorsque devant la classe ouvrière s'est dressée l'œuvre d'administration et l'œuvre complexe et difficile de la nouvelle organisation, l'ouvrière dans sa masse s'est montrée encore plus inexpérimentée que l'ouvrier. Pour attirer avec succès les ouvrières à la cause commune il était nécessaire en premier lieu de leur aider à apprendre comment travailler, de leur faire comprendre où et comment elles pourraient employer leurs forces.

Il était nécessaire d'élaborer de nouvelles méthodes de propagande, de nouvelles façons d'aborder les ouvrières et les paysannes adaptées à leurs particularités psychologiques et aux nouvelles tâches qui les attendent. Ici la propagande par l'action acquiert une signification particulière,

c'est-à-dire la propagande qui amènerait directement les ouvrières et les paysannes à prendre part à telle ou telle forme soviétiste ou autre travail.

Des assemblées de délégués d'ouvrières ont été organisées qui ont rendu dans ce sens les plus grands services. Ces assemblées de délégués sont formées des représentantes de toutes les fabriques et usines d'un rayon donné élues dans les réunions générales des différentes entreprises. Les assemblées de délégués sont des institutions grâce auxquelles les ouvrières apprennent en pratique comment doit être menée l'action soviétiste, comment employer leurs forces et leur énergie révolutionnaire dans la lutte commune du prolétariat et à l'organisation. D'autre part ces assemblées sont une magnifique liaison entre les institutions soviétistes et les masses d'ouvrières.

Les délégués se décomposent en groupes de personnes travaillant dans telle ou telle section soviétiste (jusqu'à présent surtout dans l'assurance sociale du travail, dans l'instruction publique, dans la préservation de la santé) et là mènent une action pour l'inspection et le contrôle des asiles, des refuges, des jardins d'enfants, des écoles d'écriture et de lecture et autres, ainsi que pour leur création; pour le contrôle et l'inspection des réfectoires et des cuisines et pour la suppression des abus et des désordres; pour l'observation dans les écoles de la répartition régulière de chaussures, de vêtements, pour le recueillement de renseignements et autres secours à l'usage des inspecteurs du travail; pour le contrôle d'une application parfaite des règlements sur la protection du travail de la femme et de l'enfant. Organisation des ambulances et hôpitaux et soins et visites aux blessés et malades. Inspection et contrôle des casernes, participation à la milice. Action pour la juste distribution de la ration de garde-rouge, pour amener les ouvrières à prendre une part plus active dans toutes les formes de direction et d'administration de la production, etc.

Les sections de leur côté mettent les ouvrières au courant de leurs travaux, les font entrer aux écoles et aux cours qu'elles ont ouverts pour telle ou telle branche du travail soviétiste (cours de prévoyance sociale, d'instruction préscolaire, cours d'infirmières rouges, de brancardières, etc.)...

De plus les déléguées continuant leur action dans leur usine ou fabrique font des rapports périodiques à leurs électeurs sur leur activité et sur celle des sections dans lesquelles elles travaillent, organisent dans les usines un tour de service pour écouter les revendications, les plaintes et les besoins des ouvrières.

Les déléguées prennent une part active dans toutes les campagnes entreprises par le parti, par les soviets (chaulage, rentrée des récoltes, approvisionnement, secours aux blessés, lutte avec les épidémies, trains d'agitation dans les provinces, etc., etc.).

Les assemblées de délégués se réunissent deux ou quatre fois par mois. Dans ces derniers temps à Moscou et dans quelques autres localités la norme de la représentation a été abaissée; les déléguées sont élues à raison de une sur vingt ouvrières. De la sorte, par l'intermédiaire des

assemblées de déléguées on réussit à gagner les grandes masses d'ouvrières qui deviennent de plus en plus des réserves dans lesquelles le parti et les soviets peuvent puiser des forces nouvelles. Les « semaines du parti » l'ont prouvé abondamment. A Moscou, par exemple, où pendant la semaine du parti se sont inscrits dans celui-ci, près de 15.000 nouveaux membres et dans ce nombre quelques milliers d'ouvrières, un grand pourcentage fut donné précisément par les assemblées de déléguées.

Les conférences d'ouvrières sans-parti ont une grande importance de propagande; elles se réunissent dans les différentes villes, gouvernements, districts, environ tous les trois ou quatre mois (dans toute la Russie une seule conférence a été convoquée l'an passé). Ces conférences se sont révélées comme un excellent moyen pour agiter et réveiller les masses demeurées étrangères au mouvement et dans ce domaine ont donné de bons résultats (en ce moment les paysannes sont intéressées à ces conférences). En octobre dernier, par exemple, à Moscou, s'est tenue une conférence de sans-parti à laquelle assistaient plus de 3.000 déléguées, représentantes de 60.000 ouvrières moscovites (on compte à Moscou, environ 180.000 ouvrières).

La propagande et l'agitation sont aussi menées par la parole et par la presse. Presque dans chaque organe du parti paraît la « page de l'ouvrière ».

Nous pouvons dire sans aucune exagération (quels que soient les défauts et les lacunes de notre action) que les résultats obtenus pour cette année ont dépassé nos attentes. Il y a un an il n'existait qu'un tout petit groupe d'ouvrières conscientes; l'état d'esprit du reste de la masse ouvrière était révolutionnaire, mais encore instinctif, inconscient, inorganisé.

Actuellement il s'est formé des cadres suffisamment nombreux d'ouvrières conscientes—membres du parti communiste, qui au cours de cette année ont réussi déjà à accomplir tel ou tel travail soviétique ou de parti.

De talentueuses ouvrières agitatrices ont été formées, et en ce moment des ouvrières publicistes sont en voie d'éducation.

Le mouvement des ouvrières a déjà gagné les grandes masses et devient une force politique considérable. C'est à Pétrograd, à Moscou, dans les gouvernements de Moscou et d'Ivano-Voznensk que le travail a le mieux marché. Mais, il n'y a pas de doute que c'est à Pétrograd que les ouvrières sont les mieux organisées et les plus conscientes. Dans les autres gouvernements une action est entamée qui dans certaines localités marche suffisamment bien. A la conférence pan-russe des organisations du parti pour le travail parmi les femmes se trouvaient les représentants de 28 gouvernements; ceux de l'Oural, d'Oufa, d'Orenbourg, d'Astrakhan n'avaient pu arriver, quoique là-bas une action est aussi menée. Ainsi le mouvement des ouvrières embrasse toute la Russie.

Les ouvrières firent preuve de magnifiques capacités d'organisation et de travail. Elles ont déjà réussi, en dépit de difficultés inconnues à prêter main-forte aux sections soviétiques, à créer

un nombre important de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles, de réfectoires publics, etc. Et au fur et à mesure que l'ouvrier est obligé d'aller au front, dans l'armée rouge, pour défendre le pouvoir soviétique contre les agressions de Dénikine, de Youdénitch, des impérialistes de l'Entente, l'ouvrière le remplace non seulement à la fabrique et à l'usine, mais dans les soviets, dans les syndicats dans la milice, etc. Et nombreuses furent les ouvrières qui voulurent sur le front se battre côte à côte avec l'ouvrier contre les gardes-blancs.

Au cours de cette année les ouvrières se sont définitivement persuadées que pour avoir la possibilité d'organiser tranquillement une vie nouvelle, pour mettre un terme à la crise du transport et alimentaire il est nécessaire d'en finir avant tout avec la force armée des Youdénitch et des Dénikine; il est nécessaire de porter un coup définitif aux forces de la bourgeoisie et de mettre fin à jamais aux tentatives d'étrangler le pouvoir soviétique. C'est pour ces raisons que les ouvrières au cours de ces deux derniers mois, ont porté la plus grande partie de leur attention sur le plus large soutien de l'armée rouge.

Maintenant que nous infligeons à Dénikine ce coup décisif elle pourra à nouveau, naturellement sans oublier ne serait-ce qu'un instant son action dans l'armée rouge, donner plus de forces aux autres tâches.

A la face de l'ennemi impérialiste, la prolétaire russe s'est montrée vraiment digne de son camarade prolétaire. Elles n'ont pas cessé de s'affirmer toujours prêtes à consentir toutes sortes de sacrifices, afin d'en finir avec les forces de la bourgeoisie. Elles disaient aux ouvriers: « Certainement que cela nous est difficile, pénible, mais partez au front, ne pensez pas à nous, nous vous remplacerons, nous en viendrons à bout ». Pendant la dernière offensive de Dénikine les ouvrières de Toula déclarèrent dans une résolution prise à l'unanimité, que Dénikine n'entrerait à Toula qu'en passant sur leurs corps. De telles déclarations furent faites en maintes autres villes.

Contre Dénikine, Youdénitch s'est dressée toute la Russie ouvrière, prête à tous les efforts et aux pires tourments rien que pour sauvegarder le pouvoir soviétique.

Le pouvoir soviétique fait pénétrer ses racines jusqu'au plus profond de la classe ouvrière. Pour sa défense, il a su soulever les éléments les plus retardataires et les plus obscurs. Et c'est là qu'est la meilleure garantie de sa solidité et de son invincibilité.

Les femmes bourgeoises haïssent le pouvoir soviétique et s'efforcent, autant que faire se peut, à le ternir aux yeux des masses, ne s'arrêtant pour cela devant aucun mensonge, même le plus invraisemblable et le plus ridicule.

En automne dernier les représentants des cercles impérialistes français et anglais mettaient en circulation cette calomnie odieuse et stupide que soi-disant le pouvoir soviétique « avait socialisé » ou « nationalisé » les femmes.

A cette occasion les mondaines et les demi-mondaines de Paris et de Londres avaient cru nécessaire de s'adresser solennellement au « figre » impérialiste Clémenceau avec cette prière de dé-

fendre les femmes russes contre la bestialité du pouvoir soviétiste.

Une pareille accusation portée contre les communistes n'est pas une nouveauté. Marx, déjà dans le «Manifeste communiste» en des termes impérissables, flétrissait et ridiculisait cette invention bourgeoise.

Et c'est une véritable honte que le représentant de la II-e Internationale Kautsky eut l'impudence de soutenir et de répéter cette ignoble calomnie contre le pouvoir soviétiste.

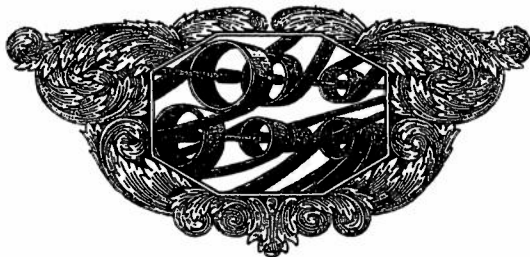
Toutes ces tentatives de détacher les ouvrières, de les insurger contre la révolution ne conduiront assurément à rien. Parmi les ouvrières des autres pays la constitution, les décrets du pouvoir soviétiste, toute son activité, de même que les résolutions et les déclarations des ouvrières russes elles-mêmes sont la meilleure et la plus irréfutable des réponses. Ces messieurs de la II-e Internationale ne gagnent en l'occurrence que la haine et le mépris des ouvrières de tous les pays. Chaque

ouvrière de Russie répondra à ces messieurs à peu près ceci: sous le règne du capitalisme nous étions esclaves, on trafiquait de nous dans le mariage et en dehors de celui-ci. Sous le règne du pouvoir soviétiste nous avons réussi les premières à nous débarrasser de notre fardeau, à nous sentir des êtres libres. Ce qui nous parut n'être qu'un rêve lointain, un conte magnifique en qui nous craignons de croire, devient maintenant possible, palpable, réalisable, et d'ores et déjà nous commençons à instaurer le communisme. Il est ridicule de nous appeler en arrière!. Quels que soient les efforts des dames de la bourgeoisie et de leurs auxiliaires de la II-e Internationale, ils ne réussiront pas à faire dévier l'ouvrière de sa route.

Car elle a déjà fait son choix.

Elle va ensemble avec le pouvoir soviétiste, avec la III-e Internationale, contre vous, Messieurs!

Hélène BLONINA (Ignès).



CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

LETTRE DE FINLANDE

Malgré les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles nous nous trouvons, le mouvement communiste en Finlande continue son développement. Pourtant la majeure partie des leaders sont en prison; lors des interrogatoires on les soumet aux pires tortures. Au moment de la guerre civile de 1918 la classe ouvrière finlandaise ne disposait pas, comme on le sait, de chefs militaires expérimentés (les bataillons finlandais avaient été dissous en 1902); dès lors il est certain que la bourgeoisie en organisant l'armée et en développant l'instruction militaire rend un grand service aux ouvriers, contribuant ainsi à la future victoire du prolétariat finlandais. Maintenant au moins nous disposons d'une bonne composition de cadres de commandement issus des classes inférieures. Certes, il y a bien dans l'armée „blanche“ des détachements plus ou moins blancs (la cavalerie), mais en général les éléments rouges représentent dans ses différentes parties ou la majorité ou dans tous les cas une minorité importante. De plus il s'y trouve beaucoup d'éléments hésitants et c'est tout juste si l'on trouve dans l'ensemble plus d'un quart de soldats vraiment blancs. Par contre, parmi les officiers et les sous-officiers les rouges ne sont que de rares exceptions.

Le gouvernement et les officiers n'ignorent pas l'état d'esprit „révolutionnaire“ de la majorité des soldats et prennent en conséquence leurs précautions. Ainsi, les soldats peu sûrs ne reçoivent pas de cartouches; tandis que les détachements de la garde volontaire, composés uniquement d'éléments bourgeois, sont maintenus constamment sur pied de guerre. Cette garde est organisée par toute la Finlande et le nombre total de ses cadres dépasse 100.000 hommes, mais une grande partie d'entre eux ne saurait être employée utilement dans des batailles sérieuses. D'ailleurs le processus de la décomposition est même commencé dans les milieux de la garde volontaire; les éléments petits-bourgeois et paysans sont mécontents du régime blanc et n'ont pas confiance en la bourgeoisie, mais ils ne sont pas mûrs encore pour faire cause commune avec les rouges. Les dissentiments entre adeptes de Manneheim et ceux du président Stolberg n'ont pas encore mené à un conflit aigu car la peur qu'ils éprouvent devant l'ennemi commun obligent les blancs à maintenir leur solidarité.

En réalité toute la population du pays est divisée en deux camps: chaque Finlandais est à l'heure actuelle ou rouge ou blanc. Les rouges représentent pour le moins la moitié et peut-être même la majorité de la population; quant aux blancs, ils constituent encore pour l'instant une minorité importante.

Le nombre des transfuges du camp des blancs s'accroît tous les jours, mais il faut dire que ce changement de couleur politique n'est chez la plupart qu'apparent car la plus grande partie d'entre eux ne font, au début, que grossir les rangs des social-démocrates blancs. Les masses ouvrières sont incontestablement révolutionnaires, même lorsqu'elles se laissent prendre aux mensonges de leurs „leaders“— les social-patriotes, comme ce fut le cas aux dernières élections. Malheureusement le prolétariat est pour l'instant complètement terrorisé. Dans les campagnes et dans les petites villes, où tous les habitants se connaissent, toute démonstration radicale d'individus isolés est accompagnée d'un danger de mort. Il suffit qu'un homme passe seulement pour être „bolchévik“ pour que le premier policier venu soit en droit de le menacer ouvertement de mort sans aucun jugement, ni enquête.

Tout cela oblige les ouvriers à observer d'une part une extrême prudence et de l'autre provoque chez eux une indifférence totale pour toute activité légale qu'ils considèrent comme absolument inutile. Il existe bon nombre d'ouvriers radicalement révolutionnaires par leur tendance qui ont perdu toute envie de prendre part à l'action politique légale. Mais il en est beaucoup d'autres tout aussi révolutionnaires et membres du parti social-démocrate qui restent complètement indifférents devant le fait que la majorité écrasante des militants actifs et responsables du parti et de ses représentants parlementaires appartient au nombre des social-démocrates blancs et cela non parce qu'ils approuvent la politique contre-révolutionnaire de la social-démocratie, mais simplement parce qu'ils ne peuvent admettre que les hommes nantis de la confiance du parti puissent être des contre-révolutionnaires. Ils sont enclins à expliquer et à excuser cette politique par une tactique prudente et pensent que dans la situation actuelle elle vaut tout de même mieux que rien.

Quand bien même elle ne serait d'aucune utilité, elle ne peut être d'aucun mal. C'est là une preuve du manque d'éducation et d'expérience politiques de la classe ouvrière finlandaise.

La majorité des leaders du parti social-démocrate se trouvaient l'année dernière encore au nombre des plus sombres réactionnaires: ils ont profité du moment et de ce que les meilleurs leaders de l'ancien mouvement ouvrier étaient morts emprisonnés ou réfugiés en Russie ou en Suède— pour changer de front. Les éléments les plus lâches, les plus conservateurs, adversaires intrinsèques du bolchévisme, ont eu à ce moment le champ libre et en ont profité pour prendre en mains la direction

du mouvement ouvrier. Tous, ils sont des social-traitres, des adeptes de Scheidemann, des contre-révolutionnaires avérés auxquels l'occasion seule a manqué jusqu'à présent pour manifester dans toute leur ampleur les tendances contre-révolutionnaires qui les animent. La classe ouvrière n'est pas encore arrivée à comprendre la vraie nature de ces messieurs. Il faut pourtant remarquer que partout où une propagande déclarée contre ces loups déguisés en brebis devient possible, les ouvriers les abandonnent en foule très rapidement.

L'argumentation des social-traitres se borne en général à prophétiser une nouvelle défaite de la classe ouvrière et à crier bien haut la force inébranlable des armes contre-révolutionnaires. L'effet de cette argumentation commence pourtant à s'effacer peu à peu—particulièrement sous l'influence de chaque nouveau succès remporté à l'étranger par la classe ouvrière. Les tendances des social-traitres ne peuvent plus compter maintenant sur un afflux continu d'adeptes. La Finlande possède aussi ses „indépendants“, mais ils ne forment pas de groupe isolé à l'exemple de ceux d'Allemagne. Ceux qu'on appelle les „Kautskistes“ marchent de pair avec les social-démocrates de tendance révisionniste. Actuellement nous sommes entrés en contact avec leur aile gauche.

Si, par cas, le mouvement révolutionnaire d'Europe allait en diminuant, dans un avenir prochain, le groupement du parti se présenterait ici selon toute prévision d'une façon analogue à celui de l'Allemagne actuelle. Mais tant qu'en Russie le pouvoir soviétiste tiendra—et tout prouve qu'il en sera ainsi—tant que la victoire du prolétariat d'Allemagne apparaîtra de jour en jour plus certaine, tant que l'Angleterre continuera à marcher vers la révolution (qui peut-être prendra au début la forme d'une révolution demi-bourgeoise), le mouvement révolutionnaire de Finlande continuera à s'accroître. Dès maintenant on remarque dans les milieux ouvriers un

très fort courant contre les social-traitres et la question se pose de plus en plus impérieusement: „Pour ou contre la révolution prolétarienne?“ Et bien que les social-traitres, par leurs différentes machinations dans les réunions et dans la presse se fussent assurés la victoire au dernier congrès du parti (qui a eu lieu le 7 décembre) on peut affirmer en toute certitude que les masses ouvrières ne les suivront pas. L'Union de la jeunesse a adopté à son congrès de septembre une résolution radicale et son organe mène une propagande révolutionnaire marxiste; certaines résolutions publiées dans „l'Internationale Communiste“ ont été insérées dans la presse de l'Union. Cette propagande n'est pas sans exercer une heureuse influence sur certains éléments petits-bourgeois—sur les meilleurs éléments de la classe intellectuelle. Chaque victoire de l'Armée Rouge russe est directement interprétée ici comme un pas en avant vers la délivrance; il en est de même de chaque succès de la lutte prolétarienne en Allemagne, en Angleterre et dans les autres pays.

L'exemple de la petite Finlande peut également nous montrer quelle utopie hypocrite représente la démocratie bourgeoise. Les finances de l'Etat sont en pleine baisse et nos gouvernants font des tours de forces d'habileté pour éviter la faillite. Ces gouvernants rêvent d'une aventure militaire qui leur délierait les mains définitivement. A cet égard la différence entre les adeptes de Stolberg et ceux de Mannerheim réside uniquement dans le fait que les partisans du professeur „démocratique“ sont un peu plus circonspects que ceux du général blanc.

Prière de transmettre notre salut aux camarades Lénine, Zinoviev, Boucharine et à tous les camarades russes dont nous suivons avec admiration la lutte héroïque.

Salut à tous, camarades. La victoire nous attend!

Un Soldat de la révolution.



DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



LES ASSASSINS DE HONGRIE

Le Comité central du Parti Communiste hongrois vient d'adresser au camarade Loriot les deux lettres suivantes destinées à tous les prolétaires de France :

I.

Chers camarades,

Le Parti communiste hongrois, après la débâcle du 1-er août, uniquement due à la pression militaire de l'Entente, s'est organisé et recommence son travail. Sa tâche la plus urgente est de porter aide aux camarades hongrois tombés entre les mains des bourreaux contre-révolutionnaires. Un trop grand nombre malheureusement de ces infortunés ont été déjà mis par les assassins hors de portée de tout secours humain. En Transdanubie des forêts de gibets marquent le passage de l'armée „nationale et chrétienne“ de l'amiral Hortky. Les officiers „gentils-hommes“ ont pendu „par mégarde“ des centaines d'innocents reconnus tels d'après leurs propres procès-verbaux officiels. A Keeskmét, on vient d'exhumer les cadavres mutilés de 120 de leurs victimes. La non-participation de ces malheureux au mouvement communiste était tellement évidente que le compte-rendu officiel lui-même dut qualifier de simple assassinat cette hécatombe. Les suspects furent enlevés de force par une troupe de l'armée nationale, emmenés nuitamment dans un bois voisin et massacrés à coups de hache par des officiers gentils-hommes et chrétiens, après avoir été administrés par un prêtre, invité à l'avance pour remplir cette funèbre fonction, et enterrés sur place.

Ce ne fut que lorsque plusieurs cadavres mal enterrés eurent été découverts par les paysans des environs et identifiés par les familles, et lorsque l'opinion publique réclama impérieusement une enquête immédiate que les autorités ordonnèrent une instruction tardive; mais le cauchemar avait agi sur l'opinion publique d'une manière peu favorable à de pareils exploits de la part de la garde blanche. Le gouvernement hongrois a donc songé à un autre moyen moins odieux en apparence, mais non moins sûr pour exterminer les éléments dangereux pour la domination capitaliste et féodale. Des témoins torturés ou corrompus offrirent leurs témoignages pour une série de procès politiques qui aboutirent à 23 condamnations à mort dont 14 furent exécutés

deux jours après avoir été prononcés. Une circonstance heureuse va conserver la vie de neuf autres camarades une huitaine de jours encore, car les bourreaux chrétiens n'exécutent personne pendant la semaine de Noël. C'est pour tenter de sauver nos infortunés compagnons que nous nous adressons à vous au nom de la solidarité mondiale du prolétariat. Nous prions les camarades français de protester par tous les moyens auprès de leur gouvernement contre ces assassinats légaux et illégaux.

Mais en dehors de ces assassinats directs, des sentences d'emprisonnement d'une férocité invraisemblable ont été prononcées contre ceux de nos camarades qui remplissaient une fonction quelconque sous la Commune. Ce n'était pas encore assez. Le gouvernement hongrois a décidé d'interner tous ceux que, même avec le concours des témoins torturés par l'inquisition blanche ou soudoyés, on n'a pu accuser d'aucun délit, mais qui sont simplement suspects de sentiments socialistes, communistes ou même radicaux. On a décidé de les interner au camp de Hajmasker, camp militaire ayant servi pendant la guerre de centre d'isolement pour maladies épidémiques. C'est dans ce camp qu'on a parqué la foule de ceux qui ne sont coupables d'aucun crime et qui n'en sont pas même accusés. On les a enfermés avec leurs femmes et leurs enfants, les condamnant par simple ordonnance ministérielle à un esclavage pire que celui des époques les plus barbares.

Mais ces excès n'ont pas assouvi la haine des bourreaux de la terreur blanche. Sans cesse ils cherchent à s'emparer de ceux de nos camarades qui ont pu se mettre hors de leurs atteintes et qui ont reçu un asile pitoyable du gouvernement autrichien. Des demandes jusqu'ici vaines d'extradition ont été suivies d'attentats malheureusement trop souvent réussis contre nos camarades. Sept de ceux-ci ont déjà été enlevés de force par des agents contre-révolutionnaires. Les cadavres de trois autres (dont un jeune poète prolétarien de grand talent) ont été retrouvés dans un bois au bord de la grande route Vienne-Budapest; quatre autres sont entre les mains des bouchers de Budapest. On vient d'arrêter, il y a quelques jours aux environs de Karlstein, lieu d'internement des communistes hongrois, trois individus, qui, interrogés, reconnurent avoir été

envoyés pour organiser l'enlèvement à main armée de Bela-Kun, et être à la solde du gouvernement actuel de Hongrie.

Devant ces faits, la position des social-démocrates actuellement au gouvernement paraît peu enviable. Coalisés avec les éléments petits-bourgeois et réactionnaires, ils se trouvent dans l'impossibilité de prendre les mesures énergiques nécessaires contre l'insolence de la contre-révolution hongroise. Le Parti communiste autrichien est actuellement trop faible pour exercer une influence décisive sur ces événements d'une importance vitale pour le mouvement prolétarien de tout l'est de l'Europe.

Le prolétariat mondial est donc impérativement obligé de donner son puissant appui à la résistance malheureusement trop épuisée des social-démocrates autrichiens contre l'extradition de Bela-Kun et des autres camarades, contre les assassinats, les emprisonnements, les internements et d'une façon générale, contre toutes les machinations des bourreaux blancs de Budapest et de Vienne.

Le parti socialiste autrichien a publié un manifeste de protestation contre la terreur blanche en Hongrie. Bien que nous ne soyons d'accord, ni avec le ton, ni avec le point de vue de ce manifeste, nous prions instamment les camarades des pays de l'Entente de l'appuyer et de venir à leur tour en aide à l'avant-garde infortunée de la révolution mondiale prolétarienne, de sauver ce qui peut encore être sauvé, de protester contre l'extermination du prolétariat conscient de Hongrie par tous les moyens en leur pouvoir. Laisser périr des hommes comme Otto Korvin, c'est priver le prolétariat international d'un de ses plus purs et plus héroïques défenseurs.

Le camarade Otto Korvin est un de ces condamnés à mort qui ne sont pas encore exécutés, et ce n'est que par une action immédiate et énergique des prolétaires des pays de l'Entente que sa vie peut être sauvée.

II.

Dans notre dernière lettre qui, nous l'espérons, vous est bien parvenue, nous vous avons dépeint l'état du mouvement communiste hongrois.

Les excès de la terreur blanche sévissent toujours. Le camarade Otto Korvin avec les huit autres camarades condamnés sont exécutés. La série des procès politiques continue et il est à craindre que tous ceux ayant joué ou pouvant jouer un rôle considérable dans le mouvement ouvrier hongrois, ne soient assassinés par les bourreaux.

Seuls les prolétaires de tous les pays, surtout ceux des pays de l'Entente, peuvent empêcher ces massacres en forçant leurs gouvernements respectifs à intervenir à Budapest ou en faisant, par leur action, sentir aux bourreaux de Budapest l'horreur et la réprobation provoquées dans les masses par leurs crimes.

La protestation de Longuet et de ses camarades a été par trop faible.

Ce n'est pas d'un appel aux sentiments d'humanité et de justice qu'il s'agit (le gouvernement de Budapest ne manquera pas d'assurer, lui aussi, que

ses jugements sont justes et humains), mais d'une protestation contre toute condamnation à mort, tout assassinat légal ou illégal en Hongrie.

Au mois de janvier prochain, la délégation hongroise de la paix partira pour Paris. Si les camarades français reçoivent ces assassins par une démonstration digne d'eux, on pourra peut-être sauver ainsi la vie de centaines, sinon de milliers de camarades de l'avant-garde du prolétariat hongrois.

Nous prions les camarades français de faire connaître le contenu de cette lettre aux camarades anglais avec lesquels nous ne sommes pas en contact direct. Dans les conditions actuelles de la Hongrie, l'action du prolétariat anglais, ses réunions et ses protestations peuvent avoir un effet décisif.

*Le Comité Central
du Parti Communiste hongrois.*

Réponse du Comité Central du Parti Socialiste Britannique au message du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.

Le Congrès des indépendants allemands réuni à Leipzig décida, comme on sait, d'adresser aux différents groupes et partis révolutionnaires un message leur demandant de participer en même temps que les représentants de la III^e Internationale à une Conférence qui aurait pour but de constituer une nouvelle internationale. Le Comité Central du B. S. P. (Parti Socialiste Britannique) a fait à ce message la réponse suivante:

Cher camarade!

Le Comité Central du B. S. P. m'a chargé de vous accuser réception de votre lettre du 15 décembre et des exemplaires de votre *nouveau programme* qui y étaient joints. Nous vous remercions. En réponse à votre invitation à participer à une Conférence à laquelle seraient représentés tous les groupes et partis révolutionnaires y compris la III^e Internationale, j'ai l'honneur de vous faire connaître au nom de notre parti que, de l'avis du B. S. P., la III^e Internationale réunit déjà, dès à présent, tous les groupes et partis *effectivement* révolutionnaires du mouvement ouvrier international. Le B. S. P. lui-même adhère à la III^e Internationale de même que la plupart des autres groupements de la gauche socialiste anglaise avec lesquels nous espérons former prochainement un *parti communiste* unique; à notre avis les groupes et les partis qui hésitent encore à rallier la III^e Internationale, ou sont contre-révolutionnaires, ou n'ont pas le courage de défendre au grand jour leurs convictions socialistes. C'est pourquoi le B. S. P. se voit contraint de répondre par la négative à votre invitation; et nous nous permettons de vous conseiller d'agir conformément à l'un des derniers paragraphes de votre nouveau programme où il est dit que vous adhérez à la III^e Internationale ou cas où la Conférence à laquelle vous nous invitez n'aurait pas lieu.

Recevez nos salutations fraternelles.

Au nom du B. S. P.

Albert INKPEEN

ADHÉSION D'ERIC MUHSAM AU PARTI COMMUNISTE

La Neue Jugend reproduit une déclaration adressée par Eric Muhsam à tous les organes de la presse communiste. La Neue Jugend la fait précéder de la courte note que voici :

« Nous reproduisons plus bas une déclaration d'Eric Muhsam qui a été publiée par tous les organes de la presse communiste. Muhsam est l'un des militants et des publicistes les plus connus de l'anarchisme allemand. A l'heure actuelle, il est de même que Tom Weinbull enfermé à la prison Augsburg. Nous avons appris récemment qu'ils avaient tous deux, ainsi que les autres détenus politiques, décidé de protester par la grève de la faim contre les mauvais traitements dont ils étaient l'objet. C'est, nul ne l'ignore, par des faits de ce genre, que l'on peut apprécier les bienfaits de la révolution allemande. L'adhésion de Muhsam au Parti Communiste est un fait complètement analogue à celle des Freundler — Libres partisans hollandais (représentants du mouvement révolutionnaire chrétien) entrés eux aussi dans le mouvement communiste. Nous assistons partout aux mêmes événements : Quelles que soient les différentes philosophies professées par les militants, les contingents révolutionnaires se groupent pour ne former qu'un « front unique » contre la bourgeoisie et l'opportunisme. Muhsam écrit :

« Voici déjà vingt ans que je propage les principes de l'anarchisme révolutionnaire. Bien avant la guerre mondiale et la révolution universelle je militais dans le domaine politique, pour la révolution sociale, par l'action directe, dont Michel Bakounine fut le plus grand protagoniste. Mes attaques contre le marxisme, dont Kautsky était l'interprète le plus en vue, étaient surtout dirigées contre la participation du prolétariat au travail parlementaire, contre l'attitude opportuniste en présence de la société capitaliste, — et contre le principe de la collaboration avec la bourgeoisie, qui, pendant quelques dizaines d'années, caractérisa la politique social-démocrate. Mes amis et moi, nous n'avons cessé de dénoncer le danger qui menaçait le mouvement ouvrier destiné à s'enlizer dans le marécage parlementaire, dans la poursuite des augmentations de salaire, dans le bureaucratisme syndical ou corporatif. Nous nous refusions à soutenir les organisations social-démocratiques et, persécutés par les autorités, raillés par les « leaders ouvriers » dont nous arrachions les masques, nous militions pour l'émancipation du joug de l'état en nous servant des armes que la lutte économique met à la disposition du prolétariat.

L'expérience de la révolution a dessillé les yeux de la classe ouvrière en ce qui concerne la politique de la social-démocratie, dont les conséquences sont devenues particulièrement évidentes au cours de la guerre, lorsque les chefs officiels de la social-démocratie adoptèrent leurs nouvelles positions de renégats. Tout ce que les bolchéviks ont accompli à Moscou, et leurs succès révolutionnaires sans précédents dans l'histoire du monde prouvent combien avaient raison ceux qui ne voyaient le salut du pro-

létariat mondial que dans la prise, par les travailleurs eux-mêmes, du pouvoir législatif et exécutif. Les thèses théoriques et pratiques de Lénine sur l'accomplissement de la révolution et des tâches communistes du prolétariat ont donné à notre action une nouvelle base, en faisant revêtir à la lutte contre le capitalisme de nouvelles formes. Ses exposés théoriques constituent le pont sur lequel peuvent enfin se rencontrer les disciples de Marx — de Marx libéré par Kautsky et Bernstein — et ceux de Bakounine; car il n'y a plus désormais d'obstacles insurmontables à l'unification du prolétariat révolutionnaire tout entier.

Les anarchistes-communistes ont dû, il est vrai, céder sur le point le plus important du désaccord entre les deux grandes tendances du socialisme: ils ont dû renoncer à l'attitude négative de Bakounine en présence de la dictature du prolétariat et se rendre sur ce point à l'opinion de Marx. Personnellement j'avais, dès le début de la révolution, compris que la dictature du prolétariat était nécessaire pour la conquête du pouvoir et c'est en me conformant à ces principes que j'ai mené mon action de propagande. Le second désaccord, celui qui a trait à l'organisation centralisée ou fédéraliste n'est plus, grâce à la solution géniale que lui a donné Lénine — l'idée des soviets — qu'une dispute de mots. Quand s'organisa le Parti Communiste allemand, je lui proposai une collaboration de pure camaraderie. Il m'arriva maintes fois de prendre la parole dans les réunions du Parti et, bien que je n'aie pas travaillé de façon directe à son recrutement, j'ai certainement contribué à y rallier à Munich et dans la région de Munich, plusieurs milliers d'ouvriers. Quant à y adhérer moi-même, je ne pouvais encore m'y résoudre n'ayant jamais appartenu, jusqu'alors, à aucun parti et ne voulant pas rompre avec mon passé anarchiste.

Le cours de la révolution, son écrasement momentané par les forces coalisées du militarisme, du capitalisme, du social-patriotisme m'ont amené maintenant à une autre résolution: j'adhère dès ce jour au Parti Communiste allemand.

L'unité du prolétariat révolutionnaire est nécessaire et ne doit pas être retardée. La seule organisation qui puisse l'accomplir c'est le Parti Communiste allemand. J'espère que les camarades anarchistes qui voient dans le communisme le fondement d'un ordre social équitable, suivront mon exemple. L'anéantissement de l'état sous toutes ses formes est autant que le nôtre, le but de Lénine. Nul d'entre nous n'abdique donc rien de ses convictions. J'espère que les camarades du Parti Communiste allemand ne refuseront pas de nous admettre parmi eux. Vive la révolution mondiale! Vive la III^e Internationale!

Erich MUHSAM.

Forteresse d'Augsbach
Sept. 1919.



ERIK MUTHSAM

APPEL AUX OUVRIERS PEAUSSIERS DE TOUS LES PAYS

Les ouvriers russes peaussiers, cordonniers, harnacheurs, selliers, etc., réunis en un puissant Syndicat panrusse des ouvriers et des employés de l'industrie peaussière, s'adressent à vous, prolétaires peaussiers de tous les pays.

L'ouvrier russe doit vivre et doit lutter pour le triomphe des principes socialistes, dans des conditions incroyablement difficiles. La famine, le froid, la désorganisation de l'industrie, la désorganisation chronique des transports — tel est l'héritage de l'ancien régime et le résultat de la politique féroce de l'étouffement de la Russie Soviétique, menée par les dirigeants-bourgeois de vos pays.

Les bandits impérialistes, organisés en une vaste coalition ne cessent de martyriser notre pays, qui le premier osa lever le drapeau de la révolution socialiste. Ils s'efforcent de porter un coup mortel aux conquêtes de la révolution, en entraînant le blocus, en soutenant les gouvernements blancs des territoires limitrophes russes et en venant en aide aux forces contre-révolutionnaires.

Mais vous, prolétaires de tous les pays, vous êtes nos amis et nous espérons que vous nous aiderez. Votre aide seule nous sauvera de la famine, du froid et d'une porte définitive.

Le 28 janvier courant, à Moscou, s'ouvrit une conférence Pan-russe d'employés et d'ouvriers peaussiers, qui, afin de coordonner ses actions dans la lutte commune pour la libération du travail et afin d'établir l'unification des principes et de la tactique du mouvement syndical de tous les pays — a résolu de réunir à Moscou, le 1-er avril prochain, un congrès international d'ouvriers peaussiers. Elle y invite vos représentants.

Pour vous faire connaître les conditions d'existence des ouvriers russes ainsi que les principes fondamentaux et la situation de notre mouvement syndical, nous envoyons vers vous nos deux délégués, les camarades Yousséfovitch et Morosoff.

Exigez de vos gouvernements qu'ils laissent librement passer nos délégués dans vos pays, préparez-vous au congrès international des ouvriers peaussiers.

Vive l'union internationale des ouvriers peaussiers.

Vive la victoire future du prolétariat international.

Le bureau du Syndicat panrusse des employés et des ouvriers peaussiers.

I. YOUSÉFOVITCH, LOBKOVSKY, I. MOROSOFF.

LE PROGRAMME AGRAIRE DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

(UNION „SPARTACUS“).

I.

Les dévastations incalculables provoqués par la guerre mondiale dans le domaine économique ont sapé les bases du système capitaliste en Allemagne. Tout le mécanisme de la production a fondu dans le creuset infernal de la guerre. Les réserves de main-d'œuvre, d'outillage, des matières premières et d'autres matériaux indispensables à la production ont été épuisées; le capital a diminué également. Et à mesure que disparaissaient les valeurs destinées à la consommation, la somme des dettes militaires augmentait toujours en même temps qu'augmentait la rapacité de la classe capitaliste pour les produits du travail. L'anarchie de la production augmentait dans la même proportion: le capital dont le rôle historique consistait dans le développement le plus large des forces productrices de la société humaine, a dégénéré en un véritable parasite dans le corps du travail social et s'est transformé en une force désorganisatrice et destructrice. Son heure a sonné. Le prolétariat est appelé à exécuter le verdict de l'histoire sous la menace de la perte définitive de la production.

La défaite de l'impérialisme allemand sur les champs de batailles français a donné le signal de la rencontre décisive qui se préparait depuis longtemps déjà. La révolution du 9 novembre en fut le prélude. Mais cette révolution, bien qu'opérée par les ouvriers et les soldats déillusionnés et fatigués de la guerre, a néanmoins laissé intacts les bases du système capitaliste dans le domaine économique. Elle n'a touché qu'aux formes gouvernementales extérieures. Elle a transformé un pays militariste et monarchique en une république bourgeoise gouvernée pour les apparences par des social-traitres.

Les formes politiques du régime capitaliste ont été soumises à des transformations superficielles: un nouveau fondement lui a été substitué. Mais cette révolution politique est devenue en même temps le point de départ d'une lutte décisive entre le capital et le travail; elle s'est expri-

mée sous la forme d'une série de grandes grèves et d'insurrections armées qui ont passé comme un ouragan par toute l'Allemagne et dont le résultat final ne peut être que le renversement du pouvoir capitaliste. Le prolétariat industriel marchait à la tête de l'insurrection des ouvriers salariés contre le capital. Il a été suivi par les ouvriers et les employés du capital financier.

Il est clair que la solution du conflit entre le travail et le capital ne saurait être limitée aux villes seules. Le pouvoir du capital opprime encore plus lourdement le prolétariat des campagnes. Sa destruction menace également l'existence des paysans pauvres.

La lutte du prolétariat des campagnes et des paysans contre le capital se complique dans une forte mesure par le manque de solidarité sur les lieux et par l'isolement des campagnes. Ces obstacles ne pourraient être surmontés que par une collaboration étroite avec le prolétariat des villes.

Dans les entreprises importantes de l'économie agraire, le capital lui-même a formé un prototype de la production socialiste. Il suffira seulement de détruire les cadres de la propriété privée, de socialiser la terre et les instruments de production et d'établir une collaboration étroite avec le commerce et l'industrie socialisés pour permettre aux méthodes socialistes du travail de se développer dans le domaine de l'économie agraire. Les petits-paysans et la propriété agraire importante, exploités sous la forme de communes agricoles isolées, souffrent tout autant que le prolétariat des campagnes du joug du système agraire capitaliste. Mais dans cette forme de production par petites organisations les éléments du système économique socialiste font encore défaut. Les y introduire de force est impossible. Le régime économique bourgeois, grâce à un processus de violence de plusieurs siècles a détruit les bases de la petite propriété agraire. C'est pourquoi le petit propriétaire paysan déchoit dans les rangs du prolétariat ou bien se trouve obligé de mener la double existence de l'ouvrier de fabrique et du prolétaire paysan. Il est attaché à la terre et à ses instruments de

production pour tomber sous la coupe du grand propriétaire ou de l'entrepreneur industriel. Les petits propriétaires paysans se sont transformés en masses en ouvriers de fabriques et en prolétaires paysans; ou bien il est arrivé que leurs lots se sont trouvés à ce point diminués et grevés d'hypothèques que cette propriété agraire les entravait comme un boulet au pied et les mettait dans une lourde dépendance à l'égard du grand propriétaire et du capital industriel.

Au contraire l'attitude de la classe ouvrière ayant pris le pouvoir à l'égard du paysan ne saurait s'exprimer que par un désir actif de le soutenir, de l'élever, afin de l'aider à s'engager dans la voie qui mène au socialisme. Le problème consiste dans ce domaine à améliorer la position des petits-paysans par le moyen d'un large soutien de la part de l'industrie et du commerce socialisés; il faut délivrer le paysan du régime bureaucratique qui l'opprime et lui apprendre à gérer ses affaires lui-même; il faut enfin développer les germes de la coopération agraire avec le concours actif du gouvernement prolétarien, afin que le petit propriétaire paysan passe peu à peu à la production sociale dans de larges proportions. Dans le but de délivrer le prolétariat des campagnes et les paysans de l'exploitation du capital et dans le but d'établir le système socialiste de la production dans l'économie agraire, le parti communiste formule les revendications suivantes:

II.

Les entreprises importantes dans l'économie agraire sont celles qui se servent continuellement du travail salarié dans le but d'obtenir des bénéfices capitalistes. Les petites propriétés agraires sont celles qui ne se servent pas du tout du travail salarié ou bien s'en servent de telle sorte que les ouvriers par la forme de leur existence et le caractère de leur travail jouent dans l'économie domestique un rôle égal à celui des patrons et des membres de leurs familles.

III.

Toute propriété importante, exploitée sous forme de grosse entreprise, est expropriée par le gouvernement socialiste avec son inventaire vivant et autre, toutes les entreprises industrielles qui en font partie et son capital — sans aucune indemnité. Elle devient la propriété de la société socialiste.

IV.

Tous les droits seigneuriaux et patronaux (droit de chasse et de pêche, droits de police, affranchissement de contributions, etc.) de même que tous les droits de fidéjussés sont abolis sans aucune rétribution.

V.

Dans chaque grosse entreprise agraire les ouvriers, les employés qui y travaillent continuellement et les membres de la famille s'occupant des travaux domestiques forment un conseil.

VI.

Le conseil de la propriété prend sur lui l'exploitation sur les bases communales sous la direction d'un centre commun pour toutes les grosses entreprises agraires.

VII.

Le conseil prend sur lui dans les cadres établis par le centre commun l'accomplissement des fonctions suivantes:

- 1) L'engagement et le renvoi des ouvriers.
- 2) L'établissement de la durée de la journée de travail et du salaire.
- 3) L'établissement du système d'exploitation du terrain de la propriété agraire et la direction de toutes les entreprises industrielles liées à la propriété.
- 4) La remise des excédents des produits agraires non employés pour les besoins de la propriété.

5) La détermination de l'outillage indispensable pour l'économie agraire et que cette dernière ne produit pas elle-même (semences, bétail, en général instruments agricoles, engrais, nourriture, matières chimiques, matériaux de construction, etc.).

6) L'établissement et la distribution des produits commerciaux indispensables pour la consommation privée (produits alimentaires, habits, ameublement et batterie de cuisine, œuvres littéraires et artistiques).

La moyenne des produits agraires et industriels, produits dans la propriété même, indispensables pour les besoins personnels des membres-compagnons de l'économie donnée, est établie par le centre.

Le surplus de ces produits est remis aux dépôts des centres de ravitaillement qui pourvoient également aux besoins des propriétés agraires sous forme de produits commerciaux de toute espèce.

VIII.

Le surplus livré des produits d'une propriété donnée est porté aux comptes-courants des compagnons de la dite propriété qui est financée par les banques centrales.

IX.

Les forêts et les chasses se trouvent entre les mains des ouvriers et des employés forestiers soumis à un centre de direction unique, réunis en coopérative et de plus organisés en soviets.

X.

L'exploitation des forêts qui faisaient précédemment partie des propriétés des communes paysannes est réservée à ces dernières dans les limites de leurs besoins locaux. La direction de ces terrains est concentrée dans les centres de même que la direction de tous les autres terrains forestiers.

XI.

La direction des voies de navigation se centralise dans les limites de chaque région.

XII.

Dans les périodes de grand travail pressé dans les entreprises agricoles — de travail demandant à être exécuté à terme (l'ensemencement, la récolte) des détachements d'ouvriers agraires seront formés par le centre et répartis dans différentes propriétés.

XIII.

Pour permettre de mobiliser les ouvriers dans les propriétés agricoles au moment indiqué, il est indispensable que les travailleurs industriels s'initient eux aussi dès leur jeune âge aux formes élémentaires du travail agricole.

D'un autre côté il est indispensable que les travailleurs des communes agricoles apprennent les éléments de la technique de l'agriculture dans l'intérêt du développement technique de la production même et aussi pour faciliter le passage des ouvriers qui par la suite ne seront pas appelés à travailler dans les entreprises agricoles dans le domaine du travail industriel.

XIV.

L'apprentissage, l'entretien des élèves et la fourniture des livres sont gratuits dans les écoles techniques et agraires tout comme dans les autres écoles en général.

XV.

Les moyens et la main-d'œuvre indispensables pour l'accomplissement des grands travaux dans les entreprises agraires (défrichage et travaux de drainage, etc., déblaiement des champs, construction des routes) sont fournis aux propriétés par l'Etat.

XVI.

Toute grande propriété non exploitée comme telle, mais parcelée en lots affermés, est expropriée dans les mêmes conditions que les grandes propriétés indiquées précédemment — sans rétribution. Les terres exploitées sous formes de petites fermes sont remises aux soviets de travailleurs agricoles et de paysans du rayon économique correspondant. Ces soviets doivent établir pour chaque terrain donné la forme de son exploitation en se conformant aux intérêts des paysans qui y travaillaient jusque là.

XVII.

Les terres qui ont appartenu à l'Etat et qui ne sont pas subdivisées doivent servir de fermes modèles et se trouver sous la dépendance directe du centre gouvernemental ou du district.

Des écoles spéciales ou des écoles supérieures d'économie agraire doivent y être organisées.

XVIII.

L'Etat doit tendre à niveler l'antagonisme entre la culture des villes et celle des campagnes en facilitant l'accès de cette culture dans les campagnes par la construction d'un riche réseau de voies ferrées de communication rapide et d'autres voies de communication et dans l'intérêt de la production même — fournir à la campagne l'énergie électrique, le gaz, etc.; il doit enfin dans le même but procéder à l'union des grosses entreprises agricoles avec les entreprises industrielles.

De la Petite Propriété.

XIX.

Le droit de propriété du petit propriétaire sur la terre qui lui appartenait et les moyens de production reste invulnérable. La terre qu'il exploitait lui est abandonnée gratuitement en pleine propriété.

XX.

Les petits-paysans régissent eux-mêmes leurs affaires administratives et économiques sur la base de l'organisation soviétiste.

Cette forme de direction doit remplacer la tutelle bureaucratique du régime capitaliste.

XXI.

Tous ceux qui travaillent dans les petites propriétés agricoles y compris les membres de la famille de sexe féminin occupés aux travaux domestiques doivent servir en soviets de petits-paysans locaux.

Les petits marchands et les ouvriers spécialistes ne vivant pas du produit du travail d'autrui entrent également dans la composition desdits soviets.

Les soviets locaux de petits-paysans s'unissent à leur tour aux soviets des propriétés appartenant à la région correspondante et aux ouvriers vivant dans la campagne pour former des soviets de campagnes communs.

Les soviets des petits-paysans régissent les affaires communes de tous les petits-paysans. Les soviets de campagnes régissent les affaires économiques générales de la campagne.

XXII.

Les soviets de petits-paysans font acquisition à frais communs des engrais, des semences, du bétail, de l'outillage agricole, des machines et des produits naturels de toute espèce, de concert avec les soviets de propriétés locaux et les soviets ouvriers ils contrôlent la livraison du surplus des produits dans les dépôts des centres de ravitaillement.

XXIII.

L'industrie socialement organisée fournit aux petits-paysans tous les produits qui leur sont indispensables; elle contribue à l'union des petites fermes au moyen de la construction d'un large réseau électrique, par la mise à leur disposition des machines et des bâtiments nécessaires, en encourageant le développement des sociétés coopératives agricoles, en veillant au développement de l'éducation professionnelle et à la mise à la disposition des petits-paysans de spécialistes et de livres techniques indispensables, fournis gratuitement, etc.

XXIV.

L'union des petites communes agricoles d'une région donnée en une seule grande ferme — union économique régionale — représente le passage à la grosse économie agricole organisée et gérée par tous ses membres.

L'union régionale est formée selon la libre entente des petits-paysans habitant la région donnée.

L'organisation de l'union régionale est composée par l'association libre de n'importe quel nombre de petits-paysans d'une localité.

XXV.

Les unions régionales de même que les petites unions de paysans sont soutenues par l'industrie socialiste par la construction pour toute la région de magasins sociaux, d'écuries et d'autres locaux, par la mise à leur disposition de techniciens et de spécialistes agricoles, par l'envoi des détachements d'ouvriers pendant la période des grands travaux au moment de l'ensemencement et de la récolte et par leur pourvoicement en inventaire et en capital.

XXVI.

L'instruction dans les écoles — générales et spéciales — les livres et l'entretien des élèves durant la période scolaire sont gratuits.

XXVII.

Des terrains de dimension suffisante doivent être mis à la disposition des écoles dans les villes, comme dans les campagnes pour permettre l'enseignement pratique de toutes les branches principales du travail agricole.

XXVIII.

Les hypothèques des terres passent à l'Etat. Elles ne peuvent pas être abolies selon le désir des propriétaires. Les hypothèques peuvent être levées par l'Etat.

L'Organisation Politique et Economique des Soviets de Propriétés, des Soviets de Petits-Paysans et des Soviets de Campagnes.

XXIX.

Les soviets de propriétés, les soviets de petits-paysans et ceux des campagnes s'unissent d'abord par arrondissements économiques, puis par tout le territoire de l'Etat.

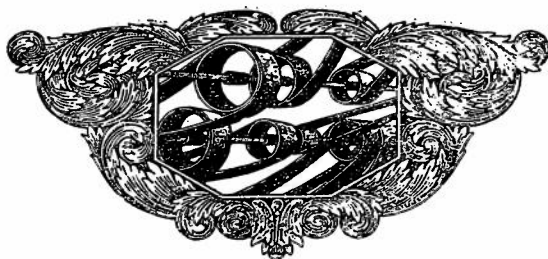
Chacune de ces organisations soviétistes doit être dans son milieu un comité exécutif qui dirigera les affaires courantes sous le contrôle des Soviets et jouit du droit de coopter des spécialistes. Le congrès central des soviets ouvriers agricoles et des petits-paysans sert d'organe supérieur de représentation de l'économie agricole. Ce congrès choisit dans son milieu en qualité d'organe exécutif un soviet agronomique central. Ce dernier entre dans la composition de l'organe central de l'économie agricole et établit de concert

avec ce dernier les règlements généraux de l'économie agraire.

XXX.

Les communautés des campagnes sont gouvernées par les soviets des campagnes. Les affaires courantes se trouvent sous la compétence du comité exécutif des campagnes.

Les membres du comité exécutif, de même que les membres du soviet des campagnes peuvent être rappelés à tout moment par leurs électeurs. Les soviets des campagnes envoient leurs délégués dans les soviets de paysans et d'ouvriers des districts et ces derniers dans les soviets des arrondissements, etc. et ces soviets de concert avec les autres soviets représentent le pouvoir politique de leur région.



ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AUX „INDUSTRIAL WORKERS OF THE WORLD“

(Travailleurs Industriels du Monde)

Camarades et Frères ouvriers!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste réuni à Moscou, au cœur de la Révolution russe, salue en les travailleurs industriels du Monde (I. W. W.) le prolétariat révolutionnaire d'Amérique.

Le Capitalisme, ruiné par la guerre mondiale, incapable de contenir plus longtemps les forces immenses qu'il a créées, est à son déclin.

L'heure de la classe ouvrière sonne. La révolution sociale est commencée et son premier combat d'avant-garde s'est livré en Russie.

L'histoire ne nous a pas demandé si nous le voulions ou non, si nous étions prêts ou non. L'occasion s'offre à nous. Saisissons-la et le monde appartiendra aux travailleurs; laissons-la passer et des générations entières s'éteindront avant qu'elle se représente.

Il n'est plus temps de parler d'édifier la société nouvelle dans les cadres de l'ancienne. La vieille société brise son enveloppe. Il appartient aux travailleurs d'établir la Dictature du Proletariat, qui, seule, peut édifier la société nouvelle.

Un article publié par votre organe officiel *One Big Union Monthly* demandait «Pourquoi devons-nous suivre les bolchéviks?» L'auteur estimait que la révolution bolchévik n'avait «donné au peuple russe qu'un droit de vote».

Ceci est naturellement faux. La révolution bolchévik a dépossédé les capitalistes des manufactures, des minoteries, des mines, des terres, des institutions financières et a tout transmis à la classe ouvrière.

Nous comprenons et nous partageons votre dégoût des principes et de la tactique des politiciens «jaunes» qui ont discrédité dans le monde entier le terme même de «socialisme». Notre but est le même que le vôtre: une communauté sans Etat, sans Gouverne-

ment, sans classes dans laquelle les travailleurs administreront la production et la répartition dans l'intérêt de tous.

Nous vous adressons ce message, camarades ouvriers de l'Association Internationale des Travailleurs du Monde (I. W. W.), comme un témoignage de reconnaissance pour la part héroïque que vous prenez depuis si longtemps à la lutte des classes que vous avez fait naître dans votre pays, et afin de bien vous faire connaître nos principes communistes et notre programme.

Nous vous invitons, vous, révolutionnaires, à vous rallier à l'Internationale Communiste, née à l'aurore de la révolution sociale universelle.

Nous vous invitons à prendre la place à laquelle votre courage et votre expérience révolutionnaire vous donnent droit, au premier rang de l'Armée rouge prolétarienne combattant sous la bannière du Communisme.

Le Communisme et les I. W. W.

La classe capitaliste américaine se révolte sous ses véritables couleurs.

La cherté croissante de la vie, le chômage de plus en plus grave, la répression impitoyable de tous les efforts faits par les ouvriers pour améliorer leur condition, la déportation et l'emprisonnement des «bolchéviks», les lois contre les grèves, contre le «syndicalisme criminel», contre le «drapeau rouge», contre toute propagande en faveur du renversement par la violence du gouvernement et les atteintes à la propriété, — toutes ces lois et ces mesures ne peuvent avoir aux yeux du travailleur conscient qu'une signification.

L'esclavage industriel est aussi vieux que le capitalisme; et les travailleurs ont connu avant lui d'autres formes d'esclavage.

Mais à présent les capitalistes du monde, — Américains aussi bien que Français, Italiens, Anglais, Allemands, etc. — nourrissent le dessein de réduire définitivement les travailleurs à une servitude absolue et sans issue.

Il n'y a pas d'autre alternative: ou cette servitude, ou la Dictature de la classe ouvrière. Et les travailleurs doivent choisir maintenant.

Le capitalisme fait des efforts désespérés pour reconstruire son édifice ébranlé. Les travailleurs doivent, par un coup de force, s'emparer de l'Etat et reconstruire la société selon leurs intérêts.

Le nouvel Esclavage.

Avant la guerre de sécession les esclaves nègres étaient, dans les états du sud, attachés au sol. Les capitalistes industrielles du nord auxquels il fallait, pour fournir de main-d'œuvre leurs manufactures, une population flottante, proclamèrent l'esclavage une offense à l'humanité et l'abolirent par force. Or, les capitalistes industriels tentent aujourd'hui d'attacher les travailleurs à leurs manufactures.

Pendant la guerre, et dans tous les pays les ouvriers perdirent pratiquement leur droit de grève et même celui d'interrompre le travail. Rappelez-vous les lois qui sévèrent dans votre propre pays: travail ou combats!

Et depuis que la guerre s'est terminée que voyons-nous? Le coût de la vie s'est accru de plus en plus tandis que les capitalistes s'efforçaient de diminuer les salaires. Et, quand les ouvriers sont acculés par la faim à la grève, toutes les forces de l'Etat sont mobilisées contre eux pour les contraindre à reprendre le travail. Quand les cheminots cessèrent le travail en Californie on les menaça de faire intervenir contre eux les troupes fédérales. Quand la Fraternelle des mécaniciens, cheminots, exigea une augmentation de salaires ou la nationalisation des chemins de fer le Président des Etats-Unis la menaça de toutes les rigueurs de la répression par les armes. Quand les mineurs américains quittèrent leurs puits, des milliers de soldats occupèrent les mines et la cour Fédérale adopta contre la grève les mesures les plus cuniques, défendant aux leaders d'ordonner la cessation du travail et interdisant le versement de secours aux grévistes. L'Attorney-Général des Etats-Unis finit par déclarer officiellement que le gouvernement ne tolérerait pas de grèves dans les industries nécessaires à la communauté.

Le juge Garry, qui se trouve à la tête du trust de l'acier, peut répondre par un refus au Président de la République qui lui demande de bien vouloir négocier avec un comité d'ouvriers. Mais quand les travailleurs de l'acier se mettent en grève, revendiquant un salaire qui leur permette de vivre et le droit élémentaire de se syndiquer ils sont traités de bolchéviks et fusillés dans les rues par les cosaques pennsylvaniens.

Et vous, camarades de P. I. W. W., vous qui gardez les souvenirs amers d'Everett, de Tulsa de Wheatland, de Centralia, où vos camarades furent massacrés; vous dont des milliers de frères sont dans les gèolles, vous qui accomplissez néanmoins le plus dur labeur dans les champs, dans les docks, dans les forêts, vous devez distinguer nettement le procédé

grâce auquel les capitalistes tentent en se servant de leur arme éprouvée, l'Etat, d'instituer une société d'Esclaves.

Le cri des capitalistes: «Produire plus! Produire encore!» retentit de toutes parts. En d'autres termes les travailleurs ont à fournir plus de travail pour un moindre salaire, afin que leur sueur et leur sang monnayés servent à payer les dettes de guerre du monde capitaliste d'après-guerre.

Pour qu'il en soit ainsi les travailleurs doivent être privés du droit de quitter le travail; ils doivent être empêchés de s'organiser afin d'arracher des concessions aux patrons ou de profiter de la concurrence entre ceux-ci. Le mouvement ouvrier doit être arrêté et brisé à tout prix.

Pour sauver le vieux système d'exploitation les capitalistes doivent s'unir et enchaîner le travailleur à la machine.

Où la révolution sociale.

Les capitalistes y réussiront-ils?

Ils y réussiront à moins que les travailleurs ne déclarent la guerre au système capitaliste tout entier, ne renversent les gouvernements capitalistes et ne les remplacent par le gouvernement de la classe ouvrière qui doit détruire la propriété privée capitaliste et instituer la propriété commune de toutes les richesses.

C'est ce que les travailleurs russes ont fait et c'est la seule façon pour les ouvriers des autres pays de se libérer du servage industriel et d'organiser le monde en sorte que le travailleur bénéficie du produit intégral de son travail et que nul ne puisse monnayer le travail d'autrui.

Mais si les travailleurs des autres pays ne s'unissent contre leurs propres capitalistes, la révolution russe ne pourra tenir. Les capitalistes du monde entier comprenant le danger que leur fait courir l'exemple de la Russie des Soviets, se sont coalisés pour la tuer. Les Alliés, oubliant à l'instant leur haine l'Allemagne ont invité les capitalistes allemands à se joindre à eux dans l'intérêt commun.

Et les travailleurs des autres pays commencent à comprendre. En Italie, en Allemagne, en France, en Angleterre, le flot de la révolution monte. En Amérique même, les membres si conservateurs de l'American Federation of Labour se rendent compte que les grèves pour des augmentations de salaire et pour de meilleures conditions d'existence sont en réalité dépourvues de signification, le coût de la vie subissant une hausse constante. Ils ont proposé toutes sortes de remèdes à cette situation, réformes du «Plumb Plan», nationalisation des mines, etc. Ils ont fondé un soldisant Parti du Travail (Labour Party) qui se donne pour but de réaliser la propriété municipale ou gouvernementale de l'industrie, un mécanisme électoral plus démocratique, etc.

Mais ces réformes si même elles étaient accomplies, ne pourraient résoudre le problème. Tant que subsistera le système capitaliste des hommes monnayeront le travail d'autrui. Toutes les réformes du système actuel ne font que leurrer le travailleur en lui fai-

sant croire qu'il est un peu moins volé qu'auparavant.

La révolution sociale a commencé et sa première bataille se poursuit en Russie. Elle ne laisse pas aux travailleurs le temps d'expérimenter des réformes. Les capitalistes ont déjà détruit la république hongroise des Soviets. S'ils réussissent à juguler et briser le mouvement ouvrier dans les autres pays l'esclavage industriel sera fondé.

Avant qu'il soit trop tard les travailleurs conscients doivent se préparer à repousser l'assaut du capitaliste, et à prendre à leur tour l'offensive pour le vaincre et l'extirper du monde.

L'État capitaliste.

La guerre et ses conséquences ont révélé avec une netteté saisissante les fonctions réelles de l'État capitaliste—de ses législations, de ses tribunaux, de ses polices, de ses armées, de sa bureaucratie.

L'État sert à défendre et affermir le pouvoir capitaliste et à brimer les travailleurs. Tout ceci est particulièrement vrai aux États-Unis, dont la constitution fut conçue par des négociants, des spéculateurs et des propriétaires fonciers dans le dessein de protéger leurs intérêts de classe contre la majorité du peuple.

Quant à présent le gouvernement des États-Unis n'est évidemment qu'une arme des capitalistes contre les travailleurs.

Les I. W. W. doivent le comprendre mieux que quiconque, pour avoir été rageusement persécutés par le gouvernement, pour avoir vu leurs leaders emprisonnés, leurs journaux supprimés, leurs membres déportés ou emprisonnés sous des inculpations forgées de toutes pièces, leurs cautions refusées, leurs prisonniers torturés, mis au secret, leurs locaux fermés, leur propagande réduite dans certains États à devenir clandestine.

Les travailleurs voient cela. Le peuple élit les gouverneurs, les maires, les juges, les sheriffs; mais en temps de grève le gouverneur convoque la milice pour défendre les renards; le maire ordonne à la police d'assommer et d'apprêter les militants dans les rues; le juge les inculpe d'avoir troublé l'ordre, les qualifie «émeutiers» et les emprisonne, et le sheriff saharie des malandrins qu'il délègue en qualité de bri-seurs de grève...

La société capitaliste tout entière présente aux travailleurs un front unique.

Le prêtre lui dit de se résigner; la presse le maudit et le traite de «bolchévik»; la police l'arrête; le tribunal le condamne; le Sheriff le fait saisir pour dettes, et l'asile des pauvres accueille sa femme et ses enfants.

Pour détruire le capitalisme les prolétaires doivent tout d'abord arracher aux capitalistes le pouvoir politique. Ils ne doivent pas se borner à s'en emparer; ils doivent abolir entièrement le vieil État capitaliste.

Car l'expérience des révolutions a montré que les travailleurs ne peuvent pas s'emparer de l'État et s'en servir—comme les socialistes jaunes le soutiennent. L'État capitaliste est édifié pour servir le capitaliste et édifié pour servir le capitalisme; il ne peut rien faire d'autre.

En lieu et place de l'État capitaliste les travailleurs doivent édifier leur propre État, la dictature du prolétariat.

La Dictature du Prolétariat.

De nombreux membres de l'I. W. W. refusent d'en convenir. Ils sont adversaires de tout État, de façon générale. Ils se proposent de renverser l'État capitaliste et d'instituer immédiatement le Communisme industriel (Industrial Commonwealth).

Les Communistes sont aussi les ennemis de l'État. Ils veulent aussi l'abolir et substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.

Malheureusement la chose ne peut être faite sur le champ. La destruction de l'État capitaliste ne signifie pas que le capitalisme disparaît automatiquement et immédiatement. Les capitalistes ont d'autres armes qu'il faut leur arracher; ils sont encore défendus par des légions de bons employés, d'administrateurs, de directeurs, d'habiles hommes d'affaires qui saboteront l'industrie—et qu'il faut persuader ou contraindre à servir la classe ouvrière; ils ont des officiers qui peuvent trahir la révolution, des prêtres qui peuvent dresser contre elle les vieilles superstitions, des professeurs et des orateurs qui peuvent la déformer aux yeux des ignorants, des gredins que l'on peut stipendier pour la discréditer, des journaux qui peuvent tromper le peuple par de continuel mensonges, des Socialistes Jaunes et de soi-disants travaillistes qui préfèrent la démocratie capitaliste à la révolution. Leurs efforts doivent être sévèrement réprimés.

Jeter bas l'édifice de l'État capitaliste, briser la résistance de la classe capitaliste et la désarmer, confisquer ses propriétés et les transmettre à la communauté des travailleurs,—ces tâches nécessitent un gouvernement, un État, la dictature du prolétariat au moyen de laquelle les prolétaires peuvent d'une main de fer, briser la classe ennemie.

C'est-ce qui se passe actuellement en Russie.

Mais la dictature du prolétariat n'est que temporaire. Communistes nous voulons aussi l'abolition de l'État. L'État ne peut durer qu'autant que se prolonge la guerre des classes. La fonction de la dictature du Prolétariat est d'abolir la classe capitaliste en tant que classe; en fait de supprimer toutes distinctions de classes. Ce but atteint la dictature du prolétariat, l'État disparaît automatiquement—cédant la place à une administration industrielle, vraisemblablement analogue au Bureau Exécutif Général de l'I. W. W.

Dans un récent article Mary Marcy écrit que sans reconnaître théoriquement la nécessité de la dictature du prolétariat les I. W. W. seront contraints de l'admettre en fait en temps de révolution, afin de vaincre la contre-révolution.

Voilà qui est vrai. Mais si l'I. W. W. se refuse à reconnaître par avance la nécessité de l'État ouvrier, la confusion et la faiblesse risquent de sévir dans ses rangs aux heures où la fermeté et la rapidité d'action lui seront impérieusement nécessaires.

L'Etat Ouvrier.

Quelle sera la forme de l'Etat Ouvrier?

Nous avons sous les yeux l'exemple de la République des Soviets russes dont il est peut-être utile d'indiquer ici la structure trop souvent déformée à l'étranger par des informations contradictoires.

L'unité de gouvernement est le Soviet local ou Conseil des députés ouvriers, soldats rouges et paysans.

Dans les villes le Soviet est élu comme suit: chaque fabrique élit un délégué pour tant d'ouvriers et chaque syndicat local en élit un certain nombre d'autres. Ces délégués sont élus sur des listes de partis politiques ou à titre individuel, au gré des ouvriers.

Les députés de l'armée rouge sont élus par leurs unités.

Dans les campagnes chaque village a son Soviet qui envoie des délégués aux Soviets des villes qui élit à son tour le Soviet du District. Ceux-ci forment de la même manière le Soviet de la province.

Quiconque exploite le travail d'autrui ne peut voter.

Tous les six mois les Soviets des villes et des provinces élisent des délégués qu'ils mandatent au Congrès Panrusse des Soviets qui est, dans le pays, l'autorité suprême. Le Congrès décide pour six mois des principales mesures politiques et choisit les deux cents membres, du Comité Exécutif Central, chargé d'appliquer les mesures édictées par le Congrès. Le Congrès élit aussi un Cabinet-celui des Commissaires du Peuple.

Les mandats de ces derniers sont révocables à tout moment par le Comité Exécutif Central. Les membres des Soviets peuvent de même être rappelés par leurs commettants.

Ces Soviets ne sont pas seulement des organes législatifs mais aussi des organes exécutifs. Contrairement au Congrès Américain ils ne se bornent pas à confectionner des lois que le Président est ensuite chargé de promulguer et d'appliquer; et il n'y a pas de cour suprême chargée de décider si la mesure adoptée est ou non «constitutionnelle.»

Dans l'intervalle entre les réunions du Congrès Panrusse des Soviets le pouvoir suprême appartient en Russie au Comité Exécutif Central. Ce comité se réunit au moins tous les deux mois et dans l'intervalle la direction des affaires est remise au Conseil des Commissaires du Peuple, tandis que les membres du Comité Exécutif Central travaillent dans leurs régions respectives.

Organisation de la production et de la répartition des produits.

Les travailleurs sont en Russie organisés en syndicats, tous les ouvriers d'une industrie appartenant à leur syndicat. Ainsi, les charpentiers et les peintres travaillant dans une usine métallurgique font partie du Syndicat des Ouvriers Métallurgistes. Chaque usine constitue un syndicat local et son Comité de fabrique (Shop Committee) élu par les travailleurs a le rôle d'un Comité Exécutif.

Le Comité Exécutif Central Panrusse des Syndicats Fédérés est élu par le Congrès annuel des Syndicats. Un Comité spécial élu par ce même congrès établit le barème des salaires.

A peu d'exceptions près la plupart des grandes usines russes ont été nationalisées et sont en ce moment propriété de la communauté ouvrière. La tâche des syndicats n'est donc plus de combattre le capitalisme mais bien de diriger l'industrie.

Le Commissariat du Travail du gouvernement des Soviets travaille en plein accord avec les Syndicats. Il n'est d'ailleurs élu par le Congrès des Soviets qu'avec l'approbation des Syndicats.

Un Conseil Supérieur de l'Economie populaire élu, a la charge de diriger la vie économique du pays. Il est divisé en sections, telles que celles des métaux, de l'industrie chimique etc., chacune ayant à sa tête des techniciens et des ouvriers désignés par le Conseil Supérieur avec l'approbation des Syndicats.

La production est, dans chaque usine, dirigée par un comité de trois membres: un représentant du Comité de Fabrique, un représentant du Comité Exécutif Central des Syndicats et un représentant du Conseil Supérieur de l'Economie populaire.

Centralisation démocratique.

Les Syndicats forment ainsi une branche du gouvernement et ce gouvernement est le plus hautement centralisé qu'il y ait.

C'est aussi le gouvernement le plus démocratique que l'histoire connaisse. Car tous les organes du gouvernement sont en contact permanent avec les masses ouvrières et sous leur influence directe. Les soviets locaux jouissent, en outre, dans la Russie entière d'une complète autonomie qui leur permet de diriger comme ils l'entendent les affaires locales à la condition de se conformer à la politique nationale du Congrès des Soviets. D'ailleurs le gouvernement des Soviets, ne représentant que les ouvriers ne peut pas ne pas agir dans leur intérêt.

De nombreux membres de l'I. W. W. sont adversaires de la centralisation parce qu'ils n'admettent pas qu'elle puisse être démocratique. Mais où il est question de grandes masses, enregistrer les volontés individuelles n'est plus possible; la volonté des majorités peut seule être notée et la Russie des Soviets est administrée dans l'intérêt commun de la classe ouvrière.

La propriété privée de la classe capitaliste, pour devenir propriété sociale des travailleurs, ne peut pas être remise à des individus ou à des groupes d'individus; elle doit devenir la propriété de la communauté entière et une autorité centralisée est nécessaire pour accomplir cette transformation.

Les industries qui fournissent aux besoins de la population entière ne concernent pas seulement les ouvriers qu'elles occupent mais intéressent la communauté entière et doivent être administrées au bénéfice de tous. L'industrie moderne est, au reste, si complexe, ses branches sont tellement interdépendantes qu'il faut pour obtenir avec le maximum d'économie le rendement le plus

fort qu'elle soit soumise, selon un plan d'ensemble, à une direction unique.

La révolution doit être défendue contre les assauts formidables des forces coalisées du capitalisme mondial. De grandes armées doivent être levées, entraînées, équipées, dirigées. Ceci veut dire: centralisation. La Russie des Soviets a pendant deux ans soutenu seule les attaques répétées du monde capitaliste. Eut-il été possible de former une armée rouge forte de plus de deux millions d'hommes sans une autorité centrale directrice?

La classe capitaliste a une organisation fortement centralisée qui lui permet de jeter toutes ses forces contre les groupements divisés et dispersés de la classe ouvrière. La lutte des classes est une guerre. Pour renverser le capitalisme les travailleurs doivent constituer une armée pourvue d'un état-major, — mais d'un état-major élu et contrôlé par les ouvriers.

En temps de grève tout travailleur sait qu'il faut un Comité de Grève — un organe centralisé chargé de diriger l'action et dont les ordres doivent être obéis — élu et contrôlé par la masse ouvrière. La Russie des Soviets est en grève, face à face avec le monde capitaliste tout entier. La révolution est une grève générale contre le système capitaliste. La Dictature du Proletariat est le Comité de Grève de la Révolution sociale.

Les révolutions prolétariennes qui approchent en ce moment en Amérique et dans d'autres pays susciteront probablement de nouvelles formes d'organisation. Les bolchéviks ne prétendent pas avoir dit le dernier mot de la révolution sociale. Mais l'expérience de deux années de gouvernement ouvrier en Russie est naturellement de la plus haute importance et doit être étudiée de près par les travailleurs des autres pays.

Politique.

Le mot politique agit sur nombre de membres de l' I. W. W. comme la vue d'un drapeau rouge agit sur le taureau — ou sur le capitaliste. Politique signifie pour eux «politicien» et, d'habitude, évoque à leurs yeux l'image du socialiste jaune qui brigue leurs suffrages dans l'espoir d'obtenir un confortable fauteuil où il lui sera possible d'oublier confortablement l'existence même des travailleurs.

Nos camarades ouvriers «anti-politiciens» sont opposés aux communistes qui, à leur avis, constituent un Parti Politique et qui, en effet, prennent par dans certains cas aux luttes politiques.

C'est user du mot politique dans un sens bien trop étroit. L'un des principes sur lesquels s'est fondée l'association des I. W. W. est exprimé dans ces mots de Karl Marx: «Toute lutte des classes est une lutte politique.» C'est dire que toute lutte des travailleurs contre les capitalistes est une lutte pour le pouvoir politique, — pour celui de l'Etat.

Et c'est dans ce sens que les communistes se servent du mot «politique».

Les socialistes jaunes s'imaginent pouvoir conquérir

progressivement le pouvoir politique en se servant du mécanisme même de l'Etat capitaliste pour obtenir des réformes, et quand ils auront obtenu la majorité au Congrès, dans les assemblées législatives, quand ils auront élu le président, le maire et le sheriff, ils croient pouvoir se servir de l'appareil législatif de l'Etat bourgeois pour abolir pacifiquement le capitalisme et instituer de même, la communauté du travail.

Ceci les induit à prêcher diverses réformes du système capitaliste, à ouvrir leurs rangs aux petits capitalistes, aux aventuriers politiques de toutes espèces et finalement à conclure des marchés et à faire des concessions variées.

Les I. W. W. ne l'admettent pas plus que les communistes.

Communistes, nous ne croyons pas qu'on puisse s'emparer du pouvoir gouvernemental au moyen du mécanisme de l'Etat capitaliste. L'Etat étant l'arme particulière de la classe capitaliste son mécanisme est naturellement conçu de manière à défendre et affermir le pouvoir du capitalisme. Le contrôle capitaliste de toutes les institutions qui font l'opinion publique — presse, écoles, églises, tribunes — le contrôle capitaliste de l'attitude politique des ouvriers par le contrôle de leurs moyens d'existence, rendent extrêmement improbable la possibilité pour les travailleurs d'être jamais «légalement» sous le régime capitaliste démocratique, un gouvernement dévoué à leurs intérêts.

Et, à l'heure actuelle, tandis que la classe capitaliste du monde entier poursuit avec l'aclarnement du désespoir sa campagne de répressions contre les organisations du prolétariat conscient dans le monde entier, cette hypothèse est tout bonnement inadmissible.

Mais si même il était possible aux travailleurs de conquérir par le moyen du mécanisme politique l'Etat capitaliste, ce dernier ne pourrait pas servir à fonder la communauté industrielle. La source réelle du pouvoir capitaliste est dans la propriété et le contrôle capitaliste des moyens de production. L'Etat capitaliste n'existe que pour étendre et défendre cette propriété, ce contrôle. Il ne peut donc pas servir à les abolir.

Jusqu'ici les I. W. W. et les communistes sont d'accord. L'Etat capitaliste doit être attaqué par l'action directe. Cette action, dans la signification correcte des termes est aussi politique car elle a un but politique — la conquête du pouvoir gouvernemental.

Les I. W. W. se proposent d'atteindre ce but par la grève générale. Les communistes vont plus loin. L'histoire indique assez que la grève générale n'est pas suffisante. Les capitalistes ont des armes et l'expérience des gardes blanches en Russie, en Finlande, en Allemagne prouve qu'ils ont suffisamment d'expérience et d'entraînement pour se servir de leurs armes contre les travailleurs. Ils ont en outre des stocks d'aliments qui leur permettent de tenir plus longtemps que les travailleurs toujours talonnés par le besoin.

Les communistes, eux aussi, comptent sur la grève générale, mais ils pensent qu'elle doit se transformer en insurrection armée. La grève générale et l'insurrection sont des formes de l'action politique.

Parlementarisme révolutionnaire.

S'il en est ainsi, si les communistes ne pensent pas pouvoir s'emparer de l'état par le bulletin de vote, pourquoi les Partis Communistes participent-ils aux élections et présentent-ils leurs candidats?

La question de savoir si les communistes participeront ou non aux élections est secondaire. Certaines organisations communistes y participent; d'autres non. Mais les premières ne le font que dans un but de propagande. Les campagnes politiques donnent aux révolutionnaires l'opportunité de parler à la classe ouvrière, de leur montrer le caractère de classe de l'Etat et quel est l'intérêt véritable des travailleurs. Elles leur permettent de souligner la futilité des réformes, de démontrer les intérêts réels qui dominent les partis politiques capitalistes et socialistes jaunes et de souligner pourquoi il faut renverser le système capitaliste tout entier.

Les communistes élus au congrès ou dans les assemblées législatives ont pour tâche de faire de la propagande; de montrer sans cesse la nature réelle de l'état capitaliste, de s'opposer aux actes du gouvernement capitaliste et de révéler leur caractère de classe; de montrer la futilité des réformes et des mesures capitalistes. Au sein des assemblées législatives, du haut des tribunes de la nation les communistes peuvent stigmatiser les brutalités capitalistes et appeler les travailleurs à la révolte.

Karl Liebknecht a montré ce qu'un communiste peut faire au parlement. Ses discours au Reichstag retentirent dans le monde entier.

D'autres, en Russie, en Suède (Höglund) et dans d'autres pays, ont fait la même chose.

L'objection la plus commune à l'envoi de militants dans les assemblées législatives capitalistes, c'est que quelle que soit leur valeur révolutionnaire, ils seront invariablement corrompus par leur entourage et amenés à trahir les travailleurs.

Cette croyance est le produit d'une longue expérience, faite surtout avec les politiciens et les beaux-parleurs socialistes. Mais, communistes, nous affirmons qu'un parti vraiment révolutionnaire n'élira que de vrais révolutionnaires et saura les garder sous son contrôle.

De nombreux membres de l'I. W. W. sont les adversaires acharnés de l'emploi des assemblées législatives ou de toutes autres institutions gouvernementales dans un but de propagande. Mais l'organisation des I. W. W., souventes fois, n'a pas dédaigné ces moyens. Lors de la grève de Lawrence en 1912, les I. W. W. se servirent même du sénateur socialiste Victor Berger qui porta à la tribune de la Chambre des Représentants les revendications des grévistes et des I. W. W. William D. Haywood, Vincent S. John et bien d'autres leaders des I. W. W. témoignèrent volontiers devant la Commission Industrielle du gouvernement des Etats-Unis, profitant de cette occasion pour diffuser les idées de leur organisation. Mais l'exemple le plus frappant de l'usage du mécanisme politique de l'Etat dans un but de propagande nous fut donné en 1918 quand la Cour Fédérale de Chicago où l'on jugeait cent leaders de l'I. W. W. devint pour trois mois un véritable meeting de propagande ouvrière.

Tels sont les cas d'usage du mécanisme politique de l'état capitaliste dans un but de propagande parmi

les masses. Ces méthodes doivent être employées selon les circonstances — de même que l'action parlementaire. L'usage de nulle arme ne doit être absolument condamné.

La tâche particulière des I. W. W. est de préparer les travailleurs à s'emparer de l'industrie et à la diriger. La fonction spéciale du parti politique communiste est de préparer les travailleurs à la conquête du pouvoir politique et à l'exercice de la Dictature du Proletariat. Tout travailleur doit être à la fois membre du syndicat révolutionnaire de son industrie et du parti politique qui combat pour le communisme.

La révolution sociale et la Société future.

Le but des I. W. W. est de «bâtir une société nouvelle au sein de l'ancienne». Ce qui veut dire: organiser si complètement les travailleurs que le système capitaliste finisse, à un moment donné, par être brisé et par faire place à la Communauté Industrielle déjà pleinement développée.

Un acte semblable exige l'organisation et la discipline de la majorité des travailleurs. On pouvait, avant la guerre, croire possible l'accomplissement de cette tâche, bien que malgré leur activité de quatorze ans les I. W. W. n'aient pu organiser qu'une minime fraction des travailleurs américains.

A présent ce dessein n'est qu'utopique. Le capitalisme est à son déclin, la révolution est à nos portes et l'histoire n'attendra pas que la majorité des travailleurs soit organisée — 100 % —, d'après le plan des I. W. W. ou de toute autre organisation. Nous n'avons plus la perspective d'un long développement industriel normal qui, seul, eût permis la réalisation d'un semblable dessein. La guerre a jeté les peuples du monde dans un immense cataclysme et ils doivent songer à l'action immédiate et non à l'élaboration de savants projets dont l'accomplissement exigerait des années.

La nouvelle société ne sera pas bâtie, comme nous le pensions naguère, au sein de l'ancienne. Nous ne pouvons l'attendre. La révolution sociale est là. Quand les travailleurs auront renversé le capitalisme, quand ils auront écrasé toutes les tentatives faites pour le rétablir, ils pourront à loisir, au sein de leur état soviétique, bâtir librement la nouvelle société.

En présence de la Révolution sociale quelle est la grande tâche immédiate des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.)?

Constituant en Amérique la plus importante organisation syndicaliste révolutionnaire il leur appartient de prendre l'initiative de fournir une base unique à l'unification de tous les syndicats d'un caractère nettement révolutionnaire, de tous les travailleurs qui acceptent le principe de la lutte des classes. Tels sont la Grande Union Unique (One Big Union), la W. I. I. U. et certains syndicats dissidents de l'American Federation of Labour.

Le moment n'est pas aux petites querelles de noms ou de menues questions d'organisation. La tâche essentielle c'est de grouper tous les travailleurs capables d'une action révolutionnaire de masses en temps de crise.

Révolutionnaires, ils ne peuvent repousser les invitations des communistes américains désireux de conclure un accord avec eux en vue d'une action révolutionnaire commune. Le parti politique et l'organisation économique doivent marcher d'un même pas vers le but commun — vers l'abolition du capitalisme par la Dictature du Proletariat et par les Soviets, vers la disparition des classes et de l'Etat.

L'Internationale Communiste tend aux I. W. W. une main fraternelle.

*Le président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste*

G. ZINOVIEV.

Janvier 1920.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE A TOUS LES OUVRIERS D'ALLEMAGNE, AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND ET AU PARTI COMMUNISTE CENTRAL (DES INDÉPENDANTS).

A propos de la résolution concernant la III^e Internationale adoptée par le congrès des indépendants de Leipzig.

A son dernier congrès le Parti socialiste indépendant a résolu de proposer à l'Internationale Communiste et aux autres organisations social-révolutionnaires de s'unir en une commune organisation internationale. Le Comité Exécutif de la III^e Internationale Communiste considère qu'il est de son devoir de soumettre cette question à tous les ouvriers révolutionnaires. Le Comité Exécutif estime que seule une délibération publique de cette question par devant les grandes masses ouvrières et non une entente secrète conclue dans les coulisses peut contribuer dans une certaine mesure à l'union de tous les éléments vraiment révolutionnaires de l'armée internationale prolétarienne. Ce qui va suivre servira donc de réponse à la lettre de Krispine du 15 décembre transmise au Comité Exécutif de la III^e Internationale et publiée dans la Freiheit du 2 janvier 1920.

I. Les Ouvriers-Indépendants et leurs leaders dans la Révolution.

L'Internationale Communiste se rend très bien compte que les ouvriers qui adhèrent au parti social-démocrate indépendant sont animés de sentiments très différents de ceux du parti de droite et de leurs leaders. C'est de là que nous partons pour tirer nos conclusions générales sur la situation du parti socialiste indépendant considérant qu'elle accuse un changement de direction dans la ligne politique de ce parti, opéré sous la pression de la fraction de la classe ouvrière allemande organisée par le parti. Cette fraction de la classe ouvrière, dans toute l'expérience de la révolution, tend de plus en plus vers la dictature du prolétariat et la lutte en masse. Elle se prononce pour cette dictature sous le drapeau commun de l'Internationale Communiste. C'est précisément à quoi s'opposent de toutes leurs forces

les sommets opportunistes de la droite du parti qui sont prêts à reconnaître tout ce qu'on voudra en paroles, bien décidés à mettre tout en œuvre pour enrayer la marche de la révolution. Ces »Zentrumsleute« opportunistes au moment de la guerre impérialiste retenaient le prolétariat de toute espèce de manifestations en masse, soutenaient la défense de la »patrie« bourgeoise, niaient la nécessité d'une organisation illégale et reculaient avec effroi devant l'idée seule de la guerre civile. Dès le début de la révolution ils ont formé en commun un gouvernement avec les traîtres à la classe ouvrière, les Scheidemann — ils ont sanctionné l'expulsion de Berlin de la légation du prolétariat russe, soutenant la politique qui a mené à la rupture des relations diplomatiques avec la République Soviétiste. Les leaders de droite des »Indépendants« dès le commencement de la révolution allemande ont prêché en Allemagne l'orientation vers l'Entente, s'opposant de toutes leurs forces à une alliance avec la Russie Soviétiste. Les leaders de droite »Indépendants« ont systématiquement semé dans la classe ouvrière allemande les illusions bourgeoises sur la nature du »Wilsonnisme«. Les leaders de droite »Indépendants« ont glorifié en Wilson le représentant et le défenseur d'une paix juste, le champion de la démocratie, etc., etc... Grâce à leur tactique la machine gouvernementale de Guillaume a été maintenue dans toute son intégrité, masquée seulement par le drapeau républicain.

Dans les moments décisifs de lutte contre les bourgeois de la classe ouvrière, Noskè et les leaders de la droite ont mené une politique »conciliatrice« de courtiers véreux, ils ont affaibli l'énergie révolutionnaire des ouvriers, détruit l'esprit de combativité du prolétariat et contribué de la sorte à sa défaite. Tout d'abord ils ont nié la dictature des Soviets en général et se sont rangés sans réserves du côté des démocrates bourgeois. Puis ils se sont mis à prêcher une combinaison des Soviets et de l'Assemblée Constituante (projet Hilferding). Ils hésitent encore,

en ce moment entre l'un et l'autre lorsqu'il s'agit de passer aux actes. Leurs représentants littéraires (Kautsky) collaborent dans des publications communes avec les pacifistes bourgeois, les «démocrates» et les laquais de la Bourse et de la Finance et n'ont pas de meilleure occupation que de ramasser les ignobles calomnies répandues par les contre-révolutionnaires russes et autres sur la révolution. Une calomnie aussi basse que stupide telle que la prétendue «socialisation des femmes» en Russie, lancée par les généraux et les espions de l'Entente, a trouvé place dans le livre de Kautsky. Le dernier ouvrage de cet auteur *terrorisme et Communisme* est publié par les mêmes éditeurs que le recueil des faux documents, fabriqué en Amérique, où les bolchéviks sont accusés d'avoir été des agents à la solde de l'état-major allemand.

Ces exemples suffisent pour montrer la véritable physionomie d'une série de leaders du Parti socialiste indépendant. Les ouvriers organisés de ce parti doivent comprendre qu'une rupture complète avec de tels leaders est indispensable si le parti ouvrier veut contribuer au développement de la révolution prolétarienne.

Désormais, il est évident que la marche si pénible de la révolution allemande est due au désarmement du peuple, que les Scheidemann ont réussi à opérer; une autre raison en est qu'au début de la révolution l'alliance n'a pas été conclue entre l'Allemagne et la Russie Soviétiste et que le vieil appareil gouvernemental est resté intact. Une part énorme de la responsabilité de ces faits retombe sur les leaders de droite du Parti Socialiste indépendant.

Pour se remettre dans la bonne voie il est indispensable de se rendre compte de toutes ces erreurs. C'est là le but principal des socialistes Indépendants qui doivent redresser la ligne politique du parti, disent-ils passer par-dessus la tête de certains de leurs chefs.

II. Les erreurs fondamentales du parti socialiste indépendant et du parti du centre en général.

L'idéologie des leaders du parti socialiste indépendant n'est pas un phénomène spécifiquement allemand. Les Longuetistes en France, l'Independent Labour parti en Angleterre, le parti socialiste en Amérique et d'autres partagent les mêmes points de vue. Leur particularité caractéristique est d'hésiter continuellement entre une trahison déclarée comme celle de Noske et la droiture du prolétariat révolutionnaire: le communisme. Nous allons exposer ces erreurs dans les points suivants:

1. La dictature du prolétariat signifie le renversement de la bourgeoisie par une classe—la classe prolétarienne et notamment par son avant-garde révolutionnaire.

Exiger que cette avant-garde se fût acquise préalablement la majorité du peuple au moyen d'élections aux parlements bourgeois, aux constituantes bourgeoises, etc., en période de salariat, sous le règne des exploiters et de la propriété privée des moyens de production, exiger ceci ou le supposer possible signifie abandonner en fait le point de vue de la dictature du prolétariat et partager

effectivement le point de vue de la démocratie bourgeoise.

C'est là précisément la façon d'agir des leaders de droite des Indépendants allemands et des Longuetistes français. En répétant les phrases des démocrates petits-bourgeois sur la majorité du «peuple» (trompé par la bourgeoisie et écrasé par le capital) ces partis restent objectivement du côté de la bourgeoisie.

2. Partager le point de vue de la dictature du prolétariat c'est avoir conscience de la nécessité urgente de réduire par la force la résistance des exploiters; c'est être prêt, décidé et capable de le faire.

Et comme la bourgeoisie, même la plus républicaine et la plus démocratique (par exemple en Allemagne, en Suisse, en Amérique) a systématiquement recours aux meurtres, au lynchage, aux répressions par les armes et à la terreur contre les communistes, en fait contre tous les gestes révolutionnaires du prolétariat, renoncer dans ces conditions à la terreur et à la violence c'est se transformer en petit-bourgeois pleurnicheur, c'est semer des illusions réactionnaires sur la paix sociale, c'est — en s'exprimant d'une façon concrète — pousser au suprême degré la peur du gendarme.

Car la guerre de 1914—1918 — la plus criminelle et la plus réactionnaire de toutes les guerres—a élevé dans tous les pays et mis au premier rang de la politique, même dans les républiques les plus démocratiques, des dizaines de milliers d'officiers réactionnaires, préparant la terreur et la réalisant dans les intérêts de la bourgeoisie, dans l'intérêt du capital et contre le prolétariat.

Les discours de certains leaders Indépendants au congrès de Leipzig, sur «l'inadmissibilité morale» de la terreur ouvrière à l'égard des bourreaux du prolétariat — prouvent que ces leaders sont littéralement imprégnés des principes petits-bourgeois.

C'est pourquoi l'attitude à l'égard de la terreur dont font preuve dans leurs discours comme dans leurs actes, dans leurs journaux, comme dans leur propagande les leaders de droite Indépendants allemands et les Longuetistes français signifie en fait leur passage dans le camp de la démocratie petite-bourgeoise; ce n'est rien de plus qu'une dépravation de la conscience révolutionnaire ouvrière.

3. Il en est de même en ce qui concerne la guerre civile. Après la guerre impérialiste, face à face avec des généraux et officiers réactionnaires, usant de terreur contre le prolétariat, devant la perspective certaine de nouvelles guerres impérialistes que prépare dès maintenant la politique actuelle de tous les pays bourgeois—guerres qui non seulement se préparent sciemment, mais sont aussi rendues inévitables par toute leur politique — dans de telles conditions et dans une telle atmosphère déplorer la guerre civile contre les exploiters, la craindre et la condamner — c'est devenir réactionnaire en fait.

Cela signifie—craindre la victoire des ouvriers qui peut coûter des dizaines de milliers de victimes, et admettre la perspective d'une nouvelle bouche-rie impérialiste qui a coûté hier et qui coûtera demain des millions de victimes.

Cela signifie—encourager en fait les projets, les mesures et les préparatifs des généraux et des officiers réactionnaires bourgeois.

C'est précisément d'un esprit réactionnaire de cette espèce que font preuve par leur attitude doucereuse et sentimentale les leaders de droite des Indépendants allemands et les Longuetistes français dans la question de la guerre civile. Ils ferment les yeux sur les menées de la garde-blanche, sur la formation et la création de celle-ci par la bourgeoisie et se détournent hypocritement (ou lâchement) de l'organisation de la garde rouge, de l'armée rouge prolétarienne, capable d'écraser la résistance des exploités.

4. La dictature du Proletariat et le Pouvoir Soviétique signifient la résolution ferme de briser, d'anéantir l'appareil gouvernemental bourgeois (fut-il même démocratique-républicain), les tribunaux, la bureaucratie civile et militaire, etc. . .

Les leaders Indépendants de droite allemands et les Longuetistes français ne font aucunement preuve de la conscience de cette vérité dans leur propagande journalière. Bien plus leur propagande est d'un esprit diamétralement opposé.

5. La principale différence entre une révolution et une réforme est que toute révolution est une crise et une crise très profonde aussi bien politique qu'économique; et cela indépendamment de la crise provoquée par la guerre.

Le devoir du parti révolutionnaire prolétarien est d'expliquer aux ouvriers et aux paysans qu'ils doivent avoir le courage d'affronter cette crise et de trouver dans les masses révolutionnaires une source d'énergies susceptible de leur assurer la victoire. Ce n'est qu'en surmontant les plus grandes crises avec un enthousiasme, une énergie et une résolution révolutionnaires de consentir les plus lourds sacrifices, que le prolétariat pourra triompher des exploités et délivrer définitivement l'humanité de la guerre, du joug du capitaliste et du salariat.

Il n'y a pas d'autre moyen d'en sortir, car le principe réformiste appliqué au capitalisme a provoqué hier (et provoquera fatalement demain) le massacre par l'impérialisme de plusieurs millions d'hommes et des calamités sans nombre.

Ce principe fondamental, sans lequel la dictature du prolétariat n'est qu'une phrase creuse, les Indépendants et les Longuetistes ne le comprennent pas et ne l'expliquent pas aux masses dans leur propagande.

Au contraire, ils effrayent systématiquement le prolétariat par toutes les difficultés de la révolution prolétarienne. Et pourtant objectivement la renaissance économique n'est possible que sur la base de la dictature prolétarienne, tandis que le régime capitaliste ne fera qu'approfondir de plus en plus sa désagrégation.

Les leaders du parti social-démocrate indépendant ne font que compliquer par leur lâcheté bourgeoise, les difficultés de ce processus et augmentent par cela même les maux du prolétariat.

6. Le système soviétique veut en finir avec tous les mensonges bourgeois qui appellent «liberté de la presse» la liberté de corrompre cette dernière, la liberté pour les banquiers et les capitalistes de la souder, la liberté pour les capitalistes de posséder des centaines de journaux et de fausser ce qu'on appelle «l'opinion publique».

Les Indépendants allemands de même que leurs collègues de l'étranger ne reconnaissent pas cette

vérité; ils ne la dévoilent pas aux masses et ne font aucun effort de propagande pour abolir par des mesures révolutionnaires l'aussejéttissement de la presse par le capital, ce que la démocratie bourgeoise appelle la «liberté de la presse».

Tout en ne menant aucune propagande dans ce sens, les Indépendants reconnaissent en paroles (Liftenbek) le Pouvoir Soviétique et restent effectivement sous le pouvoir des préjugés de la démocratie bourgeoise.

Ils ne sont pas en état d'expliquer l'utilité de l'expropriation des imprimeries et des stocks de papier, car ils ne la comprennent pas eux-mêmes.

Il en est de même de la liberté de réunion (cette liberté n'est qu'un leurre aussi longtemps que les riches auront la possibilité de jouir des plus beaux locaux et d'acheter les édifices publics), de l'armement du peuple, de la liberté de conscience—liberté pour le capital de corrompre et de s'attacher toutes les institutions d'Eglise pour l'engourdissement des masses par le narcotique religieux—et de toutes les libertés démocratico-bourgeoises.

7. La dictature du prolétariat signifie la volonté et la détermination d'attirer de son côté (du côté de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat) toute la masse des travailleurs et des exploités, par des mesures révolutionnaires, au prix de l'expropriation des exploités.

On ne trouve rien de pareil dans l'action de propagande des Indépendants allemands, ni dans celle des Longuetistes français.

En particulier, cette propagande est indispensable surtout pour le prolétariat des campagnes de même que pour les petits-paysans (les paysans qui n'emploient pas la main-d'œuvre étrangère et qui ne font pas ou peu de commerce de grains).

Il faut expliquer journalièrement à cette partie de la population simplement, clairement et concrètement que le prolétariat maître du pouvoir assurera aux déshérités des propriétaires expropriés une amélioration immédiate de leur sort. Il les affranchira du joug des grands propriétaires, il leur donnera en jouissance de vastes propriétés, il abolira leurs dettes, etc., etc. . .

La même propagande doit être menée dans les villes parmi les masses ouvrières non prolétariennes ou demi-prolétariennes.

Les Indépendants ne font aucune propagande en ce sens.

8. La dictature du prolétariat suppose une conscience nette de cette vérité, que le prolétariat, en raison de sa situation objective économique dans la société capitaliste exprime réellement les intérêts de toute la masse des travailleurs et des exploités, de tous les demi-prolétaires, des paysans moyens, etc. . .

Cette partie de la population suit les partis bourgeois et petits-bourgeois (entre autres les partis «socialistes» de la II^e Internationale) non en raison d'une libre expression de sa volonté, ainsi que se l'imaginait la démocratie petite-bourgeoise, mais bien parce qu'elle a été trompée par la bourgeoisie, parce qu'elle se trouve sous le joug du capital et par suite des illusions dont la bercent les leaders petits-bourgeois.

Cette partie de la population (le demi-prolétariat et les paysans) le prolétariat ne pourra se le concilier qu'après sa victoire, qu'après s'être emparé du pouvoir, c'est-à-dire après qu'il aura renversé la bourgeoisie, affranchi le travail du joug du capital et montré dans la pratique quels avantages (les bienfaits de la libération) leur apporte le pouvoir prolétarien.

Ce principe qui constitue la base et l'essence même de la dictature du prolétariat, les Indépendants allemands et les Longuetistes français ne le comprennent pas; ils ne l'inculquent pas aux masses et n'en font pas l'objet de leur propagande journalière.

9. L'aile gauche des Indépendants et des Longuetistes ne fait pas de propagande dans l'armée (en vue de la préparer, à faire cause commune avec le prolétariat contre la bourgeoisie). Ils ne créent pas d'organisations dans ce but.

Ils ne répondent pas aux violences de la bourgeoisie et à ses attentats sans nombre à la «légalité» (pendant et après la guerre impérialiste) par une propagande systématique au moyen d'organisations illégales et par la création de celles-ci.

Sans une étroite union de l'action légale et illégale, des organisations légales et illégales, il ne saurait être question d'un parti prolétarien vraiment révolutionnaire que ce soit en Allemagne, en Suède, en Angleterre, en France ou en Amérique.

10. Les leaders de droite Indépendants posent la question fondamentale de la révolution socialiste — l'expropriation des exploités — sous le nom de «socialisation» et de plus sous une forme réformiste mais pas révolutionnaire. Le mot «socialisation» masque la nécessité de la confiscation dictée par le joug insupportable des dettes impérialistes et par le dénuement des ouvriers; il masque la résistance des exploités et la nécessité des mesures révolutionnaires auxquelles le prolétariat doit avoir recours pour briser cette résistance. Cette tentative réformiste sème des illusions inévitables et ne correspond pas au principe de la dictature du prolétariat.

11. Le Parti Communiste Russe considère comme injuste et absolument inadmissible en principe que le parti des Indépendants allemands, tout en reconnaissant en fait les idées fondamentales du groupe «Spartacus» se les assimile d'une façon trop incomplète, trop lente et trop inconséquente, sans souffler mot des résolutions de son congrès au sujet de sa fusion avec le parti Communiste Allemand (groupe «Spartacus»). L'unité du prolétariat révolutionnaire exige cette fusion et il est impossible de reconnaître en fait la dictature du prolétariat et le Pouvoir Soviétique, sans entreprendre des démarches sérieuses et consciencieuses pour que l'avant-garde du prolétariat de ce pays, qui a prouvé par une lutte aussi longue que pénible (contre les opportunistes, contre les syndicalistes et les soi-disant anarchistes de gauche) sa capacité à diriger les masses vers une telle dictature, soit unanimement reconnue et soutenue, pour que son autorité soit fortifiée et pour que la tradition qu'elle a acquise soit soigneusement conservée et développée.

Le groupe «Spartacus» en Allemagne, fondé par des leaders tels que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, représente précisément cette avant-garde qui a acquis une importance internationale; essayer de se passer d'elle, comme le font les Indépendants, est absolument inadmissible.

Les chefs du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, en toute connaissance de cause, n'expriment pas l'opinion de la masse de ce parti qui se tient bien plus à gauche. Il n'est pas possible de se résigner à ce mal, qui fut la source des plus grands malheurs pour le prolétariat de 1879 à 1919, car il cache un abîme entre la parole et l'action.

De cette façon il est évident que toute la propagande et toute l'organisation des Indépendants de droite et des Longuetistes est plus bourgeoisement-démocratique que révolutionnaire, prolétarienne; elle est pacifiste, mais elle n'est pas socialiste-révolutionnaire.

Dès lors leur «reconnaissance» de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique n'est qu'une phrase creuse.

III. La social-démocratie indépendante et l'Internationale.

Les leaders de droite de la social-démocratie indépendante continuent cette politique de pusillanimité petite-bourgeoise dans les questions qui touchent à l'union internationale du prolétariat.

1. Les Indépendants et les Longuetistes ne développent pas et ne font pas pénétrer dans les masses la conscience de la nocivité et de la corruption du réformisme dont l'influence prépondérante dans la politique de la II^e Internationale (1889—1914) a causé sa perte; au contraire ils font tout pour voiler cette vérité. Le parti indépendant en ne posant pas la question, d'une si vaste importance historique internationale de la faillite de la II^e Internationale, des causes de cette faillite, de ses erreurs et de ses crimes,—du rôle qu'elle a joué en qualité de succursale de la «Ligue des Nations» couvre ces crimes et obscurcit la conscience de classe des masses prolétariennes.

2. Les Indépendants et les Longuetistes ne comprennent pas et n'expliquent pas aux masses que les revenus impérialistes des grandes puissances leur ont permis (et leur permettent encore) d'acheter les sommets du prolétariat en leur jetant les miettes de ces bénéfices (tirés des colonies et de l'exploitation financière des pays plus faibles) et de créer des classes privilégiées d'ouvriers cultivés, etc.

Sans dévoiler cet état de choses, sans lutter non seulement contre la bureaucratie trade-unioniste, mais également contre toutes les manifestations de l'aristocratie ouvrière et de ses privilèges ouvriers, sans l'exclusion impitoyable du parti des champions de cet esprit, sans le recours aux grandes masses, à la vraie majorité des exploités, il ne saurait être question de dictature du prolétariat.

3. Le fait que les Indépendants de droite et les Longuetistes ne font aucune propagande en faveur des insurrections et des mouvements révolutionnaires des peuples coloniaux, prouve qu'ils ne veulent, ni ne peuvent rompre avec les sommets ouvriers infectés d'impérialisme.

Dans de telles conditions, condamner la politique coloniale et l'impérialisme c'est faire preuve d'hypocrisie ou agir en petit-bourgeois borné.

4. Tout en sortant de la II-e Internationale et en la condamnant en paroles (dans la brochure de Crispine), les Indépendants tendent en réalité la main à Frédéric Adler, membre du parti autrichien de messieurs Noske et Scheidemann.

Les indépendants tolèrent dans leur parti la présence de littérateurs qui nient les principes fondamentaux de la dictature prolétarienne (Kautsky et C^{ie}).

Les Indépendants ont participé aux Conférences de Berne et de Lucerne des social-démocrates jaunes; les Indépendants ont laissé même après le Congrès de Leipzig leur organe central, la *Freiheit*, entre les mains de Hilferding—un représentant de l'extrême droite et un partisan de l'Internationale jaune.

Ce désaccord entre la parole et l'action caractérise toute la politique des leaders du parti Indépendant d'Allemagne et des Longuetistes de France. Les leaders partagent tous les préjugés de la démocratie petite-bourgeoise et des sommets prolétariens dépravés par le réformisme, sans tenir compte des sympathies révolutionnaires des masses ouvrières pour le système soviétiste.

5. En votant sous la pression des masses ouvrières la résolution d'engager des pourparlers avec l'Internationale Communiste, les leaders du Parti indépendant s'adressent en même temps aux partis de la II-e Internationale, y compris la social-démocratie blanche de Mannerheim en Finlande, les baptisant du nom de social-révolutionnaires et proposent à l'Internationale Communiste de s'unir à eux.

C'est de leur part une tentative désespérée de créer une quatrième Internationale bâtarde, sans programme défini, sans tactique ferme, sans perspectives d'avenir et fatalement destinée à périr. Mais elle prouve que les leaders de droite Indépendants sabotent la résolution adoptée par leur propre parti au congrès de Leipzig, et ne songent pas à une alliance sincère avec l'avant-garde combattante du prolétariat international.

Pour les raisons énumérées plus haut le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste déclare:

1) L'Internationale Communiste représente à cette heure une force puissante qui réunit en elle tous les éléments révolutionnaires les plus importants du mouvement prolétarien international.

Au premier Congrès constituant de l'Internationale Communiste à Moscou (mars 1919) ont pris part les partis et les organisations suivantes:

1. Parti communiste allemand.
2. Parti communiste russe.
3. Parti communiste austro-allemand.
4. Parti communiste hongrois.
5. Parti social-démocrate de gauche suédois.
6. Parti social-démocrate norvégien.
7. Parti social-démocrate suisse (opposition).
8. Parti socialiste ouvrier américain.
9. Fédération révolutionnaire balkanique (Tessniaki bulgares et parti communiste roumain).
10. Parti communiste polonais.
11. Parti communiste finlandais.
12. Parti communiste ukrainien.
13. Parti communiste lithuanien.
14. Parti communiste de Lettonie et de Russie blanche.

15. Parti communiste esthonien.

16. Parti communiste arménien.

17. Parti communiste des colons allemands de Russie.

Au cours des 10 mois qui se sont écoulés depuis ce Congrès constituant, l'Internationale Communiste a reçu les messages suivants de solidarité avec l'Internationale Communiste.

(Nous faisons remarquer que les renseignements ci-dessous sont très incomplets. En réalité un nombre beaucoup plus grand d'organisations et de partis se sont ralliés à la III-e Internationale. Rien qu'en ce qui concerne la France des dizaines d'organisations locales se sont prononcées pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Toutefois, il nous est très difficile d'obtenir à cet égard des renseignements précis.)

Le 19 mars 1919, le Comité du Parti Socialiste Italien à Milan décide d'adhérer à l'Internationale Communiste.

Le 8 avril, le Congrès du parti ouvrier Social-démocrate Norvégien vote l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Le 10 mai, nous recevons de l'Alliance social-démocrate de la jeunesse suédoise la notification de son adhésion à la III-e Internationale.

Le 14 juin, la Conférence de l'aile gauche du parti Social-démocrate suédois décide l'adhésion du parti à la III-e Internationale.

Le 22 juin, nous recevons une déclaration du Congrès du parti Social-démocrate des «Tessniaki» de Bulgarie se prononçant dans le même sens.

Le 20 juillet, nous recevons du Comité Central du Parti Communiste Polonais son adhésion formelle à la III-e Internationale.

Le Congrès du parti social-démocrate Suisse s'est prononcé pour l'adhésion à la III-e Internationale. Lors du référendum seule, il est vrai, la minorité du Congrès se prononça dans ce sens; il est notoire que cette minorité était très importante.

Au mois d'août, le Congrès des socialistes américains décide d'adhérer à la III-e Internationale. Il existe actuellement en Amérique deux partis communistes rattachés tous les deux à la III-e Internationale.

Au mois d'août, également, nous recevons du Parti communiste de la Galicie Orientale la notification de son adhésion à notre organisation.

En septembre, nous recevons la même communication du parti socialiste d'Alsace-Lorraine, de la Fédération Ukrainienne des partis Socialistes d'Amérique et d'une série d'organisations ouvrières Finlandaises.

En octobre, le Congrès du Parti Socialiste Italien à Bologne ratifie à une énorme majorité l'adhésion du parti Italien à l'Internationale Communiste.

Le 23 octobre, nous sommes informés de l'adhésion du Parti Socialiste de Grande-Bretagne à la III-e Internationale.

Le 30 octobre, nous apprenons que les Indépendants Bavarois ont décidé d'adhérer à la III-e Internationale.

Le 20 novembre, nous enregistrons l'adhésion à la III-e Internationale d'une fraction du parti Social-démocrate Danois.

En décembre, nous recevons la nouvelle de l'adhésion à notre organisation des partis Socialistes de Bohême, du Mexique et de la Lorraine.

Dans le même mois, nous apprenons qu'un Congrès international de la jeunesse ouvrière s'est tenu auquel participèrent les délégués de 220.000 membres et qu'il a décidé à l'unanimité d'adhérer à la III-e Internationale.

En décembre 1919, au Congrès socialiste espagnol la III-e Internationale recueille 12.500 voix, la II-e Internationale — 14.000 voix.

Au congrès ouvrier de Scandinavie (décembre 1919) prennent part 268 délégués représentant 300.000 ouvriers. Les résolutions communistes sont acceptées à l'unanimité.

En janvier 1920 nous enregistrons l'adhésion à la III-e Internationale du parti ouvrier d'Ecosse.

Cette énumération est suffisante pour démontrer que dans les rangs de l'Internationale Communiste se groupe déjà toute l'avant-garde combattante du prolétariat international.

Tous les partis ouvriers qui veulent sincèrement lutter pour la dictature du prolétariat et le pouvoir soviétiste peuvent et doivent s'unir au noyau fondamental, représenté par la III-e Internationale Communiste.

2) Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste considère que dans l'intérêt du succès de la lutte ouvrière internationale il est impossible d'admettre, sous aucun prétexte, qu'il soit formé une nouvelle union ouvrière internationale qui en fait ne pourrait être en aucun cas révolutionnaire.

Le morcellement des forces du prolétariat international ne serait profitable qu'aux intérêts du capital et de ses serviteurs au nombre desquels se trouvent les ex-socialistes.

3) Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste considère qu'il est urgent d'entrer en pourparlers avec chacun des partis qui expriment le désir de rompre avec la II-e Internationale. Dans ce but le Comité Exécutif invite les représentants des partis désignés à se rendre en Russie, où, en vertu de la décision du premier Congrès de l'Internationale Communiste, se trouve le siège du Comité Exécutif de

l'Internationale Communiste. Quels que soient les obstacles matériels que présente le passage de la frontière, l'expérience a prouvé qu'il était néanmoins fort possible de les surmonter.

4) Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste se rend compte qu'en raison de la complexité des relations et des particularités spécifiques du développement de la révolution dans chaque pays, il sied d'apprécier à leur juste valeur ces particularités. Nous sommes prêts à élargir la III-e Internationale, prenant en considération l'expérience du mouvement prolétarien dans tous les pays, à compléter la plateforme de la III-e Internationale, en nous basant sur la théorie marxiste et sur l'expérience de la lutte révolutionnaire dans le monde entier. Mais nous nous refusons catégoriquement à toute collaboration avec ceux des leaders indépendants de droite et des Longuetistes qui tirent le mouvement en arrière vers le marais bourgeois de l'Internationale jaune.

Approuvant la résolution du Congrès de Leipzig dans sa partie qui concerne la rupture avec la II-e Internationale, et invitant la délégation du parti social-démocrate indépendant à commencer les pourparlers, le Comité exécutif exprime la ferme conviction que la conscience révolutionnaire des masses qui se développe de jour en jour assainira les rangs des leaders du parti indépendant, l'obligera à s'unir avec le parti communiste russe et groupera les meilleurs de ses éléments sous le drapeau commun de l'Internationale Communiste.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste propose aux ouvriers de l'avant-garde révolutionnaire d'Allemagne d'examiner notre réponse en de vastes assemblées ouvrières et d'exiger des leaders du Parti indépendant des réponses claires et précises aux questions que nous avons posées.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse à l'héroïque prolétariat allemand son salut fraternel.

*Le président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.
G. ZINOVIEV.*

Moscou, le 5 décembre 1920.

SUR LA QUESTION POLONAISE

AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

Les gouvernements français, anglais, américains qui ont prolongé pendant quatre ans une sanglante tuerie au nom de la démocratie, de la liberté et dans le but de fonder entre les peuples une paix durable, poussent maintenant la Pologne aux hostilités contre la Russie des Soviets. Et il s'agit de cette Pologne qui a reçu l'indépendance et la liberté non des mains des gouvernements impérialistes, mais uniquement, grâce aux révolutions russe et allemande.

Le testament politique de Clémenceau peut se résumer en ces quelques mots: GUERRE CONTRE LA RUSSIE DES SOVIETS JUSQU'À LA DERNIÈRE GOUTTE DE SANG DU DERNIER SOLDAT POLONAIS. Et le long d'un immense front où les Polonais, sans tenir le moindre compte de la volonté des grandes masses de la population, ont égorgé la Lithuanie, la Russie blanche et l'Ukraine, les miséreux de Pologne, vêtus des uniformes écossais que leur ont donné leurs bienfaiteurs anglais, soutiennent contre les travailleurs russes des villes et des campagnes une sanglante lutte.

Depuis l'écrasement définitif de Youdénitch, de Koltchak et de Dénikine la guerre de la Pologne contre la Russie paraît à première vue improbable. Si les généraux blancs mobilisés sous l'étendard de la grande Russie indivisible non seulement par toutes les forces de la bourgeoisie russe, mais aussi par tout ce qui survit de la féodalité tsariste, si ces généraux appuyés à la fois par le capitalisme international et par tous les éléments de l'ancienne Russie qu'une haine farouche stimule contre la révolution, n'ont pu tenir contre la puissante offensive de l'Armée Rouge, conçoit-on que la petite Pologne livrée à ses seules forces ose entrer en lutte avec la République des Ouvriers et des Paysans russes? Ce serait de la part du gouvernement polonais une folie équivalant à un suicide.

Pourtant, camarades, voyons la vérité en face: cette aventure est encore possible et les travailleurs du monde entier doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour la prévenir.

Ce sont les Alliés qui veulent contraindre la Pologne à cette démarche insensée.

À Versailles ils ont tenté d'anéantir à jamais, économiquement, l'Allemagne et de morceler l'Europe centrale de telle manière qu'il soit facile aux requins du capital international de dépecer morceau par morceau les peuples d'Allemagne, d'Autriche et des Balkans. Mais les peuples européens ne sont ni des Hindous, ni des Nègres, et, le sachant bien, les chevaliers du capital français tremblent maintenant devant les conséquences de leur propre politique. Le capitalisme français ne peut s'imaginer que le peuple allemand qu'il étrangle dans le nœud coulant de Versailles subira paisiblement et patiemment son joug honteux. De même que Bismark, après la débâcle de la France en 1871, vécut avec la hantise d'une alliance franco-russe anti-germanique, les dirigeants actuels de la France vont avec effroi se dresser devant eux le spectre menaçant des peuples de l'Europe centrale insurgés contre eux. Ils tremblent surtout à la pensée que le

peuple russe ayant vaincu ses innombrables ennemis pourra s'unir fraternellement au peuple allemand libéré du capital et des junkers pour demander sévèrement des comptes aux bourreaux versaillais.

Mais la bourgeoisie française a aussi d'autres craintes. Elle redoute aussi une grande Russie propriétaire et capitaliste qui serait trop forte. Si la réaction russe avait réussi avec le concours des Alliés à vaincre la Russie ouvrière et paysanne, cette réaction russe victorieuse eût été contrainte de s'unir à l'Allemagne impérialiste défaite et de s'attaquer à ses propres bienfaiteurs, afin d'arracher sa part du butin que se sont partagé les capitalistes français, anglais, américains et japonais. Car la réaction russe ne pourrait leurrer les masses ouvrières et paysannes que par l'éclat des conquêtes extérieures, par le mirage d'une Grande Russie. Et c'est cette crainte de l'union du prolétariat révolutionnaire de Russie et d'Allemagne, cette crainte d'une coalition de l'Allemagne réactionnaire et de la Russie réactionnaire qui dicte toute la politique des Alliés et surtout celle de la France à l'encontre de la Pologne.

Le capital français voyait autrefois avec calme le tsarisme étouffer la Pologne; la presse bourgeoise française faisait systématiquement le silence sur les atrocités commises en Pologne par les satrapes de l'autocratie. Mais aujourd'hui, à peine, le peuple polonais a-t-il secoué le joug du soudard Beseller que la France manifestait le plus vif intérêt à l'égard de la jeune république polonaise et commençait à la fournir en munitions. Ayant fait de la Pologne une barrière entre la Russie et l'Allemagne le capital français a résolu de s'en faire un rempart contre l'Allemagne et un point d'appui en Orient pour la conservation du nouvel équilibre européen conforme aux intérêts de la bourgeoisie française.

Dans son prochain conflit avec l'Allemagne—conflit dont la pensée ne laisse pas de repos aux rois de la bourse française—la France capitaliste ne peut plus compter sur le concours de ses anciens alliés. Le capital américain quitte les petites intrigues européennes pour concentrer toute son attention sur l'Océan Pacifique où sa rivalité avec le Japon permettra peut-être à la bourgeoisie américaine de soulever encore les masses populaires dans une nouvelle guerre pour les intérêts du capital, c'est-à-dire pour de nouvelles sources de bénéfices. La situation de l'impérialisme anglais devient chaque jour plus difficile. En Angleterre même, le mécontentement des couches les plus profondes de la population ne cesse de croître provoqué par la désorganisation économique et par de nouvelles impositions qui pèsent lourdement à la fois sur les masses ouvrières et sur la petite bourgeoisie. L'Irlande est à la veille de la révolution. En Egypte et aux Indes les troubles ne discontinuent pas et menacent de se transformer en une insurrection générale contre la domination anglaise... La Pologne est pour la bourgeoisie française, la seule planche de salut en cas de guerre avec les travailleurs allemands ou avec les capitalistes allemands. Elle doit être à tout prix dressée à son rôle de chien de garde du capital français en Orient.

Mais ce n'est pas seulement en prévision d'une guerre future avec l'Allemagne que la France bourgeoise veut se servir de la Pologne. Elle veut dès maintenant en faire son exécuteur de basses œuvres et l'obliger à assassiner le gouvernement des Soviets russes le plus promptement possible—avant la victoire de la classe ouvrière allemande. Si au moment de cette victoire, la Russie des Soviets n'existait plus, le maréchal Foch pourrait sans obstacle faire occuper par ses troupes coloniales les bassins houillers de l'Allemagne, coupant ainsi la révolution prolétarienne allemande de ses sources les plus importantes de force et de vie. Ayant vaincu séparément les révolutions russe et allemande les exploiters français pensent pouvoir maintenir assez facilement dans l'obéissance leur propre prolétariat.

C'est pourquoi la bourgeoisie française pousse si obstinément, si fiévreusement la Pologne à la guerre contre la Russie des Soviets. Elle se hâte aussi, par crainte de voir le gouvernement des ouvriers et des paysans russe s'affermir suffisamment pour que la noblesse polonaise et le capital polonais comprennent, décidément, toute la vanité de ce dessein militaire et pour que la pression des masses populaires polonaises, chaque jour plus intense, n'oblige les classes dominantes de ce pays à renoncer aux aventures militaires.

Quelle est l'attitude de la Pologne indépendante envers cette politique d'expédients du capital pressentant sa perte inévitable? La Pologne indépendante n'est pas née de la révolte des masses populaires polonaises. Les masses populaires polonaises portaient avec soumission leur joug national et mouraient sans murmurer pour trois patries à la fois,—ou bien, incarnées par le prolétariat conscient de Pologne et groupées sous la bannière du socialisme elles luttèrent courageusement contre la guerre. Quant aux classes gouvernantes de la Pologne, propriétaires et capitalistes, elles se servaient du drapeau de l'indépendance pour marchander aux trois gouvernements avec lesquels elles étaient historiquement liées, l'influence qu'elles pouvaient exercer. En Galicie, les propriétaires fonciers polonais criaient à l'indépendance de la Pologne, sous le sceptre des Habsbourg, renonçant à la pensée de libérer les Polonais courbés sous le joug des Hohenzollern,—Guillaume II étant l'ami et l'allié du Charles de Habsbourg que les hobereaux polonais voulaient asseoir sur le trône de leur future patrie indépendante. Tous ces projets de création d'une Pologne indépendante, sous l'égide de l'impérialisme autrichien et allemand se terminèrent parce que l'opportuniste polonais qui travaillait à leur réalisation, Joseph Pilsutzky, autrefois révolutionnaire et devenu pendant la guerre commandant d'une brigade de légionnaires polonais échoua dans la forteresse de Magdebourg. La Pologne ne devint indépendante que lorsque s'effondra sous la pression des masses populaires l'impérialisme russe et allemand. Les classes dominantes du pays qui se trouverent au pouvoir se jetèrent dans les bras des vainqueurs espérant que ceux-ci les aideraient à vaincre le mouvement révolutionnaire en Pologne, leur permettraient de régner sur la Lithuanie, la Russie Blanche et l'Ukraine et favoriseraient la renaissance du capitalisme polonais.

Les Alliés cependant se préoccupaient d'accroître la puissance militaire de la Pologne, mais ne s'intéressaient aucunement à la renaissance de l'industrie polonaise. Ils ne donnèrent à la Pologne, ni machines, ni matières premières, ni céréales... Les trains venant

de Paris par Coblenz n'apportaient que du matériel de guerre nécessaire à la destruction de l'homme par l'homme. Il en résulte que la situation économique de la Pologne est tous les jours plus tragique. Tandis que les grandes masses sont affamées, spéculateurs et fonctionnaires corrompus se livrent à une scandaleuse orgie. Le mécontentement populaire s'accroît de plus en plus.

On espérait que la Pologne, pays sans dette d'état, bénéficierait à l'étranger, grâce au concours des Alliés, d'un large crédit. Ces beaux rêves se sont évanouis en fumée. La monnaie de papier polonaise vaut moins que celle de l'Allemagne en déroute. Les Polonais ont à payer aux Alliés tout ce qu'ils en reçoivent à des prix de spéculation. Les spéculateurs français, américains et anglais exportent sans vergogne, les derniers restes des richesses de la Pologne ruinée.

Ces faits provoquent, non seulement dans les masses populaires du pays, mais encore dans certains milieux bourgeois et parmi les officiers de l'armée une vive défiance, une sourde irritation, et même de la haine envers les Alliés: les conflits entre officiers polonais et alliés sont devenus quotidiens.

La classe qui détient en ce moment le pouvoir en Pologne n'a pas l'habitude de la direction des affaires de l'Etat. Au Parlement la majorité appartient aux agrariens, paysans cossus, politiquement illettrés. Un musicien célèbre était naguère à la tête du gouvernement. Il a maintenant été remplacé par un apothicaire. Joseph Pilsutzky, l'homme le plus influent du pays, est un romantique du nationalisme polonais qui par haine du tsarisme s'est fait révolutionnaire et ensuite par haine de la révolution ouvrière est devenu un des généraux de la réaction. Appartenant maintenant au gouvernement qui fusille les ouvriers, il est néanmoins membre du parti socialiste polonais dont l'orateur attitré, Daczinsky, a déclaré au parlement que le joug de la réaction polonaise était plus lourd aux masses populaires que celui de l'autocratie tsariste.

Le gouvernement polonais a parfaitement conscience de sa maladresse et de son impuissance. L'armée sur laquelle il pourrait s'appuyer ne présente aucune force réelle. Les ouvriers et les paysans qui la composent ont soif de paix; les cadres sont composés d'officiers recrutés dans cinq armées différentes et qui souvent ne savent même pas bien leur langue nationale.

C'est pourquoi la bourgeoisie polonaise tremble devant le jour prochain. Elle craint la victoire de la réaction en Allemagne, car cette victoire entraînerait l'accroissement des forces militaires du voisin de l'ouest et menacerait la Pologne d'un écrasement militaire. Elle craint aussi la victoire en Allemagne de la révolution prolétarienne qui ne trouverait que trop d'échos en Pologne. Elle craint la victoire de la contre-révolution russe qui serait pour la Pologne indépendante un arrêt de mort. Elle redoute enfin l'affermissement de la Russie des Soviets, car bien que l'armée rouge n'ait nullement l'intention de franchir les frontières polonaises, le seul fait de l'existence et de l'affermissement des Soviets favorisera le mouvement révolutionnaire dans les masses populaires polonaises, rattachées au prolétariat russe par trente années de lutte commune.

Les événements actuels se déroulent sur ce fond.

Les classes dominantes de la Pologne, affolées par ces craintes et poussées par les Alliés peuvent perdre la tête et se jeter d'un moment à l'autre dans l'aventure militaire la plus risquée. C'EST AINSI QUE, NOUS

LE RÉPÉTONS, L'AGRESSION DE LA POLOGNE CONTRE LA RUSSIE DES SOVIETS EST POSSIBLE.

La Russie des Soviets, nous en sommes persuadés, n'a rien à craindre de cette guerre. Nous sommes convaincus que les masses populaires de la Russie ouvrière et paysanne qui ont héroïquement repoussé toutes les agressions des Koltchak, des Dénikine et des Youdénitch sauraient répondre comme il convient aux propriétaires et aux capitalistes polonais et ne permettraient pas à la noblesse polonaise de reprendre les traditions du temps des troubles où elle régnait au Kremlin.

L'Internationale Communiste ne veut pas que les ouvriers russes et polonais aient à payer de leur sang les aventures de la bourgeoisie. La Russie des Soviets veut la paix. La Russie des Soviets veut éviter la guerre pour mettre un terme à la ruine et commencer son œuvre de construction pacifique. L'Internationale Communiste sait que le pouvoir des travailleurs ne sera fermement établi en Pologne, que lorsque les ouvriers et les paysans polonais renverseront eux-mêmes les capitalistes et les propriétaires fonciers, vaincront, en un mot, par leurs propres forces.

La Russie des Soviets a maintes fois déjà proposé à la République polonaise d'ouvrir les pourparlers de paix. En soulignant non seulement qu'elle reconnaît pleinement l'indépendance de la Pologne mais encore qu'elle est disposée à trancher toutes les questions litigieuses au cours des négociations de la paix. La

Russie des Soviets a fait tout ce qui dépendait d'elle afin d'éviter une nouvelle guerre, une nouvelle effusion de sang.

C'est à vous d'agir maintenant, camarades ouvriers de tous les pays!

Les travailleurs polonais se sont affirmés contre la guerre dans une série de grèves et de démonstrations.

Travailleurs français et anglais! il vous appartient de soutenir les prolétaires polonais en lutte contre la guerre. Vous sauverez la Pologne des horreurs de la guerre. Vous aiderez les ouvriers de ce pays à se libérer des seigneurs et des intrigues de l'Entente. Vous aiderez la Russie des Soviets à éviter une nouvelle guerre.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste vous appelle à déjouer le plan des nouvelles aventures militaires ourdies par l'impérialisme français.

Travailleurs français, mettez un terme à la politique sans vergogne qui provoque la Pologne aux agressions contre la république des soviets!

Travailleurs polonais, obligez votre bourgeoisie à renoncer à sa nouvelle aventure, à la guerre contre la Russie ouvrière et paysanne!

A bas les forbans internationaux! Vive le prolétariat international!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

SUR LA TERREUR BLANCHE EN HONGRIE

AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

Nous avons reçu de Hongrie les informations suivantes:

La terreur blanche continue à y sévir.

Tous ceux des travailleurs qui, dans les campagnes transdanubiennes ont échappé aux orgies sanglantes de l'amiral Horty sont fusillés. Les bandes du trop fameux amiral ont parcouru toute la région transdanubienne anéantissant les communes agricoles établies par les soviets et rétablissant dans leurs biens les propriétaires fonciers et paysans cossus. En s'approchant d'un village l'armée du Koltchak hongrois y envoyait une patrouille qui procédait aux arrestations de tous les habitants soupçonnés d'avoir sympathisé avec le gouvernement des Soviets; les blancs convoquaient ensuite une assemblée à laquelle le chef du détachement faisait connaître l'approche de «l'armée nationale» en ajoutant que si elle trouvait à son entrée dans la localité un seul communiste vivant, le village serait impitoyablement brûlé. Un tribunal populaire s'improvisait en hâte, dont les opérations se terminaient par une orgie sanglante et par le massacre de tous les suspects. Des milliers de paysans ont été assassinés de la sorte ainsi que tous les membres des soviets locaux, un grand nombre d'instituteurs et des dizaines de milliers de Juifs.

Dans les villes la terreur blanche est devenue systématique. Les ouvriers ne sont plus fusillés dans les rues comme des chiens enragés. La déesse de la justice bourgeoise, armée d'un glaive rougi, et qui

porte un bandeau sans doute destiné à voiler la méchanceté animale et la haine de ses regards a pris place sur un trône improvisé et la série infinie des procès politiques a commencé. L'abjecte valetaille de Friedrich conservant avec hypocrisie les apparences de l'impartialité légale, prononce par milliers les verdicts de mort et ne compte pas même avec les usages élémentaires de la justice bourgeoise. Le timide effort de quelques avocats qui crurent devoir indiquer qu'une inculpation ne peut être examinée que du point de vue des lois existantes au moment où le crime est commis, a rencontré de la part des juges une opposition intransigeante.

Les commissaires des usines nationalisées sont jugés comme des voleurs. Le commissaire du peuple pour les finances qui signa le décret concernant l'émission du papier-monnaie des Soviets est jugé comme un faux monnayeur; le commissaire pour les logements qui répartissait parmi la pauvreté des villes les appartements bourgeois à demi dépeuplés est inculpé d'effraction et de violation de domicile; les membres des tribunaux révolutionnaires sont envoyés au gibet comme assassins et instigateurs d'assassins. Otto Corvin et Eugène Lasczle qui firent, sous le régime des Soviets, grâces les conspirateurs contre-révolutionnaires ont été condamnés à mort pour avoir «attenté à leur liberté». Tous les fonctionnaires et employés des Soviets, littérateurs, peintres, artistes, professeurs sont condamnés à être fusillés, pendus, envoyés aux travaux forcés...

Ceux qui, même en présence d'une interprétation aussi dénuée de scrupule de toutes les notions juridiques, ne peuvent être inculpés d'aucun crime sont enfermés dans les prisons et dans les camps de concentration. 12.000 suspects sont enfermés au camp de Haymasker, voués à la faim, au froid et aux pires vexations. Des dizaines de milliers de travailleurs sont de même enfermés dans d'autres localités de la Hongrie.

C'est dans les repaires de la police que sont préparés les procès. Toutes les tortures de l'inquisition, toutes les imaginations sadiques de la police du tsar sont employées pour obtenir des aveux ou des dépositions mensongères. Accusés et témoins sont assommés à coups de matraque en caoutchouc, déshabillés et brûlés avec des cigarettes; on leur fait aussi entrer des clous sous les ongles... Et il n'y a pas ici de différence entre coupables et innocents. Les deux frères Czanto „sont morts” au lendemain d'un interrogatoire „pressant” et il fut démontré par la suite qu'ils avaient été arrêtés par erreur au lieu du député bien connu Czanto et de son frère. De même un homonyme du communiste Bettelheim a été odieusement assommé. Les inventions des tortionnaires blancs sont inépuisables. Un nommé Dirnsfeld avait fini par leur avouer avoir tué 160 personnes et avoir brûlé leurs cadavres dans sa propre maison. Les juges blancs ont pourtant dû le libérer: le malheureux était devenu fou à la suite des tortures qu'on lui avait fait subir. Nombreux sont les suicides en prison.

La mort vêtue d'un uniforme de garde-blanc se promène dans les villes et les villages de Hongrie fauchant la fleur du prolétariat hongrois et de l'intellectualité révolutionnaire.

Travailleurs!

Sachez-le bien; la responsabilité du massacre des travailleurs hongrois n'incombe pas à la bourgeoisie madyare seule, mais aussi à la bourgeoisie française et

anglaise, en premier lieu. L'Entente a poussé les bandes roumaines contre la Hongrie soviétiste. L'Entente a livré ce malheureux pays aux cannibales hongrois.

Proletaires!

Sachez-le bien, la responsabilité des atrocités commises en Hongrie par des bourreaux incombe aussi aux social-démocrates jaunes. Ils ont aidé la bourgeoisie hongroise à renverser le gouvernement des Soviets. Après avoir mené grand tapage au sujet de la terreur rouge, alors que les ouvriers se défendaient contre les malfaitteurs blancs, ils se taisent maintenant que la bourgeoisie hongroise extermine, par la terreur blanche, la fleur du prolétariat.

Travailleurs d'Europe et d'Amérique! Seuls vous pouvez interrompre cette abominable tuerie et votre devoir est d'agir au plus vite.

Elevez une protestation puissante. Demandez des comptes à vos gouvernants qui encouragent ces atrocités.

Rappelez-vous que chaque jour de retard de votre part coûte la vie à des centaines et à des milliers de victimes, et que chaque nouvelle victime ajoute un lourd reproche à votre conscience.

Travailleurs! Levez-vous dans un élan unanime, exigez impérieusement que la bourgeoisie hongroise ivre de sang ouvrier, soit réduite à l'impuissance.

A bas les bourreaux de la classe ouvrière!

Vive le prolétariat mondial, uni par une seule puissante volonté!

Vive l'héroïque prolétariat hongrois!

Vive la nouvelle révolution prolétarienne en Hongrie!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV.

Au Congrès du Parti Socialiste Français à Strasbourg

Le Comité exécutif de l'Internationale Communiste adresse aux travailleurs français en lutte contre le social-patriotisme et contre toutes les conceptions équivoques et les déformations bourgeoises des principes du communisme son salut fraternel.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste espère que sous la pression des masses ouvrières françaises le congrès de Strasbourg se décidera enfin à rompre avec la deuxième internationale, c'est-à-dire avec l'organisation jaune dont Noske, Galiffet d'outre-Rhin, est en Allemagne le représentant le plus en vue et qui est de même représenté en France par les agents de la bourgeoisie.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste appelle tous les communistes français à s'unir en une

seule organisation et à déclarer une guerre ouverte à tous ceux qui ont trahi le prolétariat.

Vive le prolétariat révolutionnaire français!

Vive l'épuration des forces ouvrières, dont les jaunes de la deuxième internationale doivent être chassés!

Vive la révolution prolétarienne!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

17 janvier 1920.

L'Internationale Communiste aux ouvrières de tous les pays

A L'OCCASION DE LA JOURNÉE DE L'OUVRIÈRE

A l'occasion de la journée de l'ouvrière l'Internationale Communiste adresse son salut fraternel aux femmes laborieuses du monde entier. Dès les premiers moments de la guerre de brigandage, qui s'est commencée le 4 août, les travailleuses de tous les pays se sont dressées contre elle.

Les ouvrières d'instinct se portèrent en avant pour couvrir de leurs poitrines leurs fils et leurs frères menacés par le fléau.

Les ouvrières italiennes se couchèrent sur les rails pour retenir les trains militaires emmenant au carnage des dizaines et des centaines de milliers de prolétaires.

Les ouvrières russes descendirent les premières dans les rues de Pétrograd pour protester contre la tuerie impérialiste.

Les ouvrières de plusieurs pays se réunirent les premières en conférence internationale pour renouer les liens de fraternité prolétarienne, rompus par les social-traitres, par les valets des bourreaux impérialistes.

Les ouvrières se battirent héroïquement sur les barricades de Berlin où le prolétariat s'était insurgé contre les social-chauvins, assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Les ouvrières de Pétrograd défendirent les armes à la main leur ville natale, côte à côte avec les ouvriers de Pétrograd, accomplissant des prouesses de courage.

Les ouvrières du monde entier resteront aux premiers rangs maintenant que l'humanité laborieuse tourne une nouvelle page au livre de l'histoire, se préparant d'en finir à jamais avec le joug du capitalisme

et à reconstituer le monde sur les bases du communisme.

La deuxième Internationale des traitres, qui pendant quatre années soutint l'odieuse guerre bourgeoise, a succombé sans gloire; elle s'est écroulée comme un château de cartes. Tout ce que la classe ouvrière du monde entier a de vivant et d'honnête rallie la III^e Internationale.

Ouvrières de tous les pays! Groupez-vous dans des colonnes de combats. Entrez dans les rangs de l'Internationale Communiste. Boycottez tous ceux qui sont encore dans les rangs de la social-démocratie jaune du traître Scheidemann. Formez vos organisations: légales, si c'est possible, illégales si la bourgeoisie et les social-traitres ont mis le sabre à l'ordre du jour. L'heure décisive a sonné. Le sort des générations futures se décide. Dans tout l'univers les femmes laborieuses sont doublement opprimées: en tant que prolétaires et en tant que femmes. Dans la Russie soviétique seulement, les femmes sont affranchies. Seul le gouvernement ouvrier a aboli toutes les lois qui limitaient leurs droits.

Nous ne voulons plus être les esclaves du capital. Nous proclamerons le pouvoir soviétique dans tout l'univers. Les ouvrières seront dans les premiers rangs du prolétariat combattant.

Vive la femme ouvrière!

Vive l'ouvrière communiste!

Vive la fraternité prolétarienne universelle!

Vive le communisme!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

SUR LE LOCK-OUT DE L'INDUSTRIE SUÉDOISE

AUX TRAVAILLEURS DU MONDE

Les usiniers et les manufacturiers suédois ont déclaré le lock-out, vouant à la misère des dizaines de milliers de travailleurs.

Cette nouvelle a profondément ému la population ouvrière de Pétrograd. Le Soviet des Syndicats de Pétrograd a invité les secrétaires de toutes les organisations à adresser pour nos camarades suédois, un appel à tous les travailleurs du Pétrograd rouge.

Le 1^{er} mars a vu s'ouvrir à Pétrograd LA SEMAINE DE SECOURS AUX CAMARADES SUÉDOIS. Des réunions publiques avaient lieu chaque jour et adoptaient avec enthousiasme la résolution de venir en aide aux travailleurs suédois voués au chômage.

Souffrant eux-mêmes de la faim et du froid les travailleurs de Pétrograd donnent tout ce qu'ils peuvent à leurs frères de Suède. Les dons affluent de toutes parts: des usines, de l'armée rouge, de la flotte ré-

volutionnaire, des miliciens, des étudiants, des enfants. Près de 7 millions de roubles ont été recueillis en deux semaines.

Un groupe de travailleurs tuberculeux nous écrit en envoyant son obole:

"Nous sentant, sur nos lits de malades, au bord de la tombe, nous adressons notre salut fraternel et notre faible secours aux travailleurs suédois en lutte pour la vie nouvelle et nous leur souhaitons de vaincre promptement et complètement".

L'Internationale Communiste, l'Internationale de l'action est née en Russie. Les premiers, les travailleurs russes ont passé DES DISCOURS SUR LE SOCIALISME A SA RÉALISATION en établissant la dictature du prolétariat et maintenant l'avant-garde du prolétariat russe, les ouvriers de Pétrograd, adressant leur secours aux travailleurs suédois mettent en pratique la grande

devise du Manifeste Communiste: Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

L'Internationale Communiste croit et se fortifie chaque jour et les travailleurs russes savent bien qu'ils ne sont pas seuls, que viennent derrière eux les masses ouvrières des autres pays et que le jour est proche où, grâce aux efforts réunis de la puissante armée du pro-

létariat mondial, la République Universelle des Soviets du travail se fondera.

Vive l'union fraternelle des travailleurs du monde.

Le président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.
G. ZINOVIEV.

20 mars 1920.

MESSAGE AU CONGRÈS INTERNATIONAL DES OUVRIERS DU TRANSPORT.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse son salut fraternel aux ouvriers du transport de tous les pays réunis en congrès.

Parmi les ouvriers du transport de divers pays s'est commencé depuis longtemps un mouvement qui répond pleinement à l'esprit du temps. Le syndicat des ouvriers du transport d'Angleterre participe à la Triple Entente qui s'efforce d'élever le mouvement syndical anglais à une nouvelle hauteur. Les ouvriers du transport d'Angleterre, d'Italie et des autres pays ont organisé un splendide mouvement de protestation contre l'intervention des impérialistes dans les affaires de Russie et contre l'envoi de munitions par les capitalistes au général réactionnaire Dénikine. Les magnifiques grèves des ouvriers du transport qui ont lieu de ci, de là, nous permettent d'espérer que les ouvriers du transport de tous les pays sortiront les premiers de la voie du vieux trade-unionisme, qui a sombré tout entier dans l'influence de la bourgeoisie.

Ouvriers du transport! Au cours de ces quatre années de carnage impérialiste bien des choses dépendaient de vous, lorsque chaque jour sur un signe de la bourgeoisie périsaient des milliers et des dizaines de milliers de prolétaires de tous les pays. De vous, prolétaires du transport, il dépend encore davan-

lage, maintenant que les ouvriers du monde entier entrent directement en lutte avec le capitalisme. En ne tenant pas le transport entre leurs mains, les ouvriers ne peuvent pas rejeter la domination de la bourgeoisie et ne peuvent pas se mettre avec succès à l'œuvre d'organisation du socialisme.

C'est pourquoi le prolétariat conscient du monde entier suivra attentivement la marche des travaux de votre congrès. Nous prenons la hardiesse d'exprimer la certitude que votre congrès se montrera à la hauteur de ces tâches que l'époque met au premier plan.

L'Internationale Communiste s'est adressée dans une déclaration aux syndicats ouvriers de tous les pays. Dans cette déclaration, que nous vous envoyons séparément, sont exposées nos vues sur les tâches actuelles des syndicats.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sera heureux d'apprendre que cette déclaration aura trouvé la sympathie de votre congrès.

Salut prolétarien.

Le président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.
G. ZINOVIEV.

15 mars 1920.

AUX TRAVAILLEURS SCANDINAVES A LA CLASSE OUVRIÈRE DE NORVÈGE AU PARTI OUVRIER NORVÉGIEN

C'est avec une profonde satisfaction que le Comité Exécutif de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE a eu connaissance de cette splendide semaine d'agitation menée par le Parti ouvrier norvégien en signe de solidarité avec la classe ouvrière de Russie. Dans toutes les réunions, organisées au cours de cette semaine, ont retenti, comme on nous le communique, les exigences unanimes de la levée du blocus de la Russie Soviétiste et de la reprise avec celle-ci des relations commerciales et diplomatiques. Les ouvriers recueillent des sommes d'argent pour l'achat de médicaments destinés à la Russie soviétiste. Le Comité de propagande de l'Association de la Jeunesse et les organisations d'étudiants mènent une action importante parmi les jeunes. Villes sur villes sont attirées dans cette action. L'action de l'Internationale Communiste

doit se distinguer de „l'action de la II-e Internationale" par le fait que les ouvriers d'un pays aident en réalité les ouvriers d'un autre pays, autrement que par des résolutions de parade.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE est persuadée que les ouvriers de la péninsule Scandinave et du monde entier soutiendront ce qui a été innové par les ouvriers norvégiens.

Les ouvriers russes sont pleins de sentiments de gratitude fraternelle pour les ouvriers de Norvège et nous demandent, camarades, de vous les transmettre.

Vive la solidarité ouvrière internationale!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.
G. ZINOVIEV.

20 février 1920.

AU PROLÉTARIAT DES PAYS BALKANO-DANUBIENS

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AUX PARTIS COMMUNISTES DE BULGARIE, DE ROUMANIE, DE SERBIE ET DE TURQUIE.

L'Internationale Communiste salue avec joie le mouvement communiste dans les pays balkaniques. L'éclatante victoire du parti Communiste bulgare aux élections de l'Assemblée, les grèves et les démonstrations en masse qui ont eu lieu, récemment dans toute la Bulgarie et qui se terminèrent souvent par des rencontres sanglantes avec l'armée, la vague de grèves économiques et politiques qui a déferlé sur la Roumanie et qui s'est prolongée pendant toute une année, — les démonstrations du prolétariat de Bucarest en décembre 1918 qui se terminèrent par la fusillade de dizaines d'ouvriers, l'adhésion officielle à la Troisième Internationale du parti ouvrier social-démocrate serbe, — tous ces événements témoignent éloquemment de l'orientation révolutionnaire prise par le prolétariat balkanique, qui exprime la volonté d'aller sur les traces du prolétariat russe conquérir sa dictature et le Pouvoir soviétiste.

La défaite définitive des gardes-blancs de Russie, la capture de Koltchak, l'anéantissement complet de l'armée de Youdenitch, le rapprochement de l'armée rouge russo-ukrainienne du Dniester, l'élan du mouvement révolutionnaire en Allemagne et la désagrégation de plus en plus accusée des états capitalistes, tout cela sert de nouveau stimulant au développement du mouvement communiste prolétarien dans la péninsule balkanique.

La victoire doit revenir aux communistes. Cette pensée doit s'imprimer profondément dans la conscience révolutionnaire non seulement du prolétariat mais de la classe paysanne laborieuse des pays balkaniques. Pour cela les partis et les organisations communistes des pays balkano-danubiens doivent dissiper toutes les erreurs que les ennemis de l'émancipation ouvrière et paysanne s'efforcent de répandre autour de notre programme. En premier lieu il convient de combattre leur argument préféré que par suite de leur caractère économique retardataire les pays balkaniques sont condamnés à rester en dehors de la révolution prolétarienne. Les partis et les organisations communistes balkaniques doivent opposer à cet argument l'analyse des conditions politico-économiques qui se sont formées dans les pays balkaniques pendant et après la guerre, conditions qui montreront avec une netteté absolue que pour les masses laborieuses des pays balkano-danubiens il n'y a pas hors la révolution prolétarienne, d'issue de la pénible situation qui s'est créée.

Le programme et les méthodes de lutte que le prolétariat russe a forgés par une expérience rude et sanglante, au cours de trois années de révolution répondent aux intérêts des masses prolétariennes de tous les pays et entre autres des pays balkano-danubiens.

Par leur situation géographique et économique les pays balkano-danubiens ont été depuis longtemps entraînés dans la sphère des intérêts des états impérialistes. Les prétentions de la Russie autocratique et capitaliste sur la mer Méditerranée; celles de l'Autriche et de l'Allemagne impérialiste sur la mer Egée; en Asie Mineure et en Mésopotamie, la lutte de l'Angleterre, de la France et de l'Italie pour l'hégémonie dans la

mer Méditerranée, tout cela s'est heurté, croisé dans la péninsule balkanique, nœud central de la route vers le Sud, vers le proche et le lointain Orient.

Entre ces rapaces la lutte sanglante pour l'hégémonie dans les Balkans s'est prolongée pendant 10 ans. Et quand à bout de forces ils abandonnèrent la lutte, les classes régnautes balkaniques, se transformant en leurs agents et commis-voyageurs continuèrent cette guerre entre elles.

La dernière "grande" guerre impérialiste a commencé dans les Balkans. La guerre balkanique de 1912—1913, qui en fut le prélude, en ne se terminant pas par la victoire complète d'un de ces groupes, a motivé, en 1914, l'entrée en guerre des grands états impérialistes pour la solution définitive de la suprématie dans la péninsule balkanique et sur les grandes routes vers l'Asie et la mer Méditerranée.

Pour déchaîner la guerre entre les États balkaniques, leurs protecteurs impérialistes mirent à profit l'avidité de leur bourgeoisie qui visait à des conquêtes territoriales, leur faisant miroiter soit une "Grande Bulgarie" soit une "Grande Serbie" ou une "Grande Roumanie". Ils dirigèrent le nationalisme de l'un contre celui des autres, les fournirent d'argent pour leur armement prenant en garantie leurs sources de richesses, les mines, les ports, les matières premières, bref les transformant, en fait, en leurs propres colonies.

La guerre s'est terminée par la victoire extérieure de l'Entente. La Roumanie, la Serbie et la Grèce ont reçu d'immenses accroissements territoriaux, dépassant de deux ou trois fois leur territoire d'avant-guerre. La Bulgarie est en majeure partie partagée entre ses rapaces voisins.

La Turquie doit s'attendre à un démembrement complet et sa population—destinée des peuples sémitiques—est vouée au sort des peuples sans territoire.

Mais les pays "victorieux" à leur tour doivent acquitter la protection des États de l'Entente au prix de la suppression en fait de leur indépendance politique et économique. Outre les emprunts de dizaines de milliards, qu'ils ont dû contracter, pour la conduite de la guerre, leur dette publique s'est encore accrue par des parts correspondantes des dettes de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie. Craignant pour le sort de leurs capitaux et de leurs valeurs, les boursiers anglais, américains et français ont obtenu par les traités de Versailles et de Saint-Germain le droit de contrôle et d'ingérence dans les chemins de fer, et dans les douanes de la Roumanie et de la Serbie. Abandonnant à la merci de la clique militariste serbe, des grands propriétaires roumains et des fonctionnaires corrompus des millions de Bulgares, d'Albanais, de Hongrois, d'Allemands, d'Ukrainiens et de Russes, le Conseil Supérieur de Paris a réservé pour les cinq "grands" états le droit d'utiliser, en cas de nécessité, les minorités nationales, comme moyen de pression sur la Serbie, la Roumanie et la Grèce pour recevoir de ces pays toutes sortes d'avantages économiques et politiques.

Dans le domaine économique et politique la situation des masses populaires chez les vainqueurs est aussi catastrophique que chez les vaincus.

Après avoir dépensé tous leurs moyens, épuisés toutes leurs ressources économiques, ruiné leur industrie et leur agriculture, les gouvernements capitalistes des états balkano-danubiens ont conduit les masses populaires au dénuement, à une déperdition effroyable, à l'abaissement des salaires, en même temps qu'à un renchérissement colossal des produits alimentaires et manufacturés. Tout cela a naturellement provoqué de la part des basses couches sociales une tendance à la résistance qui s'est traduite au début par des grèves. Bien vaines sont les espérances des états balkaniques vaincus qui abandonnèrent sans protestations leurs territoires et leurs peuples au joug étranger, de maintenir chez eux, au moyen d'une répression impitoyable, "l'ordre et la tranquillité". Vaines les espérances de la Roumanie, de la Grèce et de la Serbie de recevoir du secours de la part de leurs "alliés" pour leurs services du temps de guerre. Impuissants à se mesurer avec leur propre désorganisation, à restaurer chez eux l'industrie et le transport, les capitalistes d'Angleterre et de France ne seront pas en état de porter aucun secours aux états balkaniques.

Au contraire, dans l'avenir ils considéreront plus encore ces pays comme des sources de matières premières et comme des marchés pour l'écoulement de leurs produits inutiles. Le pillage jusqu'à la corde des états balkaniques, "ennemis" comme "alliés", se pratiquera dorénavant d'une manière bien plus impitoyable.

La lutte pour le monopole des exploitations de naphte de Roumanie qui se poursuit entre le capital américain et le capital-franco-anglais montre clairement que les alliés ne pensent nullement à laisser la bourgeoisie balkanique profiter des fruits de sa victoire.

Les perspectives qui attendent les peuples balkaniques dans l'avenir, grâce à la politique de rapacité de leurs gouvernements, seront encore plus mauvaises qu'en ce moment. Les nouveaux classements nationaux qui ont été effectués après la défaite de l'Autriche-Hongrie et l'écrasement de la Bulgarie et de la Turquie compliquent bien plus qu'il ne l'était avant la guerre le problème des nationalités dans la péninsule balkanique. Beaucoup plus d'éléments de nationalité étrangère sont tombés sous la domination des vainqueurs. La politique d'oppression nationale, la politique du militarisme insatiable, appellent bien plus encore les fortes aspirations à l'émancipation. L'ampleur que revêtira la lutte émancipatrice n'en sera que plus vaste.

Contre la domination de l'oligarchie des grands propriétaires et des fonctionnaires serbes se soulèveront d'un même élan les Bulgares macédoniens, les Albanais, les Monténégrins, les Croates et les Bosniaques. Contre l'oligarchie roumaine combattront non seulement les paysans bulgares et turcs de l'Ancienne et de la Nouvelle Dobroudja dont les biens sont mis au pillage par les grands propriétaires roumains, mais encore les Hongrois et les Allemands de Transylvanie, les Russes et les Ukrainiens de la Bukovine. Contre la domination des usuriers, spéculateurs et commerçants de la bourgeoisie grecque combattront d'une même ardeur les Albanais de l'Épire, les Turcs et les paysans bulgares de la Thrace.

Une nouvelle période d'agitation nationaliste acharnée, de haines nationales avivées et de guerres nationales bourgeoises menace les peuples balkano-danubiens. Seul le prolétariat peut prévenir par sa victoire une nouvelle catastrophe et émanciper les masses ouvrières et paysannes laborieuses de l'oppression nationale et économique. Seule la victoire de la dictature prolétarienne pourra unifier dans une même République fédérative soviétiste socialiste balkanique (ou balkano-danubienne) toutes les masses populaires balkaniques, seule cette victoire pourra les affranchir tant de l'exploitation de leur bourgeoisie capitaliste et terrienne, de la bourgeoisie étrangère et de l'esclavage colonial, que des querelles nationales. Le parti communiste a été appelé par les circonstances à jouer dans la péninsule balkanique un rôle encore plus important que dans les pays capitalistes homogènes, où la question nationale n'existe pas. C'est dans l'accomplissement de ce grand rôle historique du communisme que tous les efforts des partis communistes balkaniques doivent être dirigés.

Dans la phase préparatoire de la révolution socialiste les partis communistes balkaniques doivent parallèlement avec leur travail intérieur porter la plus sérieuse attention sur l'affermissement de la liaison et de la coordination de l'action entre les différents partis balkaniques. L'expérience de la république soviétiste hongroise qui est tombée parce qu'au lieu de secours de la part des ouvriers roumains, iougo-slaves et tchécoslovaques elle s'est effondrée sur les baionnettes de leurs gouvernements réactionnaires, doit montrer clairement que sans une étroite liaison entre tous les partis balkaniques la victoire est impossible.

La deuxième leçon dictée par l'expérience des républiques soviétistes, et que doivent se rappeler constamment les partis communistes balkano-danubiens, consiste dans la nécessité d'entraîner dans le mouvement communiste de pair avec les masses ouvrières les larges milieux de LA CLASSE PAYSANNE LABORIEUSE: les paysans pauvres et moyens. La victoire et l'affermissement du pouvoir soviétiste en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie, en Grèce, en Turquie, dans tous les pays balkaniques, dépendra du savoir-faire des communistes pour répandre l'influence du parti communiste sur les MASSES PAYSANNES. L'exacerbation de la haine de classe des paysans roumains, bessarabiens et bukoviens contre les grands propriétaires, la haine des paysans bosniaques, khorvates, croates contre les grands propriétaires qui ont conservé le pouvoir qu'ils avaient sous le règne des Habsbourg, l'entrée de la classe paysanne pauvre de Bulgarie, de Macédoine et de Thrace dans les rangs du parti communiste, décidera de la victoire du prolétariat dans les Balkans.

Les messagers avant-coureurs de la Révolution prochaine dans les Balkans sont nombreux. Mais il ne suffit pas au prolétariat balkano-danubien de s'emparer du pouvoir. Il doit pouvoir s'y maintenir. Il doit faire ample connaissance avec l'expérience de la lutte communiste prolétarienne qui se mène dans tous les pays d'avant-garde. Il ne doit pas oublier l'expérience de la révolution ouvrière et paysanne de Russie, qui s'est maintenue non seulement en raison des conditions historiques, géographiques et politiques de ce pays, mais encore en raison de la puissante organisation du parti communiste russe, grâce au niveau moral élevé et à l'éducation politique du prolétariat russe organisé, qui pendant 10 ans n'interrom-

pit pas la lutte révolutionnaire contre le tsarisme. Le prolétariat russe ne s'empara du pouvoir que lorsqu'il eut préparé les conditions maxima pour la victoire et les conditions minima pour le MAINTIEN de la victoire. Ce sera possible dans les Balkans lorsque dans chacun des pays balkaniques le parti communiste représentera réellement la volonté organisée du prolétariat et lorsque les partis communistes de tous les pays

balkano-danubiens formeront un front révolutionnaire unique.

Vive les partis communistes balkaniques!
Vive la Révolution universelle!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV.

5 mars 1920.

FUSION DU PARTI COMMUNISTE AMÉRICAIN ET DU PARTI OUVRIER COMMUNISTE AMÉRICAIN

Texte de l'accord conclu entre les deux partis.

1. Un bureau spécial composé de 6 camarades, chaque parti fournissant trois représentants est formé dans le but de fusionner les deux partis communistes américains.

2. Ce bureau a pour tâche immédiate la convocation d'un congrès uni. Les représentants des deux partis y seront en nombre proportionnellement égal, par rapport au nombre des adhérents des deux organisations le 1-er janvier 1919. Le bureau d'union coordonne le travail des deux partis, organise l'action commune, crée les organes de presse communs, répartit les ressources financières communes.

3. Le Congrès du Parti adoptera le nom suivant: *Parti Communiste Unifié Américain*.

4. Le Congrès est l'organe supérieur du Parti.
5. Le Congrès élit un Comité Central qui, dans l'intervalle séparant le Congrès, est l'organe supérieur du Parti.

6. En cas de nécessité des Conférences du Parti peuvent être convoquées. Leurs décisions ne sont toutefois obligatoires que si le Comité Central les confirme.

7. Pendant la période de lutte pour le pouvoir les referendums au sein du parti paraissent inopportuns et ne doivent avoir lieu que le plus rarement possible. Le mieux est de les éviter totalement.

8. Les fédérations nationales existant principalement par suite de la nécessité d'une propagande active parmi les masses ignorant la langue anglaise, subsistent dans ce but. Leur autonomie est seulement limitée. Elles n'ont pas de fonctions administratives propres, à l'exclusion de celles que leur confère le Congrès du Parti ou son Comité Central, devant l'autorité desquels elles doivent s'incliner. Ces fédérations ne doivent pas tendre à retenir les tra-

vailleurs étrangers dans des organisations séparées; elles doivent tendre, au contraire, à les faire entrer au plus tôt dans les organisations américaines. Les militants des fédérations nationales connaissant suffisamment l'anglais peuvent être chargés par le C. C. de travailler parmi les prolétaires de langue anglaise.

9. Les cotisations sont versées, à la caisse du parti unifié par les soins des sections locales du parti ou par les soins des comités de chaque état et non par l'intermédiaire des Fédérations nationales. Celles-ci peuvent imposer à leurs membres un supplément de cotisation destiné à subvenir à leurs besoins propres.

10. Le travail d'édition et de propagande des Fédérations nationales doit être soumis au contrôle du C. C. du parti.

11. Les Fédérations n'ont pas le droit d'exclure temporairement ou définitivement leurs membres. Les griefs qu'elles font valoir contre tel ou tel membre ou groupement doivent être examinés par le comité local du parti qui, seul, a le droit d'exclure un membre ou un groupe du parti, avec le consentement du Comité Central.

12. Il ne peut y avoir au sein du parti qu'une Fédération pour chaque langue étrangère. Tous les membres qui ne peuvent, par suite de leur ignorance de la langue, entrer dans les sections communes doivent faire partie de leurs Fédérations. Les Fédérations ne peuvent refuser d'admettre en leur sein ni un membre ni une organisation, sans l'assentiment du Comité Central ou de ses organes spécialement mandatés à cet effet. L'exclusion d'un membre d'une Fédération entraîne son exclusion du Parti.

ACTES DU COMITÉ CENTRAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE INTERNATIONALE

MANIFESTE DU 1-er CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

A la jeunesse ouvrière de tous les pays.

Camarades! La mêlée décisive pour le triomphe du socialisme fait rage de plus en plus.

La France, l'Angleterre, l'Amérique sont bouleversées de fond en comble par des grèves sans précédent. En Autriche, en Italie les vagues révolutionnaires se font toujours plus hautes.

C'est ce qui prouve indubitablement que dans ces pays il ne s'agit plus ni de réformes insignifiantes ni de concessions isolées. Non. Il y va du sort de toute la société bourgeoise. Pour elle, la question est posée: „Être, ou ne pas être“. Un danger menaçant pèse sur le monde capitaliste. C'est en vain que les contre-révolutionnaires s'efforcent de l'écartier par une réaction sans exemple, par des persécutions contre les communistes et contre les révolutionnaires, par le blocus de la Russie des Soviets. Les antagonismes sociaux deviennent de plus en plus aigus. La production capitaliste s'émiette et meurt. L'incapacité absolue du régime capitaliste pour sauver le monde de la destruction menaçante, apparaît chaque jour plus évidente. Et toujours plus acharnées deviennent les tentatives des capitalistes pour affermir de nouveau leur pouvoir, en écrasant les ouvriers au moyen de l'oppression politique et du joug de la dictature militaire.

Mais comme leurs efforts sont vains! La Russie des Soviets reste debout inébranlablement. Sur tous les fronts, son armée Rouge pleine d'enthousiasme culbute les bandes des lansquenets impérialistes. Les masses ouvrières d'Europe Occidentale et d'Amérique sont de plus en plus révolutionnaires. La misère croissante, le joug insupportable de la dictature militaire et l'absence de droits politiques poussent les masses constamment plus nombreuses dans les organisations révolutionnaires et dans les partis communistes. Les grèves en masse se font de plus en plus fréquentes, tandis que les unes après les autres se succèdent les actions révolutionnaires et les insurrections. La vague révolutionnaire grossit formidablement. Toutefois ne nous leurrions pas. Les impérialistes sont encore en état de se mesurer

terriblement avec les ouvriers révolutionnaires. Mais il n'est déjà plus une force au monde qui puisse empêcher la victoire finale de la révolution prolétarienne.

Camarades! La jeunesse ouvrière est spécialement intéressée à l'issue de la lutte gigantesque, mondiale, historique, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, entre l'impérialisme et le communisme. La jeunesse ouvrière, en tant que fraction de la classe prolétarienne, supporte toute la misère et tous les malheurs qui frappent les opprimés. Bien plus encore. La jeunesse, ce sont les citoyens futurs. Ils devront payer pour les péchés de leur père. Ils devront supporter les terribles conséquences de la destruction et de la désolation insensées de cette tuerie criminelle qui a duré 4 ans et demi. Ils devront boire jusqu'à la lie, le calice de la misère, engendrée par la destruction des richesses économiques et morales.

L'existence ultérieure du régime capitaliste, signifie de plus une exploitation féroce de la jeunesse prolétarienne, le maintien du salariat, l'absence des droits politiques et une tutelle imposée à sa vie intellectuelle. Elle signifie de nouveaux troubles, de nouvelles guerres, qui détruiront de nouvelles masses de robustes jeunes gens pour le plus grand bien des intérêts capitalistes. Ce n'est que par l'abolition totale du régime bourgeois, que la jeunesse ouvrière sera délivrée de l'exploitation spoliatrice. Seule la victoire définitive de la révolution prolétarienne, apportera à cette jeunesse une entière liberté politique et lui ouvrira largement la voie vers tous les trésors du savoir humain.

Jeunes Camarades! Vous avez pris la part la plus active à la lutte de classes prolétarienne pendant plusieurs dizaines d'années, depuis le jour de la création des premières organisations socialistes de la jeunesse. Vous y avez été amenés, non seulement par la situation économique difficile, non seulement par les souffrances endurées dans les fabriques, mais par le désir impétueux de détruire tout l'ancien monde, et la tendance irrésistible vers une action créatrice. Les meilleures de vos organisations se sont efforcées depuis longtemps au moyen d'une propa-

gande antimilitariste et révolutionnaire de donner à la jeunesse ouvrière, en plus de la préparation théorique, une préparation pratique pour une participation active à la lutte de classes.

Quand la guerre éclata, les social-traitres trahirent honteusement l'Internationale. Ils conclurent une paix civile déshonorante avec leurs gouvernements capitalistes de bandits. Ils livrèrent les masses ouvrières à la merci des généraux sanguinaires. Ce furent des jours d'humiliation honteuse du prolétariat. C'est alors que vous, jeunes ouvriers, avez jeté les premiers, le cri du ralliement international. En 1915 vous avez organisé le congrès international de Berne. Fidèles au mot d'ordre de l'Internationale de la jeunesse, vous avez entamé la lutte révolutionnaire contre la guerre. Bien haut vous avez levé le drapeau du socialisme international, au-dessus des fils de fer barbelés et des tranchées, au-dessus des champs de carnage et des monceaux de cadavres. La lutte exigea des sacrifices innombrables. Vous les avez consentis avec joie. Plusieurs ont payé de la réclusion et de la vie leur dévouement et leur fidélité à l'Internationale de la jeunesse. Beaucoup tombèrent sous les balles, fusillés en vertu des sentences des conseils de guerre barbares ou frappés par de lâches assassins. Beaucoup finirent leur jeune vie derrière les sombres murs de prison. Leurs noms, Karl Liebknecht, Catanezi, Marinozzi, Thomas Tib, Max Borsderf et des centaines d'autres camarades, noms inoubliables qui se sont à jamais gravés dans les cœurs de millions d'ouvriers.

Jeunes Camarades! La période actuelle des combats révolutionnaires pour la réalisation du socialisme exige une formidable tension de forces et d'immenses sacrifices. Il nous faut tirer des déductions logiques résultant de toute notre lutte révolutionnaire antérieure.

Les conditions matérielles pour la révolution universelle sont déjà mûres. Le triomphe de la révolution ne dépend plus que de la conscience socialiste des masses, de leur volonté et de leur énergie; mais avant tout elle dépend des masses de jeunes ouvriers. Il faut être résolu à employer dans la lutte de classe révolutionnaire tous les moyens: manifestations, grèves, création de soviets d'ouvriers et de paysans, jusqu'à l'insurrection.

Camarades! La mission historique de notre génération consiste à mener à bonne fin la révolution prolétarienne et à procéder à la construction de la nouvelle société communiste.

L'issue de la lutte dépend en premier lieu de notre conscience révolutionnaire, de notre conviction, de notre préparation au combat et de notre résolution. Nous devons hardiment rallier les prolétaires combattants et nous tenir sur la plateforme de l'Internationale Communiste. Comme dans tous les autres stades antérieurs de la lutte de classes prolétarienne nous devons nous mettre à la tête des masses, et marcher devant elles. Nous devons prendre une part active à la préparation de la réalisation de la dictature prolétarienne. Nous devons fournir des cadres à l'armée rouge. De nos rangs doivent sortir des savants, des techniciens et des artistes de l'état prolétarien.

Jeunes Camarades! L'Internationale de la jeunesse a déjà fait les premiers pas. Elle a déblayé la route pour un travail nouveau. A' la mi-no-

vembre un Congrès International s'est réuni à Berlin. Les représentants de quatorze organisations de la jeunesse prolétarienne ont pu s'y rendre, au prix de difficultés indicibles. Le Congrès se tint à Berlin devenu le foyer de la réaction mondiale, juste à la même époque où le gouvernement social-patriote envoyait ses tanks et ses mitrailleuses contre les ouvriers, manifestant pour la Russie des Soviets.

Le Congrès fidèle aux traditions révolutionnaires de l'Internationale de la Jeunesse, accepta intégralement la plateforme de l'Internationale Communiste, à laquelle il adhéra. Le Congrès décida de consacrer toutes ses forces à l'affermissement et au couronnement de la révolution prolétarienne.

Le Congrès créa les conditions d'organisation indispensables pour l'unification de l'activité internationale. La composition du bureau international a été renouvelée. Ainsi, l'Internationale de la Jeunesse Communiste a été fondée. Maintenant l'unification des forces combattantes des organisations révolutionnaires de la jeunesse est un fait accompli.

Le Congrès adresse aux organisations de la jeunesse prolétarienne, à tous ses groupements et à ses membres, un pressant et chaleureux appel en vue de s'engager sur la route indiquée par l'Internationale de la jeunesse, d'adhérer aux principes proclamés par le Congrès, d'établir une solide unité de combat avec l'Internationale Communiste, de commencer une lutte acharnée pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Le Congrès convie à une lutte impitoyable contre les adversaires bourgeois, contre les social-patriotes, avoués ou cachés, contre les Scheidemann, les Ebert, les Renaudel, les Henderson, les Toussar, les Renner, les Austerlitz, les Branting, les Greilich, les Gompers, contre les Kautsky, les Bauer, les Robert Grimm et contre leurs unions de jeunesse. Maintenant plus que jamais, il nous faut unifier la lutte de classes prolétarienne, dans le monde entier et lui faire revêtir partout les mêmes formes.

Le Congrès fait appel aux jeunes ouvriers de tous les pays pour renoncer à l'indifférence politique, pour tourner le dos aux unions des pupilles de la bourgeoisie et des social-patriotes et pour adhérer aux organisations révolutionnaires de la jeunesse de leur pays, et pour les créer le cas échéant.

Jeunes Camarades! Jeunes ouvriers!

Nous savons quelles peuvent être les conséquences de notre appel. Nous savons que les gouvernements capitalistes et social-patriotes renforceront leurs persécutions. Nous savons que les démagogues et les vieux tuteurs de la jeunesse crieront à la corruption de la jeunesse, nous savons qu'une grêle de calomnies, de moqueries et de railleries s'abattra sur nous.

Nous acceptons la lutte contre ce monde d'ennemis bourgeois et contre tous ceux qui trahirent nos drapeaux. Aucune prison, aucune cour martiale, aucune potence, n'étoufferont nos appels. Nos actions et nos victimes imposeront silence, même aux bourreaux.

La victoire finale nous est assurée, par la loi de fer du développement historique. Nous en avons

pour gage notre conception de l'histoire, notre conscience socialiste et nos jeunes cœurs enthousiastes et audacieux. Jeunes ouvriers de tous les pays! Serrez vos rangs! Unissez-vous sous le drapeau rouge de l'Internationale de la Jeunesse Communiste!

Vive l'Internationale de la Jeunesse Communiste!

Vive la Révolution universelle prolétarienne!

Vive la République Communiste de tous les pays!

L'Union de la Jeunesse Communiste de Russie, l'Union de la Jeunesse des colonies allemandes du Volga. La Jeunesse Communiste de Pologne. La libre Jeunesse Socialiste d'Allemagne. La Jeunesse Socialiste d'Italie. L'Union Socialiste de la Jeunesse de Madrid. L'Union Social-démocrate de la Jeunesse de Suède. L'Union Social-démocrate de la Jeunesse de Norvège. L'Union Social-démocrate de la Jeunesse du Danemark. L'Union de la Jeunesse Communiste Prolétarienne de l'Autriche-Allemande. L'organisation Social-démocrate Tchéco-Slave de la Jeunesse de l'arrondissement de Klabo. La Jeunesse Communiste Ouvrière de Hongrie. La Jeunesse Ouvrière de Roumanie. L'organisation Socialiste de la Jeunesse Suisse.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE

Il s'est tenu dans une salle mal éclairée d'un café des environs de Berlin. Des représentants des organisations de la jeunesse communiste des différents pays y assistaient.

Ouverture du Congrès.

Le président du Bureau d'Organisation déclare le congrès ouvert.

Il souligne en quelques mots l'importance de cette réunion. Sa tâche n'est pas seulement de reconstituer l'Internationale de la Jeunesse mais aussi d'élaborer un programme positif pour servir de base à l'organisation de la jeunesse dans tous les pays. Les dernières années de lutte ont fait dans ses rangs un grand nombre de victimes. Que le souvenir de ceux qui sont tombés nous reconforte dans la bataille pour un avenir meilleur.

Les organisations suivantes sont représentées au Congrès:

Russie (80.000 membres, 2 délégués) — Colonies allemandes du Volga (1.800 m. 1 délégué); — Allemagne (35.000 m. 3 délé.); — Pologne (8.000 m. 1 délé.); Hongrie (15.000 m. 1 délé.); — Autriche (1.000 m., 1 délé.); — Suisse (2.000 m. 1 délé.); Roumanie (6.500 m., 2 délé.); — Suède (30.000 m.); — Norvège (12.000 m.); — Danemark (12.000 m.); — Italie (30.000 m.); — Espagne (5.000 m.); Tchéco-Slovaquie (9.800 m.) — de chacun de ces pays 1 délégué. Un représentant de la III^e Internationale assistait en outre au congrès. En tout 14 organisations étaient représentées par 18 délégués mandatés par 219.100 membres.

L'ordre du jour suivant est adopté après constitution du bureau:

- 1) Rapports des délégués des différents pays.
- 2) Situation internationale.
- 3) Programme (principe et tactique) de l'organisation de la jeunesse internationale. Manifestes.
- 4) Statuts.
- 5) Rapport du secrétariat international et du bureau d'organisation.
- 6) Les tâches de la jeunesse en période de dictature prolétarienne.
- 7) Elections.
- 8) Divers.

Le représentant du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste salue le congrès et indique que l'Internationale de la jeunesse est, la première, outrée en lutte contre la guerre impérialiste. Le représentant du Comité Central du Parti communiste allemand souligne l'importance de la collaboration si cordiale des organisations de la jeunesse et du parti.

Après les discours des délégués allemand, russe et italien lecture est faite d'une lettre adressée au congrès par un des membres du Comité Central du Parti communiste russe (bolchévique).

Lecture est faite également d'une lettre du Parti communiste hongrois.

Le bureau organisateur propose ensuite à l'assemblée d'adopter les textes de deux manifestes au prolétariat russe et sur les victimes de la lutte. Ils sont adoptés à l'unanimité.

Le congrès passe au premier point de l'ordre du jour.

Rapports des différents pays.

Le délégué russe prend le premier la parole.

Les organisations de la jeunesse prolétarienne russe se sont créées dans les villes et dans la région de l'Oural après la révolution de Février. Leur premier congrès s'est tenu en octobre 1918 et a élaboré un programme d'organisation. Toutes les organisations constituent l'Union de la Jeunesse Communiste.

120 organisations comptant 22.000 membres étaient représentées à ces premières assises. L'Union compte aujourd'hui 80.000 membres et 600 groupes. L'âge des membres varie entre 16 et 23 ans.

Le délégué des colonies allemandes du Volga présente un rapport détaillé.

En Hongrie le mouvement s'est accru pendant la guerre. Celle-ci a révolutionné les organisations. La jeunesse intellectuelle radicale a fortement concouru à cette évolution.

La jeunesse s'est définitivement séparée de la social-démocratie. La révolution d'Octobre lui ouvrit de vastes perspectives. Au meeting de Budapest une organisation uni-

quo, groupant 22.000 membres fut créée. Sous le gouvernement des soviets elle fusionna avec le Parti Communiste. Le triomphe de la réaction l'a décimée; elle se reconstitue à l'heure actuelle.

En Pologne les organisations socialistes de la jeunesse intellectuelle ont joué en 1905 un rôle considérable. Quant au mouvement de la jeunesse prolétarienne ses débuts datent de l'occupation allemande. Sous le règne des social-patriotes allemands il ne pouvait naturellement pas être question d'un travail légal. L'organisation était en relations étroites avec les groupements de la jeunesse au sein de l'armée et avec le Parti Communiste. Son organe *Le Camarade* fut supprimé dès le 5-e numéro. Le dernier numéro a été tiré à 12.000 exemplaires.

En Autriche allemande l'Union des Jeunes Ouvriers passa au camp de la social-démocratie et ne fit rien contre la guerre. Nombre de camarades, pour avoir protesté contre cette attitude et pour avoir répondu à l'appel de la III-e Internationale ou furent exclus.

La révolution d'Octobre permit enfin de créer une organisation communiste. Celle-ci est étroitement liée au Parti et s'occupe de lutte et d'agitation. Elle se voit dans la nécessité de combattre aussi l'Union des Jeunes Ouvriers.

En Bohême l'organisation est rattachée au parti et celui-ci est à la veille d'une scission. En novembre dernier elle comptait 9.800 membres groupés dans 85 sections et adhérent à la III-e Internationale.

En Roumanie les groupes de jeunes sont encore rattachés au parti social-démocrate. La jeunesse prend une part active à la vie politique malgré la désapprobation du parti. Elle souffre de la pénurie de ressources. Elle publie un organe bi-mensuel tiré à 4.000 exemplaires. Le parti pourvoit à ses dépenses.

En Suède la jeunesse a travaillé au cours de ces dernières années avec un grand entrain. La scission du parti a entraîné la scission de la jeunesse en trois groupes. La jeunesse fait le plus souvent un travail purement communiste. Son appareil de propagande est excellent; son travail d'enseignement et d'éducation elle l'accomplit de concert avec les centres du parti. Une propagande spéciale est faite parmi les enfants. Un journal pour enfants paraît à 25.000 exemplaires.

Le même travail se fait en Norvège où la jeunesse adhère à la gauche du parti.

Au Danemark l'organisation de la jeunesse ne s'est séparée que récemment du parti. La social-démocratie tente d'ailleurs de créer un nouveau groupement de jeunesse.

Les trois organisations Suédoise, Danoise, Norvégienne ont créé un Bureau Scandinave chargé de convoquer annuellement un congrès réunissant les délégués des trois pays.

En Allemagne la puissante organisation social-démocrate tomba au début de la guerre sous l'influence des social-patriotes. Sous quelques éléments de gauche firent opposition; en janvier 1917 ils se réunirent en un congrès pan-allemand. Les travaux se déroulèrent sous la direction de Liebknecht. Lors de la formation de la social-démocratie indépendante, on créa à Berlin une organisation de la jeunesse rattachée à ce parti. En 1919 un congrès pan-allemand de Weimar, il fut décidé de former une nouvelle organisation qui reconnût le programme des Spartakistes. Une participation active à la révolution de Novembre et à l'action des Spartakistes éclaira la conscience des masses de la jeunesse. En février 1919 les deux organisations se groupèrent sous le nom de «Jeunesse socialiste libre». L'organe central le «Junge Gardes» tire à 30.000 exemplaires; depuis septembre, on le publie illégalement. L'organisation possède sa propre maison d'édition.

En Suisse, lorsque la résidence du secrétariat international s'y trouvait l'action était menée méthodiquement. L'expulsion du camarade Munzenberg et des meilleurs leaders et la lutte avec le comité central du parti affaiblirent l'organisation. C'est seulement en ces derniers temps que le

mouvement commence à reprendre. Au dernier congrès l'organisation a adhéré à la III-e Internationale.

En France, la guerre a porté un coup terrible à l'organisation de la jeunesse socialiste. La Section de la Seine fit de l'agitation contre la guerre. Le 16 juin 1917, cette organisation nommait un bureau qui devait convoquer en congrès toutes les sections de France. Le congrès se tint le 23 juin 1918. Le 20 mai 1919 fut convoqué le congrès suivant où, entre autre, la question de l'attitude envers le parti fut examinée. Il y fut aussi décidé de lutter activement contre l'intervention en Russie. Le nombre des membres est de 4.000; la Fédération groupe 90 sections qui adhèrent à la III-e Internationale.

En Italie, l'organisation de la jeunesse occupa dès le début de la guerre une position antimilitariste. Les défaites militaires furent utilisées pour la propagande de la lutte de classes. L'action dans l'armée fut la base de toute l'activité de l'organisation. Le journal *l'Avant-garde* a un tirage quotidien de 25.000 exemplaires.

En Espagne, l'organisation de Madrid compte 1.500 membres et se tient sur la plateforme de la III-e Internationale. Des rapports furent aussi présentés de Finlande, de Géorgie, d'Amérique, de Belgique, d'Ecosse et de Hollande.

La situation internationale.

Le représentant du comité exécutif de la III-e Internationale fit un rapport sur la situation internationale. La guerre a définitivement ruiné tous ceux qui y participèrent. Les capitalistes ne peuvent plus remettre en état l'économie universelle. Il n'y a plus personne pour payer les formidables dépenses de la guerre mondiale. La bourgeoisie veut faire retomber tout le fardeau des dépenses sur le prolétariat. L'univers est divisé en deux classes ennemies.

Devant le prolétariat se pose la tâche de s'emparer du pouvoir. Cette idée est mise en avant par le parti communiste. Il est nécessaire de lui assurer le soutien de la majorité du prolétariat.

Les thèses présentées par le rapporteur furent acceptées par le congrès.

Programme.

La question suivante à l'ordre du jour était celle du programme politique et de principe. Le rapport fut fait par le représentant du bureau d'organisation. Une discussion des plus vives s'éleva au sujet de ce rapport. Le programme accepté par le congrès montre le développement de la révolution prolétarienne dans tous les pays. Puis il indique les causes de la naissance du mouvement des Jeunes; enfin, une grande partie du programme est consacré à l'énoncé des tâches qui s'imposent aux organisations de la jeunesse. Les organisations communistes de la jeunesse mènent d'une part la lutte contre les social-patriotes et les socialistes du centre, d'autre part contre les anarchistes et syndicalistes. Dans leur lutte politique les organisations de la jeunesse se tiennent sur la plateforme de la III-e Internationale. Les rapports mutuels avec le parti sont établis de la manière suivante: 1) autonomie de l'organisation de la jeunesse; 2) liaison étroite et soutien réciproque. L'Internationale Communiste de la jeunesse se tient sur la plateforme établie par le 1-er congrès de l'Internationale Communiste et entre dans l'Internationale, comme partie intégrante.

Les statuts furent ensuite acceptés.

Rapport du Secrétariat international.

Le rapport du secrétariat international et du bureau d'organisation embrasse la période qui va de 1913 jusqu'à nos jours. La liaison entre les organisations de la jeunesse, rompue par la guerre fut rétablie à la conférence de Bern. Cette dernière joua un rôle important dans l'histoire du mouvement ouvrier de la jeunesse.

La conférence de Berne, à laquelle participèrent la Russie, la Pologne, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse et la Hollande, convia les masses à lutter contre le carnage impérialiste.

Le Secrétariat édit son organe et organisa une journée de protestation contre la guerre. Plus tard se rallièrent aux décisions de la conférence de Berne le Danemark, la Suède, la Suisse, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, l'Autriche et l'Italie. L'Internationale de la jeunesse adhéra à la conférence de Zimmerwald, à laquelle il prit part.

Le bureau fut en butte aux poursuites gouvernementales. Ses membres furent arrêtés. Le bureau fut transféré au début à Stockholm, puis à Berlin.

En août 1919 un bureau d'organisation fut nommé pour la convocation de l'Internationale.

Election du Comité Exécutif.

Après avoir entendu le rapport sur les tâches d'organisation de la jeunesse en période de dictature prolétarienne, le congrès procéda à l'élection du comité exécutif.

Cinq camarades furent élus.

L'organe du Comité central portera l'ancien titre: «L'Internationale de la jeunesse».

Une proposition fut adoptée ensuite pour que le premier dimanche de septembre soit une journée de propagande des idées de l'Internationale Communiste de la jeunesse. Il fut décidé que le 15 janvier serait le jour commémoratif de Karl Liebknecht. Une proposition fut de même acceptée pour l'institution d'un fond au nom de celui-ci.

Le Congrès fut clôturé au chant de «l'Internationale».





O. W. KUSSINEN



KARL LIEBKNECHT
SCHWABER WIRTSCHAFTSMANN
VON WÜRZBURG



KARL LIEBKNECHT
À LA TRIBUNE

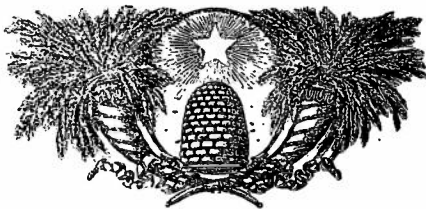


O. V. KUUSINEN.

Le camarade O. V. Kuusinen — l'un des leaders les plus en vue du prolétariat finlandais — a pris part à la fondation de la III-e Internationale et du Parti Communiste Finlandais. Il est aussi connu pour son excellent travail sur la RÉVOLUTION EN FINLANDE (1).

En Février dernier le bruit courut en Finlande et en Russie que le camarade O. V. Kuusinen avait été tué par la police finlandaise en tentant de passer la frontière suédoise. A la grande joie de tous ceux auxquels est chère la cause du prolétariat il n'en était rien. Nous, avons des raisons de croire cependant que les policiers finlandais ont, par erreur, assassiné en lieu et place de notre camarade quelque autre personne. O. V. Kuusinen est à l'heure actuelle en sûreté, hors d'atteinte du gouvernement finlandais.

Chaque année de la vie d'un militant de sa valeur rapproche la bourgeoisie de sa fin; nous souhaitons donc à notre vaillant camarade de travailler longtemps encore pour le prolétariat finlandais et pour le prolétariat international.



(1) Traduit en russe, en allemand, en français et en anglais.

HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

MARC ANDRÉEVITCH NATHANSON

Bien que je n'aie connu M. A. Nathanson que depuis quatre ans environ, je prends néanmoins la liberté d'en parler afin de souligner une fois de plus le charme qu'il exerçait sur ceux-là même qui ne l'ont connu qu'au déclin de ses jours et qui, appartenant à une autre génération ayant été élevés dans une autre atmosphère politique, professaient des principes différents.

Dès ma première visite à M. A. Nathanson qui demeurait alors dans une petite maison plus que modeste d'un hameau suisse, je fus pénétrée à son égard par des sentiments tout particuliers, je dirai même tout personnels, d'estime et d'amitié. Certains traits purement individuels s'ajoutaient au caractère historique et bien connu de l'homme: il réunissait avec une ampleur et une pureté extraordinaires tous les traits du révolutionnaire de toujours, chacun de ses actes, je dirai même—chacun de ses mouvements portait l'empreinte d'une noble fermeté.

Le désir de fraternité et d'égalité qui est le trait principal de tout révolutionnaire, le caractère profondément démocratique non seulement de toutes ses opinions mais aussi de ses sentiments et de ses actes, un dégoût marqué pour tout ce qui est mensonge ou hypocrisie, le culte de l'amitié entre camarades, une passion toute juvénile dans l'enthousiasme et l'indignation révolutionnaires—tels sont les traits que reflétaient les moindres manifestations de la vie publique ou privée de ce vieillard resté profondément jeune.

Par toute une vie sacrifier volontairement à la cause révolutionnaire, et aussi par le profond esprit de discipline qu'il mettait à remplir des fonctions d'ordre subalterne dont il aurait pu se libérer aussi bien en raison de son stage révolutionnaire, de son grand âge et de sa mauvaise santé, comme il mérite le titre de „soldat de la révolution”—mais comme ces mots nous paraissent insuffisants!

A toutes les réunions de Zimmerwald—j'ai pu m'en convaincre en ma qualité de membre de la commission zimmerwaldienne—à tous les congrès, à toutes les conférences, à tous les rendez-vous d'affaires—il fut toujours le premier, accomplissant ses devoirs de membre du parti avec une ponctualité classique. Souvent en le voyant, ou en lisant ses comptes-rendus et ses lettres, je me suis demandée quel lien pouvait attacher cet homme chargé d'années, ce patriarche d'un autre parti avec notre famille composée en majorité de marxistes dont l'idéologie, les principes fondamentaux, les méthodes, étaient étrangers, intellectuellement inacceptables peut-être même hostiles à M. A. Nathanson. A cette question—qui a

trait à ses relations avec Zimmerwald dans leur ensemble aussi bien que dans les détails—je n'ai trouvé qu'une réponse: M. A. Nathanson était non seulement le soldat, mais aussi le chevalier de la révolution russe, et il sauvegardait jalousement le prestige de cette dernière. Il ne pouvait ne pas combattre au premier rang avec ceux qui étaient entrés en lutte contre les manifestations les plus nettes de l'ancien régime contre la dictature de l'impérialisme, contre la dictature de la violence, de la mort et du mensonge, contre la domination de tout ce qui a toujours soulevé et armé les révolutionnaires de toutes les générations et de toutes les nuances. Et lorsque la trahison, incarnant toutes les bassesses, visita nos rangs et ceux de ses partisans, ce chevalier de la révolution, par amour pour elle, pour que la mémoire de son parti restât immaculée dans l'histoire, pour attester devant la génération future qu'une lueur au moins brilla dans la nuit et que, plus tard, dans le grand incendie social destiné à détruire de fond en comble toute la vieille pourriture, une petite flamme appartint au parti cher à M. A. Nathanson, ce vieillard se mit courageusement du côté de ceux qui avaient allumé le brasier et, démasquant ses anciens compagnons d'armes, les abandonna à la juste haine et au mépris des masses. Et quand la révolution sociale renoua la Russie, faisant d'elle le berceau du socialisme et mettant tous les citoyens dans l'obligation de se prononcer pour ou contre le peuple, et tous les révolutionnaires de toutes les tendances dans celle de se prononcer pour ou contre la grande tuerie, pour ou contre la guerre sociale le vieillard n'eut aucune hésitation. Lorsque les rangs de ses compagnons d'armes se furent éclaircis, lorsque la délimitation des classes eut arraché de son milieu les camarades qui lui étaient chers, M. A. Nathanson rejeta impitoyablement de sa mémoire et de son cœur les sympathies les plus fortement enracinées; une fois de plus il affronta sans crainte la solitude, et se contenta d'un rapprochement plus étroit avec ceux de ses élèves et de ses compagnons d'armes auxquels l'ouragan révolutionnaire et la trahison qui les avait frôlé n'avaient pu arracher l'étendard de la révolution.

M. A. Nathanson a été jusqu'à la fin de ses jours l'incarnation du combattant pour qui le prestige de la révolution est plus cher que tout. Le peuple russe—et le parti de l'Internationale qui l'a connu—paiera son tribut de reconnaissance et d'estime à ce chevalier de la révolution russe.

Angelica BALABANOVA.



M. A. NATHANSON

A. P. NIKOLAEV

ÉTERNELLE MÉMOIRE AU GÉNÉRAL ROUGE!

Alexandre Panphilovitch Nicolaev, général sous l'ancien régime, commandait une de nos brigades au front de Narva. Lorsque nous éprouvâmes des revers dans la région de Yambourg le camarade Nicolaev tomba, ainsi que d'autres, entre les mains du bandit „blanc“ Balakhovitch. Ce dernier a fait pendre et fusiller à Yambourg plusieurs centaines de personnes. Au nombre de ces victimes de la contre-révolution figure le commandant de brigade Nicolaev. Les habitants de la localité ont fait aux camarades qui l'ont visité, et notamment au camarade Zinoviev, un récit détaillé de la mort, vraiment héroïque du camarade Nicolaev. Non seulement cet ancien général de l'armée du tsar a refusé de renier l'armée rouge, mais il a défié ses bourreaux et il est mort en criant: „Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans!“

De son vivant le nom du camarade Nicolaev était celui d'un modeste que peu de personnes connaissaient. Toute l'armée rouge, tout le pays doivent désormais connaître ce nom. Le camarade Nicolaev a été un de ces représentants de l'ancien corps d'officiers qui ont profondément compris le mouvement ouvrier et se sont donnés sans retour à la cause de l'armée rouge et de la révolution des ouvriers et des paysans.

Le nom d'Alexandre Panphilovitch Nicolaev restera éternellement gravé au cœur des masses laborieuses.

L. TROTSKY.

(En route, N° 87, Train du cam. Trotsky).



RAPPORTS et CHRONIQUE

FRANCE

Les fruits amers de la victoire.

Les fruits de la victoire sont amers. La deuxième année depuis la cessation des hostilités, commence pour la France impérialiste parmi des difficultés peut-être insurmontables. Les journaux parisiens traitent volontiers de la situation financière, vraiment grave. La dette atteint 206 milliards 600 millions; l'actif s'élève à 61 milliards dont un quart seulement paraît intact, les trois autres étant composés de valeurs russes, turques, etc. Que faire pour combler le déficit formidable qui en résulte? Le Gouvernement a recours aux contributions indirectes, posant essentiellement sur les masses pauvres. «Politique du tour de vis», écrit même un député bourgeois dans le *Matin* (24 décembre). Le change est déplorable. Le franc belge vaut 10 à 15 c. de plus que le franc français. Au 4 février la livre sterling valait 48 fr. (au lieu de 26 fr. avant guerre) et le dollar 14 fr. 39 (au lieu de 5.00). Comme qui la France bourgeoise est financièrement grugée par ses dignes alliés. Les lous se mangent quelque fois entre eux.

Donc l'ouvrier français payera son pain 1 fr. le kilo; il payera cinq sous (au lieu de trois) le plaisir de poster une lettre; et il ne voyagera plus guère, à moins de gagner le gros lot; car les tarifs des chemins de fer ont été augmentés de 45% pour la 3^{ème} classe, de 50% pour la 2^{ème}, et de 55% pour la 1^{ère}; juste gradation. Le transport des marchandises coûtera 115% de plus que par le passé! Et le consommateur payera la différence. La valeur des actions des Compagnies monte parallèlement à la hausse des tarifs. Edg. Milhaud a calculé dans *l'Humanité* qu'en 20 à 30 ans, elles auront rafié au bon public quelque chose comme vingt milliards.—La crise des transports ne signifie donc pas une crise de béréfice. Elle est pourtant tous les jours plus sérieuse. Qu'on en juge par le ton des plaisanteries de la presse: «Le train N° 3 n'aura probablement que 15 h. de retard», lit-on en manchette du *Journal*. Ou bien: «Le train de 8 h. 47 ne partira que demain matin».

A Nice (janvier) la circulation des tramways a dû être suspendue faute de combustible. Dans les Ardennes, à Charleville, Mézières, Mohou les usines ferment faute d'énergie électrique. Le 20 janvier la banlieue Ouest de Paris, Puteaux, Colombes, Levallois, manque d'électricité, les ateliers se ferment. Enfin nous lisons dans un quotidien du 5 février que Paris est désormais sans lumière le soir.—Comme au temps des Goths!

Ce n'est pas le moment de déclarer la guerre au bolchévisme.

La culbute du Tigre.

Ainsi s'expliquent à nos yeux les changements politiques qui viennent d'avoir lieu. Fin décembre, Clémenceau régauit entouré le bolchévisme de fl barbelé, jurait de ne jamais transiger avec Léning et de se battre contre les Soviets jusqu'au dernier Polonais. 458 voix l'approuvaient. La presse unanime, désignant en lui le futur Président de la République qui le vote spontané de 750 députés devait élever à la plus haute magistrature (etc.) l'élection de M. Paul Deschaul, le 17 janvier, fut donc une surprise dont nous trouvons

l'explication dans un article de tête du *Matin*,—article qui pourrait fort bien s'intituler *le coup de pied de l'âne*. «La première année de paix nous a coûté plus cher qu'une année de guerre», y lisons-nous. La vie de M. Clémenceau n'a été qu'une «longue aventure» faite «d'impulsions successives». Et la France en a assez des aventures. Voilà! Elle a donc choisi pour la représenter le plus médiocre, le plus incolore, le plus représentatif de ses bourgeois, M. Deschanel, qui, s'il a beaucoup parlé dans sa carrière, n'a jamais rien dit.—Après quoi M. Millerand a constitué le nouveau ministère, pas nouveau du tout: un *ministère de renégats* (*l'Humanité*). Cinq des ministres actuels Millerand, André Lefèvre, Landry, J. L. Breton, Coupat ont commencé leur vie politique en trahissant le socialisme. La tradition des Briand et des Viviani continue, on le voit.

Ces renégats renieront peut-être demain leur politique d'hier envers la Russie. Les grands journaux conservateurs font interviewer Ludendorff et von Klück et méditent une alliance franco-allemande contre le bolchévisme. Contre l'ennemi commun, le travailleur, Ludendorff se mettrait volontiers aux ordres de Foch (texte!); mais cette Internationale du Sabre et du Coffre-fort est mise en échec par les victoires de l'armée rouge. Et M. Millerand annonce lui aussi la reprise des relations commerciales avec la Russie.

Les grèves.—Mesquineries de la réaction.

Les grèves entretiennent dans le monde du travail une agitation salutaire. A Toulouse (fin décembre) 15.000 ouvriers sont en grève dans l'industrie de la chaussure. Le conflit se prolonge plus d'un mois, provoquant un tel mouvement de solidarité que le patronat cède sous la menace d'une grève générale.—La grève des Spectacles, à Paris, est mouvementée. Les choristes de l'Opéra donnent des représentations à la C. G. T. et M. Saint-Saëns qui se distingua naguère en insultant Wagner, leur interdit de jouer ses œuvres, prouvant ainsi combien le bourgeoisisme peut emprisonner un artiste.—Les cheminots du P. O. obtiennent, en annonçant pour le 10 février la grève générale, que l'indemnité de guerre de 720 fr. leur soit maintenue.—Les mineurs se préparent à la grève pour obtenir la retraite de 1.500 fr. et une pension de 750 francs aux veuves. Cette misérable amône, ils savent qu'ils devront l'arracher de haute lutte.—La lithographie parisienne se prépare aussi à la grève: il y a une différence de 110% entre les augmentations de salaires obtenues par les lithographes et celles du côté de la vie..

Contre le mouvement ouvrier le patronat réagit par de sournoises représailles. Ici Félix Potin congédie pour faits de grève 1.000 ouvriers et 150 chefs; ailleurs, la Compagnie du Métro fait pression sur ses agents pour les obliger à sortir du syndicat, allant même jusqu'à congédier des syndiqués (*La Bataille*, 17 déc.) Tout ceci cadre bien avec les tendances actuelles de la réaction, tâtilonne et futile. Le gouvernement français refuse le passage à l'anarchiste Malatesta désireux de rentrer en Italie. Et il fait poursuivre l'écrivain Victor Cyril et le dessinateur Galbez pour un dessin publié dans l'album *Les Crucifiés*. Le dessin incriminé s'intitule: «Les deux Internationales». On y voit d'abord un général français recevant du Q. G. l'ordre de ne pas bombarder Briey, occupé et exploité par les Allemands, mais dont le matériel coûterait trop cher à rétablir. En contrepartie les alliés fusillent à



GENERAL NICOLAJEW

Odesa Jeanne Labourbe, communiste française — qui ressemble singulièrement à Miss Cavell...; il y a l'Internationale de la Finance et celle de l'Assassinat.

L'Action des syndicats parisiens.

... Celle de l'assassinat a bien des complices parmi les lâches et les hésitants, au sein même de la classe ouvrière. L'horde des uns et l'hypocrisie des autres devant la réaction internationale acharnée contre la révolution russe finissent par provoquer enfin un véritable indignation parmi les militants ouvriers. 29 syndicats minoritaires parisiens se sont groupés pour rappeler énergiquement aux réformistes et aux aveuils les engagements que la C. G. T. a contracté au congrès de Lyon, envers la révolution russe. Ils exigent l'application sans atténuement et sans phrases de la résolution qu'ils ont fait adopter le 7 novembre par l'Union des syndicats de la Seine et qui disait :

Le Comité Général de l'Union des Syndicats de la Seine décide de commencer une vaste agitation dans toute la région parisienne pour sauver la révolution russe.

... Cette agitation devra avoir pour aboutissement logique, la grève générale.

Il s'agit des syndicats suivants :

Bâtiments de la Seine. — Charpentiers en fer. — Maçonnerie-pierre. — Marechaux. — Mécaniciens. — Menuisiers en Bâtiment. — Menuisiers en sièges. — Métaux. — Polisseurs. — Terrassiers. — Voiture. — Cheminots P. R. D. — Cheminots du P. L. M. — Coloristes enlumineurs. — Cordonniers cousu main. — Ébénistes. — Fourreurs. — Graveurs de Cinétypes. — Instituteurs. — Métaux d'Argenteuil. — Ouvriers Robinetiers. — Tailleurs sur cristaux. — Vanniers. — Briqueteurs. — Habillement de la Seine.

Les progrès de la III-e Internationale.

Courageusement défendues par Lorient, Monatte, Chauvelon et par toute une pleiade de militants ouvriers les idées de la III-e Internationale font leur tour de France. *La Vie Ouvrière* du 16 janvier donnait un sommaire compte rendu du premier congrès régional de la III-e Internationale en France. Y étaient représentés entre autres l'Union des Syndicats de la Drôme, les Etudiants Socialistes-révolutionnaires, les Jeunes Socialistes, le Comité de Défense Sociale, la Féd. Socialiste du Rhône, de nombreux syndicats et groupements d'avant-garde de la région. Des rapports sérieux sur la question politique et sur la question financière furent lus par les camarades Métra et Gracieux. Dans son rapport moral le camarade Métra souligna « la bonne intelligence existant au sein des organisations entre anarchistes et socialistes communistes dans la même pensée. » — A l'égard des élus socialistes le Congrès crut devoir adopter une mesure de défiance : ils n'auront pas voix délibérative au Comité Exécutif.

Au Congrès Socialiste de la Seine, le 23 février, le groupe Lorient remporte une éclatante victoire. Si les renseignements que nous avons sont exacts, la Féd. de la Seine eut un Congrès Socialiste de Strasbourg 1 droitier (groupe Renaudel), 9 centristes et 15 adeptes de la III-e Internationale. Les socialistes parisiens ont décidément pris position.

La Petite République publiait il y a quelque temps cette édifiante manchette : « Le bolchévisme c'est le banditisme, dit Kautsky ». Tandis que le renégat du Socialisme allemand énonçait ainsi l'opinion de la bourgeoisie française, l'écrivain Pierre Hamp publiait dans *l'Humanité* les lignes suivantes qui nous paraissent résumer la situation :

« Aucune force ne peut creuser un fossé assez profond qu'il (le bolchévisme) n'empiète ou ne dépasse — ou élever une digue qu'il ne franchisse. Pendant que les armées impuissantes contre l'esprit essaient l'encerclement de l'idée, voilà qu'elle crie dans les rues de Paris et que les élections législatives françaises se font pour ou contre elle. Ce que nous ne voulions que mépriser et prétendions si facilement détruire en Russie occupe toute la vie nationale française. Il n'est donc que deux forces réelles en France : la réaction et la révolution. »

V.-S.

ESPAGNE

Situation révolutionnaire

Le moins que l'on puisse dire des formes que revêt en ce moment la lutte des classes en Espagne, c'est que la fermentation révolutionnaire du pays atteint son apogée. La péninsule semble être à la veille d'une conflagration générale que le manque de cohésion du prolétariat peut cependant retarder encore assez longtemps. Une simple énumération des faits permettra au lecteur de juger par lui-même.

Vers la mi-décembre à Bilbao la grève des boulangers, protestant contre l'augmentation du prix du pain, provoquait une vive effervescence; la province de Vittoria manquait de blé et réquisitionnait les récoltes; à Vigo le port semblait mort, le lock-out organisé par le patronat et la grève simultanée des pêcheurs et des ouvriers des fabriques de conserves paralysant toute activité; en Andalousie la grève des cheminots battait son plein et Séville n'avait plus de pain; — à Jacn ouvriers et policiers se fusillaient dans les rues; — à Madrid enfin la grève générale des tramways provoquait des échauffourées, des attentats, des échanges de coups de feu entre les patrouilles et les grévistes. A Madrid aussi le lock-out du bâtiment provoquait des rixes au cours desquelles on comptait 30 blessés et 3 morts. Ne se croirait-on pas en Russie à la veille de 1905?

Quant aux événements de Barcelone ils méritent une chronique plus détaillée. Une lutte implacable s'y déroule entre la Fédération patronale et la masse ouvrière groupée autour des syndicats libertaires. Syndicalistes et anarchistes recourent dans une large mesure au terrorisme. La répression d'autre part s'acharne aveuglément — et d'ailleurs en vain. L'exécution du sinistre policier Bravo Portillo, autrefois à la solde de l'espionnage allemand et qui avait torturé puis poignardé un ouvrier syndicaliste, n'ouvrit la série des attentats. Depuis, les bombes n'ont cessé d'éclater dans les églises, dans les cafés, dans les magasins. On compta une dizaine d'explosions en quinze jours (déc. 9). Le 25 déc., le Carcel Modelo (prison... modèle) était le théâtre d'une tragédie. La guardia-civil, gendarmorio à tout faire, y tuait, parmi les détenus révoltés, 5 hommes et en blessait 80. — Quelques jours plus tard l'automobile du leader de la Fédération Patronale, Granera était attaquée à coups de revolver par des syndicalistes qui, tous, réussirent à s'échapper. Un policier de l'escorte était tué. — A la même époque deux guardia-civil sont tués par des inconnus. La rage des sbires de l'ordre devient telle qu'ils parlent d'organiser un « massacre des syndiqués ». — A Saragosse une bombe éclate dans les locaux d'un journal réactionnaire. — A Gijon une autre endommage l'exposition de l'automobile. — A Valence un policier fameux est tué. — A Carthagène les ouvriers blessent un ingénieur. — Le même attentat se produit à Séville. — Bien plus symptomatique encore est la mutinerie militaire de Saragosse où des artilleurs, conduits par le caporal Godoy, tentent d'arrêter les autorités et de provoquer un soulèvement. Ils appellent un militant anarchiste, Angel Chueca, à les diriger. Ils tuent un officier et un sous-officier. Mais l'ordre est vite rétabli. Chueca tombe en sa bataille, plusieurs mutins sont passés par les armes. Mais si l'état d'esprit des troupes provoque de tels incidents le Patronat et la monarchie peuvent-ils se sentir en sécurité?

Fait digne de remarque : cette bataille sociale, le Patronat l'a consciemment engagé en décrétant le lock-out. Il est vrai que sa situation économique et financière l'y poussait sans doute — de nombreuses faillites l'attestent. Le lock-out général avait été décrété par la Fédération patronale le 22 déc.; en moins d'une semaine les ateliers se vidaient, les magasins se fermaient, la vie semblait paralysée. Dès le premier moment les travailleurs témoignèrent d'un puissant esprit de solidarité qui s'affirma à Barcelone (3 déc.) lors des funérailles de l'ouvrier Tarrago tué par les gardes-blancs. Car il y a une garde blanche volontaire bourgeoise et qui assassine. Vingt mille prolétaires assistèrent à cette manifestation.

Les locaux ouvriers sont fermés. Des centaines de perquisitions ont eu lieu. L'imprimerie anarchiste *Germinal* a

Odessa Jeanne Labourbe, communiste française — qui ressemble singulièrement à Miss Cavell...; il y a l'Internationale de la Finance et celle de l'Assassinat.

L'Action des syndicats parisiens.

... Celle de l'assassinat a bien des complices parmi les riches et les héritants, au sein même de la classe ouvrière. L'inertie des uns et l'hypocrisie des autres devant la réaction internationale acharnée contre la révolution russe finissent par provoquer enfin une véritable indignation parmi les militants ouvriers. 29 syndicats minoritaires parisiens se sont groupés pour rappeler énergiquement aux réformistes et aux aveuglés les engagements que la C. G. T. a contracté au congrès de Lyon, envers la révolution russe. Ils exigent l'application sans atermoiement et sans phrases de la résolution qu'ils ont fait adopter le 7 novembre par l'Union des syndicats de la Seine et qui disait:

Le Comité Général de l'Union des Syndicats de la Seine décide de commencer une vaste agitation dans toute la région parisienne pour sauver la révolution russe.

... Cette agitation devra avoir pour aboutissement logique, la grève générale.

Il s'agit des syndicats suivants:

Bâtiments de la Seine. — Charpentiers en fer. — Maçonnerie-pierre. — Maréchaux. — Mécaniciens. — Menuisiers en Bâtim. — Menuisiers en sièges. — Métaux. — Polisseurs. — Terrassiers. — Voiture. — Cheminots P. R. D. — Colonniers du P. L. M. — Coloristes enlumineurs. — Cordonniers cousu main. — Ebénistes. — Fourreurs. — Graveurs de Cimetières. — Instituteurs. — Métaux d'Argentuil. — Ouvriers Robuetteurs. — Tailleurs sur cristaux. — Vanniers. — Briqueteurs. — Habillement de la Seine.

Les progrès de la III-e Internationale.

Courageusement défendues par Lorient, Monatte, Chauvelon et par toute une pléiade de militants ouvriers les idées de la III-e Internationale font leur tour de France. *La Vie Ouvrière* du 16 janvier donnait un sommaire compte rendu du premier congrès régional de la III-e Internationale en France. Y étaient représentés entre autres l'Union des Syndicats de la Drome, les Etudiants Socialistes-révolutionnaires, les Jeunes Socialistes, le Comité de Défense Sociale, la Féd. Socialiste du Rhône, de nombreux syndicats et groupements d'avant-garde de la région. Des rapports sérieux sur la question politique et sur la question financière furent lus par les camarades Métra et Gracieux. Dans son rapport moral le camarade Métra souligna « la bonne intelligence existant au sein des organisations entre anarchistes et socialistes communistes dans la même pensée ». — A l'égard des élus socialistes le Congrès crut devoir adopter une mesure de défiance: ils n'auront pas voix délibérative au Comité Exécutif.

Au Congrès Socialiste de la Seine, le 23 février, le groupe Lorient remporte une éclatante victoire. Si les renseignements que nous avons sont exacts, la Féd. de la Seine enverra au Congrès Socialiste de Strasbourg 1 droitier (groupe Rouaudel), 9 ceutristes et 15 adeptes de la III-e Internationale. Les socialistes parisiens ont décidément pris position.

La Petite République publiait il y a quelque temps cette édifiante manchette: « Le bolchévisme c'est le banditisme, dit Kautsky ». Tandis que le renégat du Socialisme allemand étonnait ainsi l'opinion de la bourgeoisie française, l'écrivain Pierre Hamp publiait dans *l'Humanité* les lignes suivantes qui nous paraissent résumer la situation:

« Aucune force ne peut creuser un fossé assez profond qu'il (le bolchévisme) n'emplisse ou ne dépasse — ou élever une digue qu'il ne franchisse. Pendant que les armées impuissantes contre l'esprit essaient l'encercllement de l'idée, voilà qu'elle crie dans les rues de Paris et que les élections législatives françaises se font pour ou contre elle. Ce que nous ne voulions que mépriser et prétendions si facilement détruire en Russie occupe toute la vie nationale française ». Il n'est donc que deux forces réelles en présence en France: la réaction et la révolution.

V.-S.

ESPAGNE

Situation révolutionnaire

Le moins que l'on puisse dire des formes que revêt en ce moment la lutte des classes en Espagne, c'est que la fermentation révolutionnaire du pays atteint son apogée. La péninsule semble être à la veille d'une conflagration générale que le manque de cohésion du prolétariat peut cependant retarder encore assez longtemps. Une simple énumération des faits permettra au lecteur de juger par lui-même.

Vers la mi-décembre à Bilbao la grève des boulangers, protestant contre l'augmentation du prix du pain, provoquait une vive effervescence; la province de Vittoria manquait de blé et réquisitionnait les récoltes; à Vigo le port semblait mort, le lock-out organisé par le patronat et la grève simultanée des pêcheurs et des ouvriers des fabriques de courses paralysait toute activité; en Andalousie la grève des chemiots battait son plein et Séville n'avait plus de pain; — à Jacn ouvriers et policiers se fusillaient dans les rues; — à Madrid enfin la grève générale des tramways provoquait des échauffourées, des attentats, des échanges de coups de feu entre les patrouilles et les grévistes. A Madrid aussi le lock-out du bâtiment provoquait des rixes au cours desquelles on comptait 30 blessés et 3 morts. Ne se croirait-on pas en Russie à la veille de 1905?

Quant aux événements de Barcelone ils méritent une chronique plus détaillée. Une lutte implacable s'y déroule entre la Fédération patronale et la masse ouvrière groupée autour des syndicats libertaires. Syndicalistes et anarchistes recourent dans une large mesure au terrorisme. La répression d'autre part s'acharne aveuglément — et d'ailleurs en vain. L'exécution du sinistre policier Bravo Portillo, autrefois à la solde de l'espionnage allemand et qui avait torturé puis poignardé un ouvrier syndicaliste, a ouvert la série des attentats. Depuis, les bombes n'ont cessé d'éclater dans les églises, dans les cafés, dans les magasins. On compte une dizaine d'explosions en quinze jours (déc. 9). Le 25 déc. la Carcel Modelo (prison... modèle) était le théâtre d'une tragédie. La guardia-civil, gendarmerie à tout faire, y tua, parmi les détenus révoltés, 5 hommes et en blessait 80. — Quelques jours plus tard l'automobile du leader de la Fédération Patronale, Granpera était attaquée à coups de revolver par des syndicalistes qui, tous, réussirent à s'échapper. Un policier de l'escorte était tué. — A la même époque deux guardia-civil sont tués par des inconnus. La rage des sbires de l'ordre devient telle qu'ils parlent d'organiser un « massacre des syndiqués ». — A Saragosse une bombe éclate dans les locaux d'un journal réactionnaire. — A Gijon une autre endommage l'exposition de l'automobile. — A Valence un policier fameux est tué. — A Carthagène les ouvriers blessent un ingénieur. — Le même attentat se produit à Séville. — Bien plus symptomatique encore est la mutinerie militaire de Saragosse où des artilleurs, conduits par le caporal Godoy, tentent d'arrêter les autorités et de provoquer un soulèvement. Ils appellent un militant anarchiste, Angel Chueca, à les diriger. Ils tuent un officier et un sous-officier. Mais l'ordre est vite rétabli. Chueca tombe en se battant, plusieurs mutins sont passés par les armes. Mais si l'état d'esprit des troupes provoque de tels incidents le Patronat et la monarchie peuvent-ils se sentir en sécurité?

Fait digne de remarque: cette bataille sociale, le Patronat l'a consciemment engagée en décrétant le lock-out. Il est vrai que sa situation économique et financière l'y poussait sans doute — de nombreuses faillites l'attestent. Le lock-out général avait été décrété par la Fédération patronale le 22 déc.; en moins d'une semaine les ateliers se vidaient, les magasins se fermaient, la vie semblait paralysée. Dès le premier moment les travailleurs témoignèrent d'un puissant esprit de solidarité qui s'affirma à Barcelone (3 déc.) lors des funérailles de l'ouvrier Farrago tué par les gardes-blancs. Car il y a une garde blanche volontaire bourgeoise et qui assassine. Vingt mille prolétaires assistèrent à cette manifestation.

Les locaux ouvriers sont fermés. Des centaines de perquisitions ont eu lieu. L'imprimerie anarchiste *Germinal* a

été mise à sac par la police; le quotidien syndicaliste *Solidaridad Obrera* est suspendu. On a fait mieux: on a arrêté et déporté à bord d'un cuirassé en rade de Barcelone les avocats conseillers des syndicats ouvriers! Quantités de militants sont enfermés à la citadelle de Montjuich, de tragique mémoire.

Mais le syndicalisme catalan semble avoir acquis une puissance invincible. Un militant espagnol dont la *Vie Ouvrière* a publié les lettres, écrit qu'il n'y a plus dans la grande cité catalane d'ouvriers non syndiqués, et que les 40.000 ouvriers qui, en neuf mois d'état de siège ont passé par les prisons de la bourgeoisie, ont touché dans leurs organisations, grâce à la solidarité unanime du prolétariat, toutes leurs journées de travail.

La Fédération Patronale de Barcelone veut imposer aux ouvriers: 1) les contrats individuels,—2) sa réglementation du travail,—3) l'intensification de la production,—et 4) la fin de l'agitation extrémiste. Surtout elle ne veut pas traiter avec les syndicats communistes-libertaires.

Et ceux-ci ne veulent pas traiter avec elle, comme ils l'ont hautement proclamé dans un manifeste où ils définissent une fois de plus leur but: expropriation du Capital, abolition de l'Etat.—Pendant la grève des typographes de Madrid les deux seuls journaux qui aient paru *Nuestro Diario* et *El Socialista* étaient ceux des syndicats.

El socialista, organe des modérés, proclama même la nécessité des grèves de solidarité et celle de la violence illégale pour obtenir la dissolution de la coalition patronale.

Naguère encore les centristes, en Espagne, radicaux et républicains, jouissaient dans le pays d'une grande influence. Mais aux heures critiques et décisives il n'est plus de place pour les équivoques et pour les hésitants. Ceux-ci viennent de subir, aux élections municipales, de lourdes pertes. Tandis

que 50% des électeurs s'abstenaient—trouvant sans doute la comédie oiseuse—les conservateurs (mauristes) et les socialistes remportaient des avantages. A Barcelone le triste sieur Lerroux, leader républicain qui invitait quelques jours auparavant la chambre monarchiste et catholique à purger les syndicats des éléments de trouble, a été défait.

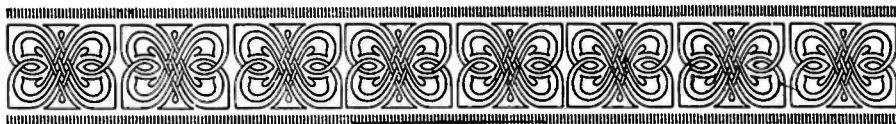
Trop peu connues en Espagne les idées de la III^e Internationale y reçoivent, dans cette atmosphère de lutte prolétarienne, un accueil enthousiaste. Très curieuse, à cet égard, la physionomie du Congrès socialiste de Madrid (11—12 déc.) où presque tous les orateurs, quelles que fussent leurs arrières-pensées, firent l'éloge de la république des Soviets. C'est ainsi que le citoyen Basteiro après avoir constaté «quel enthousiasme pleinement justifié la république des Soviets inspire aux travailleurs» et «approuvé sa ligne de conduite», conclut... en faveur de la II^e Internationale! Fabra Rivas et Pietro Solis argumentèrent de même. Toutes ces palinodies et ces hypocrisies n'empêchèrent d'ailleurs pas la proposition d'adhésion à l'Internationale Communiste, défendue par le camarade Anguiano, d'obtenir un grand nombre de voix.—Le Congrès de la Confédération Générale du Travail Espagnole a adhéré à la III^e Internationale «en attendant que soit créé un organisme syndicaliste et révolutionnaire». Non moins importante est l'adhésion à l'Internationale Communiste du Congrès des Jeunesses Socialistes. L'idée est en chemin.

La III^e Internationale possède depuis peu, en Espagne, son organe officiel *Nuestra Palabra*, hebdomadaire communiste paraissant à Madrid.

Ces faits nous permettent de conclure que l'éducation révolutionnaire du prolétariat espagnol est en bonne voie...

V. - S.





MESSAGES DE SYMPATHIE A LA 3-e INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Depuis le jour de la fondation de la 3-e Internationale jusqu'à la fin de mars 1920, le Comité de l'Internationale Communiste a reçu des messages de sympathie des personnes, groupes et organisations suivantes:

1. Du Comité du parti communiste russe de Pétrograd.
2. Du Comité central du parti communiste russe.
3. De la 6-e division de tirailleurs.
4. Des marins de la flotille du Volkow-Ilmen.
5. Du 8-e congrès du parti communiste russe.
6. Des commissaires du peuple de la république hongroise.
7. Du groupe des révolutionnaires irlandais.
8. Du comité central du parti communiste belge.
9. Du X-e régiment de tirailleurs.
10. Du congrès du parti communiste finlandais.
11. De la conférence des communistes musulmans du Turkestan.
12. De la conférence de la X-e armée de l'Armée Rouge.
13. De la garnison de la forteresse de Cronstad.
14. Du 8-e congrès des Soviets de députés, ouvriers, paysans et soldats du district de Dougaïchev.
15. Des ouvriers du transport fluvial de Kajinsky.
16. Du congrès des Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats de Serpoukovo.
17. Des sections de la X-e division de l'Armée Rouge.
18. Du 2-e congrès communiste pan-russe des organisations des peuples d'Orient.
19. Des soldats rouges communistes du 16-e détachement de la flotte aérienne (hydroavions).
20. Des ouvriers et ouvrières de la ville de Jitomir.
21. Du 1-er congrès de gouvernement de la Dvina septentrionale de l'union de la jeunesse communiste.
22. De Jim Larkin (de New-York).
23. De différents corps de l'Armée Rouge.
24. Des aspirants de la flotte aérienne du Soviet de Pétrograd.
25. De la première conférence des gardes-rouges et aspirants de Tver.
26. Du 7-e congrès des Soviets de députés d'ouvriers, de paysans et de soldats du district d'Orlov (Gouvernement de Viaïka).
27. Du 3-e congrès extraordinaire des communistes de Boukharie.
28. Du 2-e congrès des Soviets du district de Chouy.
29. De la section spéciale du front X (Armée Rouge).
30. Du bureau du congrès des Soviets du district de Tchanbara.
31. Du 1-er congrès de gouvernement de Riazan de l'Union de la jeunesse communiste russe.
32. Du congrès de Tobolsk des représentants des comités révolutionnaires et des comités exécutifs.
33. Du 8-e régiment de réserve de tirailleurs.
34. Des cheminots du réseau de Pskov.
35. Du 3-e congrès du gouvernement de Simbirsk.
36. Du Soviet de députés ouvriers, paysans et soldats de Moscou.
37. Des borotbistes (communistes) ukrainiens.



Table des matières du numéro 9

	Page		Page
Clara Zetkin. Les batailles de 1919 à Berlin et les combattants de la révolution . . .	1243		
N. Lénine. Notes d'un publiciste	1271		
F. Loriot. Tout doux, Longuet!	1279		
A. Kemerer (Taratouta). Lettre à Jean Longuet et au Comité pour la reconstruction de l'Internationale.	1281		
G. Zinoviev. Les questions les plus pressantes du mouvement ouvrier international. Le Parti Communiste et les Syndicats	1287		
K. Radek. Une malheureuse tentative insurrectionnelle.	1301		
G. Sirola. La question nationale en Finlande.	1311		
S. Katayama. Le Japon et la Russie des Soviets.	1321		
John Reed. Le Mouvement révolutionnaire en Amérique (suite).	1325		
F. Platten. Lettre ouverte aux camarades et aux travailleurs suisses	1341		
M. Raphes. Le mouvement communiste juif.	1345		
M. Tomsky. Le mouvement syndical en Russie (suite).	1355		
N. Semachko. La Conservation de la santé publique en Russie soviétiste.	1367		
A. Vinokourov. L'Assurance sociale en Russie Soviétiste	1379		
E. Bionina (Ignès). L'ouvrière en Russie Soviétiste	1393		
Correspondance			
de l'Internationale Communiste.			
Un soldat de la révolution. Lettre de Finlande.	1405		
Documents du			
Mouvement communiste international.			
Appel des Communistes hongrois aux travailleurs français.	1409		
Réponse du Comité Central du Parti Socialiste Britannique à l'appel des Indépendants d'Allemagne	1412		
Adhésion d'Erich Muhsam au Parti Communiste.	1413		
Appel aux ouvriers tanneurs de tous les pays.	1415		
Le programme agraire du Parti Communiste allemand	1415		
Actes			
du Comité Exécutif			
de l'Internationale Communiste.			
Message à l'Association des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.), aux États-Unis d'Amérique	1423		
Aux travailleurs allemands, au Comité Central du Parti Communiste allemand, au Comité Central du Parti Social démocrate indépendant	1435		
Aux travailleurs de tous les pays. Sur la question polonaise	1447		
Aux travailleurs de tous les pays. Sur la terreur blanche en Hongrie	1451		
Message au Congrès Socialiste français de Strasbourg	1453		
Aux Ouvrières de tous les pays, à l'occasion de la journée de l'ouvrière	1455		
Aux travailleurs du monde. Sur le lock-out en Suède	1455		
Aux travailleurs scandinaves, à la classe ouvrière norvégienne, au Parti Ouvrier Norvégien	1457		
Au prolétariat des pays balkano-danubiens, aux partis communistes Bulgare, Roumain, Serbe et Turc	1459		
Accord sur la fusion du Parti Communiste Américain et du Parti Ouvrier Communiste Américain	1463		
L'Internationale de la Jeunesse			
Communiste.			
Manifeste du premier Congrès de l'Internationale de la Jeunesse Communiste	1465		
Le Congrès international de la Jeunesse Communiste	1469		
O. V. Kuusinen			
	1475		
Héros et Martyrs de la révolution			
Communiste.			
A. Balabanova. Marc Andréévitch Nathanson.	1477		
L. Trotsky. A la mémoire du général Nikolaev	1479		
Rapports et Chronique.			
V.-S. France.	1481		
V.-S. Espagne.	1484		
Portraits d'Erich Muhsam et de O. V. Kuusinen.			
Portraits de Liebknecht, de M. A. Nathanson et du général Nikolaev.			